



Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)

ScalingUp
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

Rapport annuel
d'avancement 2016



Crédits photo de couverture (grande photo et de gauche à droite):

© UNICEF (de l'État indien de Jharkhand, qui a rejoint le Mouvement SUN en septembre 2016),

© Panos Pictures, © UNICEF, © OIT / M. Crozet, © UNICEF, © UN Photo

Toutes les informations contenues dans ce rapport ont été recueillies, examinées et rassemblées par le Secrétariat du Mouvement SUN au cours des mois de juin, juillet et août 2016. Le Secrétariat du Mouvement SUN est soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates, le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. La capacité des ressources humaines a été fournie par la France. Le plan d'activités et le budget du Secrétariat du Mouvement SUN soutiennent la mise en œuvre de la stratégie et de la feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020).

MOUVEMENT SUN



Rapport annuel
d'avancement 2016



Liste des abréviations et acronymes

AMS	Assemblée mondiale de la santé
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
GNR	Rapport mondial sur la nutrition
N4G	Nutrition pour la croissance
ODD	Objectifs de développement durable
PIB	Produit intérieur brut
REACH	Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition
SMS	Secrétariat du Mouvement SUN
SUN	Renforcement de la Nutrition
WASH	Eau, assainissement et hygiène

Contenu

Liste des abréviations et acronymes	II
2016 : Un aperçu	V
Résumé	X

Introduction

De l'idée à la réalisation	XIV
----------------------------	-----

Chapitre 1 :

En quoi une bonne nutrition est-elle importante ?	1
Une bonne nutrition : élément essentiel à la réalisation de l'Agenda 2030 de développement durable	3
Paysage mondial de la nutrition 2016 en un coup d'œil	5

Chapitre 2 :

Pays qui dirigent le Mouvement SUN	7
État de la malnutrition dans les pays SUN	7
Qui dirige la coopération des pays SUN ?	11
Échange d'idées et apprentissage en 2015 - 2016	13
Coopération à travers des communautés de pratique	16
Évaluation conjointe du Mouvement SUN 2016	18



Chapitre 3 :

Changement de comportements dans les pays SUN	19
3.1 Développer et maintenir un environnement politique favorable	22
3.2 Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition	33
3.3 Mettre en œuvre des interventions efficaces alignées sur des résultats communs	39
3.4 Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition	46

Chapitre 5 :

Perspectives	73
5.1 Chemin à parcourir	74
5.2 Amélioration continue de la planification et de la mise en œuvre au niveau national en vue d'éradiquer la malnutrition	75
5.3 Mobilisation, plaidoyer et communication pour mener des interventions à forte répercussion	76
5.4 Renforcement des capacités de collaboration multisectorielle et multi-acteurs à tous les niveaux	77
5.5 Équité, égalité et non-discrimination pour tous - avec l'accent sur les femmes et les filles	78
5.6 Valeur ajoutée unique au Mouvement SUN	79
5.7 2017 en perspective	80

Chapitre 4 :

Promoteurs du Mouvement SUN	57
4.1 Réseaux du Mouvement SUN	59
4.2 Groupe principal du Mouvement SUN	63
4.3 Comité Exécutif du Mouvement SUN	65
4.4 Coordinatrice du Mouvement SUN	66
4.5 Secrétariat du Mouvement SUN	67
4.6 Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN (2016 - 2020)	68
4.7 Fonds d'affectation multi-partenaires du Mouvement SUN	72

Chapitre 6 :

Profils des pays SUN	81
Annexe 1 : Statistiques des indicateurs de nutrition dans les pays SUN	83
Annexe 2 : Suivi des progrès au sein du Mouvement SUN	84
Aperçu des progrès dans les pays SUN	85

Le Bangladesh signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

36,1 %

contre 38,7 % en 2011 et 43,2 % en 2007

Le Népal signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

37,4 %

contre 40,5 % en 2011 et 49,3 % en 2006

El Salvador signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

14 %

contre 20,6 % en 2008 et 24,6 % en 2003

La Semaine mondiale de l'allaitement maternel se concentre sur l'allaitement maternel au travail



L'Assemblée générale des Nations Unies adopte l'Agenda 2030 de développement durable



Anthony Lake, président du Groupe principal du Mouvement SUN, participe à deux manifestations clés sur l'augmentation des investissements pour le développement de la petite enfance



Les ministres des Finances et de l'Agriculture et les gouverneurs des banques centrales se mobilisent pour le renforcement de la nutrition par le biais d'un plan d'action lors d'une réunion de la Banque africaine de développement au Sénégal



Le Rapport mondial sur la nutrition 2015 est lancé



Troisième Conférence internationale sur le financement du développement



MI-2015

41

194 participants de **41 pays SUN** se rejoignent pour la 20ème série de réunions du réseau des pays SUN par conférence téléphonique pour discuter de « l'élaboration de la Stratégie actualisée du Mouvement SUN pour 2016 - 2020 »



Le réseau SUN de la société civile lance son projet de redevabilité pour la nutrition

Anthony Lake, président du Groupe principal du Mouvement SUN, nomme **15 personnalités pour siéger au Comité exécutif du Mouvement SUN**

La 8ème réunion du Groupe principal du Mouvement SUN encourage l'**amplification de la portée et de l'impact des interventions** dans la nouvelle stratégie et la feuille de route

46

230 participants de 46 pays SUN se rejoignent pour la 21ème série de réunions du réseau des pays SUN par conférence téléphonique pour discuter de « l'équité et du genre »



Publication de la revue thématique *Renforcement de la nutrition dans la pratique* sur le thème « La contribution de l'agriculture et de la protection sociale à l'amélioration de la nutrition »



Près de 50 participants des pays et réseaux SUN se réunissent pour le **Rassemblement global du Mouvement SUN 2015 à Milan**, en Italie



Le **Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2015** est publié

La Gambie signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

16,2 %,
contre 23,4 % en 2010 et 27,6 % en 2006

Le Nigeria signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

32,9 %
contre 36,4 % en 2013 et 41 % en 2008

Le Lesotho signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

33,2 %
contre 39 % en 2009 et 45,2 % en 2004

Le premier cadre d'investissement pour atteindre les cibles mondiales de la nutrition est lancé lors de la **réunion de printemps de la Banque mondiale**

L'Organisation mondiale de la Santé lance un **outil de suivi des cibles de l'Assemblée mondiale de la santé**

La première série du **The Lancet** sur l'allaitement maternel est lancée

La **Journée internationale de la femme** est célébrée à travers le monde

La **Journée mondiale des toilettes** est célébrée sous le thème « Assainissement et nutrition »

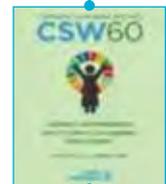


Le **Forum économique mondial 2016** se tient à Davos et l'**indice d'accès à la nutrition 2016** est lancé



Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris

La **60^e session de la Commission de la condition de la femme** aborde les liens avec le développement durable



Le **Soudan** est le **56^{ème}** pays à adhérer au **Mouvement SUN**



Le forum en ligne SUN en-net est lancé



Gerda Verburg est nommée nouvelle **Coordonnatrice du Mouvement SUN** par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

« Je suis ravie d'avoir l'occasion de travailler avec les 56 pays du Mouvement SUN, à l'aube de sa sixième année. Plus de 90 millions d'enfants sous-alimentés vivent dans ces pays. Notre vision est de porter ce nombre à zéro. »



Les membres du **Comité exécutif du Mouvement SUN** se réunissent pour préparer la voie à suivre par le Mouvement



Plus de 300 participants de **45 pays SUN** et de l'État indien de Mahārāshtra se joignent à la 22^{ème} série de réunions du réseau des pays SUN par conférence téléphonique pour discuter des « **objectifs nationaux de nutrition et de la détermination à mener des interventions** »



Le **réseau de la société civile SUN** fait circuler son kit de plaidoyer



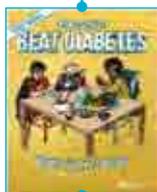
La **Papouasie-Nouvelle-Guinée** est le **57^{ème}** pays à adhérer au **Mouvement SUN**

Le Swaziland signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

25,5 %

contre 31 % en 2010 et 40,4 % en 2008

La Journée mondiale de la Santé attire l'attention mondiale sur le diabète et le premier **Rapport mondial sur le diabète est lancé**



Le Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition lance un nouveau plan stratégique



La Somalie signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

25,9 %

contre 42,1 % en 2006 et 29,2 % en 2000

Le Cameroun signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

31,7 %

contre 32,6 % en 2011 et 36,4 % en 2006

Le Rapport mondial sur la nutrition 2016 est lancé



Les dirigeants du G7 s'engagent à sortir des millions de personnes de la faim et de la malnutrition d'ici 2030



Publication du rapport sur la commercialisation des substituts du lait maternel par UNICEF, l'OMS et le Réseau international d'action pour l'alimentation des bébés



Nourrir des millions : des narratifs de changement



L'Assemblée générale des Nations Unies proclame 2016 - 2025 la **Décennie d'action pour la nutrition**

Les enfants ne peuvent pas profiter pleinement des avantages de la scolarisation s'ils ne reçoivent pas les nutriments dont ils ont besoin, et les économies émergentes ne pourront atteindre leur plein potentiel si leurs travailleurs sont chroniquement fatigués parce que leurs régimes sont déséquilibrés. Voilà pourquoi nous nous félicitons de la Décennie d'action pour la nutrition et sommes impatients d'aider à en faire un succès.

Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture José Graziano da Silva



Le Rapport régional sur la sécurité nutritionnelle révèle que les **enfants de l'Asie du Sud-Est font face au « double fardeau » de l'obésité et de la sous-nutrition**



La 4^e édition de la conférence Women Deliver se tiendra à Copenhague, au Danemark. « L'amélioration de l'état nutritionnel des filles, des adolescents et des femmes renforce leur capacité de réussite scolaire ainsi que d'autonomisation au sein de la population active et la société dans son ensemble. Nous, dans le Mouvement SUN, savons que le cercle vertueux de bonne nutrition et d'un meilleur avenir commence avec la petite fille ».

Gerda Verburg, Coordonnatrice entrante du Mouvement SUN



La soixante-huitième Assemblée mondiale de la Santé se tient à Genève, en Suisse



Le Chef et militant Jamie Oliver se joint aux ministres de la Santé et à l'honorable Nahas Angula pour une réunion en marge de l'Assemblée mondiale de la Santé pour parler de la nutrition à l'échelle mondiale



L'État indien d'**Uttar Pradesh** est le **2^{ème} État indien à adhérer au Mouvement SUN**

49

349 participants de **49 pays SUN** et de l'État indien du Mahārāshtra se joignent à la 23^{ème} série de réunions du réseau des pays SUN par conférence téléphonique pour discuter sur le thème « **Bâtir et maintenir la volonté politique pour des interventions de nutrition** »



L'**atelier sur le financement public de la nutrition en Asie** se tient à Bangkok et réunit plus de 200 participants représentant 18 pays d'Asie.



Le **réseau de la société civile SUN publie de nouveaux outils** pour aider les alliances de la société civile dans leurs efforts de viabilité financière

L'évaluation indépendante du **Fonds d'affectation multi-partenaires du Mouvement SUN** se termine par un rapport final de l'équipe d'évaluation



Publication de la revue thématique **Renforcement de la nutrition dans la pratique Autonomiser les femmes et les filles afin d'améliorer la nutrition : Créer une solidarité féminine à succès**

Le Congo signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

21,2 %

contre 25 % en 2011 et 31,2 % en 2005

Le Guatemala signale des progrès dans la réduction du retard de croissance, avec une estimation à

46,5 %

contre 48 % en 2009 et 54,3 % en 2002

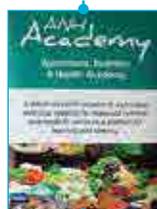
La première **Semaine du milieu universitaire et de la recherche pour l'agriculture, la nutrition et la santé** rassemble avec succès la communauté de recherche en Éthiopie

Le forum politique de haut niveau sur le développement durable évalue les progrès réalisés par rapport aux Objectifs de développement durable

Une réunion de haut niveau sur la Nutrition pour la croissance

organisée au Brésil coïncide avec les Jeux olympiques de Rio

Transform Nutrition annonce ses **dix ambassadeurs de la nutrition**



Un million de personnes sous-alimentées en raison de **l'aggravation de la sécheresse causée par El Niño**



Un nouveau rapport de **Generation Nutrition** invite les parties prenantes à des engagements SMART



La **Semaine mondiale de l'allaitement maternel 2016** renforce l'allaitement au sein comme facteur clé du développement durable



En perspective de l'Agenda 2030 de développement durable



MI-2016

Trois téléconférences régionales sont organisées pour permettre aux pays SUN d'échanger des expériences en matière de prévention et de gestion des conséquences d'El Niño et des chocs météorologiques sur la nutrition



Publication de la revue *Renforcement de la nutrition dans la pratique* sur « **De la science à l'action : les universitaires et les décideurs s'unissent dans les pays SUN** »



Une réunion en marge du Forum politique de haut niveau a marqué le début de la **Décennie d'action pour la nutrition** lors de la réunion sur le thème : « **Ne laisser personne pour compte dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes** ».



En perspective de la nouvelle **Stratégie et Feuille de route** du **Mouvement SUN** (2016 - 2020)





Résumé

Faits saillants 2015 - 2016¹

1. **Le Mouvement SUN marque sa sixième année avec 57 pays et trois États indiens tous engagés pour le renforcement de la nutrition.** Dans ces pays résident plus de 100 millions d'enfants atteints de retard de croissance. Dirigé par des nations et États réunis autour de la société civile, le secteur privé, les organismes des Nations Unies, les donateurs et les milieux universitaires, le Mouvement SUN vise à mettre fin à l'injustice de la malnutrition et à libérer le potentiel de toutes les personnes, sociétés et pays.
2. **En 2016, le Mouvement SUN a accueilli comme nouveaux membres, le Soudan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les États indiens d'Uttar Pradesh et de Jharkhand.** Ils se joignent à une communauté dont les membres ne cessent de procéder aux échanges sur les progrès et défis ainsi que d'apprendre les uns des autres comment rassembler les parties prenantes, mettre les politiques adéquates en place, investir pour créer un impact et œuvrer pour des résultats collectifs. Le Mouvement SUN est un exercice d'amélioration continue, et, ensemble, ses membres déplacent leur centre d'intérêt vers la mise en œuvre et les résultats nécessaires pour mettre fin à la malnutrition, sous toutes ses formes.
3. **Le Mouvement SUN contribue déjà à la transformation des vies, cependant des résultats plus rapides à plus grande échelle sont possibles.** De nombreux pays SUN connaissent des réductions significatives de la malnutrition, ce qui prouve qu'elle peut être éradiquée de notre vie. En 2015 - 2016, le Bangladesh, El Salvador, la Gambie, le Lesotho, le Népal, le Nigeria, la Somalie, le Congo, le Cameroun, le Guatemala et le Swaziland ont tous fait des rapports sur le déclin notoire du nombre d'enfants atteints de retard de croissance².
4. **Le Mouvement SUN supprime les barrières tout en engageant divers secteurs et acteurs aux niveaux national et sous-national.** Les gouvernements unissent leurs communautés de nutrition avec 49 pays ayant désormais une plateforme multi-acteurs active au niveau national. Dans 26 pays, ces plateformes fonctionnent également au niveau sous-national, soutenant des interventions et leur mise en œuvre locale.
5. **Les réseaux de parties prenantes s'élargissent et se diversifient rapidement, à mesure que les pays SUN déterminent les personnes adéquates pour l'impact qu'ils cherchent à atteindre.**
 - 14 pays SUN ont nommé un ou plusieurs ambassadeurs politiques ou sociaux de haut niveau pour la nutrition, allant des Premières Dames, des présidents, des premiers ministres, des vedettes de sport aux autres célébrités.
 - 39 pays ont actuellement en place, une alliance de la société civile, avec plus de 2 000 organisations non gouvernementales internationales et nationales plaidant pour l'amélioration de la nutrition et la mise en œuvre des interventions de nutrition à travers un éventail de secteurs aux niveaux national et sous-national.
 - 29 plateformes multi-acteurs comprennent actuellement des représentants du secteur privé. Cela témoigne de leur apport au secteur de l'alimentation, mais est également le résultat des répercussions croissantes des innovations dans le domaine des communications mobiles.

¹ La période de rapport s'étend d'août 2015 à août 2016

² Les progrès enregistrés dans les pays SUN cités ci-dessus ont été validés par le Groupe conjoint UNICEF, OMS et Banque mondiale pour des estimations sur la malnutrition



et numériques. 23 pays ont établi ou sont en train d'établir des réseaux du secteur privé nationaux SUN. 10 autres ont demandé un soutien pour établir des réseaux nationaux. Plus de 250 entreprises mobilisées ont la capacité d'atteindre 166 millions de consommateurs de produits et de services nutritifs chaque année jusqu'à l'horizon 2020.

- 57 pays ont mis en place des réseaux des Nations Unies dotés de points focaux de nutrition des réseaux des Nations Unies sélectionnés. 35 pays ont nommé des présidents de réseau des Nations Unies. REACH (Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants) était activement dévoué au cours de la période de production des rapports dans 17 pays.
 - 28 pays sont dotés d'un coordinateur des donateurs qui est responsable de l'harmonisation et de l'alignement de l'appui des donateurs aux plans de nutrition dirigés par les gouvernements.
 - 30 plateformes multi-acteurs travaillent actuellement de manière active avec des scientifiques et des universitaires afin de mieux soutenir la prise de décisions éclairée par des données probantes et d'améliorer la coordination entre le gouvernement et les organismes de recherche.
 - 25 plateformes multi-acteurs tirent actuellement parti des pouvoirs budgétaires, législatifs et politiques des parlementaires pour consolider la position de la nutrition en tant que priorité nationale.
 - 13 plateformes multi-acteurs travaillent avec les médias pour mener la sensibilisation sur la nutrition dans le cadre des campagnes de communication pour le changement de comportement, et à travers le plaidoyer pour accroître la visibilité de la nutrition comme une priorité politique.
 - Au niveau global, le Mouvement SUN établit des relations avec des partenaires et alliances clés reconnaissant les liens cruciaux qui existent entre une bonne nutrition, les systèmes alimentaires durables, l'autonomisation des femmes, les soins de santé, l'eau et l'assainissement, et l'éducation. Des partenariats officiels ont été établis avec Sanitation and Water For All et Women Deliver ainsi qu'une collaboration avec «Chaque femme, chaque enfant» ; le Partenariat mondial pour l'éducation ; le Défi Faim Zéro, la Commission mondiale sur les systèmes agricoles et alimentaires pour la nutrition, l'Alliance contre les maladies non transmissibles, le Réseau d'action pour le développement de la petite enfance et l'Initiative EAT.
6. Les pays SUN démontrent que la planification, le chiffrage, la mise en œuvre et le financement d'un ensemble commun de résultats en matière de nutrition constituent encore un travail en cours et le Mouvement doit évoluer pour mieux orienter l'impact. Le suivi de l'impact est le défi majeur.
- Les pays SUN apprennent par la pratique et prennent des mesures juridiques nécessaires pour assurer une bonne nutrition pour tous. 44 pays SUN ont mis en place une certaine forme de mesure légale relative au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. 20 de ces pays SUN disposent d'une législation ou de règlements inclusifs reflétant tous ou la plupart des dispositions du Code. 42 pays disposent d'une législation sur l'iodation universelle du sel, 46 pays disposent d'une législation sur l'enrichissement obligatoire de la farine, 18 pays

ont un niveau élevé de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et 22 pays satisfont au critère du congé de maternité minimal pleinement rémunéré de 14 semaines. 20 pays SUN disposent de stratégies de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication avec 3 autres pays qui développent les leurs.

- 27 pays SUN ont indiqué dans leurs rapports qu'ils disposent actuellement d'un cadre commun de résultats national³. 9 autres sont en train de développer le leur ou de le mettre à jour. 25 pays ont élaboré des plans d'action pour atteindre les objectifs fixés dans leur cadre commun de résultats. 20 pays disposent d'un cadre de suivi et d'évaluation et 6 autres pays sont en train de développer le leur. 18 sont entièrement chiffrés, 8 autres sont en cours de chiffrage. 30 pays assurent le suivi des allocations financières publiques en faveur de la nutrition et 16 ont évalué les lacunes qui doivent être comblées. 19 pays ont indiqué dans des rapports que les donateurs dans les pays sont en phase avec la communication de ces informations.
- Les ambassadeurs de la nutrition au sein du Mouvement rendent plus effectif le dossier de rentabilité de l'investissement dans la nutrition. Grâce au travail acharné des points focaux SUN dans les gouvernements et des réseaux SUN, le total estimatif des allocations budgétaires en faveur de la nutrition dans 24 pays SUN a été fixé à 2,1 % des dépenses des administrations publiques (1,7 % pour les interventions contribuant à la nutrition et 0,4 % pour les interventions spécifiques à la nutrition). Il semble que les pays investissent plus dans la protection sociale, l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Ils se servent des données probantes recueillies grâce à une analyse budgétaire pour plaider en faveur des dépenses plus importantes et mieux adaptées.
- Deux ateliers régionaux étaient organisés à Bangkok, en Thaïlande (22 - 24 avril 2016) et à Nairobi (Kenya) (23 - 25 août 2016) pour aider les pays SUN à mobiliser des fonds publics pour la nutrition. Les pays SUN ont exploré comment l'analyse budgétaire pouvait devenir partie intégrante de l'effort plus global du suivi des ressources financières et des exercices de chiffrage de qualité aux niveaux national et infranational. Ils ont mutualisé leurs efforts visant à tenir les parties prenantes redevables et à tirer parti de l'augmentation des investissements en matière de nutrition, tout en se servant de leurs efforts d'analyse pour consolider les dossiers de rentabilité des investissements dans la nutrition aux fins de plaidoyer auprès des publics cibles tels que les ministères des Finances.
- Lors du lancement du premier cadre de financement de la nutrition⁴, les estimations pour atteindre les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé visant à réduire le retard de croissance chez les enfants et l'anémie chez les femmes, augmenter les taux d'allaitement maternel exclusif et atténuer les conséquences de l'émaciation étaient de sept milliards de dollars US pour les dix prochaines années. Ce montant devait s'ajouter aux 3,9 milliards de dollars que le monde consacre actuellement à la nutrition chaque année. La mobilisation des ressources nécessaires pour accélérer les progrès dans la lutte contre la malnutrition nécessite des interventions en « solidarité mondiale » de la part des donateurs, des pays, des mécanismes de financement innovants, du secteur privé et des consommateurs. L'appropriation nationale et le financement intérieur doivent être maximisés et chaque partenaire devra contribuer en fonction de sa capacité de financement et de son avantage comparatif.

Un aperçu des interventions globales

7. En septembre 2015, l'Agenda 2030 pour le développement durable engage tous les gouvernements à des transformations exhaustives, intégrées et universelles, y compris à l'élimination de la faim et de la malnutrition d'ici 2030. Les Objectifs de développement durable se fondent sur les six cibles globales de nutrition convenues par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS). En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2016 - 2025 la Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition. En août 2016, le gouvernement brésilien a organisé une manifestation sur la nutrition pour la croissance (N4G, d'après ses sigles en anglais) faisant suite aux engagements et mesures convenues par les États membres de l'Organisation des Nations Unies contenus dans le « Pacte de la nutrition pour la croissance » qui a mobilisé des engagements à hauteur de quatre milliards de dollars US lors du premier Sommet de la nutrition pour la croissance en 2013.

³Voir p.35 pour les définitions et les progrès vers l'élaboration de cadres communs de résultats dans le Mouvement SUN

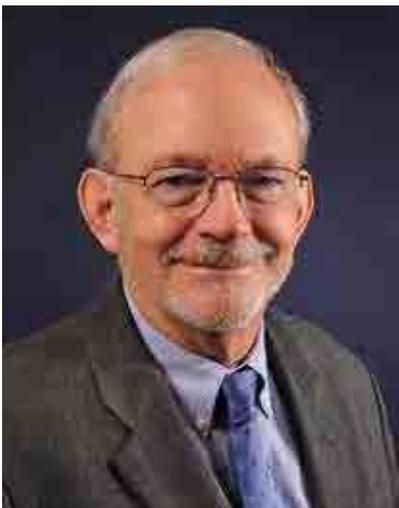
⁴Banque mondiale, Results 4 Development, Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance, 1 000 Days (programme des 1000 jours les plus décisifs), Fondation Bill et Melinda Gates.

En perspective

8. **En 2016, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a nommé un nouveau Coordonnateur du Mouvement SUN, Mme Gerda Verburg.** Mme Verburg remplace M. Tom Arnold, qui a dirigé le Mouvement SUN à travers son évaluation globale indépendante et le processus d'élaboration de la Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN (2016 à 2020). **Un Comité exécutif du Mouvement SUN a également été formé pour guider le Mouvement dans son ambition de générer un impact et d'atteindre des résultats.** Il soutient la Coordinatrice pour impulser la volonté politique en matière de nutrition et promouvoir les valeurs et les principes du Mouvement.
9. **Le Secrétaire général des Nations Unies a nommé un nouveau Groupe principal du Mouvement SUN, composé de chefs d'État, de représentants du secteur public et du secteur privé, d'universitaires et de responsables du changement social.** La Stratégie et la Feuille de route du Mouvement SUN (2016 - 2020) ont été lancées lors de la réunion inaugurale du nouveau Groupe principal du Mouvement SUN en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 septembre 2016 à New York. Tel qu'indiqué dans la Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN, la prochaine phase du Mouvement SUN se concentrera sur la traduction de l'élan en résultats pour les personnes qui partout dans le monde, sont exposées à de grandes souffrances dues à la malnutrition. Ce document présente une vision pratique de la façon dont nous pouvons travailler ensemble pour éradiquer la malnutrition d'ici 2030.
10. **Il sera important de s'inspirer des succès actuels avec une plus grande ambition pour les résultats et l'impact dans tous les pays engagés à renforcer la nutrition.** Cette ambition est une qualité unique, gage du succès du Mouvement. L'ambition sera de s'assurer que le Mouvement reste dirigé par les pays, qu'il soit inclusif, multi-acteur et multisectoriel. Des efforts seront redoublés pour consacrer les Principes de participation au Mouvement SUN qui sont le point d'ancrage des membres du Mouvement SUN à la Stratégie et garantissent que l'équité, l'égalité et la non-discrimination sont au centre de tous les efforts, tout en veillant à ne laisser personne pour compte

Introduction : De l'idée à la réalisation

Par Anthony Lake, Président du Groupe principal du Mouvement SUN et directeur exécutif de l'UNICEF



Le Mouvement SUN a vu le jour en 2010 en réaction aux preuves croissantes sur l'injustice de la malnutrition et ses conséquences en l'occurrence les coûts humains et l'avenir des enfants en tant qu'adultes et les coûts pour leur société.

Depuis, le Mouvement SUN est devenu un véritable mouvement : une structure accessible à tous les réseaux établis en se fondant sur notre idéal commun d'un monde où aucun enfant n'est malnutri. C'est un effort collectif mené par des gouvernements qui s'unissent avec des milliers d'organisations, d'entreprises et de personnes dévouées à améliorer la nutrition de chaque enfant.

En 2016, nous pouvons tous être fiers de mesurer le chemin parcouru. De six pays pionniers en 2010 à 57 gouvernements aujourd'hui, dont les plus récents sont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Soudan et les États indiens d'Uttar Pradesh et de Jharkhand, et d'un groupe relativement restreint d'organisations dévouées, le Mouvement compte aujourd'hui 2 500 groupes de la société civile, plus de 200 entreprises, des donateurs, des scientifiques, des agences des Nations Unies et des citoyens.

Ensemble, nous motivons des actions nationales, en donnant une impulsion à la coopération intersectorielle et en prenant en compte la nutrition dans nos programmes politiques.

Et ensemble, nous pouvons tous bénéficier de réalisations exceptionnelles. En 2012, au lancement du Mouvement SUN, environ 165 millions d'enfants étaient atteints du retard de croissance. Les nouveaux chiffres publiés en septembre 2016 font état de 156 millions, un résultat impressionnant obtenu en partie grâce aux efforts de notre Mouvement. Des réductions spectaculaires du retard de croissance sont enregistrées au Bangladesh, au Népal, au Lesotho, au Salvador et dans de nombreux autres pays.

Notre nouvelle stratégie quadriennale, lancée en septembre 2016 sous le thème : « De l'inspiration à l'impact », s'appuie sur notre bon départ. Elle présente un plan concret de la façon dont nous pouvons transformer l'élan en résultats encore plus impressionnants et bénéfiques pour les personnes souffrant de malnutrition dans chaque pays, suivre ces résultats et utiliser ces connaissances pour impulser de nouvelles mesures visant à améliorer l'accès de millions de personnes du monde entier à la nutrition.

Cette stratégie sera d'autant plus importante que les gouvernements se tournent vers la réalisation des objectifs de développement durable, dont beaucoup contiennent des indicateurs liés d'une certaine façon à la nutrition.

Par exemple, l'Objectif de développement durable 1 : Nous savons que l'investissement dans la nutrition est l'un des meilleurs investissements possibles pour éradiquer l'extrême pauvreté, car les enfants bien



nourris sont 33 % plus préparés pour échapper à la pauvreté à l'âge adulte. De même, les programmes de protection sociale visant à éradiquer la pauvreté, comme les transferts d'argent, peuvent aider les familles pauvres à offrir une meilleure nutrition à leurs enfants. La nutrition joue un rôle fondamental dans le développement du cerveau de l'enfant et donc dans sa capacité future à apprendre, à gagner un bon salaire et à mener une vie productive.

Tout au long de 2015 - 2016, les ambassadeurs de la nutrition du Mouvement ont fait de plus en plus appel à l'investissement dans la nutrition et à la prise en compte des cibles de la nutrition dans le secteur social et le secteur du développement, sur lesquels de nombreux gouvernements consacrent plus de 30 % de leur budget.

Cette démarche est particulièrement de mise actuellement. Selon les estimations, pour atteindre les cibles de la nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé, dont la réduction du retard de croissance chez les enfants et l'anémie chez les femmes, nous devons mobiliser sept milliards de dollars supplémentaires au cours des dix prochaines années.

Ces besoins pressants nécessiteront une coordination toujours plus intensifiée, de nouveaux mécanismes de financement, une plus grande appropriation nationale et un sens renouvelé de solidarité à travers le Mouvement SUN. Notre travail sera grandement amélioré grâce aux mesures prises par le Mouvement SUN en 2016.

Premièrement, le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a nommé récemment Mme Gerda Verburg, ancienne représentante permanente des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome, Coordinatrice du Mouvement SUN. Mme Gerda Verburg remplace Mr. Tom Arnold, dont le leadership a permis de guider le Mouvement SUN et de faire d'importantes contributions à l'élaboration de la nouvelle stratégie et feuille de route du Mouvement SUN.

Deuxièmement, nous avons formé un nouveau Comité exécutif du Mouvement SUN pour nous assister dans notre quête commune de résultats.

Enfin, le Secrétaire général a nommé un nouveau Groupe principal du Mouvement SUN, dont les membres s'appuieront sur les réalisations remarquables de leurs prédécesseurs pour faire de la nutrition une priorité mondiale.

2016 touche à sa fin et nous avons toutes les raisons d'être optimistes. Ensemble, unis par la nouvelle stratégie et feuille de route, nous allons avancer, motivés par les résultats que nous obtenons, la dynamique que nous concourrons à construire autour de la nutrition et l'urgence d'atteindre des millions d'enfants à risque de malnutrition et de retard de croissance.

Notre travail ne sera jamais terminé avant que tous ces enfants n'obtiennent la nutrition qu'ils méritent, l'opportunité d'avoir la vie saine et productive ainsi que l'avenir qu'ils méritent.

Telle est la vision du Mouvement SUN. Nous attendons tous avec impatience le travail en perspective.

1

En quoi une bonne nutrition est-elle importante ?

Qu'est-ce que la malnutrition ?

La malnutrition provient non seulement d'une alimentation insuffisante, de qualité nutritive et de sécurité sanitaire inadéquates, mais d'une multitude de facteurs interconnectés allant de la santé, des soins, de l'éducation, de l'assainissement et de l'hygiène, de l'accès à la nourriture et aux ressources, à l'autonomisation des femmes et plus encore.

C'est un droit fondamental

Chaque femme, homme et enfant a le droit à une saine alimentation et nutrition⁵. Ce droit est consacré par plusieurs traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et par plusieurs autres législations. Plus particulièrement, l'article 11 (1) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels stipule clairement que le « droit à un niveau de vie acceptable inclut le droit à l'alimentation, au logement et aux vêtements ». En outre, le paragraphe 2 de l'article 11 reconnaît le « droit fondamental de toute personne de n'avoir pas faim ».

La Convention relative aux droits de l'enfant quant à elle oblige les États parties à « lutter contre les maladies et la malnutrition, y compris dans le cadre des soins de santé primaires, notamment en se servant des technologies facilement disponibles et en fournissant des aliments nutritifs adéquats et de l'eau potable, en tenant compte des dangers et des risques de pollution de l'environnement ». Paragraphe 2 de l'article 24, point c).

C'est le fondement du bien-être et du potentiel humain

Selon les estimations, 45 % des décès des enfants de moins de cinq ans sont liés à la malnutrition (Black et al. 2013). Pour les enfants qui survivent, les effets à long terme de la malnutrition sont dévastateurs s'ils ne sont pas pris en charge : réduction du développement cognitif et physique, réduction de la capacité de production et mauvaise santé. En effet, les enfants atteints du retard de croissance ont un risque accru d'être en surpoids ou de devenir obèses plus tard dans la vie.

Pour ces raisons, les premiers 1000 jours allant de la grossesse d'une mère au deuxième anniversaire de son enfant sont cruciaux pour déterminer le destin de ce dernier. Une bonne nutrition construit un système immunitaire solide, redoublant les chances de survie des enfants et les protégeant toute leur vie.

⁵ Le droit à l'alimentation est réalisé lorsque chaque femme, homme et enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a un accès physique et économique à tout moment à une alimentation adéquate ou à des moyens pour s'en approvisionner. Le droit à une alimentation adéquate ne doit donc pas être interprété dans un sens étroit ou restreint, qui ne le définit que comme un minimum de calories, de protéines et d'autres nutriments spécifiques. Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) (1999, p.2).



Une bonne nutrition rapporte

Les conséquences économiques d'une mauvaise nutrition ont un effet domino sur un enfant, sa communauté et son pays. Les enfants malnutris sont plus souvent malades, moins présents à l'école et moins capables d'apprendre que leurs camarades bien nourris. L'Organisation mondiale de la santé estime que la réduction de la fréquentation scolaire chez les enfants atteints de retard de croissance se traduit par une réduction des capacités de gain égale à une perte moyenne de 22 % de revenus annuels à l'âge adulte. Au niveau macro, les conséquences économiques représentent des pertes annuelles de produit intérieur brut (PIB) autour de 10 pour cent. En Asie et en Afrique, les pertes annuelles du produit intérieur brut liées au faible poids, à la faible croissance et aux carences en micronutriments chez les enfants sont en moyenne de 11 % supérieures à la perte subie au cours de la crise financière 2008 - 2010.⁶

À l'inverse, investir dans la nutrition peut aider à briser le cycle de la pauvreté et à stimuler le développement économique. Chaque dollar investi peut produire un rendement de 16 dollars.⁷

Ampleur de la malnutrition en 2016

- 2 milliards de personnes souffrent de malnutrition par micronutriments⁸.
- 1,9 milliard d'adultes sont en surpoids ou obèses⁸.
- 159 millions d'enfants de moins de cinq ans sont trop petits pour leur âge (atteints de retard de croissance) ; 50 millions ne pèsent pas assez pour leur taille (émaciés) et 41 millions sont en surpoids ; aucun de ces enfants ne se développe sainement⁸.
- On estime que 794 millions de personnes souffrent de déficit de calories⁸.
- 1 adulte sur 12 dans le monde a le diabète de type II⁸.
- Dans 14 pays, moins de la moitié des enfants de moins de cinq ans échappent au retard de croissance et à l'émaciation⁸.

⁶ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Rapport mondial sur la nutrition 2016 : De la promesse à la réalisation : Mettre fin à la malnutrition d'ici 2030. Washington, DC 2016.

⁷ Rapport mondial sur la nutrition, IFPRI, 2015.

⁸ Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale pour la malnutrition infantile, édition 2015

Bonne nutrition : Élément essentiel à la réalisation de l'Agenda 2030 de développement durable

La malnutrition (qui comprend plusieurs formes de sous-nutrition y compris le surpoids et l'obésité) altère la productivité des personnes et porte un coup à la croissance nationale. En ce sens, la malnutrition représentera un obstacle souvent caché à la réussite des objectifs de développement durable (ODD)⁹. La bonne nutrition est à la fois un résultat du développement et la semence qui est le fondement des avancées futures.

L'Agenda 2030 de développement durable a lancé tous les gouvernements dans des transformations globales, exhaustives et universelles au rang desquelles l'élimination de la faim et de la malnutrition d'ici 2030.

Ils impulsent des interventions pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable. Alors que l'ambition d'« éradiquer la faim, atteindre la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition ainsi et promouvoir une agriculture durable » figure dans l'Objectif de développement durable 2, au moins 12 des 17 objectifs contiennent des indicateurs très pertinents pour la nutrition. Les SDG s'appuient sur les six cibles mondiales en matière de nutrition convenues par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS). Ces objectifs sont au cœur de la Déclaration et du Cadre d'action de Rome de 2014 qui sont le résultat de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2). La Déclaration de Rome

appelle le système des Nations Unies, y compris le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), de travailler plus efficacement ensemble pour soutenir les efforts nationaux et régionaux. Répondant à cela, le CSA a établi un groupe de travail à composition non limitée sur la nutrition en octobre 2015 pour élaborer une vision claire.

En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2016-2025 la Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition, dans le but d'intensifier les actions visant à mettre fin à la faim et à éradiquer la malnutrition dans le monde et à assurer un accès universel à des régimes plus sains et plus durables pour chaque femme, enfant, et homme dans le monde entier.

En août 2016, le gouvernement brésilien a organisé un événement sur la « nutrition pour la croissance » (N4G) sur les engagements et les mesures convenues par les États membres des Nations Unies contenues dans le «pacte Nutrition pour la croissance» qui a mobilisé 4 milliards de dollars au premier Sommet N4G en 2013 .

En effet, tirer parti de cet élan mondial, conjugué à des investissements adéquats et soutenus en matière de nutrition, visant à mettre fin à la pauvreté et à la faim, sera crucial pour atteindre le plein potentiel de l'Agenda 2030.

- Nombre d'indicateurs fortement pertinents pour la nutrition
- Nombre d'indicateurs pas très pertinents pour la nutrition



Source : Rapport mondial sur la nutrition 2016

⁹ Nutrition et Objectifs de développement post-2015, UNSCN, 2014.

Intervenir

Le précieux potentiel de millions d'enfants peut être libéré à travers une bonne nutrition. Une bonne nutrition aide à développer des cerveaux et des corps solides, donnant à cette génération l'occasion non seulement de survivre, mais de prospérer, et d'atteindre son plein potentiel dans la vie. Les répercussions d'une bonne nutrition des enfants sont bénéfiques pour tout le monde. Non seulement elle nourrit les enfants et prépare leur avenir, mais aussi nos économies. À mesure que les enfants grandissent et ont la capacité de résister et que les femmes sont autonomisées, les communautés et les pays mettent ainsi fin au cycle de la pauvreté.

Au cours de la dernière décennie, la reconnaissance mondiale et nationale de la valeur du renforcement de la nutrition pour la santé et le développement futur des enfants, et donc des sociétés s'est intensifiée de manière exponentielle. L'importance d'une approche concertée est maintenant largement partagée, impliquant :

- **de multiples parties prenantes**, dirigées par les gouvernements, soutenues par les agences des Nations Unies, la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire et les donateurs
- **divers secteurs**, notamment la santé, l'agriculture, l'autonomisation des femmes, la planification, l'éducation et plus encore
- **divers niveaux**, des niveaux les plus élevés du gouvernement aux dirigeants communautaires locaux.

Alors que le monde a fait des progrès dans la lutte contre la sous-nutrition, ces progrès ont été trop lents et inégaux entre les régions, les groupes de population et les sexes face à un climat changeant, à une croissance démographique et à une urbanisation accélérées.

En outre, le nombre de personnes en surpoids a augmenté considérablement dans presque tous les pays du monde entier. Toutes les parties prenantes doivent faire face à la « nouvelle norme » qui est celle de la malnutrition sous toutes ses formes dans un même contexte et simultanément. C'est maintenant un problème pour près de la moitié de tous les pays. De nombreux pays SUN auront besoin de rendre leurs investissements et politiques plus performants en recensant et en mettant en œuvre des interventions à double effets qui abordent plus d'une forme de malnutrition à la fois. Sans investissements adéquats et soutenus dans une bonne nutrition, le plein potentiel des Objectifs de développement durable ne saurait être atteint.

Dans ce contexte, le Mouvement SUN est un catalyseur pour le changement. Les expériences de ses membres contribuent à renforcer les données probantes sur le fait que des mesures efficaces sont nécessaires à la réalisation de l'impact, et à la mise en place d'un environnement favorable pour une bonne nutrition apte à garantir que personne ne soit laissée pour compte et que les populations partout dans le monde bénéficient d'une bonne nutrition.



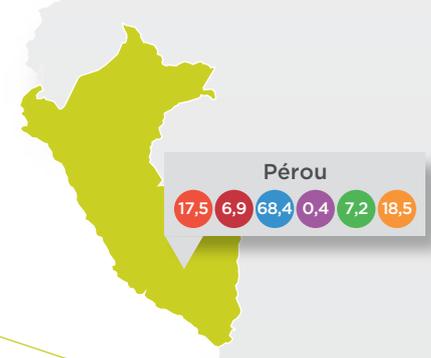
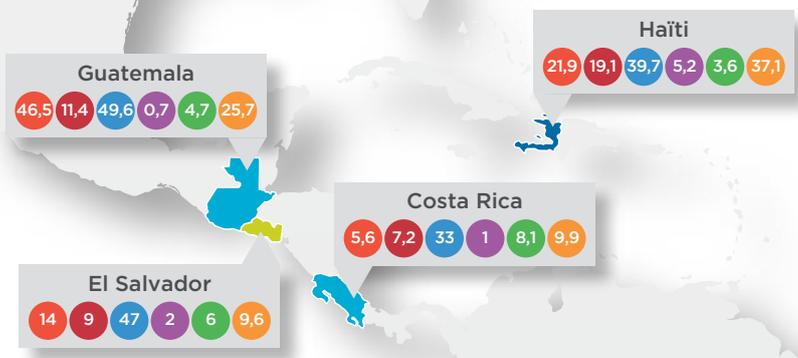
2

Les pays qui dirigent le Mouvement SUN

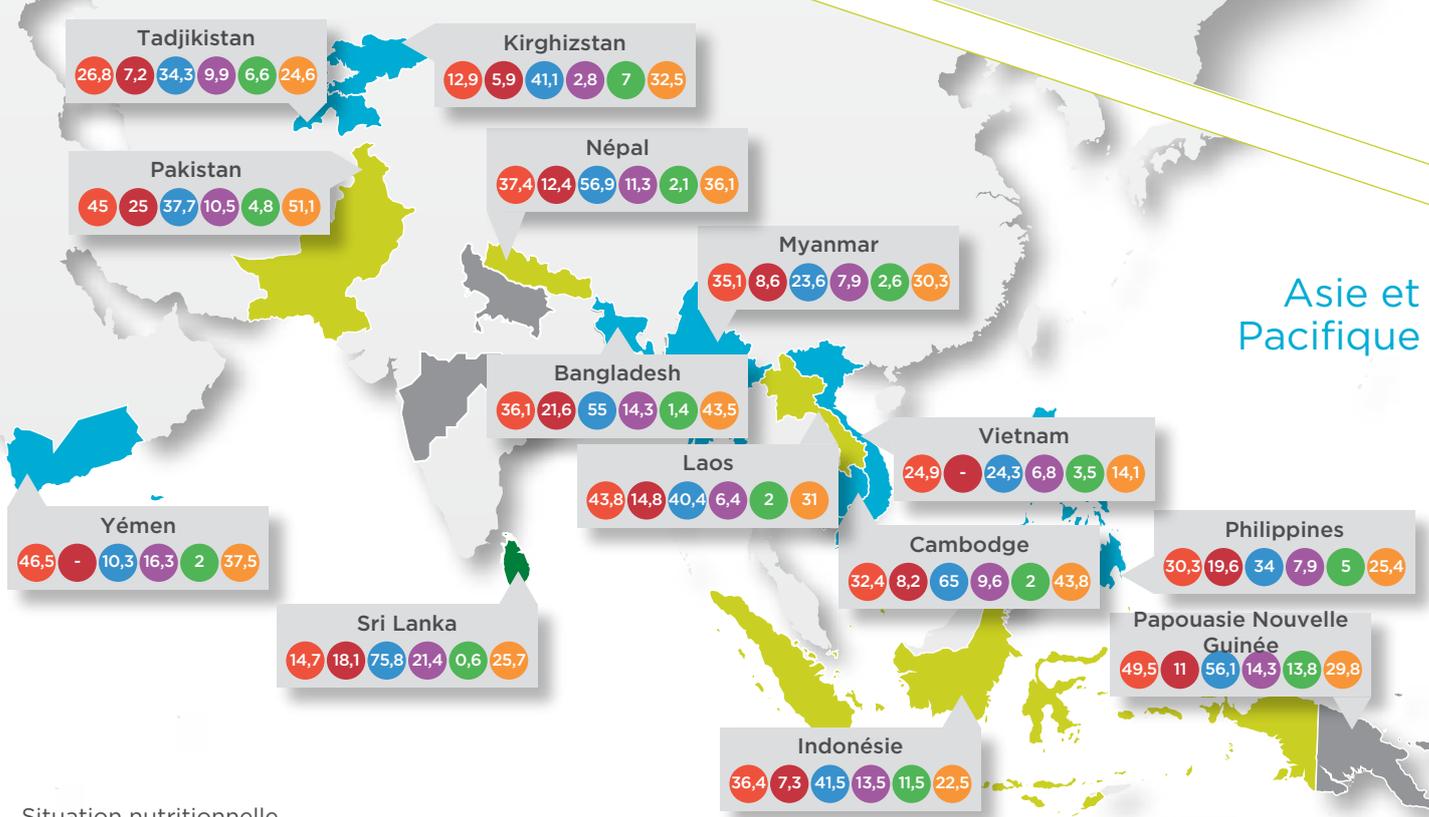
État de la malnutrition dans les pays SUN

57 pays et les États indiens du Mahārāshtra, du Jharkhand et d'Uttar Pradesh dirigent maintenant le Mouvement SUN. Plus de 100 millions d'enfants atteints de retard de croissance y vivent. Grâce à leur mobilisation, leur coopération, leur investissement et la mise en œuvre de mesures efficaces, des millions d'enfants ont une chance d'avoir une vie meilleure. Les communautés prospéreront et le monde sera un lieu plus sûr et plus durable.

Amérique latine et Caraïbes



Asie et Pacifique



Situation nutritionnelle

- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
- Faible poids à la naissance (%)
- Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois (%)
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
- Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2016)*

- 0 - 25 % progrès pondérés
- 26 - 50 % progrès pondérés
- 51 - 75 % progrès pondérés
- 76 - 100 % progrès pondérés
- pondération non disponible

* Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, édition 2015 et résultats de l'Évaluation conjointe menée en 2016 par les pays SUN.

Voir le récent Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN pour plus d'informations



État de la malnutrition dans le Mouvement SUN

Situation nutritionnelle

-  Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Faible poids à la naissance (%)
-  Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois (%)
-  Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

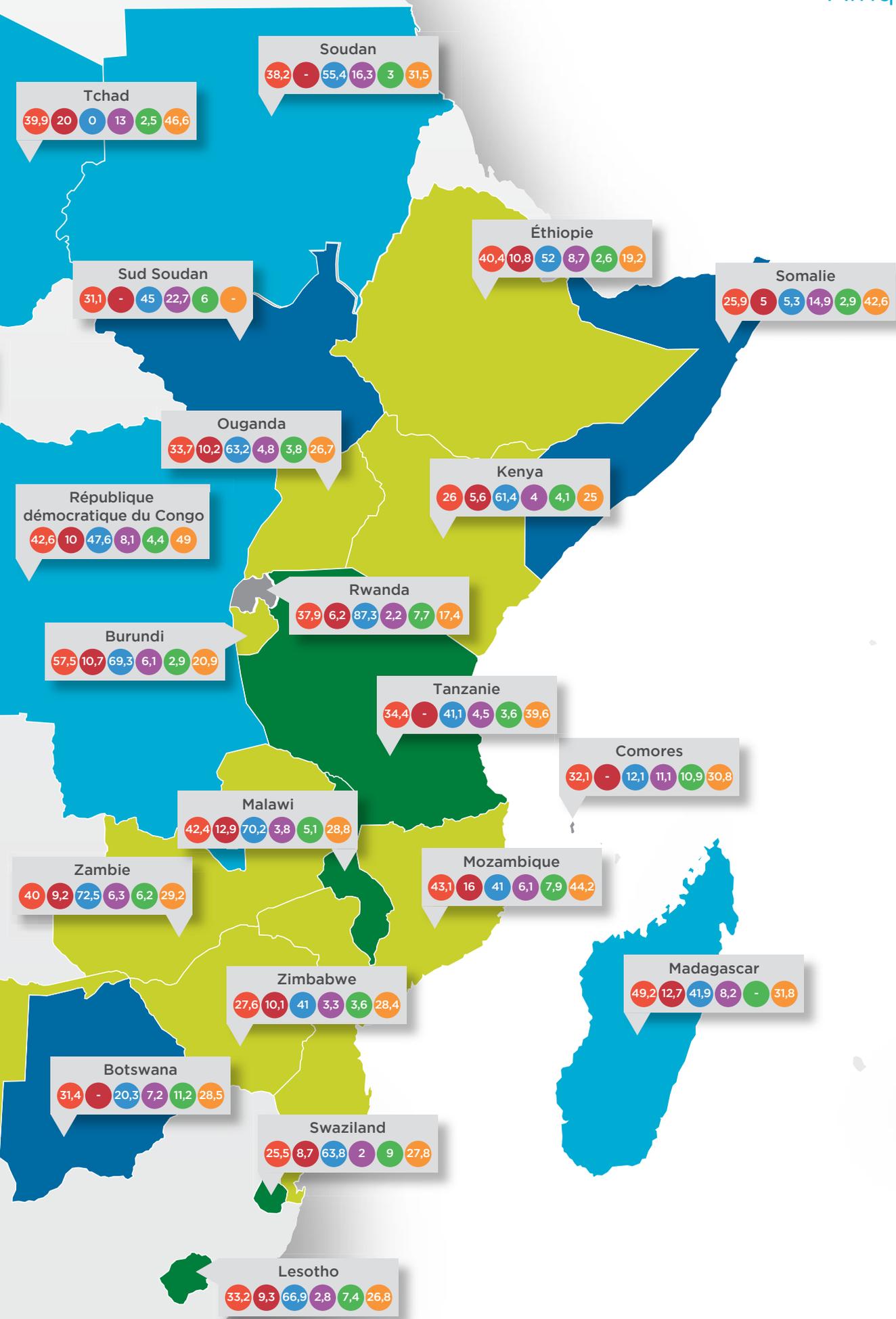
Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2016)*

-  0 - 25 % progrès pondérés
-  26 - 50 % progrès pondérés
-  51 - 75 % progrès pondérés
-  76 - 100 % progrès pondérés
-  pondération non disponible

* Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, édition 2015 et résultats de l'Évaluation conjointe menée en 2016 par les pays SUN.

Voir le récent Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN pour plus d'informations

Afrique



Qui dirige la coopération des pays SUN ?

Le Mouvement SUN est un exemple concret et pratique de coopération. Dirigé par les gouvernements, soutenu par de multiples parties prenantes, il a inspiré une volonté politique sans précédent pour améliorer l'état nutritionnel de tous, partout.

Les agents de changement de la nutrition dans les pays SUN, issus de différents secteurs tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, l'autonomisation des femmes et d'autres secteurs, se réunissent pour s'attaquer aux formes multiples de la malnutrition et bâtir un environnement politique propice à une bonne nutrition. Ils changent leurs comportements individuels et institutionnels afin de pouvoir participer à l'atteinte des résultats nutritionnels communs. Les finances et les ressources sont mobilisées et la couverture des interventions spécifiques à la nutrition et des démarches contribuant à la nutrition qui sont localement pertinentes est renforcée. En coopérant et en alignant leurs interventions, ils peuvent obtenir des résultats beaucoup plus importants que s'ils agissent en rangs dispersés.

37 chefs d'État ou de gouvernement et 17 ministres de la Santé, l'Agriculture, la Planification et des Finances ont lancé leurs gouvernements dans cette démarche collective. Au niveau opérationnel, 55 points focaux SUN dans les gouvernements ont été désignés pour réunir divers agents de changement des organismes des Nations Unies, de la société civile, des donateurs, du secteur privé, du milieu universitaire, des médias et des parlements dans un effort de coopération pour atteindre les objectifs nutritionnels de leurs pays. Les points focaux de gouvernement SUN viennent de secteurs tels que la santé, l'agriculture, la planification et l'économie et leurs efforts pour unir leurs communautés nutritionnelles nationales sont le fondement de la réussite du Mouvement SUN.



Un hommage du Mouvement SUN au Dr Nasreen Khan

“

Nous avons besoin de plus de confiance, plus d'engagement et plus d'ambassadeurs. Le problème de la nutrition n'est pas celui de l'investissement, mais de la volonté politique.

En septembre 2016, le Dr Nasreen Khan, directeur adjoint du Département des services nutritionnels nationaux et conseiller technique SUN au ministère de la Santé et du Bien-être familial est décédé.

Nasreen faisait des consultations approfondies, et avec passion et dynamisme. Coordonner des ateliers de plaidoyer, animer les discussions du groupe de travail sur la communication pour le changement de comportement, piloter la politique nationale de nutrition, organiser des ateliers de journalistes pour suivre l'application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, coopérer pour le Plan national d'action de nutrition, étaient les activités routinières de Nasreen. Elle croyait avec sincérité en l'importance de l'apport de toutes les parties prenantes fussent-elles du gouvernement, de la société civile, du secteur privé, du parlement, des organismes des Nations Unies ou des donateurs.

Nasreen était une voix dynamique pour la nutrition à l'échelle mondiale et ses paroles ainsi que sa détermination traverseront le temps pour guider les autres pendant de nombreuses années à venir. Elle était d'une passion contagieuse et l'on pouvait toujours compter sur elle pour encenser une salle pleine avec des mots imagés :

Au nom du Mouvement SUN, nous exprimons nos plus sincères condoléances à la famille de Nasreen, à ses amis et à toutes les personnes qu'elle a tant inspirées. Nasreen : vous êtes une source d'inspiration et votre travail et votre flair pour la vie resteront longtemps dans nos mémoires.



“

Nous devons « mettre du rouge à lèvres » sur la nutrition. La rendre attrayante.

Échange de connaissances et apprentissage en 2015 - 2016

En 2015 - 2016, le réseau des pays SUN, composé des Points focaux SUN dans les gouvernements et leurs plateformes multisectorielles, s'est réuni à trois reprises, à travers des réunions du réseau des pays SUN. Lors des discussions sur les progrès, les défis et les leçons apprises sur des thèmes majeurs ont été échangées, et serviront à soutenir les efforts de renforcement de la nutrition. Ils ont examiné les répercussions de l'égalité et du genre sur l'état de la nutrition, échangé sur l'établissement des cibles nationales de nutrition et les engagements à l'action y relatifs, et ont en outre examiné la démarche utilisée par les pays du Mouvement SUN pour mettre en place et maintenir l'engagement politique pour des actions de nutrition. Une série exclusive d'échanges de connaissance a également été organisée pour aider les pays d'Amérique latine, d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est à faire face aux principales menaces posées par El Niño et à l'insécurité alimentaire croissante.

Rencontre virtuelle

Les réunions du réseau des pays SUN sont un forum clé dans le Mouvement SUN pour l'échange d'expériences, l'accompagnement et le recensement des difficultés communes et des moyens uniques déployés par chaque pays pour aborder ces difficultés. Ces réunions donnent également l'occasion aux pays de se rassembler et de collaborer.

21^e réunion : 14-18 septembre 2015 | 230 participants | 46 Pays SUN :

Principales leçons :

- L'éducation des femmes, le changement de comportement et la communication sont essentiels. Mais il est important d'inclure les hommes dans l'éducation nutritionnelle, les séances d'alimentation des enfants et les groupes de soutien. Soutenir l'élaboration de plans globaux de changement de comportement et la prise en compte de la perspective sexospécifique dans les plans et stratégies nutritionnels nationaux.
- Il est essentiel de travailler avec l'industrie et les employeurs pour réduire les disparités entre les sexes en matière de salaires.
- Des difficultés subsistent dans l'application de la loi et la mise en œuvre de certaines réformes, comme l'accès des femmes à la terre et l'accès à l'éducation. La participation de la communauté au stade initial est cruciale pour les réformes.
- Obtenir des informations et des données désagrégées à partir des niveaux décentralisés est difficile.
- La diffusion de plus de données probantes est importante, en particulier sur les interventions nutritionnelles fortement bénéfiques pour les adolescentes.
- Recenser les outils pour une meilleure analyse de la situation et renforcer les cadres de suivi et d'évaluation avec des indicateurs appropriés et des données ventilées.
- Plaidoyer pour une forte volonté politique et l'adoption d'une législation favorable aux femmes.
- Renforcement des capacités aux niveaux des districts et des provinces.

Équité et égalité des sexes dans les pays SUN



22^e réunion : 25-29 janvier 2016 | Plus de 300 participantes | 45 pays SUN y et l'Etat du Mahārāshtra

Principales leçons :

Leçons à retenir pour établir des cibles nationales de nutrition réalisables

- Analyser l'évolution des tendances en utilisant des données fiables sur une période définie.
- Le niveau d'ambition doit être fixé à l'échelle nationale en se fondant sur la dernière prévalence, l'évolution des tendances, la croissance de la population et une analyse des facteurs contextuels.
- La mobilisation de la volonté politique pour l'appropriation et l'atteinte des cibles nationales est essentielle parce qu'elle permet de faire participer tous les secteurs et parties prenantes concernées.

Leçons à tirer de l'engagement SMART pour garantir des interventions afin d'atteindre des résultats

- Des allocations budgétaires adéquates sont essentielles pour garantir la traduction en actions des engagements.
- Des mécanismes renforcés de coordination et des ressources humaines adéquates à tous les niveaux de gouvernement concourent à garantir la traduction des cibles de nutrition en actions effectives.
- Les engagements de mise en œuvre doivent être spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps.
- Les efforts visant à améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation sont essentiels pour suivre et corrélérer la mise en œuvre avec l'atteinte des cibles.

Leçons pour faire le lien entre les cibles, les engagements et les interventions.

- La phase de planification offre la possibilité de traduire les cibles et les engagements en interventions concrètes et en ressources (humaines, matérielles et financières) nécessaires.
- Les données opportunes et fiables sont essentielles pour éclairer les décisions sur la mise en œuvre et les dépenses.
- Le financement en fonction de la performance peut aider à garantir la mobilisation des ressources sur une base continue et peut aider à intensifier la mise en œuvre et à rendre les dépenses plus efficaces.

Objectifs et engagements nationaux à l'action pour la nutrition



Mettre en place et maintenir l'engagement politique pour les actions en faveur de la nutrition

23e réunion : 9-13 mai 2016 | 345 participants | 49 pays SUN et l'Etat indien du Mahārāshtra

Principales leçons :

- La prise en compte de la nutrition dans les plans de développement nationaux est utile pour soutenir l'engagement politique.
- Les efforts de plaidoyer doivent être soutenus car les mécanismes en place peuvent être modifiés à cause de la transition politique.
- Des manifestations nationales de haut niveau ouvertes à toutes les principales parties prenantes concourent à maintenir l'élan et la détermination pour le renforcement de la nutrition.
- Les rapports continus par le biais des médias permettent aux personnalités de haut niveau de rester mobilisées.
- L'intérêt, la passion et la détermination individuels mènent à une meilleure communication et un meilleur plaidoyer
- Recenser les principaux leaders d'opinion (politiciens, artistes et parlementaires) et en faire des ambassadeurs de la nutrition.
- Collaborer pour la compréhension commune et le cadrage de la nutrition avec un ensemble de secteurs clés (commencer à une échelle réduite et cibler les plus importants), expliquer la mise en place d'une plateforme de haut niveau, et adopter une démarche collective pour l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie, dans le respect du pouvoir et de l'autonomie des parties prenantes
- Organiser des visites d'échange ou solliciter des formations auprès des pays sont des exemples de bonnes pratiques.

Intervention des pays SUN face à El Niño

Réunion extraordinaire : 28 juin et 14 juillet

Principales leçons :

- L'état nutritionnel est en baisse dans les pays SUN à la suite de chocs climatiques répétés, exacerbés par les répercussions d'El Niño. La situation est urgente, mais l'on peut y faire face.
- L'impact d'El Niño est spécifique au contexte, ce qui nécessite des interventions adaptées à l'échelle mondiale, régionale, nationale et infranationale.
- Les groupes marginalisés sont les plus à risque et les groupes de population qui sont déjà vulnérables aux chocs climatiques sont les plus préoccupants.
- La mémoire institutionnelle peut être mise à profit et il faut prendre soin de ne pas marginaliser et chevaucher les structures et les compétences disponibles, lorsqu'il est question des besoins humanitaires immédiats. La promotion du partage d'expériences entre les pays est importante.
- Des systèmes consolidés de gestion de l'information veillent à ce que les décideurs disposent de données actualisées et fiables pour éclairer leurs plans de préparation et d'intervention ; l'utilisation de ces données nécessite certaines capacités.
- Les actions intégrées amplifient l'impact et l'efficacité. Aborder la malnutrition nécessite une approche holistique, avec des interventions nutritionnelles directes couplées à des approches contribuant à la nutrition.
- La collaboration multi-acteurs est essentielle, notamment entre les acteurs humanitaires et de développement, quoiqu'elle fasse souvent défaut. Le secteur privé en particulier, est sous-utilisé.
- L'engagement politique pour garantir l'amélioration des résultats de nutrition est essentiel et nécessite un ensemble d'efforts du gouvernement dans son ensemble. La nutrition peut être mieux intégrée dans les structures de planification, de coordination et de programmation. Les mesures d'atténuation et de résilience peuvent être mieux intégrées dans les plans nationaux de nutrition.
- Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour les interventions humanitaires, toutefois, il est nécessaire d'investir dans la réduction et la résilience aux risques de catastrophes, pour atténuer les effets des chocs futurs (inévitables).

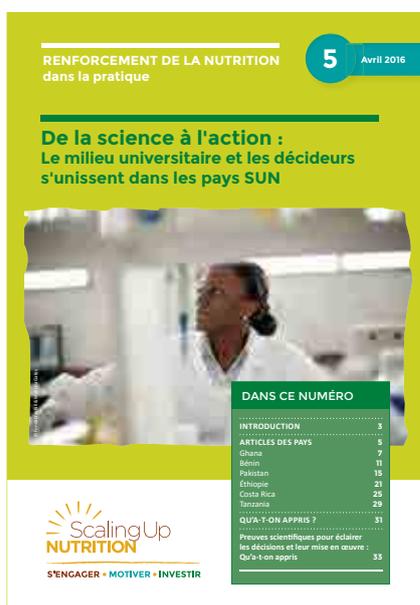


Rencontres en face-à-face

Deux ateliers régionaux ont été organisés à Bangkok, en Thaïlande (22 au 24 avril) et à Nairobi (Kenya), du 23 au 25 août, pour aider les pays SUN à mobiliser des fonds publics pour la nutrition. Les pays SUN ont exploré comment l'analyse budgétaire pouvait devenir partie intégrante de l'effort plus global de suivi des ressources financières et des exercices de chiffrage de qualité aux niveaux national et infranational. Ils ont mutualisé leurs efforts visant à tenir les parties prenantes redevables et à tirer parti de l'augmentation des investissements en matière de nutrition, tout en se servant de leurs efforts d'analyse pour consolider les dossiers de rentabilité des investissements dans la nutrition aux fins de plaider auprès des publics cibles tels que les ministères des Finances.

Une réunion de travail a été organisée à Nairobi, au Kenya (26 août), avec des délégués du Malawi, du Ghana, de la Zambie, du Niger, du Bénin et du Burkina Faso et de l'Organisation mondiale de la santé, sur l'apprentissage des moyens d'atténuer les conflits d'intérêts, l'utilisation des outils de prévention et de gestion, et les difficultés dans la prise en compte des conflits d'intérêts dans l'élaboration de plans multisectoriels.

Documenter et diffuser les expériences des pays



Lancement de la Revue thématique *Renforcement de la nutrition dans la pratique : De la science aux réalisations. Les universitaires et les décideurs se réunissent dans les pays SUN*, à l'occasion de la semaine de l'Académie de l'agriculture, de la nutrition et de la santé à Addis-Abeba, en Éthiopie. À travers des études de cas préparées par des universitaires et des scientifiques du Ghana, du Bénin, du Pakistan, de l'Éthiopie, du Costa Rica et de la Tanzanie, elle examine comment le milieu universitaire travaille à équiper les décideurs de la nutrition de données probantes dont ils ont besoin pour faire des choix politiques éclairés.

Leçon :

- Renforcer la capacité de traduire les données probantes en base de prise de décision efficace
- Il est essentiel de d'affiner les programmes de recherche en fonction des priorités nationales.
- Améliorer la coordination entre les institutions gouvernementales de planification et les organismes de recherche
- Élargir et stimuler la participation du milieu universitaire

Lancement de la Revue thématique *Renforcement de la nutrition dans la pratique. Autonomiser la femme et la fille en vue d'améliorer la nutrition : Établir une solidarité féminine pour le succès*, a été lancé à l'occasion de la conférence Women Deliver 2016 à Copenhague au Danemark. Cette revue présente des études de cas du Sénégal, du Lao, de la Sierra Leone, du Tadjikistan, du Malawi et du Zimbabwe, avec un avant-propos de Mary Robinson, présidente de la Fondation Mary Robinson - Climate Justice et membre du Groupe principal du Mouvement SUN.

Leçon :

- Les femmes doivent être à la table des décisions et leur voix doit être prise en compte
- Une démarche communautaire est essentielle
- L'éducation et la connaissance sur la nutrition concourent au succès
- Les hommes doivent défendre et se mobiliser activement pour l'autonomisation des femmes



Coopération à travers des communautés de pratique



Les communautés de pratique SUN sont des groupes de personnes aux intérêts communs, qui se réunissent physiquement ou virtuellement pour présenter des narratifs, partager et débattre de certains problèmes et opportunités, échanger sur les bonnes pratiques, commenter sur des leçons apprises et innover pour combler les lacunes.

Définition convenue en juin 2015, lors d'une réunion des fournisseurs de soutien au Mouvement SUN. Tirée de (Wenger, 1998 ; Wenger et Snyder, 1999)

Dans le Mouvement SUN, des représentants des gouvernements, de la société civile, du secteur privé, du milieu universitaire, des agences des Nations Unies, des donateurs et des spécialistes techniques, sous la coordination du Secrétariat du Mouvement SUN, se rassemblent pour résoudre collectivement leurs problèmes liés à la nutrition. Ils apprennent les uns des autres par le partage des bonnes pratiques de planification, mise en œuvre, plaidoyer, communication, renforcement des partenariats et mettent l'accent sur une démarche équitable pour mettre fin à la malnutrition.

En 2016, les communautés de pratique SUN ont réuni des pays asiatiques et africains par le biais d'ateliers et de réunions en face-à-face pour mobiliser des finances publiques pour la nutrition, mener le plaidoyer à l'occasion des moments clés tels que Women Deliver 2016 et l'Assemblée mondiale de la Santé et renforcer les coopérations avec les parties prenantes du domaine de l'eau et de l'assainissement. Ils se sont réunis pour apporter un soutien spécifique à chaque pays SUN et ont coordonné les visites d'assistance technique dans les pays. Ils ont également initié des forums de discussion technique en ligne pour favoriser l'échange et l'apprentissage entre pairs, en partenariat avec le Réseau de nutrition d'urgence par le biais d'EN-Net. Trouver de plus amples détails sur ces contributions dans les chapitres suivants.

Quatre communautés de pratique du Mouvement SUN sont actuellement établies pour soutenir les pays SUN afin de renforcer leurs compétences dans les domaines essentiels pour le renforcement de la nutrition. Le travail de ces communautés de pratique est aligné sur les domaines thématiques décrits dans la Stratégie et la Feuille de route du Mouvement SUN 2016 - 2020.

1. Amélioration continue de la planification et de la mise en œuvre au niveau national en vue d'éradiquer la malnutrition

Cette communauté vise à renforcer la capacité des pays à traduire l'engagement politique en résultats et à planifier et mettre en œuvre des interventions visant à éradiquer la malnutrition. En établissant un ensemble de résultats communs, convenus par les secteurs et les parties prenantes clés, les partenaires de soutien sont tous liés comme une entité unique pour répondre aux besoins de ceux qui souffrent le plus. Ses membres travaillent pour aider tous les pays SUN :

- à faire approuver leurs plans de nutrition au plus haut niveau, avec des cibles nationales de nutrition et une estimation de coût des mesures qui orientent la mise en œuvre collective et l'allocation des ressources
- à suivre régulièrement et de manière transparente les allocations budgétaires au regard des plans et à démontrer une meilleure utilisation des données financières grâce à une meilleure sensibilisation, planification et de meilleures répercussions.
- à augmenter les ressources pour la nutrition à la fois de sources nationales et externes.
- à disposer de systèmes permettant d'analyser et d'utiliser des données de qualité pour la prise de décisions, la redevabilité et le plaidoyer.
- à renforcer la mise en œuvre des mesures convenues et démontrer les améliorations qui en découlent.

2. Mobilisation, plaidoyer et communication pour l'impact

Le Mouvement SUN s'est jusqu'à présent particulièrement illustré par sa capacité à inspirer des mouvements nationaux des 57 pays qui font de la nutrition une priorité politique grâce à des efforts de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication. Cette communauté cherche à soutenir les pays SUN dans leurs efforts pour maintenir la volonté politique à travers le plaidoyer et la communication stratégique qui ont une résonance auprès de tous les secteurs de la société, soutiennent la mise en œuvre et inspirent la réflexion et l'amélioration continue. Ses membres travaillent pour aider tous les pays SUN :

- à faire de la nutrition une priorité, politique, financière et institutionnelle au niveaux national, régional et international.
- à renforcer la mise en œuvre de la mobilisation populaire, le plaidoyer et la communication pour le changement de comportement, alignés sur les priorités nationales.
- à mieux communiquer sur les effets économiques, humain et de développement de la malnutrition, et sur la manière d'y faire face.

3. Renforcement des capacités de coopération multisectorielle et multi-acteurs à tous les niveaux

Cette communauté s'unit pour renforcer la capacité des personnes et des institutions à collaborer efficacement, aux niveaux national et infranational. Cette capacité est complétée par la formation de coalitions et d'alliances entre les secteurs, qui peuvent contribuer à la nutrition, et la rendre clé pour le développement national. Un environnement de collaboration basé sur la confiance et le respect des principes est nécessaire, dans un contexte où de nombreux partenaires peuvent avoir des intérêts différents. Ses membres travaillent pour aider tous les pays SUN :

- à créer des partenariats multi-acteurs performants pour une coordination efficace aux niveaux infranationaux;
- à amener toutes les parties prenantes clés à participer de façon mesurable au renforcement de la nutrition;
- à disposer de politiques et législations alignées, avec un engagement politique le renforcement de la nutrition;
- à s'assurer que les pays adoptent une approche de prévention des conflits d'intérêts lorsqu'ils émergent;
- à garantir des investissements cohérent et suffisants dans le renforcement des capacités des gouvernements et des partenaires.

4. Promouvoir l'équité, l'égalité et la non-discrimination pour tous, avec l'accent sur les femmes et les filles

Les membres du Mouvement SUN se sont engagés à lutter contre les facteurs d'inégalité qui engendrent la malnutrition et qui sont communs à tous les pays, et à assurer l'égalité et la non-discrimination pour tous. Ces facteurs peuvent être liés aux circonstances sexospécifiques, sociales, ethniques, religieuses, économiques et géographiques, ainsi que celles susceptibles d'être exacerbées par les crises prolongées et les changements climatiques. Cette communauté soutient les efforts des pays SUN visant :

- à assurer l'amélioration équitable de l'état nutritionnel de toutes les personnes, en veillant à ce que personne ne soit laissée pour compte;
- à adopter des politiques qui réduisent les inégalités nutritionnelles, en particulier chez les femmes et les filles, et éliminer les lois et pratiques discriminatoires;
- à s'efforcer de faire participer les représentants des communautés vulnérables à leurs processus décisionnels.

Évaluation conjointe du Mouvement SUN 2016

Pour faire le point sur les progrès accomplis, réfléchir aux difficultés, mobiliser le soutien pour réaliser les objectifs communs de nutrition et fixer les priorités pour l'année à venir, 43 pays SUN ont organisé des réunions de leurs communautés nutritionnelles entre avril et juillet 2016.

Ce processus de réflexion annuelle et d'établissement des priorités est l'une des caractéristiques qui définissent le Mouvement SUN. Les données recueillies reflètent les transformations institutionnelles qui encouragent les contributions et l'impact mesurables et collaboratifs des agents de changement de la nutrition. Lorsqu'ils réfléchissent à leurs progrès vers la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN (voir p.21), ils se tiennent mutuellement responsables et restent constants dans la voie de l'amélioration. Le processus lui-même est unique en ce qu'il permet à diverses parties prenantes et secteurs, de construire un consensus.

45 pays SUN ont mené une évaluation conjointe de haut niveau en 2016 en organisant des examens en face à face avec leurs plateformes multi-acteurs.



Recommander des principes pour les prochaines évaluations conjointes

1. Le reporting des progrès réalisés dans le Mouvement SUN doit être **un effort national et collectif mené par les points focaux SUN des gouvernements et les parties prenantes essentielles des pays**, sous l'assistance technique du Secrétariat du Mouvement SUN et des réseaux SUN.
2. Il faut s'assurer que le processus de l'Évaluation conjointe est **participatif, impliquant les parties prenantes pertinentes du gouvernement, de la société civile, du milieu scientifique et universitaire, les donateurs, les Nations Unies, le secteur privé, ou d'autres parties prenantes**
3. Il faut se servir du processus comme d'un moment de concentration de la réflexion et des échanges sur les questions **de gouvernance, de stratégie, de renforcement des capacités, et de travail d'équipe**, des sujets souvent négligés à cause de la pression dans les discussions sur les programmes, ou d'autres sujets plus immédiats.
4. Alors que les contributions peuvent être collectées à travers un certain nombre d'approches, **une réunion en face-à-face est l'occasion de réfléchir, d'harmoniser les efforts et d'établir des priorités.**

3

Changement de comportements dans les pays SUN

“

Le Mouvement SUN est une manifestation de la conviction que ce n'est que par le biais de la collaboration, à travers la diversité des approches sectorielles, des intérêts des parties prenantes et des mandats institutionnels, qu'il sera possible de réaliser progressivement le droit à une alimentation adéquate et la justice nutritionnelle pour tous.

David Nabarro, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur l'Agenda pour le développement durable et le changement climatique

Ce chapitre examine comment les pays du Mouvement SUN et les agents de changement spécifiques à l'intérieur des pays changent leurs comportements institutionnels pour créer un environnement propice à la nutrition, apte à assurer la prospérité des mères, des enfants, des adolescents et des familles.

Il est inspiré de :

- l'évaluation conjointe du Mouvement SUN 2016 qui reflète la période allant de mai 2015 à juin 2016 ;
- trois réunions du réseau de pays SUN ;
- les échanges de pays à pays, tels que les ateliers régionaux ;
- des rencontres bilatérales de communication et d'assistance technique organisées par le Secrétariat du Mouvement SUN ;
- et les efforts en cours à travers les communautés de pratique SUN.

Ce chapitre analyse l'inspiration et son déploiement en interventions à travers le Mouvement. Il examine les progrès réalisés en ce qui concerne les objectifs stratégiques du Mouvement, complétés par des études de cas et des conseils de pays et des orientations, dans le but de servir de référence exhaustive présentant les démarches pratiques des pays du Mouvement pour mettre fin à la malnutrition.

La demande pour des narratifs sur les approches à succès et les approches à améliorer est croissante. Des études de cas des approches à succès pour la conception, la mise en œuvre, le renforcement et le maintien d'une combinaison appropriée d'interventions en matière de nutrition sont de plus en plus sollicitées dans la recherche globale et les interventions de nutrition. Le Mouvement SUN vise à mobiliser les connaissances nécessaires pour relever ce défi, ce qui nécessite à la fois de l'expérience et des données probantes.



Atteindre les objectifs stratégiques du Mouvement SUN

Soutenus par un engagement politique croissant, les pays du Mouvement SUN rassemblent de plus en plus un ensemble diversifié de parties prenantes sectorielles clés pour délibérer et prendre des mesures conjointes pour améliorer la nutrition. Ils élaborent un cadre politique et juridique favorable en adoptant une législation en faveur de la nutrition, notamment des mesures qui reflètent les dispositions du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et des lois sur la protection de la maternité. Les parties prenantes s'alignent sur des résultats de nutrition communs, par la mise en œuvre, le suivi des impacts, l'adaptation et l'apprentissage pratique. De plus en plus, des investissements importants dans la nutrition sont réalisés avec des améliorations notoires dans la capacité des pays à suivre et à chiffrer les dépenses de nutrition et à plaider en faveur d'une augmentation des dépenses.

Les pays SUN, appuyés par toutes les parties prenantes du Mouvement, **décident de créer un environnement favorable au renforcement de la nutrition** en consolidant les quatre processus stratégiques énoncés dans la Stratégie du Mouvement SUN 2016 - 2020 :



1. Développer et maintenir un environnement politique favorable



2. Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition



3. Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées sur des cadres communs de résultats



4. Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition

3.1 Étendre et maintenir un environnement politique favorable



Dans le Mouvement SUN :

- Un leadership fort dans le pays traduit l'engagement en action et inspire la dynamique politique et sociale collective.
- Un espace partagé (des plateformes multi-acteurs) aux niveaux national et local ouvre la voie à une action collective, et permet aux agents de changement de la nutrition de se rendre mutuellement redevables du renforcement de l'impact

Aperçu

Le premier objectif stratégique du Mouvement SUN couvre deux éléments cruciaux qui sont complémentaires pour renforcer la nutrition : la politique de gestion et la coordination de toutes les parties prenantes concernées par la nutrition. Tout au long de la période 2015 - 2016, les pays SUN ont démontré combien la coopération effective est nécessaire pour établir et maintenir un engagement politique pour améliorer la nutrition. À son tour, le soutien politique ouvre la voie à une meilleure coordination entre les secteurs.

Les parties prenantes des pays SUN collaborent pour démontrer les liens entre l'amélioration de la nutrition, l'augmentation de la productivité et la croissance économique. Ce cadrage les aide à positionner la nutrition comme prioritaire dans leurs programmes nationaux. La nécessité de faire de la nutrition une priorité politique a été étayée par des données probantes issues de la recherche scientifique, des enquêtes nationales sur la nutrition et la santé, des analyses économiques et a été communiquée à travers les manifestations de haut niveau qui ont servi d'espace de lancement pour rendre les faits publics.

Les données probantes et la sensibilisation combinées ont permis de compter sur la détermination de dirigeants politiques de haut niveau comme les présidents et les premiers ministres. Les pays SUN font également valoir dans leurs rapports que les initiatives mondiales et régionales concourent à maintenir la détermination. Encadrés par l'Agenda 2030 de développement durable, leur adhésion au Mouvement SUN, leur participation à l'Assemblée mondiale de la Santé, le suivi de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et la Décennie d'action pour la nutrition 2016 - 2025 lancée récemment, ces pays contribuent tous au maintien de l'élan et à la réalisation des ambitions depuis le niveau national.

Grâce au positionnement de haut niveau des plateformes multi-acteurs pour la nutrition et aux points focaux SUN dans les gouvernements, l'élaboration des politiques nutritionnelles et la prise en compte de la nutrition dans les politiques sectorielles ont été de plus en plus possibles, ce qui a favorisé la mise en œuvre multisectorielle et la mobilisation des fonds. Indépendamment du positionnement, les pays SUN ont unanimement indiqué que les plateformes multi-acteurs sont essentielles pour faciliter le dialogue et les interventions dans tous les secteurs.

Les pays SUN ont déclaré que différentes parties prenantes ont à travers leur plaidoyer, soutenu l'impulsion de l'engagement politique et le rapprochement des parties prenantes adéquates ; en particulier la société civile, les parlementaires, les agences des Nations Unies, les donateurs, le milieu universitaire, le secteur privé, et les chefs religieux. Dans les pays SUN, cet engagement stratégique a été canalisé à travers des stratégies de plaidoyer et de communication, qui ont aidé plusieurs parties prenantes à s'aligner sur un idéal commun, fixer des objectifs communs de plaidoyer, établir des cibles de plaidoyer et parler d'une voix commune.



Les pays SUN prouvent que la volonté politique de haut niveau est un ingrédient essentiel pour impulser des mesures concertées à travers le gouvernement et la société dans l'ensemble. La malnutrition a longtemps été une question trop difficile à saisir et est en passe de devenir un problème trop important pour être ignoré.

Nina Sardjuunani, Chef d'équipe du Secrétariat en charge des Objectifs de développement durable, Gouvernement de l'Indonésie et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

Tendances clés

14 pays SUN ont désigné un ou plusieurs ambassadeurs politiques ou sociaux de haut niveau pour la nutrition, des premières dames, des présidents, des premiers ministres et des parlementaires aux vedettes du sport et autres célébrités. Ces personnalités sont des agents de plaidoyer de haut profil se déployant dans les réseaux pour gagner des cœurs et des esprits.

Des manifestations de haut niveau ont continué d'être essentielles pour soutenir l'attention politique à l'égard de la nutrition à travers des occasions marquantes qui ont lieu dans les pays suivants :



Le Vice-Président du Botswana fait de la nutrition une priorité nationale lors d'une conférence régionale

Du 24 au 26 novembre 2015, une conférence de plaidoyer sur la nutrition intitulée « Partenariats nutritionnels et investissements : un impératif pour le développement durable » a réuni des partenaires locaux, nationaux et mondiaux pour discuter des approches multisectorielles pour l'amélioration de la nutrition et des investissements escomptés de chaque secteur.



Le Premier ministre de la République Démocratique du Congo a signé un décret visant à établir la plateforme de nutrition du pays

Le 21 décembre 2015, le Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon, de la République démocratique du Congo, a signé un décret visant à officialiser la mise en place de la plateforme multisectorielle nationale pour la nutrition.



Le ministre de la Santé lance la première stratégie multisectorielle de nutrition du Niger

Le 15 janvier 2016, le gouvernement nigérien a lancé sa première Stratégie multisectorielle de sécurité nutritionnelle intitulée « Politique nationale multisectorielle de sécurité nutritionnelle », qui met l'accent sur l'engagement de divers groupes de parties prenantes dans la lutte contre la malnutrition. Le lancement conclut plus de six mois d'activités, notamment de consultations au niveau régional et dans dix ministères sous la coordination du REACH.



La ministre des Affaires étrangères de l'Union du Myanmar, Daw Aung San Suu Kyi, rencontre les responsables des organismes des Nations Unies

Le 11 mai 2016, une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères de l'Union, Daw Aung San Suu Kyi, a porté sur la coopération avec les Nations Unies et d'autres organisations internationales et le nouvel environnement des objectifs de développement durable.



Lancement de grande envergure de la campagne de sensibilisation Golden 1 000 Days au Népal

Le gouvernement népalais, avec le soutien de l'Union européenne et de l'UNICEF, a lancé la « campagne de sensibilisation sur les 1 000 jours les plus décisifs ». Dirigée par la Commission nationale de planification (NPC), la campagne vise à sensibiliser sur la fenêtre d'opportunité unique entre la grossesse d'une femme et le deuxième anniversaire de son enfant, pour lui préparer un avenir plus sain et plus prospère.



Le Vice-président de la Tanzanie devient un ambassadeur de la nutrition

Le Réseau de la société civile PANITA a organisé le 20 juillet à Dar es Salaam, en Tanzanie, le lancement du Rapport mondial sur la nutrition 2016 avec le soutien de REACH et d'autres partenaires. Ont participé à cette manifestation, le Vice-président de la Tanzanie, le Président du Groupe parlementaire pour la nutrition, le Ministre de la santé, le Centre tanzanien pour l'alimentation et la nutrition et les partenaires au développement, entre autres. À la suite de ce lancement, le Vice-président a accepté de devenir ambassadeur de la nutrition et a pris la résolution de plaider pour une augmentation du financement de la nutrition.

Pendant la période 2015-16, la capacité des pays SUN à rassembler les principales parties prenantes s'est fortement améliorée, démontrant la large reconnaissance de l'approche multi-acteurs et multisectorielle nécessaire pour améliorer la nutrition. En 2016, les pays SUN ont continué à faire des rapports faisant état de niveaux croissants de participation au sein de leurs plateformes multi-acteurs. La capacité du Mouvement SUN à réunir les parties prenantes et à renforcer les partenariats avec les pays est une réalisation clé du Mouvement, mais les pays SUN ont reconnu la nécessité de continuer à appuyer la coordination et à soutenir et approfondir l'engagement des parties prenantes.

Il est également évident que même si les pays SUN ont tous reconnu l'importance d'avoir en place la bonne combinaison de parties prenantes mobilisées dans leurs efforts collectifs et s'attèlent activement à la garantir, il faut davantage œuvrer au niveau de la redevabilité pour des résultats collectifs. La plupart des pays SUN ont rapporté que les parties prenantes de la nutrition mènent elles-mêmes le suivi de leurs contributions et réalisations et en rendent compte, ce qui génère de bonnes pratiques et de riches expériences qui peuvent faire l'objet d'échanges à travers le Mouvement. De plus en plus, les pays SUN organisent des échanges d'apprentissage avec d'autres pays membres du Mouvement SUN afin qu'ils puissent tirer par eux-mêmes des conclusions sur les mesures à succès pour l'amélioration de la nutrition dans leur propre environnement.



Le Ghana visite le Japon

En juin 2016, une équipe ghanéenne de 11 membres a été accueillie par le gouvernement du Japon pour en apprendre davantage sur l'intégration, par le Japon, de la nutrition, dans son agenda de développement. Le programme était parrainé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).



Le Tadjikistan visite le Népal

Le 9 mai 2016, une délégation du Tadjikistan a été accueillie par des collègues au Népal pour entamer un voyage d'étude de six jours au Tadjikistan.



Le Laos visite le Vietnam

Le 15 août 2016, une visite d'étude sur la communication stratégique pour le changement de comportement et l'alimentation des jeunes enfants a commencé au Vietnam pour 24 fonctionnaires du ministère de la Santé du Laos. Cette visite était organisée par Alive & Thrive en partenariat avec l'Institut national vietnamien de la nutrition.



Les alliances de la société civile de Sierra Leone et du Liberia visitent le Sénégal

Le 17 novembre 2015, le Secrétariat SUN de la Sierra Leone a tenu un atelier de quatre jours à Dakar, au Sénégal, avec des représentants de la société civile du Liberia afin de procéder aux échanges sur les meilleures pratiques et les leçons apprises pour l'établissement d'une plateforme de la société civile au Liberia.

Le Mouvement SUN supprime les barrières tout en engageant divers secteurs et acteurs aux niveaux national et sous-national. Les gouvernements unissent leurs communautés de nutrition avec 49 pays ayant désormais une plateforme multi-acteurs active au niveau national. Dans 26 pays, ces plateformes fonctionnent également au niveau sous-national, soutenant des interventions et leur mise en œuvre locale.

39 pays ont actuellement en place, une alliance de la société civile, avec plus de 2 000 organisations non gouvernementales internationales et nationales plaidant pour l'amélioration de la nutrition et la mise en œuvre des interventions de nutrition à travers un éventail de secteurs aux niveaux national et sous-national. 29 plateformes multi-acteurs sont actuellement constituées de représentants du secteur privé, en reconnaissance de leur contribution unique au secteur de l'alimentation, mais également grâce aux avancées dans le domaine des communications mobiles et numériques. 26 pays établissent des réseaux du secteur privé SUN et, avec leurs 256 membres, ils prévoient atteindre 166 millions de consommateurs d'ici 2020. Le réseau des Nations Unies prend forme dans 57 pays SUN, rassemblant des organismes des Nations Unies en vue de renforcer la capacité nationale de gestion de la nutritionnelle, d'intensifier les actions de nutrition et d'accroître l'efficacité du réseau des Nations Unies. Au 1^{er} septembre, 35 pays ont nommé des présidents, tandis que les 57 pays SUN ont désigné des points focaux de la nutrition du réseau des Nations Unies. REACH (Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition) soutient activement 17 pays. 28 pays sont dotés d'un coordinateur de donateurs nommé qui est responsable de l'harmonisation et de l'alignement de l'appui des donateurs sur les plans de nutrition dirigés par les gouvernements. 30 plateformes multi-acteurs travaillent actuellement de manière active avec des scientifiques et des universitaires afin de mieux soutenir la prise de décisions éclairée par des données probantes et d'améliorer la coordination entre le gouvernement et les organismes de recherche. 25 plateformes multi-acteurs tirent actuellement parti des pouvoirs budgétaires, législatifs et politiques des parlementaires pour consolider la position de la nutrition en tant que priorité nationale. 13 plateformes multi-acteurs travaillent avec les médias pour mener la sensibilisation sur la nutrition dans le cadre des campagnes de communication pour le changement de comportement, et à travers le plaidoyer pour accroître la visibilité de la nutrition comme une priorité politique.

Au niveau global, le Mouvement SUN établit des relations avec des partenaires et alliances clés reconnaissant les liens cruciaux qui existent entre une bonne nutrition, les systèmes alimentaires durables, l'autonomisation des femmes, les soins de santé, l'eau et l'assainissement, et l'éducation. Des partenariats officiels ont été établis avec Sanitation and Water For All et Women Deliver ainsi qu'une collaboration avec Chaque femme, chaque enfant ; le Partenariat mondial pour l'éducation ; le Défi Faim Zéro, la Commission mondiale sur les systèmes agricoles et alimentaires pour la nutrition, Alliance contre les maladies non transmissibles, Réseau pour le développement de la petite enfance et l'Initiative EAT.



© PERRY BINDELGLASS

Apprentissages des pays SUN

Les pays du Mouvement SUN partagent les approches efficaces pour rassembler les parties prenantes et les principaux facteurs de réussite qui les aident à Réunir la bonne combinaison de

parties prenantes autour de la table et à aligner leurs efforts. Voici quelques leçons pratiques de la façon dont les pays et les réseaux SUN font de la collaboration une réalité.

SYNTHÈSE 1 :

Ambassadeurs de la nutrition à tous les niveaux, quel que soit le lieu d'où vous menez votre plaidoyer

La nomination d'ambassadeurs de la nutrition au niveau politique s'est avérée une stratégie clé pour un plaidoyer efficace. Le Tchad a désigné des ambassadeurs politiques et sectoriels entre les ministères concernés et le Mozambique a choisi cinq personnalités publiques de profil élevé dont les premières dames (actuelles et anciennes), des musiciens célèbres, des ministres du gouvernement et les chefs religieux dans un processus coordonné par REACH. La tendance courante de nomination des premières dames comme ambassadrices idéales de nutrition a été reprise par un nombre croissant de pays tels que le Malawi, l'Éthiopie, la Guinée et le Kenya. Suite à leur nomination, les termes de référence pour les ambassadeurs de la nutrition ont été élaborés en Guinée et au Tchad avec le soutien de REACH.

La nomination d'ambassadeurs régionaux pour la nutrition s'est également révélée être une stratégie forte de sensibilisation à un haut niveau. L'ancien président du Cap-Vert, M. Mascarenhas Monteiro, était un ambassadeur pour la région de l'Afrique de l'Ouest entre 2011 et 2014 et l'ancienne Première Dame d'Afrique du Sud et du Mozambique, Mme Graça Machel, défend activement les droits des femmes et la nutrition depuis quelques années. Le roi Letsie III du Lesotho a également été nommé ambassadeur de nutrition de l'Union africaine et plus de 14 pays SUN ont officiellement nommé des ambassadeurs de haut niveau pour la nutrition.

Le rôle des ambassadeurs de la nutrition dans le plaidoyer pour la nutrition, l'élaboration des politiques, la coordination et la mise en œuvre des interventions dans le domaine de la nutrition ont été de plus en plus reconnus dans des pays comme le Pérou, le Brésil, la Thaïlande et les États indiens du Tamil Nadu et du Mahārāshtra. Des initiatives telles que le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), le Programme africain d'initiatives pour la nutrition (African Nutrition Leadership Programme) et la Plateforme européenne d'initiatives pour la nutrition (European Nutrition Leadership Platform) ont investi dans le renforcement des capacités de pilotage au sein des gouvernements nationaux, de la société civile et du secteur privé. En outre, de plus en plus, des chefs célèbres comme Jamie Oliver mènent une campagne pour améliorer la qualité des aliments que nous pouvons nous offrir, auxquels nous avons accès et que nous sommes susceptibles d'acheter.

Au niveau opérationnel, les ambassadeurs de la nutrition prouvent qu'il y a de nettes améliorations en mettant à profit les atouts déjà en place et en améliorant les structures institutionnelles, en entreprenant des activités proactives et stratégiques de plaidoyer et de sensibilisation et en établissant une politique de gestion efficace de la nutrition à tous les niveaux. Les pays SUN soulignent l'importance des contacts et réseaux informels, pour atteindre les dirigeants de haut niveau. Au Burkina Faso, un membre du Parlement est entré en communication directe avec le Président pour défendre la création d'une ligne budgétaire spécifique à la nutrition, ce qui a abouti à la création d'un réseau parlementaire pour la nutrition.

Alors que le charisme des leaders n'est pas toujours acquis, il peut être construit et soutenu, ce qui a été réalisé à travers des initiatives telles que le Consortium Transform Nutrition qui a nommé dix ambassadeurs qui mènent le plaidoyer à partir de leur zone de résidence. Le dynamisme de grande envergure impulsé par les dirigeants a été déterminant, mais les narratifs sur la nutrition, par leur résonance portent les messages de nutrition jusque dans les ménages, « ces données probantes de la vie réelle créent un éveil de conscience plus rapide et aide à donner vie aux statistiques qui sont présentées à ces ménages », a déclaré Christine Muyama, Graça Machel Trust, Ouganda, et ambassadrice de Transform Nutrition.

Il faut davantage d'études de cas pour décrire la portée du plaidoyer des différents ambassadeurs sur les réussites pour le renforcement de la nutrition. À l'avenir, le Mouvement SUN appuiera un réseau de plus en plus interconnecté d'ambassadeurs de la nutrition qui soutiendront leurs efforts pour faire de la nutrition une question prioritaire de politique nationale.



SYNTHÈSE 2 :

Amener les parties prenantes à coopérer : où et comment fonctionne la coordination

À travers le Mouvement SUN, il existe une myriade de démarches différentes pour unifier les communautés nutritionnelles, du niveau national au niveau décentralisé. Les points focaux de gouvernement SUN dans l'ensemble du Mouvement ont joué un rôle essentiel en favorisant une approche non élitiste de collaboration avec la société civile, les agences des Nations Unies, le secteur privé et les partenaires donateurs. Tel que l'expérience des pays SUN l'enseigne, le profil élevé ou non des mécanismes de coordination pour la nutrition peut avoir des avantages pour le premier cas et des conséquences pour le deuxième cas en termes de capacité de coordination et d'alignement des efforts des secteurs et des parties prenantes clés.

De même, les points focaux de gouvernement SUN qui occupent des postes de direction dans des bureaux de coordination tels que la Présidence et les services du Premier ministre ou dans des secteurs clés comme celui de la planification sont bien placés pour réunir les secteurs cruciaux pour l'amélioration de la nutrition. Cependant, il n'existe pas d'approche unique et 28 pays coordonnent des ministères sectoriels, comme le ministère de la Santé ou de l'Agriculture. Plusieurs plateformes multi-acteurs des pays SUN ont été annoncées dans les décrets présidentiels ou du premier ministre : ce qui leur a donné un statut juridique clairement défini et leur permet de prendre des initiatives et de rassembler les parties prenantes. Lorsque les plateformes multi-acteurs sont juridiquement approuvées, elles ont davantage de capacité pour résister aux transitions politiques.

Le **Malawi** a réuni différents groupes en créant un cadre de coordination qui relie la nutrition au VIH et au SIDA. Le Département de la Nutrition, du VIH et du SIDA (DNHA) est hébergé au Bureau du Président et Cabinet depuis 2004 et est présidé par le Secrétaire permanent de ce département. Ce faisant, la nutrition a reçu le plus haut niveau d'appui politique et continue d'être largement prise en compte au niveau national et au niveau des districts, avec le soutien de sept groupes de travail techniques.

En **Ouganda**, le Département en charge de la mise en œuvre et de la coordination des politiques au Bureau du Premier ministre a été chargé du suivi et de la coordination nationale de la mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda. Les ministères de l'Éducation, de l'Agriculture, de la Santé, du Commerce et de l'industrie, du Genre, du Développement communautaire et social, de l'Administration locale et des Finances sont mobilisés pour la mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda. Ensemble, ces ministères ont donné la priorité au rôle des comités de district pour la coordination de la nutrition dans la mise en œuvre du Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda.

Le **Pakistan** est un État fédéral avec des provinces et des territoires autonomes et ses efforts de renforcement de la nutrition sont coordonnés aux niveaux national et provincial. Au niveau national, le ministère de la Planification, du Développement et de la Réforme héberge le Comité national de la nutrition et le Secrétariat SUN en raison de sa capacité de coordination intersec-

torielle. Au niveau provincial, dix secrétariats SUN ont été créés par les Départements de la Planification et du Développement sous la direction du ministère de la Planification, du Développement et de la Réforme au titre de leurs efforts de décentralisation des plateformes nationales de nutrition et du renforcement des initiatives nationales.

Au **Sénégal**, l'Unité de lutte contre la malnutrition est rattachée aux services du Premier Ministre et coordonne les activités de la plateforme multisectorielle. Ce profil élevé de la nutrition a facilité une appropriation de la nutrition par les instances en tant que question clé de développement, la prise en compte de la nutrition dans tous les secteurs, la création d'une ligne budgétaire nationale pour la nutrition et la mise en œuvre multisectorielle. Cependant, le côté négatif de cette position est l'instabilité due aux changements de gouvernement et l'opposition des secteurs traditionnellement responsables des mesures de nutrition. La Cellule de lutte contre la malnutrition a réalisé une évaluation exhaustive de l'insuffisance de capacités en matière de politique de gestion de la nutrition, avec le soutien de REACH, de l'UNICEF et de la Banque mondiale, en vue de renforcer la capacité de coordination du pays.

Tel que révèle l'expérience des pays fondée sur l'étude des plateformes à haute performance, indépendamment de leur position, les plateformes multi-acteurs pour le renforcement de la nutrition ont les attributs suivants :

- **Elles peuvent constituer des forums efficaces pour le suivi stratégique des questions de nutrition.** Ce sont des espaces pour définir une approche véritablement multisectorielle alignée sur les objectifs nationaux.
- **Elles soutiennent la planification conjointe pour coordonner les interventions.** Les parties prenantes peuvent s'associer pour renforcer la coordination multisectorielle, renforcer la planification et la mise en œuvre sectorielles et harmoniser les cadres juridiques.
- **Elles facilitent le cycle de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage.** Conjointement, les parties prenantes peuvent renforcer les systèmes d'information pour mieux éclairer les programmes, assumer les redevabilités mutuelles pour des résultats et échanger des expériences et des leçons qui éclairent les priorités naissantes
- **Plaidoyer et communication.** Les parties prenantes peuvent élever une voix unie, déterminer leurs objectifs, cibler le public, aligner le plaidoyer sur les ressources (financières et institutionnelles) et faire de la nutrition une priorité politique et publique auprès des réseaux de soutien (donateurs, système des Nations Unies, société civile et secteur privé).
- **Budgétisation et établissement de rapports.** Un espace pour le suivi et la supervision des budgets et des dépenses liés à la nutrition.
- **Prévention et gestion des conflits d'intérêts.** Appuyer la gestion des interventions multi-acteurs efficaces et chercher à prévenir les conflits d'intérêts et prendre rapidement des mesures pour gérer ceux qui pourraient survenir.

Apprendre des partisans du Mouvement SUN

SYNTHÈSE 3 :

Trajectoire suivie par le Réseau du secteur privé SUN pour impliquer les entreprises dans la nutrition



Nous devons travailler avec les entreprises, ce sont elles qui utilisent les machines.

Ancien président de la Tanzanie et membre du Groupe principal du mouvement SUN, Jakaya Kikwete

La raison d'être et la trajectoire du Réseau du secteur privé SUN pour impliquer les entreprises dans le renforcement de la nutrition sont illustrées ci-dessous. Les réseaux nationaux du secteur privé SUN élaborent des stratégies pour faire participer les entreprises nationales de toutes tailles, dans le but d'accroître l'accès en termes de disponibilité et de prix, aux biens et services nutritifs pour les consommateurs à faible revenu.

EN AFFRONTANT CES DÉFIS	AVEC CES SOLUTIONS	NOUS POUVONS ATTEINDRE	ET GÉNÉRER CET IMPACT
<ul style="list-style-type: none"> Investissements limités du secteur privé Rôle flou du secteur privé dans les stratégies nutritionnelles Le secteur privé et peu sensibilisé sur les enjeux nutritionnels Pas de consensus parmi les acteurs sur la « valeur ajoutée » du secteur privé Peu d'incitations du secteur public pour le secteur privé Faible éducation du consommateur 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les points de départ potentiel dans les stratégies Consulter les acteurs clés pour construire un consensus autour des points de départ Analyser comment tirer parti des programmes, engagements, infrastructures, finances Élaborer une feuille de route pour l'action Élaborer des plans d'investissements Faciliter les partenariats Harmoniser les messages destinés aux consommateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Des politiques claires et des stratégies sur le rôle du secteur privé dans la nutrition Augmentation des investissements du secteur public pour encourager les investissements du secteur privé Augmentation des investissements du secteur privé dans des solutions nutritionnelles Amélioration de l'éducation du consommateur 	<ul style="list-style-type: none"> Accès à des aliments nutritifs Sensibilisation / demande pour une bonne nutrition Amélioration des résultats nutritionnels

Engager les entreprises dans les stratégies nationales de nutrition peut conduire à améliorer l'accès et la demande pour des aliments nutritifs, ce qui peut contribuer à la réalisation de stratégies nationales permettant d'améliorer la nutrition.

À travers le Mouvement SUN, les pays font participer le secteur privé et apprennent à travers l'expérience de leur participation. En Tanzanie, le réseau du secteur privé SUN a coopéré avec le gouvernement tanzanien, le Centre alimentaire et nutritionnel de Tanzanie et ses membres pour garantir l'articulation du rôle du secteur privé dans le plan d'action multi-acteurs national du gouvernement pour la nutrition. Trois groupes de travail concourent à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale en matière de nutrition, en accordant la priorité aux interventions et en formant de nouveaux partenariats dans l'enrichissement des aliments, les chaînes de valeur agricoles et en encourageant davantage les entreprises à répondre à la demande des consommateurs en matière de nutrition. Le réseau du secteur privé SUN au Pakistan a formé un comité exécutif ouvert au point focal SUN, aux coordinateurs de réseau du secteur privé SUN et au secteur privé. Il a lancé un projet piloté par le secteur privé pour le développement de six feuilles de route thématiques de soutien de la stratégie nationale de nutrition au Pakistan à travers l'enrichissement des aliments, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et l'agriculture.

Les entreprises nationales participant au réseau du secteur privé SUN produisent généralement des rapports faisant état de deux obstacles les empêchant de réaliser des investissements de grande envergure dans la nutrition, en l'occurrence

le coût élevé de la nutrition et la faible demande des consommateurs. En reconnaissance de la nécessité de supprimer le risque dans les nouveaux investissements pour les entreprises exerçant dans la nutrition, le réseau du secteur privé SUN du Mozambique a coopéré avec un donateur national pour créer un fonds d'investissement pour les entreprises. Ce sera un véhicule de financement appariant les financements aux projets proposés par un certain nombre d'entreprises qui peuvent améliorer la disponibilité de produits et de services nutritifs.

Sensibiliser les consommateurs sur la nutrition est un élément clé du travail du réseau du secteur privé SUN au niveau national. En Zambie, le réseau du secteur privé SUN développe le premier logo à étiqueter à l'avant des produits en Afrique pour aider les consommateurs à déterminer les aliments qui sont bons pour eux et leurs familles dans le commerce de détail. L'étiquette permettra de renforcer le portefeuille d'entreprises alimentaires locales qui se consacrent à la nutrition et les aideront à différencier leurs produits. Elle consolide la recherche menée en 2015 par le réseau du secteur privé SUN de la Zambie sur les préférences des consommateurs concernant les produits alimentaires ayant des avantages sanitaires et nutritifs. En 2015, le réseau du secteur privé SUN de la Zambie a également coopéré avec le Bureau des normes de la Zambie pour élaborer un guide

sur la conformité aux normes alimentaires. Une des leçons clés de toutes ces expériences des pays SUN est de parvenir à un consensus sur la démarche pour inciter les entreprises à appuyer les stratégies nationales de nutrition.

Un message clé émergeant de toutes ces expériences des pays SUN est de parvenir à un consensus sur l'approche pour inciter les entreprises à appuyer les stratégies nationales de nutrition.

Principes clés de planification

Reconnaître les avantages mutuels de travailler avec le secteur privé

Un large éventail d'entreprises peut jouer un rôle direct dans le soutien des objectifs des stratégies nationales de nutrition, des entreprises alimentaires au secteur non alimentaire, comme les secteurs de la technologie et des communications. Les pays SUN élaborent des stratégies pour faire participer le secteur privé ainsi que toutes les parties prenantes dans le cadre d'un dialogue transparent et ouvert à tous.

Dans l'expérience du Mouvement SUN, toutes les parties prenantes devraient participer à l'élaboration d'une stratégie pour faire participer le secteur privé. Développer une démarche qui fasse participer la société civile, les donateurs, le gouvernement et le milieu universitaire, ainsi que le secteur privé, permettra à tous les partenaires nationaux SUN de jouer un rôle dans l'élaboration d'une stratégie visant à accroître la participation du secteur privé.

Identifier comment les entreprises peuvent contribuer aux priorités de nutrition des pays

La participation effective du secteur privé nécessitera un recensement des secteurs et industries les plus pertinents pour la stratégie nationale de nutrition. En commençant avec les priorités du gouvernement, la stratégie d'engagement du secteur privé peut se développer d'une manière qui va chercher à aligner les activités commerciales dans les domaines où

le gouvernement exige plus de soutien pour ses objectifs nationaux de nutrition.

Tel que l'expérience faite par les pays SUN le démontre, une réunion de haut niveau, organisée par le gouvernement pour lancer un processus visant à faire participer le secteur privé, attirera de nombreuses entreprises.

Identifier les chefs d'entreprise pour être des ambassadeurs SUN

Assurer la participation des cadres supérieurs est essentiel pour souligner les partenariats réussis et les bonnes pratiques et démontrer le rôle du secteur privé dans le soutien des stratégies nationales de nutrition. Les chefs d'entreprise vont réagir à un appel à l'action au plus haut niveau du gouvernement.

Orientations pour l'élaboration de stratégies nationales visant à faire participer le secteur privé

L'encadré ci-dessous fournit un cadre pour l'établissement d'un réseau du secteur privé national SUN. Chaque pays SUN développe une stratégie et une structure dans son environnement national. Les outils pour chacune de ces étapes de la conception d'un réseau national sont accessibles pour tous les pays SUN. Les réseaux nationaux font des échanges d'expérience et de meilleures pratiques grâce à des conférences téléphoniques régulières entre pays, à une retraite annuelle et à des visites d'étude dans les pays.

Orientations pour la stratégie nationale du réseau du secteur privé SUN

OBJECTIF ET IDÉAL	Établir une communauté du secteur privé qui mène le plaidoyer et s'aligne sur la Stratégie nationale de nutrition en mobilisant des engagements pour le renforcement de la nutrition. Le réseau du secteur privé du Mouvement SUN devient la plateforme principale et un centre d'excellence pour la promotion de la nutrition dans le secteur privé.
STRATÉGIE	Créer un environnement favorable aux entreprises pour qu'elles se mobilisent et s'alignent sur les stratégies nationales de nutrition
ÉTAPE 1 : DÉFINIR LES PRIORITÉS	Examiner les priorités nationales en matière de nutrition et évaluer le paysage de l'investissement dans le secteur privé afin de déterminer les possibilités de coopération avec les entreprises. <div style="display: flex; justify-content: space-around; margin-top: 5px;"> Priorité X Priorité X Priorité X </div>
ÉTAPE 2 : MOBILISER LES ENGAGEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ	CRÉER UNE PLATEFORME D'ADHÉSION ET D'ENGAGEMENT Initiatives prioritaires : Recruter et retenir des membres de haut niveau dévoués ; développer une participation du secteur privé à la nutrition alignée sur des domaines prioritaires ; offrir des occasions de mise en réseau et maintenir un programme de communication actif. Indicateurs : 30 entreprises et plus, et des engagements en faveur des activités de nutrition.
ÉTAPE 3 : FEUILLES DE ROUTE ET AXES DE TRAVAIL	DÉFINIR LES INTERVENTIONS QUE LE SECTEUR PRIVÉ PEUT MENER DANS LES DOMAINES PRIORITAIRES Recense les interventions que le secteur privé peut mener dans les domaines prioritaires et les conditions propices (politiques publiques / partenariats) nécessaires pour honorer de nouveaux engagements. Indicateurs : feuilles de route ou axes de travail dans des domaines prioritaires spécifiques.
ÉTAPE 4 : MENER DES INTERVENTIONS À FORTE RÉPERCUSSION	NÉGOCIATION DE PARTENARIAT ET ASSISTANCE TECHNIQUE Indicateurs : soutien du secteur privé et partenariats avec celui-ci pour des interventions à forte répercussion.

PRINCIPES

Plaidoyer, redevabilité, approche multi-acteurs, identification et prévention des conflits d'intérêts, suivi et évaluation

SYNTHÈSE 4 :

Mettre en pratique le partenariat : faire le lien entre la nutrition et les services d'eau, assainissement et hygiène (WASH)

Des données probantes consolidées sur les conséquences des mauvaises conditions d'eau, assainissement et hygiène sur l'état nutritionnel ont fait surface au cours des dernières années. De nombreux pays reconnaissent déjà l'importance de l'adéquation des services d'eau, assainissement et hygiène dans leurs stratégies nutritionnelles et appellent à une augmentation des interventions d'eau, assainissement et hygiène parallèlement aux interventions en matière de nutrition¹⁰. De plus en plus dans les pays SUN, des coopérations étroites s'établissent entre les ministères mettant en œuvre des services d'eau, assainissement et hygiène ; ceux mettant en œuvre des programmes nutritionnels ; et les organisations partenaires qui les soutiennent. Selon l'Organisation mondiale de la santé, jusqu'à 45 % des décès d'enfants de moins de cinq ans dans le monde sont liés à la malnutrition. De ces cas, on estime qu'environ 50 % sont liés aux services d'eau, assainissement et hygiène inadéquats et associés à des infections transmises par voie fécale, comme la diarrhée ou les infections intestinales causées par une eau non potable et / ou une mauvaise hygiène.

Un rapport récent intitulé « Les ingrédients manquants : Les décideurs politiques agissent-ils suffisamment sur l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement pour en finir avec la malnutrition ? », compilé par WaterAid, SHARE et Healthy Start, souligne pourquoi les services d'eau, assainissement et hygiène sont essentiels à la nutrition. Grâce à une analyse de la nutrition et des plans et politiques d'eau, assainissement et hygiène dans 13 pays, des lacunes ont été identifiées et des méthodes de travail définies. Plutôt que d'exiger simplement une plus forte prise en compte, la recherche met en exergue les domaines où les interventions sont porteuses au niveau des politiques et ceux dans lesquels des améliorations doivent être apportées. Il faut adopter une démarche globale qui traite à la fois des causes fondamentales et sous-jacentes de la sous-nutrition, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de l'eau, assainissement et hygiène. Le développement de démarches contribuant à la nutrition dans ces secteurs est essentiel pour l'éradication de la malnutrition. Dans le même temps, il offre à chaque secteur des occasions uniques d'atteindre ses objectifs.



Principes et démarches pour la coopération entre le secteur de la nutrition et le secteur d'eau, assainissement et hygiène

Interventions de nutrition contribuant aux services d'eau, assainissement et hygiène	Interventions d'eau, assainissement et hygiène contribuant à la nutrition
<p>Les plans d'action multisectoriels en matière de nutrition, de par leur nature, nécessitent une coordination avec de multiples secteurs. L'amélioration de la prise en compte des services d'eau, assainissement et hygiène dans les plans fait appel à diverses démarches :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les objectifs, activités, cibles et indicateurs spécifiques aux services d'eau, assainissement et hygiène. • Mettre la priorité sur les multiples composantes des services d'eau, assainissement et hygiène, notamment des infrastructures de qualité et l'utilisation des services par la création de la demande et le changement de comportement. • Intégrer le changement de comportement en matière d'hygiène aux interventions spécifiques à la nutrition. • Combiner les interventions de changement de comportement pour améliorer la couverture et l'efficacité grâce à l'utilisation de multiples canaux de distribution, tout en mutualisant l'expertise et les ressources. • Des méthodes novatrices de changement de comportement, telles que la démarche « Evo-Eco », qui intègre des connaissances sur les motivations des populations, leurs habitudes et leurs préférences, pourraient être explorées pour mieux comprendre si les comportements nutritionnels et d'hygiène ont des motivations similaires. 	<p>Concevoir des interventions d'eau, assainissement et hygiène à travers la perspective de la nutrition peut stimuler plus d'innovation, une plus grande portée et ampleur en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • prenant en compte des objectifs spécifiques à la nutrition et en se concentrant sur les résultats nutritionnels dans les plans afin que les programmes d'eau, assainissement et hygiène puissent être conçus pour maximiser leurs avantages pour la nutrition ; • ciblant les interventions sur les populations, tranches d'âge ou zones géographiques vulnérables sur le plan nutritionnel, offrant ainsi des occasions uniques pour faire avancer les objectifs d'eau, assainissement et hygiène, non seulement en termes d'équité et de respect des droits humains universels, mais également de prestation de programmes exhaustifs et de meilleure qualité ; • se servant de programmes d'eau, assainissement et hygiène comme plateforme de prestation des interventions spécifiques à la nutrition (comme la promotion de l'allaitement maternel exclusif dans les programmes d'hygiène) ; • mettant davantage l'accent sur les enfants en ciblant les comportements liés à leur garde et les facteurs de risque, tels que l'élimination sécuritaire de leurs matières fécales, et l'hygiène alimentaire complémentaire.
<p>Pour accélérer cette démarche de partenariat, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition et Sanitation and Water for All ont commencé à structurer une coopération pour aider les pays SUN à disposer des données probantes et du savoir-faire pour tirer parti de l'apport crucial des services d'eau, assainissement et hygiène à l'amélioration de la nutrition.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rechercher d'autres données probantes sur l'importance des interventions en matière d'eau, assainissement et hygiène pour la nutrition 2. Aborder les questions de coopération entre les services d'eau, assainissement et hygiène et ceux de la nutrition 3. Se servir des Objectifs de développement durable pour créer un mécanisme cadre permettant la prise en compte de tous les secteurs 	<ol style="list-style-type: none"> 4. Se servir des plateformes mondiales de services d'eau, assainissement et hygiène et des services de nutrition dans les efforts de renforcement 5. Identifier des cas de coopérations rapides et à succès entre les services d'eau, assainissement et hygiène et les services de nutrition 6. Coopérer pour le changement efficace de comportement <p>Pour en savoir plus et accéder au rapport élaboré en coopération avec WaterAid, SHARE et Healthy Start, consulter :</p> <p>http://scalingupnutrition.org/news/new-report-analyses-comprehensive-nutrition-and-wash-approaches-to-end-malnutrition#.V7Qgqvmqqko</p>

3.2 Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition



Dans le Mouvement SUN :

- Le renforcement des interventions nutritionnelles à grande efficacité avérée dans la réduction du retard de croissance, l'intensification de la pratique de l'allaitement maternel, la réduction de l'anémie et la réduction de l'émaciation
- Des secteurs tels que l'agriculture, l'éducation, la protection sociale, la santé et l'autonomisation des femmes intègrent l'accent sur la nutrition et contribuent davantage à nourrir les populations et à garantir l'avenir
- Des politiques et règlements qui contribuent à faire de la bonne nutrition une réalité sont mises en place, avec un accent sur les femmes et les filles et le renforcement de l'action communautaire et de la participation inclusive.

Aperçu

Tout au long de la période 2015 - 2016, les pays SUN ont poursuivi la mise en place et le renforcement d'un environnement politique, juridique et réglementaire pour la nutrition.

Ils ont également poursuivi la mise en place des politiques nationales en matière de nutrition qui prennent en compte les meilleures pratiques tant pour la prestation d'interventions spécifiques à la nutrition que pour l'adoption de démarches sectorielles contribuant à la nutrition. Plusieurs parties prenantes, y compris la société civile, ont salué l'adoption de ces politiques par les législatures nationales et l'établissement de cadres juridiques qui appuient leur mise en œuvre aux niveaux national et local.

La stratégie et feuille de route du Mouvement SUN 2016 - 2020 plaide en faveur de politiques nationales de nutrition qui reposent sur le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates, à la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, des normes d'enrichissement des aliments et d'iodation du sel ainsi que du *Codex Alimentarius*. Le Mouvement continue à mener le plaidoyer pour la mise en œuvre de toutes les dispositions énoncées dans le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et la ratification de la convention (n° 183) de 2000 sur la protection du congé de maternité et les autres mesures de soutien en milieu de travail ; ainsi que de mener le suivi et produire des rapports sur les politiques en matière d'allaitement maternel et de garde d'enfants en milieu de travail.



Nous devons tous changer notre façon de travailler, à tous les niveaux. Arrêtons de travailler de manière isolée. Nous devons tous plaider pour des démarches coopératives. Si nous continuons à travailler isolément, nous ne pourrions mener des interventions à fort impact.

Joy Phumaphi, Secrétaire exécutif, African Leaders Malaria Alliance

Tendances clés

Les résultats de l'évaluation conjointe de 2015 continuent de démontrer que les pays plus anciens dans le Mouvement SUN sont plus susceptibles d'établir des politiques et des lois nutritionnelles fondées sur des données probantes qui appuient une mise en œuvre efficace. À mesure que les politiques et la législation pertinentes sont mises en œuvre, les gouvernements et les autres parties prenantes de la nutrition agissent rapidement pour assurer la diffusion des politiques auprès de ceux qui sont appelés à les mettre en œuvre. 20 pays SUN ont facilité cette démarche grâce à l'élaboration de stratégies de plaidoyer et de communication, tandis que trois autres pays élaborent les leurs.

Les pays ont également tendance à poursuivre le processus en mettant l'accent sur les aspects politiques qui nécessitent une attention accrue et des lois qui doivent être mises à jour. Cette tendance est particulièrement évidente dans les pays qui sont au sein du Mouvement depuis plus de deux ans.

Les pays SUN apprennent par la pratique et prennent des mesures juridiques nécessaires pour assurer une bonne nutrition pour tous. 44 pays SUN ont mis en place une certaine forme de mesure légale relative au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. 20 de ces pays SUN disposent d'une législation ou de règlements inclusifs reflétant tous ou la plupart des dispositions du Code. 42 pays disposent d'une législation sur l'iodation universelle du sel, 46 pays ont une législation sur l'enrichissement obligatoire de la farine, 18 pays ont un niveau élevé de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et 22 pays ont un minimum de 14 semaines de congé de maternité pleinement rémunéré.

Pour être efficaces, les engagements qui mènent à des mesures concrètes doivent être mis en œuvre et la réglementation y afférente doit être exécutoire. La mise en œuvre des politiques, des lois et des règlements est fonction de la conversion de la volonté politique en mesure concrète. La section ci-dessous montre comment les pays SUN mettent en place des politiques favorables à la nutrition et coopèrent avec les parlements pour créer un environnement juridique et réglementaire renforcé pour l'amélioration de la nutrition. Elle examine également les efforts déployés par les réseaux SUN pour soutenir un plaidoyer et une redevabilité efficaces dans l'ensemble du Mouvement SUN.

Leçons des pays SUN

SYNTHÈSE 5 :

Tirer parti du pouvoir des parlementaires

“

Nous devons attirer davantage l'attention sur la nutrition. Tout le monde a besoin d'une bonne alimentation et d'une bonne nutrition, mais nous n'attirons pas assez l'attention à cet effet. Et les autres nous surplombent. Nous devons davantage nous faire entendre.

Juliana Lunguzi, députée du Malawi

De plus en plus, les pays SUN explorent la possibilité de coopérer avec les parlementaires pour faire avancer leurs programmes nationaux de nutrition. Cela nécessite un environnement politique et législatif fort qui peut soutenir le droit de chacun à une bonne nutrition.

Les parlements ont le pouvoir d'établir des lois et règlements, d'influencer la forme des plans nationaux de développement, de déterminer la conception et l'affectation des budgets nationaux, de mener le suivi et de contrôler la mise en œuvre des engagements en matière de nutrition par les gouvernements et de les tenir redevables ; et de se servir des plateformes en tant que défenseurs de cause pour attirer l'attention sur des défis clés de développement tels que la nutrition et éduquer les électeurs sur des pratiques saines.

Les parlementaires ont un rôle essentiel à jouer dans l'amélioration des résultats nutritionnels. Ils représentent les intérêts des mères et de leurs bébés et agissent en tant que défenseurs de cause et ambassadeurs pour l'allaitement maternel et la nutrition optimaux. Ils concourent également à l'adoption de lois efficaces pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, de la Convention de l'Organisation internationale du travail sur la protection de la maternité, 200 (C.183) et des recommandations sur la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées pour les enfants. En effet, les parlementaires se mobilisent déjà dans la lutte pour mettre fin à la malnutrition dans 30 pays SUN notamment en coopérant avec le gouvernement et la société civile. Ces parlementaires :

- Examinent les budgets nationaux d'un point de vue nutritionnel et déterminent les secteurs pouvant augmenter leurs allocations à la nutrition.

Aspects nutritionnels nécessitant des décisions législatives et des politiques

- Sécurité alimentaire et qualité des aliments
 - Étiquetage des aliments et commercialisation des aliments
 - Protection des consommateurs
 - Nutrition des enfants d'âge scolaire
 - Sécurité alimentaire
 - Micronutriments (enrichissement des aliments) Allaitement maternel (y compris les politiques sociales visant à permettre aux femmes d'allaiter également au travail)
 - Eau et assainissement
- Questionnent les gouvernements lors des débats budgétaires et en mettant l'accent sur la nutrition comme une priorité budgétaire touchant à divers secteurs.
 - Suivent l'exécution du budget.
 - Tirent parti des données et des analyses.
 - Et prennent des initiatives, sensibilisent le public et attirent l'attention sur cette question qui est si fondamentale pour la vie de chaque enfant

Cependant, les pays SUN prouvent qu'une forte participation est importante pour le succès. Leurs expériences révèlent que davantage d'analyses devraient être mises à la disposition des parlementaires pour leur donner les éléments pertinents nécessaires pour diriger les débats budgétaires. Par exemple, un travail important a été entrepris dans le Mouvement SUN pour estimer les allocations budgétaires pour la nutrition. Veiller à ce que ces informations soient succinctement organisées pour pouvoir appuyer les parlementaires.

Une fois le budget adopté, les parlements devraient en faire davantage en continuant le suivi des améliorations dont les enfants bénéficient en mettant place le mécanisme institutionnel approprié. Diverses bonnes pratiques ont déjà prouvé leur efficacité à cet égard :

- La création d'un comité parlementaire chargé de suivre et de contrôler la mise en œuvre du budget et la façon dont il concourt à l'amélioration de la nutrition

- Le travail par l'intermédiaire d'une institution de médiation pour les enfants qui serait nommée par le Parlement, qui lui serait redevable et qui suivrait les améliorations de la vie des enfants grâce au budget ;
- L'organisation d'un débat annuel au Parlement sur les progrès réalisés et les contraintes.

Les membres de parlement devraient être incités à discuter publiquement avec leurs électeurs du rôle de la bonne nutrition dans la réalisation des changements sociaux et économiques.

“

PANITA (Partenariat pour la nutrition en Tanzanie) a une coopération à long terme avec les membres du Parlement. Nous menons des activités d'éducation sur la nutrition, la sensibilisation sur l'état de la nutrition en Tanzanie et la planification stratégique pour guider notre coopération.

Tumaini Mikindo, Directeur exécutif du Partenariat pour la nutrition en Tanzanie (PANITA) et membre du Comité exécutif du Mouvement SUN lors de la 23^{ème} série de réunions du réseau des pays SUN par téléconférence en mai 2016.



Juliana Lunguzi, Membre du Parlement, Malawi

© SUN Movement Secretariat

Les alliances de la société civile SUN de Tanzanie et de Zambie ont pris d'importantes mesures pour aider les partis politiques à inclure la nutrition dans leurs manifestes en préalable aux élections générales. Les manifestes des partis servent de documents de redevabilité dans le plaidoyer en faveur de la nutrition entrepris par les organisations de la société civile. En Zambie, le plaidoyer pour la nutrition se fait par le biais d'un groupe parlementaire, du dialogue inter-partis et de manifestes de partis. En Tanzanie, le Partenariat pour la nutrition en Tanzanie (PANITA), grâce à l'appui des partenaires comme REACH, a coopéré avec les parlementaires pour élaborer des plans stratégiques triennaux qui garantissent la pérennité de la nutrition comme programme au parlement même en cas de changement de législateurs à l'Assemblée.

Bien que la relation entre les acteurs SUN et les parlementaires est établie sur une base ad hoc dans la plupart des pays, il existe de bons exemples de structures formelles d'engagement telles que le Comité parlementaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les droits de l'enfant en Tanzanie, le Groupe parlementaire pour la sécurité nutritionnelle de la Zambie, les Parlementaires unis contre la faim du Ghana et le Réseau parlementaire pour la nutrition du Burkina Faso. L'alliance de la société civile SUN au Népal travaille en étroite collaboration avec deux groupes parlementaires pour promouvoir les questions de nutrition.

Pour renforcer le rôle des députés dans le domaine de la nutrition, certains pays élaborent des stratégies et des outils de plaidoyer, à l'instar du livret de la Namibie sur les rôles et redevabilités des députés dans le soutien de la nutrition et les directives du Kenya sur la coopération avec les parlementaires.

“

Nous perfectionnons notre stratégie pour faire participer les parlementaires et renforçons les capacités des différents comités parlementaires et des agents de plaidoyer pour la nutrition.

Marjorie Volege, responsable de l'UNICEF au Kenya, partisan du Mouvement SUN.

Diverses manifestations ont été organisées pour mener le plaidoyer auprès des parlementaires en vue d'accélérer le renforcement de la nutrition. Au Tchad, par exemple, REACH a soutenu l'organisation d'une journée d'information parlementaire en octobre 2015, qui a mis en évidence les conséquences de la malnutrition sur le développement national, motivant plus de dix parlementaires à adhérer au réseau SUN des parlementaires tchadiens. Cette journée a attiré plus de 100 personnes, dont des parlementaires, des ministres clés (Santé, Éducation, Agriculture, etc.). De même, au Mali, le réseau de la société civile SUN, REACH et le ministère de la Santé ont tenu conjointement une journée de plaidoyer pour la nutrition avec les parlementaires à l'Assemblée nationale en mai 2016.

Le rôle du parlement et la façon dont ils peuvent contribuer à améliorer la nutrition est de plus en plus clair grâce aux efforts des pays SUN. Les pays SUN reconnaissent leur rôle dans la création de budgets de nutrition, l'adoption de politiques et l'augmentation des ressources pour les programmes de nutrition à l'appui des députés. Par exemple, au Burkina Faso un parlementaire, Gnoumou Dissan, qui est spécialisé dans la nutrition a contacté le Président pour plaider en faveur de la création d'une ligne budgétaire spécifique à la nutrition dans les budgets du gouvernement. En Guinée, des parlementaires travaillent sur une loi sur les substituts du lait maternel, pendant qu'au Népal les parlementaires sont parmi les parties prenantes pilotant la réalisation de l'objectif commun d'éliminer la malnutrition à travers des interventions spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition.

SYNTHÈSE 6 :

Prendre la nutrition en compte en établissant des lois et réglementations

Les pays SUN prouvent que les lois et législations qui tiennent compte de la nutrition sont fondamentales pour créer un environnement propice à l'amélioration et au renforcement de la nutrition. Les lois étatiques de soutien ont pour effet l'élévation des taux d'allaitement maternel exclusif. La protection de l'allaitement maternel exige une législation ferme dotée de mécanismes de supervision rigoureux pour les mettre en œuvre et les rendre exécutoires. Les mesures juridiques doivent être révisées à des intervalles réguliers pour s'adapter aux défis de l'environnement national.

Les pays SUN apprennent par la pratique et prennent des mesures juridiques pour assurer une bonne nutrition pour tous. 44 pays SUN ont mis en place une forme quelconque de mesure juridique liée au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et aux résolutions ultérieures pertinentes adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé. 20 de ces pays SUN¹¹ disposent d'une législation ou des règlements exhaustifs reflétant tous ou la plupart des dispositions du Code.

Le Botswana a pris des mesures décisives en adoptant une nouvelle loi qui va au-delà de la norme minimale fixée par le Code et qui introduit de nombreuses dispositions novatrices accompagnées de procédures de suivi viables. Le champ d'application de la loi couvre tous les aliments destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants jusqu'à l'âge de trois ans et interdit toute une gamme de pratiques de commercialisation.

Le Vietnam a récemment examiné la mise en œuvre du Code et créé une coalition de partenaires gouvernementaux, multilatéraux et non gouvernementaux pour remédier aux faiblesses des réglementations existantes, plaider en faveur d'un congé de maternité payé de quatre à six mois et interdire totalement la promotion des substituts du lait maternel pour les enfants de moins de deux ans. Conformément aux recommandations de la coalition, le gouvernement a approuvé un nouveau décret 100/2014 / PCND sur la *commercialisation et l'utilisation de produits de nutrition pour les jeunes enfants* avec des dispositions restrictives sur le commerce et l'utilisation de produits nutritifs et de matériel d'alimentation pour nourrissons afin de réduire les taux de malnutrition à travers la promotion et la protection de l'allaitement maternel. La prolongation du congé de maternité à six mois a également été mise en œuvre avec la promulgation de la modification du Code du travail.

Les mères qui allaitent doivent être soutenues par un environnement favorable créé par toutes les parties prenantes, notamment leurs employeurs. Les politiques, les plans et la protection législative peuvent fournir des orientations dans les secteurs formels et informels et peuvent permettre la protection, la promotion et le soutien efficaces de l'allaitement maternel. En s'appuyant sur les politiques publiques visant à promouvoir des régimes alimentaires sains, comme l'enrichissement obligatoire de la farine, la législation en matière de politiques sur l'iodation universelle du sel et le remplacement des graisses saturées et des gras trans par des graisses non saturées ; les restrictions à la commercialisation d'aliments riches en graisses, en sucres et en sel pour les enfants ; et les taxes sur les boissons sucrées.

Les députés kenyans ont approuvé un projet de loi qui obligera les employeurs à fournir des espaces d'allaitement pour les mères allaitantes sur le lieu de travail. Cette disposition fait partie d'un projet de loi sur la santé proposé en 2015. En vertu de cette disposition, les employeurs seront tenus de créer des espaces d'alimentation pour bébés avec toutes les installations nécessaires pour rendre l'allaitement maternel plus confortable pour les mères. Le projet de loi stipule également que les employeurs doivent accorder à toutes les employées allaitantes des pauses en dehors des heures régulières de repas pour leur permettre d'allaiter ou de presser le lait. Bien que certaines entreprises privées de l'économie plus développée d'Afrique de l'Est fournissent déjà de tels services, c'est la première fois que cette disposition sera écrite en droit.

Le Kirghizistan a récemment approuvé une législation exigeant l'enrichissement de la farine. En vertu de la loi, tous les producteurs de farine du pays devront enrichir la farine de vitamines et minéraux approuvés par les organismes de santé autorisés afin de la rendre de meilleure qualité. Les nouvelles exigences en matière d'enrichissement n'entraîneront pas une hausse substantielle des prix de la farine. La loi sur l'enrichissement de la farine de boulangerie a été préparée pour aider à résoudre le problème que les spécialistes appellent la « faim cachée » qui est causée par la consommation d'aliments qui sont bon marché et bourratifs mais déficients en vitamines et micronutriments essentiels. Ces déficiences sont particulièrement dangereuses pour les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes dans le pays.

¹¹ Onze Statuts juridiques du Code tel que rapporté dans le Rapport sur la commercialisation des substituts du lait maternel de 2016 : Mise en œuvre nationale du code international
http://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/code_report2016/en/

Apprendre des partisans du Mouvement SUN

SYNTHÈSE 7 :

La société civile soutient le plaidoyer et la redevabilité dans le Mouvement SUN

Au sein du Mouvement SUN, les alliances de la société civile sont au centre du plaidoyer et de la redevabilité visant à donner à la nutrition une position élevée dans les agendas nationales. Elles s'efforcent de faire en sorte que la nutrition soit prioritaire au-delà des cycles politiques, de nouer des relations avec des alliés comme les médias ou les députés, de promouvoir la volonté politique et la redevabilité des dirigeants pour que la nutrition soit considérée comme une priorité pour le développement durable.

Résultant d'une réflexion sur la redevabilité développée par le réseau de la société civile SUN, les dix recommandations suivantes sont destinées à faire avancer cette initiative :

1. **La redevabilité consiste à rendre compte des engagements pris.** Le plaidoyer en matière de nutrition doit assurer des engagements nationaux, régionaux et internationaux spécifiques, mesurables, réalisables et pertinents (SMART) en matière de nutrition par les gouvernements, les donateurs et le secteur privé.
2. **La redevabilité nécessite une démarche à plusieurs étapes, à plusieurs niveaux et à plusieurs secteurs.** Une démarche non élitiste permet la participation des parties prenantes de tous les secteurs et de tous les niveaux, pour en faire une force collective pour des efforts et des résultats nutritionnels plus efficaces.
3. **La redevabilité nécessite une démarche multimédia.** Les alliances de la société civile doivent appliquer des stratégies de communication créatives, en se servant des médias classiques et des réseaux sociaux, pour assurer une communication cohérente et un large rayonnement des messages de sensibilisation.
4. **La redevabilité nécessite les données adéquates.** Le plaidoyer de l'alliance de la société civile est nécessaire pour accroître l'investissement dans la collecte plus fréquente de données et la transparence sur les résultats nutritionnels, la couverture des services, la budgétisation et les dépenses, y compris la collecte de données ouverte à toutes les parties prenantes de la société civile.
5. **Se servir de différentes stratégies de participation,** en tenant compte de l'environnement local et en tenant compte de la capacité des autres militants de la cause de la nutrition de jouer un rôle davantage conflictuel, donnant lieu à des blocages importants.
6. **S'aligner sur les mécanismes d'exécution au sein du gouvernement.** Les efforts d'amélioration de la redevabilité par l'alliance de la société civile ont besoin de relier la « voix » de la société civile à la « force » des systèmes au sein du gouvernement tels que les systèmes internes de gestion de la performance au sein des ministères, les systèmes d'audit et les systèmes juridiques, etc.).
7. **Mettre davantage l'accent sur les femmes dans les processus de redevabilité en matière de nutrition.** Assurer un accent particulier sur le genre et la nutrition dans tous les travaux de redevabilité et de plaidoyer.
8. **La promotion de la redevabilité a également le sens de « tenir les promesses faites » en matière de redevabilité :** les alliances de la société civile doivent « tenir leurs promesses faites » et s'assurer de leur propre redevabilité.

Pour soutenir ce travail, il est essentiel d'avoir une stratégie de plaidoyer et de communication. Une bonne stratégie est fondée sur cinq éléments clés :

1. **Définir le problème et collecter les données pertinentes :** Connaître le problème et ce que l'on désire changer.
2. **Analyser l'environnement :** Savoir qui peut aider à le changer et quelles sont les données probantes disponibles.
3. **Faire participer d'autres parties prenantes :** Qui d'autre travaille sur la question et pourrait être un partisan ? Comment peut-on les faire participer également ?
4. **Faire arriver le changement :** Rédiger sa stratégie.
5. **Reconnaître les réussites et les échecs :** Qu'est-ce qui indiquera que les démarches ont été porteuses ? Qu'est-ce qui va démontrer que l'on a besoin d'adopter une démarche différente ?

Il est recommandé que l'élaboration de stratégies de plaidoyer et de communication soit fondée sur des expériences des pays SUN, car ils permettent à diverses parties prenantes de s'aligner sur une conception commune, de fixer des objectifs communs de plaidoyer et des cibles de plaidoyer et d'avoir un langage commun. Alors que les différentes parties prenantes auront des forces différentes en termes de plaidoyer, œuvrer dans le sens d'un narratif commun peut rassembler les parties prenantes de la nutrition autour du changement qu'ils souhaitent voir. Dans différents pays SUN, ce processus a été conduit par le gouvernement ou par des coalitions de la société civile.

Neuf questions pour le plaidoyer stratégique

1. Qui peut le faire ?
2. Qu'ont-ils besoin d'entendre ?
3. De qui ont-ils besoin de l'entendre ?
4. Comment pouvons-nous nous assurer qu'ils l'entendent ?
5. De quoi disposons-nous ?
6. De quoi avons-nous besoin ?
7. Comment pouvons-nous commencer à prendre des mesures ?
8. Comment pouvons-nous dire si ça fonctionne ?

Développé par Jim Schultz, Fondateur et directeur exécutif de The Democracy Center

3.3 Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées sur des résultats communs



Dans le Mouvement SUN :

- L'orientation des parties prenantes de la nutrition par des résultats communs en matière de nutrition, avec une meilleure coordination et un meilleur partenariat pour les plans et priorités nationales.
- Une approche multisectorielle collaborative est mise en œuvre, avec un suivi et un ajustement en tant que de besoin pour obtenir des résultats à l'échelle.
- Les résultats font l'objet d'échanges, les agents de changement apprennent de l'expérience et l'amélioration continue ouvre la voie à une transformation durable de la nutrition des personnes.

Aperçu

Le développement des démarches efficaces de renforcement de la nutrition dépend de la participation de différents secteurs du gouvernement, ainsi que des multiples parties prenantes qui ont la capacité d'influencer la nutrition des populations. La participation de ces secteurs et parties prenantes est mieux réalisée s'ils organisent leurs décisions, planification, financement et interventions autour d'un ensemble de résultats communs consensuel fondé sur les cibles nationales de nutrition. Au sein du Mouvement SUN, cette série de résultats convenus est souvent appelée « cadre commun de résultats ».

Un cadre commun de résultats peut prendre plusieurs formes, selon les systèmes et modèles de planification et d'administration du pays. Il peut faire partie d'un document unique de planification sectorielle ou réparti dans plusieurs documents de planification. De plus, comme la planification varie considérablement d'un pays à l'autre, on peut trouver des cadres communs de résultats synonymes ou éléments d'une « politique », d'un « plan », d'une « stratégie » et d'un « programme » national. Par exemple, le programme national de nutrition fournit à l'Éthiopie son cadre commun de résultats tandis que le plan multisectoriel de nutrition du Népal fournit le sien.

Peu importe le niveau institutionnel où il se trouve et la façon dont il se manifeste, chaque étape et interaction dans le processus de négociation d'un cadre commun de résultats pour la nutrition ajoute de la valeur à la politique nationale et au cycle budgétaire. Le processus permet à toutes les parties prenantes de se rassembler et de comprendre les divers facteurs, défis et ouvertures pour la nutrition à travers les saisons, les régions et les groupes socioéconomiques au sein d'un pays, et cela sous diverses perspectives. Cette analyse commune et exhaustive permet aux parties prenantes nationales de s'entendre sur un ensemble de résultats escomptés avec le bon espoir que cet ensemble cerne adéquatement l'ambition et les capacités collectives du groupe. À partir de ces résultats, les parties prenantes peuvent ensuite discuter et convenir des moyens par lesquels ils peuvent concourir au mieux à la réalisation des résultats convenus à travers leurs interventions individuelles et conjointes. Par exemple, un cadre commun de résultats peut éclairer sur la façon et les circonstances dans lesquelles les différents programmes pourraient être regroupés afin de fonctionner en coopération. Des cadres communs de résultats sont également importants pour l'analyse budgétaire et la mobilisation des ressources. L'utilisation d'un cadre commun de résultats au niveau national ou local peut impulser l'affectation efficace des ressources pour l'amélioration de la nutrition et réduire les chevauchements ou l'éparpillement des efforts. À mesure que les parties prenantes des divers paliers de gouvernement, des secteurs et des organisations ressentent l'intérêt de coopérer tous en s'inspirant d'un même cadre commun de résultats en matière de nutrition, ils sont mieux en mesure de recenser les interventions dans lesquelles l'investissement est insuffisant ou des programmes dont les performances doivent encore être améliorées pour atteindre le niveau escompté.

Les cadres communs de résultats peuvent fournir un fondement solide pour :

- la mise au point de plans de nutrition utiles et pertinents,
- la mise en place des systèmes efficaces pour l'exécution des mesures et
- la canalisation des ressources adéquates vers des interventions nutritionnelles
- Redevabilité mutuelle entre les différentes parties prenantes concernées par le renforcement de la nutrition



Le Guatemala a adopté une démarche multisectorielle pour améliorer la nutrition et sera un ambassadeur dans la région et dans le monde pour cette démarche. J'ai l'intention de partager ces expériences afin que d'autres puissent se former et diriger leur propre pays.

Jimmy Morales, Président du Guatemala et membre du Groupe principal du SUN

Tendances clés

Les pays SUN démontrent que la planification, le chiffrage, la mise en œuvre et le financement d'un ensemble commun de résultats en matière de nutrition constituent encore un travail en cours et le Mouvement doit évoluer pour mieux orienter l'impact. Le suivi des résultats est le principal défi.

27 pays SUN déclarent disposer d'un cadre commun de résultats national. 9 autres sont en train de développer le leur ou de le mettre à jour. 25 pays ont élaboré des plans d'action pour atteindre les objectifs fixés dans leur cadre commun de résultats. 20 pays disposent d'un cadre de suivi et évaluation et 6 autres pays sont en cours de développement du leur. 18 sont entièrement chiffrés, 8 autres sont en cours de chiffrage. 30 pays font le suivi des allocations de finances publiques pour la nutrition et 16 ont évalué les lacunes qui doivent être comblées. 19 pays ont indiqué dans des rapports que les donateurs nationaux se sont alignés pour le rapport national sur ces informations.

De nombreux pays SUN poursuivent l'élaboration ou l'amélioration de leurs plans de nutrition. La plupart des pays SUN ont diffusé leurs plans de nutrition auprès du Secrétariat du Mouvement SUN et ils ont été examinés par des experts du réseau MQSUN (Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition). Ils sont accessibles au public grâce à l'outil d'analyse du cadre commun de résultats du Mouvement SUN accessible sur www.scalingupnutrition.org. C'est une base de données utilisée pour résumer et comparer les plans de nutrition élaborés par les pays SUN. L'outil du cadre commun de résultats offre l'occasion d'uniformiser la conversation sur la planification des interventions de nutrition. Par ailleurs, il fournit un cadre pour comprendre les multiples actions impliquées dans l'organisation et la mise en œuvre d'une initiative à grande portée de renforcement de la nutrition, même si les actions spécifiques varient selon les pays.

L'expérience du Mouvement SUN suggère que, même si les pays SUN font des progrès dans l'élaboration de cadres communs de résultats et dans l'élaboration et l'établissement de plans de chiffrage pour atteindre des objectifs communs, le défi demeure la mise en œuvre. En effet, de nombreux pays SUN font valoir dans leurs rapports qu'il est plus facile de mettre en place les structures de coordination et de convenir sur les rôles de chacun que de se lancer de manière décisive dans les activités planifiées. Pour certains pays, les modes opératoires coordonnés des plateformes multi-acteurs nationales et régionales n'ont tout simplement pas pu s'intégrer dans la démarche habituelle de travail des fonctionnaires. Bien que beaucoup de facteurs entrent en ligne de compte, la résistance au changement du statu quo peut parfois provenir d'un manque d'information ou de compréhension des raisons pour lesquelles une démarche coopérative est nécessaire. Cette résistance peut également se produire en raison du manque de connaissances pratiques de ce qui a exactement besoin de changer et de la démarche pour le faire.

Alors que les pays SUN sont souvent intéressés à utiliser les systèmes d'information nationaux qui examinent la performance et le fonctionnement du système de prestation plus étendu, les partenaires au développement ont tendance à se focaliser sur le suivi de quelques interventions clés. Ces différences de priorités de suivi empêchent souvent un alignement efficace et constituent un autre défi important pour la mise en œuvre.

Leçons des pays SUN

SYNTHÈSE 8 :

Alignement des interventions et de leur mise en œuvre : orientations en provenance des pays qui réalisent des progrès

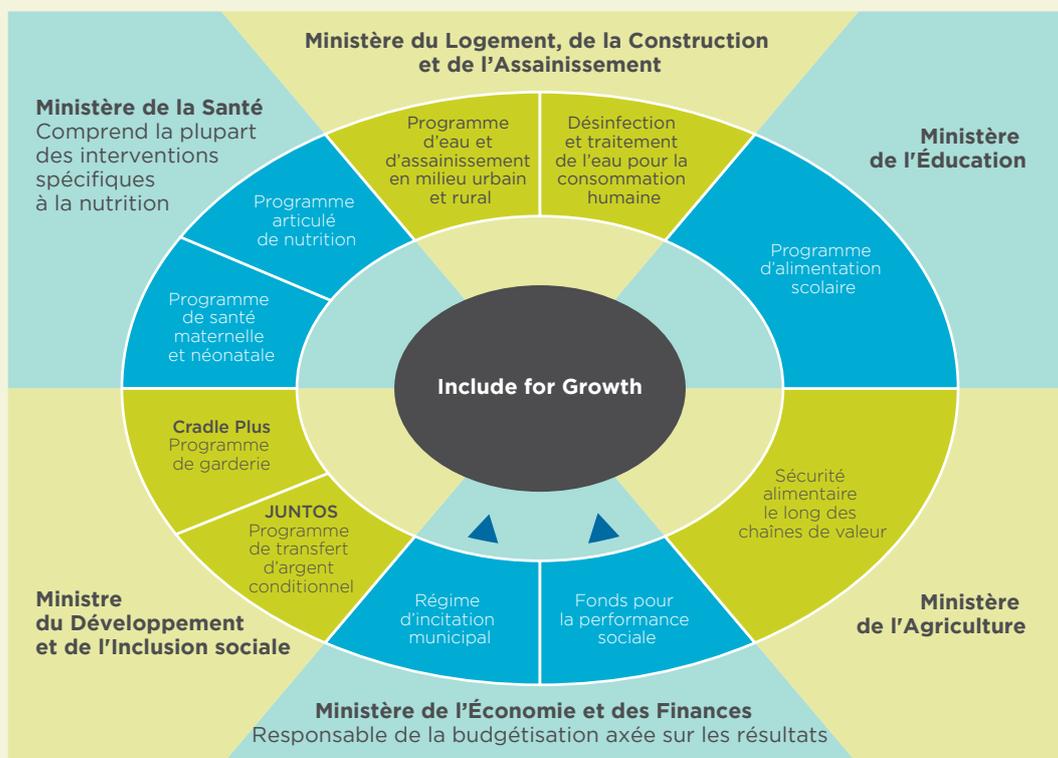
1. Exemples d'alignement des interventions et de leur mise en œuvre

Pérou

La Stratégie nationale pour le développement social et l'inclusion du gouvernement du Pérou (ENDIS) et son programme correspondant « Inclusion pour la croissance »¹² fournit le cadre commun de résultats pour le renforcement de la nutrition dans le pays. La Stratégie nationale pour le développement social et l'inclusion du gouvernement du Pérou et Include for Growth mettent en œuvre une série d'interventions tout au long du cycle de vie des personnes à risque, de la naissance à la fin de l'âge adulte. Bien que de nombreux facteurs concourent au succès du Pérou dans l'alignement des apports des parties prenantes, trois éléments clés méritent d'être soulignés.

Premièrement, le Pérou a consacré beaucoup de temps et de ressources à entreprendre une analyse de causalité exhaustive afin de déterminer les principaux facteurs de la malnutrition. Cela

a non seulement permis d'assurer une réaction précise, mais a également donné l'occasion de réunir de multiples parties prenantes dès le début de la planification et de la mise en œuvre. Deuxièmement, la méthode de gestion axée sur les résultats utilisée par le Pérou favorise différentes incitations pour recueillir les données nécessaires au suivi efficace des améliorations et récompense la réalisation des résultats convenus. L'exemple le plus notable est le potentiel des autorités locales et régionales d'augmenter leur financement jusqu'à 50 % si elles alignent avec succès leurs interventions en matière de santé et de nutrition sur le programme « Include for Growth ». Enfin, les résultats de tous les projets « Include for Growth » sont publiquement disponibles et discutés au sein d'une plateforme multi-acteurs, permettant ainsi de renforcer la redevabilité mutuelle de toutes les parties prenantes coopérant au Pérou pour renforcer la nutrition.



¹² « Include for Growth » est une synthèse de plusieurs programmes nationaux, dont « Nutritional Articulated Program », qui couvre la plupart des interventions spécifiques à la nutrition au Pérou et « Maternal and Neonate Health » (Santé maternelle et néonatale), tous deux gérés par le ministère de la Santé ; « Urban and Rural Water and Sanitation » (Eau et assainissement en milieu urbain et rural mis en œuvre) par le ministère du Logement, de la construction et de l'assainissement ; « Cradle Plus », un programme de développement de la petite enfance pour les enfants de moins de 36 mois et un programme de transfert d'argent conditionnel appelé « JUNTOS », tous deux mis en œuvre par le ministère du Développement et de l'Inclusion sociale. Le Programme de salubrité des aliments est géré par le ministère de l'agriculture et le Programme national d'alimentation scolaire mis en œuvre par le ministère de l'Éducation.

Éthiopie

Le cadre commun de résultats pour la nutrition de l'Éthiopie figure dans le Programme national de nutrition 2013 - 2015 qui est soutenu par huit ministères (Santé, Éducation, Agriculture, Commerce et Industrie, Travail et Affaires sociales, Eau et Énergie, Finances et Développement économique, et Femmes, enfance et la jeunesse). Le Programme national de nutrition décrit cinq objectifs stratégiques qui couvrent une gamme exhaustive d'interventions spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition. À travers ces objectifs, les redevabilités des

autres secteurs sont clairement définies et les interventions et programmes pertinents mis en évidence. Il est intéressant de noter que, dans le cas de l'Éthiopie, l'alignement au niveau du travail et la coopération ont inspiré une volonté politique de haut niveau à réduire la malnutrition sous toutes ses formes et à mettre fin à la sous-nutrition des enfants d'ici 2030. Cette volonté politique est incorporée dans la Déclaration de Seqota, qui annonce des objectifs ambitieux, couvrant plusieurs secteurs qui sont essentiels à l'amélioration de la nutrition.

Népal

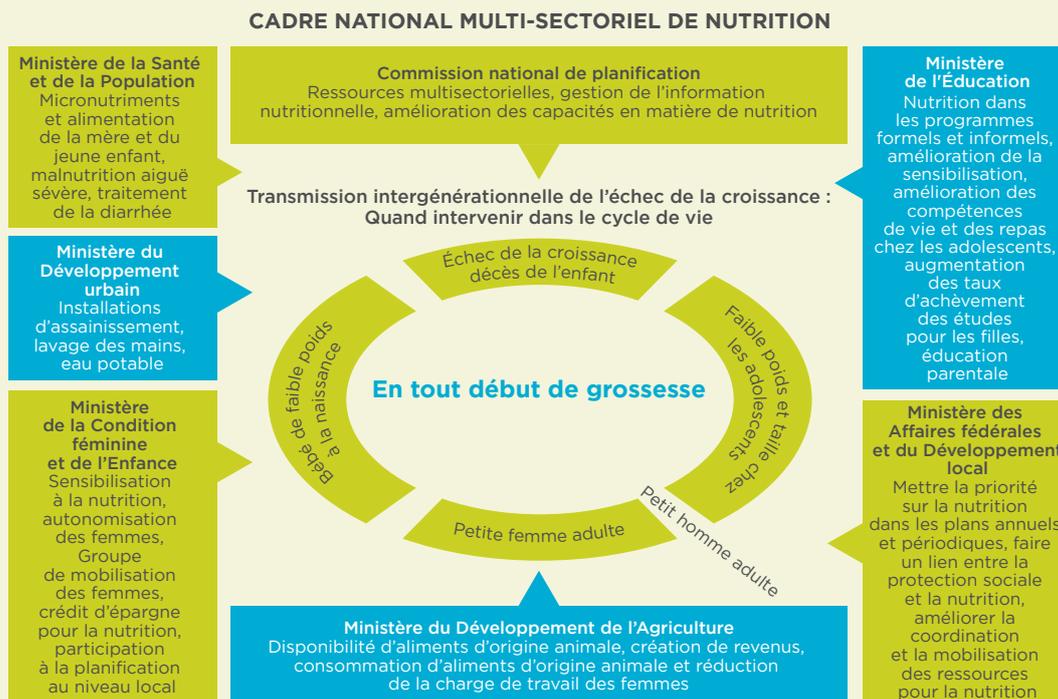
Les fortes améliorations de l'accès aux services de santé et leur utilisation, de la couverture des facilités de toilettes, de l'accumulation de richesse et de l'éducation maternelle semblent avoir largement participé à la réduction considérable de la sous-nutrition maternelle et infantile¹³. Parallèlement, le Plan multisectoriel de nutrition du Népal pour l'accélération de la réduction de la sous-nutrition maternelle et infantile 2012 - 2017, a fourni des orientations claires pour intégrer la nutrition dans tous les secteurs pertinents, à tous les niveaux requis. Le plan multisectoriel de nutrition se concentre sur les 1 000 premiers jours de vie et vise à améliorer les politiques, les plans et la coordination multisectorielle aux niveaux national et local ainsi que les pratiques qui

favorisent une utilisation optimale des services nutritionnels « spécifiques à la nutrition » et nutritionnels « contribuant à la nutrition ». Reconnaisant l'importance de veiller à ce que le Plan multisectoriel de nutrition soit adapté et utilisé au niveau communautaire, le gouvernement du Népal travaille avec les comités de développement villageois pour améliorer leurs capacités de planification et de mise en œuvre. En particulier, ils aident les comités de développement villageois à évaluer quels sont les éléments du plan global multisectoriel de nutrition qui sont les plus pertinents pour leur environnement local et se concentrer en conséquence.



© Bill & Melinda Gates Foundation

¹³ Gillespie, Stuart, ed. ; Hodge, Judith, ed. ; Yosef, Sivan, ed. ; and Pandya-Lorch, Rajul, ed. 2016. Nourrir des millions : Narratifs de changement dans la nutrition. Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).



Graphique : Alignement des ministères et de leurs programmes

2. Orientations venant des pays SUN

L'expérience des pays SUN montre que le processus visant à parvenir à un large consensus sur les résultats escomptés nécessite une détermination sans ambiguïté et une compréhension du rôle de chaque partie prenante dans le financement et la prestation des interventions. Cela peut prendre du temps, mais est essentiel pour le succès.

Alors que chaque pays suit sa propre trajectoire, plusieurs éléments communs naissant à travers le Mouvement.

- **Adopter la démarche d'interventions SMART** (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents, délimités dans le temps) permet de les orienter. En s'accordant sur des cibles et des résultats escomptés SMART les pays SUN sont mieux positionnés pour guider les interventions, mobiliser les ressources et suivre la mise en œuvre.
- **La valeur ajoutée du processus de définition des résultats convenus ne doit pas être sous-estimée.** En plus d'être SMART, ce processus est utile quand les cibles et les résultats attendus captent l'ambition collective et stimulent l'alignement de toutes les parties prenantes qui soutiennent les activités nutritionnelles dans un pays. Cela nécessite souvent un processus de consultations multisectorielles et multi-acteurs, aux niveaux national et sous-national, avec la participation de conseils de nutrition, d'experts techniques et de comités techniques.
- Indépendamment du Cadre commun de résultats d'un pays ou de sa structure, il est essentiel **que toutes les parties prenantes se prononcent clairement et s'engagent à participer à l'atteinte des résultats** et qu'un système adéquat de suivi des résultats et de redevabilité des parties prenantes soit en place. **Pour convenir de la manière dont la redevabilité de la mise en œuvre et de l'atteinte des résultats** sera répartie entre les différents secteurs ; toutes les parties prenantes devront s'aligner sur un objectif ou une cible de nutrition ou prendre en compte les activités nutritionnelles dans les programmes existants (par exemple, l'éducation nutritionnelle dans le cadre de la mise en œuvre des services de vulgarisation ; la prise en compte de l'hygiène du traitement des eaux usées dans un programme de gestion communautaire). Une bonne coordination est nécessaire pour définir les mesures et les interventions prioritaires appropriées pour atteindre cet objectif dans leurs plans.
- **L'adoption de cibles nationales au niveau communautaire nécessite des plateformes renforcées de mise en œuvre** pour assurer une couverture efficace des interventions prioritaires pour tous. Pour cela, il faut renforcer les ressources humaines (quantité et qualité), en particulier pour assurer une prestation de services de qualité aux niveaux infranationaux.

Apprendre des promoteurs du Mouvement SUN

SYNTHÈSE 9 :

Guide pour l'élaboration d'un plan national de nutrition de bonne qualité

Le consensus est étendu sur le fait que le développement durable exige un soutien harmonisé aux processus nationaux. Dans le domaine de la nutrition, le nombre croissant de parties prenantes internationales au cours des dernières années a entraîné une intensification des efforts visant à coordonner l'utilisation des ressources et à aligner davantage de partenaires sur les priorités nationales.

Un groupe de travail d'experts coordonné par le réseau des Nations Unies pour la nutrition et le Secrétariat du Mouvement SUN a élaboré un projet d'aide-mémoire sur la qualité des plans nationaux de nutrition pour les pays SUN pendant l'été 2016. Le projet a été diffusé dans les pays SUN, en particulier ceux entrant dans de nouveaux cycles de planification. Un processus de coopération itératif se déroulera entre les points focaux gouvernementaux intéressés et leurs partenaires ainsi que le réseau des Nations Unies pour la nutrition et le Secrétariat du Mouvement SUN qui fournira des commentaires directs et assurera la liaison avec les experts, au besoin.

Conformément aux conclusions du Rapport mondial sur la nutrition (2014, 2015 et 2016), le contenu de la note d'orientation s'appuie sur plusieurs éléments clés :

- L'universalité de la malnutrition et la nécessité d'interventions visant à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

- La possibilité d'accélérer les progrès réalisés au titre de la Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition et les résultats de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition de 2014, qui figurent dans son cadre d'action

- Les principes régissant la participation au Mouvement pour le renforcement de la nutrition et la nécessité d'une démarche multisectorielle et multi-acteurs.

Les orientations proposent plusieurs critères qui peuvent être utilisés pour évaluer un plan national global de nutrition ou des plans spécifiques sous-sectoriels et multisectoriels. Le tableau ci-dessous fournit un résumé de cette note d'orientation et examine les forces et les faiblesses de cinq domaines considérés comme le fondement d'un bon plan. Bien que la note d'orientation vise à fournir aux pays des indications sur les caractéristiques d'un plan national renforcé de lutte contre la nutrition, elle ne prescrit pas d'interventions et ne suggère pas des solutions uniformes.

Le cadre réservé à la participation des pays et aux commentaires supplémentaires reste disponible sur l'aide-mémoire d'octobre 2016 à mars 2017. Ensuite, une version définitive de l'aide-mémoire (ainsi que des documents de référence connexes) sera disponible sur le site Web du Mouvement SUN pour consultation et utilisation par le public. Une deuxième circulation de l'aide-mémoire qui tire les enseignements de son utilisation est prévue d'ici la fin de 2018.



Exemple d'aide-mémoire sur les critères et les caractéristiques des « bons » plans nationaux de nutrition

<p>1</p> <p>Analyse de la situation et examen des politiques et des programmes</p>	<p>Critères 1 : Le plan national de nutrition fournit une analyse de la situation de l'environnement nutritionnel au niveau national et sous-national (y compris les questions politiques, sociales, culturelles, sexospécifiques, épidémiologiques, juridiques, de politique de gestion et institutionnelles).</p> <p>Critères 2 : Il définit les buts et les objectifs qui sont associés aux cibles et résultats de nutrition SMART à forte répercussions auprès des populations visées, conformes aux normes de droits humains et aux recommandations internationales et concourant à l'amélioration de l'équité dans la répartition des avantages de la réalisation de ces cibles.</p> <p>Critères 3 : Il indique clairement les relations avec d'autres stratégies, plans et mécanismes financiers du secteur de la nutrition.</p> <p>Critères 4 : Il décrit les interventions prioritaires prévues visant à obtenir des effets nutritionnels pour toutes les formes de malnutrition et est réalisable, durable, localement approprié, fondé sur des données probantes et des bonnes pratiques, et est conforme aux priorités en matière de droits de l'homme.</p> <p>Critères 5 : Il comprend une analyse des risques et des stratégies d'atténuation proposées, y compris des mesures visant à répondre aux besoins d'urgence.</p> <p>Critères 6 : Il décrit les mécanismes de politique de pilotage, de redevabilité, de gestion et de coordination.</p>
<p>2</p> <p>Processus de participation politique de haut niveau</p>	<p>Critères 7 : Le plan national de nutrition décrit la participation multisectorielle et multi-acteurs à l'élaboration du document final.</p> <p>Critères 8 : Il comporte des indications claires sur la volonté politique de haut niveau en faveur de l'approbation et de la mise en œuvre du plan.</p>
<p>3</p> <p>Coûts et cadre budgétaire</p>	<p>Critères 9 : Le plan national de nutrition établit un cadre financier qui comprend un budget global / chiffrage des interventions prévues pour les niveaux national et infranational et démontre l'efficacité et la performance des programmes et des interventions inclus.</p> <p>Critères 10 : Il comprend une analyse de financement. En cas de financement non exhaustif, le plan souligne les options prioritaires convenues pour l'atteinte des cibles à forte répercussion et résultats pour la nutrition associés.</p> <p>Critères 11 : Il décrit les mécanismes permettant de suivre les données budgétaires et les dépenses relatives à la nutrition entre les secteurs et les partenaires pour la prise de décision, le suivi et l'analyse des financements de la nutrition.</p> <p>Critères 12 : Il décrit aux détenteurs de budget sectoriel, partenaires et niveaux infranationaux comment les fonds et les ressources seront déployés.</p>
<p>4</p> <p>Mécanismes de mise en œuvre et de gestion</p>	<p>Critères 13 : Le Plan national de nutrition décrit le cadre opérationnel qui comprend les mécanismes de mise en œuvre avec des détails sur les rôles et redevabilités du gouvernement et des partenaires.</p> <p>Critères 14 : Le Plan national de nutrition décrit les capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles (à la fois fonctionnelles et techniques) nécessaires pour mettre en œuvre les mesures prévues et précise comment ces capacités seront renforcées.</p>
<p>5</p> <p>Suivi, évaluation, recherche opérationnelle et examen</p>	<p>Critères 15 : Le plan national de nutrition comprend un cadre de suivi et d'évaluation renforcé, inspiré des systèmes de suivi renforcé, inspiré des systèmes de suivi et d'évaluation des secteurs et comprenant des indicateurs de base, des sources d'information, des méthodes et des responsabilités pour la collecte éthique, la gestion, l'analyse, l'assurance de la qualité, l'apprentissage et la communication.</p> <p>Critères 16 : Il décrit le mécanisme d'examen périodiques conjoints des performances en matière de nutrition pour présenter les progrès sur l'établissement des programmes et le financement et pour la discussion sur les résultats en vue de la prise de décision et des interventions.</p> <p>Critères 17 : Il définit les processus et les mécanismes institutionnels pour la recherche opérationnelle et pour la documentation et la diffusion rigoureuses des meilleures pratiques et des enseignements tirés (notamment les réussites et les échecs).</p>

3.4 Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition



Dans le Mouvement SUN :

- L'évaluation et le chiffrage dans la clarté, des dépenses en matière de nutrition, afin de mieux mettre à profit l'argent existant et de mobiliser de nouveaux fonds pour la nutrition
- Les gouvernements nationaux, les donateurs, les mécanismes de financement innovants, le secteur privé et les consommateurs agissent en « solidarité globale », pour accélérer collectivement les progrès.

2016 a été une année charnière pour l'élaboration des arguments en faveur de l'investissement dans la nutrition. Le tout premier Cadre de financement pour la nutrition a été lancé par le Président de la Banque mondiale, Jim Kim, en avril 2016. L'analyse estime que l'atteinte des cibles de l'Assemblée mondiale de la santé de réduire le retard de croissance chez les enfants et l'anémie chez les femmes, augmenter les taux d'allaitement maternel exclusif et atténuer les conséquences de l'émaciation, nécessitera un investissement annuel moyen de sept milliards de dollars US au cours des dix prochaines années. Ce montant s'ajoute aux 3,9 milliards de dollars que le monde consacre actuellement à la nutrition chaque année.

Pour dynamiser les progrès vers l'atteinte des cibles globales de la nutrition, l'analyse recommande d'accorder la priorité à un ensemble d'interventions les plus efficaces au regard du coût qui peuvent être mises en œuvre immédiatement. Le financement de cet ensemble plus limité d'interventions nécessitera un investissement annuel supplémentaire d'un peu plus de deux milliards de dollars US pour les dix prochaines années. La majeure partie de cet investissement annuel viendrait des gouvernements des pays et des donateurs, 1,4 milliard US et 650 millions de dollars US, respectivement, tandis que les mécanismes de financement innovants et les ménages financeraient l'écart restant.¹⁴

Lorsqu'il est combiné avec d'autres efforts de santé et de réduction de la pauvreté, cet investissement prioritaire peut produire des rendements importants : environ 2,2 millions de vies peuvent être sauvées avec une réduction des cas de retard de croissance de 50 millions en 2025 par rapport à 2015.

Les estimations telles que celles du cadre ci-dessus sont fondées sur les coûts théoriques du renforcement de la nutrition. Elles sont d'un apport important pour notre appréciation globale des difficultés en ce qu'elles aident à déterminer le volume total des ressources nécessaires pour lutter contre la malnutrition. Cependant, pour que les pays obtiennent les ressources nécessaires à la mise en œuvre de leurs propres plans nationaux de nutrition, les estimations de coûts doivent être réalisées à l'aide d'une approche pragmatique adaptée aux contextes et aux priorités spécifiques de chaque pays.

En principe, les pays SUN travaillent à estimer le financement des interventions nutritionnelles ainsi qu'à mieux comprendre la composition de ce financement, en particulier les budgets alloués par les gouvernements aux interventions nutritionnelles. En 2015, 30 pays SUN se sont réunis dans le cadre d'ateliers régionaux organisés par le Secrétariat du Mouvement SUN et le Réseau des Nations Unies pour SUN pour estimer les allocations nutritionnelles dans leurs budgets nationaux. S'appuyant sur ce travail, en 2016, les pays SUN ont exploré la manière dont l'analyse budgétaire peut faire partie d'un effort plus exhaustif de suivi des ressources financières et du chiffrage de qualité aux niveaux national et infranational. Ils ont mutualisé leurs efforts visant à tenir les parties prenantes redevables et à tirer parti de l'augmentation des investissements en matière de nutrition, tout en se servant de leurs efforts d'analyse pour consolider les dossiers de rentabilité des investissements dans la nutrition aux fins de plaider auprès des publics cibles tels que les ministères des Finances.



La malnutrition limite la croissance et le potentiel des enfants et, tour à tour, limite la croissance et le potentiel des pays et des économies. Lorsque nous investissons dans la nutrition, nous investissons dans l'infrastructure de la « matière grise », c'est-à-dire l'infrastructure dont les corps et les esprits ont besoin pour grandir, apprendre et prospérer. Le fait de ne pas lutter contre la malnutrition nous retient et l'inaction n'est pas acceptable.

Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement et membre du Groupe principal du Mouvement SUN

¹⁴ Shekar M, Kakietek J, D'Alimonte M, Walters D, Rogers H, Dayton Eberwein J, Soe-Lin S, Hecht R ; Investir dans la nutrition : La Fondation pour le développement - Un cadre d'investissement pour atteindre les cibles globales de la nutrition.



L'analyse a été importante pour atteindre tous les secteurs, à tous les niveaux.

Madhu Kumar Marasini, secrétaire à la Commission nationale de planification et Point focal du gouvernement SUN au Népal

L'expérience des pays s'est révélée très précieuse pour l'apprentissage transnational. Un certain nombre de pays ont fixé des cibles mesurables de nutrition qui ont été approuvées au niveau le plus élevé. En outre, de nombreux pays ont franchi une nouvelle étape en 2016 en examinant comment les recherches sur le financement peuvent être utilisées pour plaider en faveur d'une augmentation des ressources, ainsi que d'une meilleure allocation et d'un meilleur suivi des dépenses.

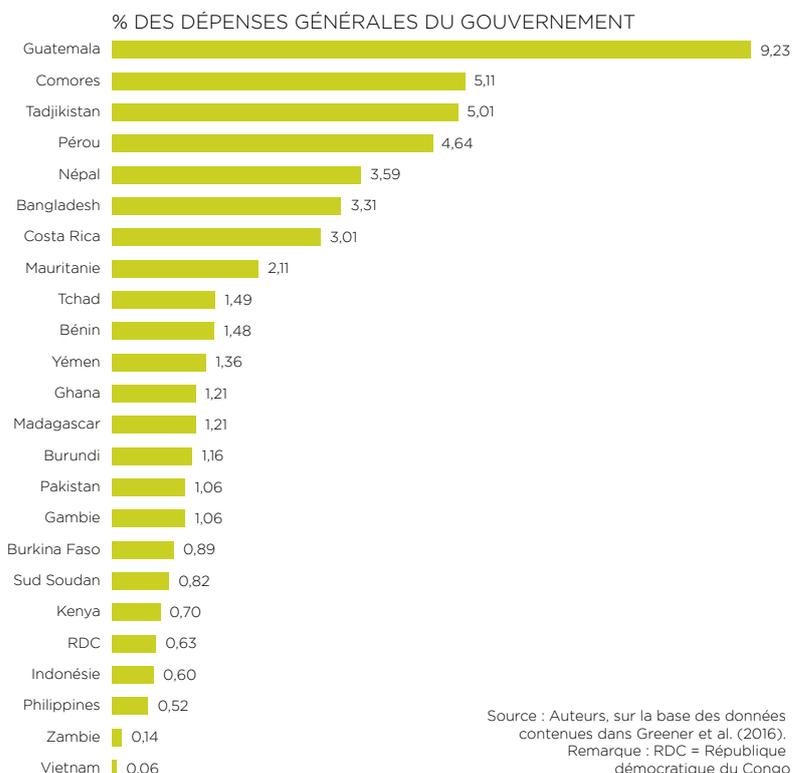
L'intensification des investissements dans la nutrition est toujours une proposition à forte répercussions et à fort rendement, avec un rapport coûts-avantages de 16 : 1 et un taux de rendement composé de plus de 10 pour cent (IFPRI 2014, 2015a). Les pays SUN prouvent qu'il existe des possibilités importantes d'accroître les dépenses consacrées à la nutrition. Dans les 24 pays, 33 % sont consacrés à l'agriculture, à l'éducation, à la protection sociale et à la santé. Les communautés de nutrition dans les pays SUN consolident les données et organisent l'analyse, afin de rendre ces budgets utiles au maximum pour la nutrition en intégrant des cibles de la nutrition et en menant le suivi des répercussions.

Les gouvernements, les donateurs, la société civile, le secteur privé, les organismes des Nations Unies et les mécanismes de financement innovants doivent continuer à améliorer leurs dépenses courantes pour améliorer la nutrition des populations tout en mobilisant les ressources supplémentaires nécessaires pour atteindre les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé.

Principales leçons :

- Le chiffrage des plans et le suivi budgétaire sont essentiels pour accroître et améliorer la qualité des investissements dans la nutrition
- La gestion des finances publiques pour la nutrition au niveau décentralisé est un domaine essentiel d'investigation et de renforcement dans les pays fortement décentralisés
- L'analyse du coût de ne pas investir peut être un outil important de plaidoyer
- Des démarches de plaidoyer adaptées et efficaces sont essentielles pour élaborer des dossiers de rentabilité de l'investissement dans la nutrition.

Allocations budgétaires pour les interventions spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition, 24 pays



Leçons des pays SUN

Investir dans la nutrition

La nécessité de mieux suivre les investissements dans la nutrition a été soulignée comme une étape importante dans le renforcement de la nutrition depuis le lancement du Mouvement SUN. Le suivi des budgets est essentiel pour les décideurs politiques, ainsi que pour les citoyens et les donateurs. Les gouvernements ont besoin de données budgétaires fiables pour fixer les priorités, réaliser la planification et prendre une décision sur les allocations financières, ainsi que pour suivre et évaluer la mise en œuvre de la politique¹⁵.

En janvier 2015, 30 pays SUN ont adopté une démarche en trois étapes pour produire des rapports sur les allocations nutritionnelles pertinentes. Cette « démarche novatrice en trois étapes » offre un moyen rapide et pratique d'informer sur les allocations budgétaires relatives à la nutrition. Elle repose sur une méthodologie commune approuvée par le réseau des donateurs SUN en 2013 pour suivre les investissements globaux dans le domaine de la nutrition.¹⁶ La plupart des pays

ont fait des progrès importants en procédant à l'analyse budgétaire en trois étapes et les données ont été incluses dans le Rapport mondial sur la nutrition 2015. Les leçons et les données qui ont fait l'objet d'échanges entre les pays dans ce processus ont également été utilisées pour éclairer les efforts globaux visant à mieux évaluer le coût de la lutte contre le retard de croissance, notamment une estimation des coûts présentée à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement en juillet 2015 et un cadre d'investissement pour la nutrition qui a été lancé lors des réunions de printemps de la Banque mondiale en mars 2016.

En 2016, le travail d'analyse budgétaire du Mouvement SUN s'est poursuivi avec la participation de plusieurs autres pays SUN. Dans l'esprit de partage et d'apprentissage du Mouvement, le travail de cette année a bénéficié des leçons et des expériences d'analyse et d'utilisation des données budgétaires de 2015.

Pays concernés par l'analyse budgétaire du Mouvement SUN (2016)¹⁷

19 pays ont participé à l'analyse budgétaire pour la première fois :

Cambodge, Congo Brazzaville, El Salvador, Éthiopie, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Kirghizistan, Laos, Libéria, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sierra Leone, Sri Lanka, Swaziland, Ouganda

22 pays ont participé à l'analyse budgétaire pour la deuxième fois :

Bangladesh, Bénin, Burundi, Cameroun, Tchad, Costa Rica, Gambie, Ghana, Guatemala, Indonésie, Kenya, Madagascar, Népal, Pakistan, Pérou, Philippines, Soudan du Sud, Tadjikistan, Togo, Vietnam, Zambie

Leçons tirées du suivi budgétaire

Chaque pays SUN a un environnement différent et, par conséquent, il n'existe pas de norme unique pour enquêter sur les budgets nationaux. Les pays doivent adapter leur démarche en fonction des plans et priorités nationaux. Néanmoins, l'expérience de l'analyse budgétaire du Mouvement SUN se révèle extrêmement utile pour l'apprentissage mutuel. Bien que l'information découverte lors de l'analyse budgétaire de 2016 soit encore à l'étude, quelques enseignements préliminaires ont été tirés. En 2016, les allocations budgétaires pour la nutrition ont été recensées dans un large éventail de ministères, départements et organismes concernés, dont plus de 30 au Mozambique et au Bangladesh,

avec trois au Botswana et au Cambodge. Le nombre de lignes budgétaires définies ayant une incidence sur la nutrition variant de trois au Cambodge à plus de 100 au Bangladesh, au Nigeria et au Mozambique. La variation du nombre de ministères, de départements et d'organismes ainsi que des lignes budgétaires entre les pays reflète les différences entre les systèmes publics de gestion des institutions et des finances. Cependant, des pays comme les Philippines, le Vietnam et le Tchad montrent une forte augmentation du nombre de ministères et de programmes connexes depuis 2015, grâce à un dialogue plus ouvert à tous les secteurs en 2016.

¹⁵ Fracassi, P. et C. Picanyol (2014). « Suivi des investissements publics pour la nutrition au niveau national ». Mouvement SUN, juillet. Disponible à l'adresse http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/08/140703_FR_SUMMARY-3-STEP-APPROACH_Tracking_Domestic_Investments_for_Nutrition.pdf

¹⁶ Voir le Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2014

¹⁷ Les 16 pays suivants n'ont pas pu participer à l'analyse SUN 2016 (les six pays audités ont participé en 2015) : Botswana, Burkina Faso, Comores, Côte d'Ivoire, Haïti, Lesotho, Mahārāshtra, Malawi, Mali, Myanmar, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie, Yémen, Zimbabwe

En combinant les résultats des analyses budgétaires menées en 2015 et 2016, 47 pays ont fourni des données budgétaires dont les tendances sont disponibles pour 29, 35 pays ont des données de trois secteurs ou plus, neuf ont des données sur leurs dépenses et 30 ont des données sur les sources de financement des programmes. En ce qui concerne les programmes spécifiques à la nutrition, 28 pays (et une province indienne) ont pu définir des allocations spécifiques à la nutrition, 16 pays et un État indien disposant de données suffisantes pour définir les tendances financières et cinq pays en cours de détermination des dépenses réelles.

En se concentrant sur les tendances, l'analyse suggère que neuf des 16 pays et un état indien ont noté des baisses de financement pour les programmes spécifiques à la nutrition, tandis que six pays ont noté des augmentations de financement avec quatre pays ayant noté des augmentations de plus de 70 % l'année précédente pour les programmes spécifiques à la nutrition. Ces tendances de financement définies sont préliminaires et de nombreux facteurs non pris en compte dans l'analyse influent sur les structures budgétaires des pays. En particulier, quatre questions doivent être prises en compte pour tirer les conclusions des recherches : l'environnement défini des investissements en matière de nutrition, les délais de mise en œuvre de programme, l'effet de l'investissement et les taux de conversion de devises dans l'économie internationale.

Tout d'abord, la démarche en trois étapes ne permet pas de saisir l'ensemble des interventions nutritionnelles dans un pays. L'analyse se concentre sur les programmes spécifiques définis dans le budget d'un pays, ce qu'on appelle les programmes « sur le budget ». Les programmes hors budget mis en œuvre par les donateurs, les organisations internationales (par exemple l'UNICEF, la FAO, etc.), ou les organisations non gouvernementales (par exemple la Fondation Bill & Melinda Gates, World Vision, etc.) ne sont en général pas prises en compte dans l'analyse. La démarche en trois étapes se concentre sur les programmes « sur le budget » parce que l'évaluation des dépenses pour les activités de nutrition au-delà du budget du gouvernement pose un défi d'envergure pour la plupart des pays. Il existe souvent de nombreuses interventions nutritionnelles menées par divers partenaires qui ne sont pas traçables dans les budgets nationaux. De même, on retrouve une méthode cohérente pour saisir l'investissement projeté ou la dépense globale pour toutes ces interventions. Étant donné les défis liés au suivi des dépenses budgétaires, les tendances de l'investissement public

définies dans la démarche en trois étapes ne couvrent pas l'ensemble des programmes et des interventions liées à la nutrition dans un pays.

Deuxièmement, les pays mettent en œuvre des programmes en fonction des délais spécifiques de quatre à cinq ans. Le délai d'un programme oriente les allocations nécessaires chaque année, et à cet effet, les programmes d'un cycle quinquennal ont souvent un financement accru au cours des années deux et trois, tandis que les allocations sont prévues pour diminuer aux années quatre et cinq au fur et à mesure que le programme atteint son objectif ciblé. La conséquence en est que les augmentations ou les diminutions de financement définies reflètent souvent le moment et le lieu dans l'exécution du programme en question plutôt que le niveau de priorité accordée à la nutrition pour un pays.

Troisièmement, l'analyse budgétaire ne retrace pas directement les avantages d'un programme ou l'efficacité de l'utilisation des ressources financières. Bien que certains pays fournissent des données sur les dépenses, elles ne définissent uniquement que les déficits de financement entre les allocations et les dépenses, mais ne permettent pas de déterminer dans quelle mesure le programme vise la population concernée. Ainsi, définir les diminutions ou les augmentations de financement à travers le temps, ne permet pas absolument d'avoir une idée des effets de l'investissement public pour la nutrition. Plus important encore, les données sur les dépenses devront être disponibles au niveau le plus désagrégé (p. ex., le district ou même l'unité administrative la plus faible) où elles peuvent être triangulées avec des informations sur la mise en œuvre du programme et les avantages pour la population ciblée.

Quatrièmement, les pays planifient et mettent en œuvre leurs politiques publiques en utilisant la monnaie locale. Lors de l'analyse des données permettant de déterminer les tendances, les données en monnaie locale sont converties en estimations en dollars américains et un déflateur est appliqué pour calculer les tendances ajustées en fonction de l'inflation. Quand un pays planifie et alloue ensuite des finances avec sa monnaie locale, l'économie internationale peut grandement influencer la façon dont ces tendances se comportent à travers le temps. Cela suggère que les baisses de financement d'une année à l'autre, en particulier inférieures à 10 %, pourraient bien refléter le pouvoir d'achat d'une monnaie locale plutôt que le manque de volonté politique d'appuyer les interventions nutritionnelles dans le pays.

En tenant compte des facteurs ci-dessus, la démarche en trois étapes est moins axée sur le suivi financier et plus sur la façon dont les pays investissent. Elle aide ces pays à augmenter leurs dépenses ou à mieux les cibler. Les pays SUN qui ont déjà effectué l'analyse de suivi budgétaire à deux reprises ont indiqué qu'elle constitue un point d'entrée très utile pour sensibiliser les secteurs et les parties prenantes concernés sur la valeur de la lutte contre la malnutrition. Plus précisément, les données de l'analyse budgétaire aident les pays SUN à :

- cartographier l'alignement des interventions prévues et budgétisées ;
- suivre le rendement et les dépenses pour les interventions mises en œuvre ;
- cartographier l'alignement des objectifs des programmes budgétisés par rapport aux

Perspectives d'avenir

La priorité en perspective consiste à institutionnaliser l'analyse budgétaire au niveau national. Cette priorité est facilitée par le fait que l'analyse budgétaire est conçue pour être facilement gérée après la première étape. Plus précisément, les renseignements recueillis au cours de la première année de l'analyse peuvent servir de base de référence pour les années suivantes. Cette base de référence permet aux pays de mettre facilement à jour un nouveau point de données sur les allocations pour les programmes existants et d'enregistrer les allocations pour les nouveaux programmes lorsqu'ils sont établis. En bref, les informations tirées de l'examen initial du budget deviennent plus faciles à définir et plus crédibles à analyser pour chaque année subséquente.

La priorité fixée sur l'institutionnalisation de l'analyse budgétaire est sous-tendue par la possibilité de la répliquer. Une fois qu'un pays a défini un programme lié à la nutrition, il reste défini dans les analyses ultérieures. Le maintien d'un dénominateur commun comme base de référence est essentiel pour la collecte cohérente des données et une analyse cohérente des tendances à travers le temps. De plus, le maintien de la base de référence année après année facilite le recensement des nouveaux programmes qui ont été ajoutés et permet de mieux évaluer s'il s'agit d'une véritable indication que la démarche multisectorielle de la nutrition s'inscrit dans plus de ministères, agences et départements.

déterminants de la malnutrition (dans le cas des allocations budgétaires contribuant à la nutrition).

- Plaider pour :
 - » le renforcement de la mise en œuvre et la mobilisation des ressources ;
 - » une meilleure coordination et un meilleur ciblage (géographique ou populationnel) des programmes ;
 - » la prise en compte des interventions nutritionnelles entraînant de fortes améliorations dans certains programmes.

Pour ces raisons, la réalisation régulière de l'analyse budgétaire peut soutenir la détermination permanente de toutes les parties prenantes qui ont un rôle clé à jouer dans le renforcement de la nutrition.

Bien que la détection des données sur les allocations aide les pays à réfléchir sur leur capacité à planifier et à préparer le renforcement de la nutrition, l'institutionnalisation de l'analyse budgétaire exige également que les pays commencent à présenter des données sur les dépenses réelles d'une manière systématique. Le suivi des dépenses réelles, ainsi que d'autres informations sur la mise en œuvre effective, peut aider les pays à évaluer leur performance et à mettre en évidence les principaux déficits de financements. La plupart des pays peuvent connaître un décalage de deux ans ou plus dans l'accès aux données sur les dépenses réelles, à moins qu'ils ne déploient des efforts considérables pour la collecte des données. Une démarche pour avancer dans ce domaine pourrait être de commencer par un sous-ensemble de programmes dans les secteurs clés et travailler avec les détenteurs de budget pour obtenir des informations sur les allocations, les déboursements et les dépenses dans un délai donné.

À mesure que les pays progressent dans l'analyse budgétaire et sont mieux positionnés pour accéder aux données sur les dépenses, ils envisagent de suivre les dépenses des programmes sélectionnés au niveau le plus désagrégé et de trianguler les données financières avec des informations sur la mise en œuvre de programme et ses avantages pour les populations ciblées.

Faits saillants régionaux de l'analyse budgétaire

Madagascar en 2016

(analyse budgétaire 2016)

- 44 programmes relatifs à la nutrition ont reçu des allocations de 10 ministères totalisant 5,69 dollars US par habitant.
- Les allocations en 2016 pour 44 programmes contribuant à la nutrition ont diminué de 31 % à partir de 2015, alors que les allocations pour 2 programmes spécifiques à la nutrition ont augmenté de 124 %.
- Les allocations en 2016 pour 5 programmes relatifs à la nutrition liés au secteur de la protection sociale liés ont augmenté de 60 % à partir de 2015.
- Le programme le plus important reconnu, intitulé « Appui à la politique de survie de la mère et de l'enfant », représente 15 % du budget défini.



Guinée-Bissau

(analyse budgétaire 2014)

- 96 programmes relatifs à la nutrition ont reçu des allocations de 15 ministères totalisant 2,21 dollars US par habitant.
- Les allocations pour 95 programmes contribuant à la nutrition ont augmenté de 16 % à partir de 2013, tandis que les allocations pour un programme spécifique à la nutrition ont augmenté de 7 %.
- Les allocations en 2014 pour 4 programmes relatifs à la nutrition liés au secteur des services d'eau, assainissement et hygiène ont augmenté de 23 % à partir de 2013.
- Le programme le plus important reconnu, intitulé « Programa mundial de alimentos 'saude e nutriçao, cantina escolar e reabilitaçao rural » représente 12 % du budget défini.

République démocratique du Congo

(analyse budgétaire 2015)

- 59 programmes nutritionnels ont reçu des allocations de 14 ministères totalisant 2,37 de dollars US par habitant.
- Les allocations en 2015 pour 44 programmes contribuant à la nutrition ont diminué de 46 % à partir de 2014, alors que les allocations pour 3 programmes spécifiques à la nutrition ont augmenté de 848 %.
- Les allocations en 2015 pour 10 programmes relatifs à la nutrition liés au secteur de la santé ont augmenté de 69 % à partir de 2014.
- Le programme le plus important reconnu, intitulé « Secrétariat général à l'agriculture, pêche et élevage », représente 74 % du budget défini.



Pakistan

(analyse budgétaire 2015)

- 54 programmes de nutrition ont reçu des allocations totalisant 2,37 dollars US par habitant.
- En mettant l'accent sur le plan national¹⁸, des allocations pour 7 programmes contribuant à la nutrition ont diminué de 6 % en 2015 par rapport à 2014, alors que les allocations pour deux programmes spécifiques à la nutrition ont diminué de 77 %.
- En mettant l'accent sur le plan national en 2015, les allocations pour 6 programmes relatifs à la nutrition liés au secteur de la santé ont augmenté de 69 % par rapport à 2014.
- Le programme le plus important reconnu, intitulé « Programme de soutien du revenu de Benazir » représente 50 % du budget défini.



© WFP



© United States Agency for International Development

Tadjikistan

(analyse budgétaire 2015)

- 15 programmes relatifs à la nutrition ont reçu des allocations de quatre ministères totalisant 11,60 dollars par habitant.
- Les allocations pour 12 programmes contribuant à la nutrition ont diminué de 73 % à partir de 2014¹⁹ tandis que les allocations pour trois programmes spécifiques à la nutrition ont diminué de 38 %.
- Les allocations en 2015 pour 3 programmes relatifs à la nutrition liés au secteur de la santé ont diminué de 18 % à partir de 2014.
- Le programme le plus important reconnu, intitulé « 052 centres de santé (cliniques) + 05204 centres de santé » représente 46 % du budget défini.

Vietnam

(analyse budgétaire 2015)

- En 2015, 15 programmes relatifs à la nutrition ont reçu des allocations de deux ministères totalisant 0,93 dollar US par habitant.
- Les allocations pour huit programmes contribuant à la nutrition ont augmenté de 36 % à partir de 2013, tandis que les allocations pour 7 programmes spécifiques à la nutrition ont augmenté de 98 %²⁰.
- L'augmentation de 98 % du financement s'explique en grande partie par le programme spécifique à la nutrition appelé « Améliorer la nutrition des enfants », où les allocations sont passées de 2 761 905 dollars US en 2014 à 26 727 273 dollars US en 2015.
- Les allocations en 2015 pour 11 programmes relatifs à la nutrition liés au secteur de la santé ont augmenté de 110 % à partir de 2014.
- Le programme le plus important reconnu, intitulé « Améliorer la nutrition des enfants » représente 30 % du budget défini.



© Bill & Melinda Gates Foundation

¹⁸ Le plan national comprend 9 des 54 programmes, tandis que les 45 programmes restants sont gérés au niveau provincial

¹⁹ Les allocations pour les programmes contribuant à la nutrition ont diminué de 73 % ; cependant, seulement 12 programmes ont enregistré des allocations en 2014 et 2015. En se concentrant sur ces 12 programmes, l'analyse suggère que les allocations ont diminué de 13 %.

²⁰ L'augmentation de 98 % du financement s'explique en grande partie par le programme spécifique à la nutrition intitulé « Améliorer la nutrition des enfants », dont les allocations sont passées de 2 761 905 dollars en 2014 à 26 727 273 dollars en 2015.

Apprendre des partisans du Mouvement SUN

Mettre des financements innovants à disposition pour la nutrition

La Stratégie 2016 - 2020 du Mouvement SUN en appelle à l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des ressources financières pour la nutrition. Ceci en réaction à une forte reconnaissance que les niveaux actuels de financement de la nutrition sont très insuffisants. Une partie du défi réside également dans l'éparpillement et la complexité inhérents à l'architecture de l'aide pour la nutrition²¹.

Comme premier pas vers la poursuite de cet objectif par le Mouvement SUN, une

« cartographie » des sources multilatérales externes (c.-à-d. non nationales) de financement de la nutrition a été lancée. Le travail a été supervisé par le réseau des donateurs SUN, avec l'aide d'un consultant indépendant et le soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates. L'un des principaux objectifs de cet exercice est d'améliorer la sensibilisation et la compréhension des sources de financement de la nutrition et la façon d'y accéder.

Principales conclusions

- Au cours de l'année écoulée, **trois nouveaux mécanismes de financement ont été lancés**, avec un fort accent sur la nutrition, Power of Nutrition, UNITLIFE et le Mécanisme de financement international. Chacun d'entre eux a le potentiel de débloquent un important financement spécifique à la nutrition.
- **Il y a un manque de prévisibilité des possibilités de financement**. À l'heure actuelle, aucun des nouveaux fonds de nutrition (Power of Nutrition, UNITLIFE), Mécanisme de financement international, Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire n'a fixé de calendrier pour les possibilités de financement à venir.
- **L'architecture éparpillée de la nutrition peut rendre la planification difficile dans les pays** en ce qui concerne la coordination, la cohérence des programmes et la charge de travail administratif et de production de rapports. Pour gérer les différents flux de financement, des pays comme la Tanzanie ont misé sur une planification multisectorielle renforcée et coordonnée de la nutrition qui a contribué à aligner le soutien des donateurs sur les plans nationaux.
- **Il existe des possibilités d'établir des liens entre des initiatives complémentaires** telles que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ; le Partenariat mondial pour l'éducation ; et Chaque femme, Chaque enfant à travers leur stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants²². Le Mouvement SUN peut optimiser son propre travail en exploitant ces relations au service de la réalisation de tous les Objectifs de développement durable.
- En ce qui concerne le **financement humanitaire**, deux fonds d'affectation gérés par le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, qui sont décrits dans la cartographie du financement (Fonds central d'intervention d'urgence, ou Fonds communs de pays), constituent des points d'entrée dont l'exploration est utile pour le Mouvement SUN dans le processus de détermination des moyens d'améliorer son soutien aux pays en crise humanitaire.
- Cet exercice de cartographie a établi un mécanisme de financement qui permet de **financer les questions liées au genre** : le Fonds mondial pour la femme. Avec Mama Cash, le Fonds de développement des femmes africaines, le Fonds des femmes d'Amérique centrale et le Fonds d'action urgente pour les droits humains des femmes, il existe des possibilités d'obtenir de petites subventions souples.

Recommandations pour le travail du Mouvement SUN en 2016 - 2020

En se fondant sur les constatations ci-dessus, le Mouvement SUN :

- Maintiendra la cartographie du financement au fil du temps et suivra les pays bénéficiant de ces nouveaux fonds (et ceux qui n'en bénéficient pas). Il s'agira de compiler et de diffuser des informations sur les possibilités de financement à venir.
- Explorera les occasions d'utiliser les résultats et les réussites des nouveaux mécanismes de financement qui soutiennent des activités spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition et de diffuser ces expériences entre les pays.
- Explorera les moyens de maximiser les coopérations avec la communauté de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile, y compris avec les sources de financement (par exemple le mécanisme de financement international, et ses mécanismes de partenariat, de coordination et de redevabilité tels que le Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile, Chaque femme, chaque enfant et la Commission d'information et de responsabilisation, entre autres initiatives citées à travers la cartographie.

²¹ Tel qu'expliqué par exemple dans Nutrition Aid Architecture, Results UK 2014.

²² <http://www.everywomaneverychild.org/global-strategy-2>

Principales sources novatrices de financement de la nutrition en bref

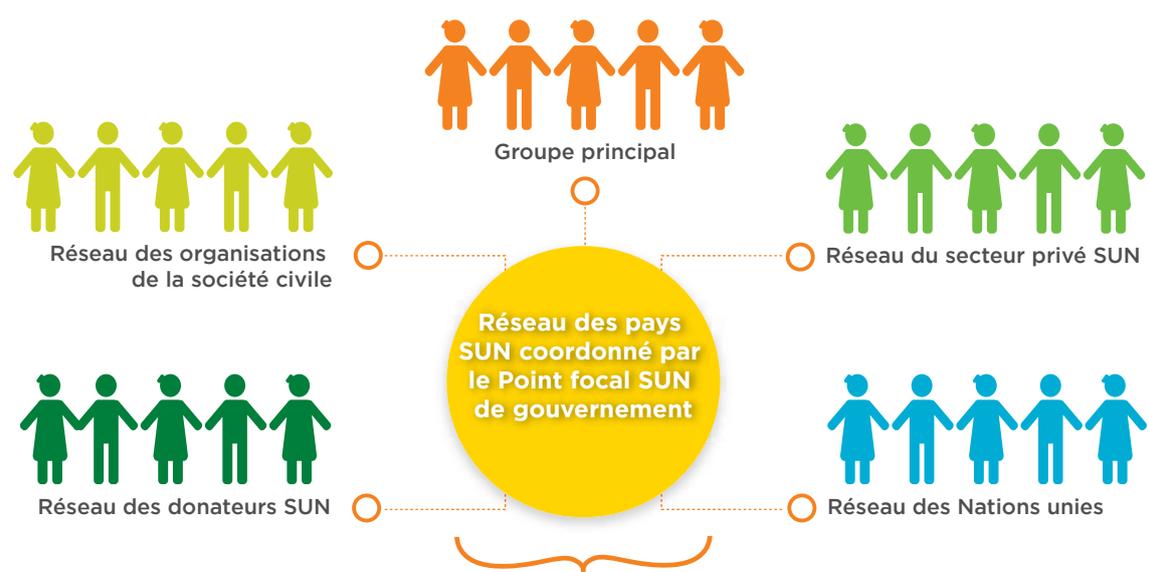
Nom	Mandat de financement	Donateurs	Pays financés à ce jour	Éligibilité du pays	Occasions de financement à venir
Fonds de Power for Nutrition	Débloque un milliard de dollars pour lutter contre la dénutrition infantile dans certains des pays les plus pauvres. Accent spécifique à la nutrition. www.powerofnutrition.org	Les promesses actuelles sont celles du CIFF (55 M de dollars US), du DFID (jusqu'à 47 millions de dollars US) et de la Fondation UBS Optimus (jusqu'à 26 millions de dollars US). Ambition d'amasser un milliard de dollars	Tanzanie (20 millions de dollars USD)	Aucun critère d'éligibilité spécifique n'est précisé. L'accent sera mis sur les « pays sensibles » en Afrique subsaharienne et en Asie où leurs investissements peuvent avoir des répercussions.	Des discussions sont en cours avec d'autres pays. L'objectif est de financer 5 à 7 pays au total pendant la période initiale qui prend fin en 2020.
UNITLIFE	Un nouveau mécanisme de financement pour soutenir des programmes de nutrition en Afrique subsaharienne, mobilisant des fonds par le biais d'un micro-prélèvement sur l'industrie extractive.	Les premiers pays signataires sont la République du Congo (Brazzaville), la Guinée, le Niger et le Mali, dans le but d'amasser 100 millions de dollars US par an à travers ces quatre pays, avec des accords en place d'ici la fin de 2016. De nouveaux financements seront poursuivis auprès d'autres pays, ainsi que d'autres sources.	Aucun à ce jour	À déterminer, mais en mettant l'accent sur « les pays à forte charge ».	Possibilités de mise à disposition du financement une fois que le financement est suffisant.
Mécanisme de financement international	Accélérer les efforts pour mettre fin aux décès évitables de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et améliorer la santé et la qualité de vie des femmes, des adolescents et des enfants. Peut financer des activités spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition (santé ; services d'eau, assainissement et hygiène, protection sociale ; et éducation). www.globalfinancingfacility.org	Engagements initiaux de financement du Fonds d'affectation de la Facilité de financement mondiale (GFF) par la Norvège (600 millions de dollars US) et le Canada (200 millions de dollars US, dont 100 dollars US aux systèmes d'enregistrement des faits et d'établissement des statistiques de l'état civil (CRVS). Engagement supplémentaire pour le Fonds d'affectation par la Fondation Bill et Melinda Gates (75 millions de dollars US) en juillet 2015.	4 pays « en tête » : République démocratique du Congo, Éthiopie, Kenya et Tanzanie. Les pays de la deuxième vague sont le Bangladesh, le Cameroun, l'Inde, le Libéria, le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal et l'Ouganda	Au total, 62 pays à forte charge à plus faible revenu, à faible revenu et à revenu intermédiaire sont admissibles à recevoir des ressources du Fonds d'affectation (voir la liste complète de l'annexe 7 du plan d'activités de la Facilité de financement mondiale (GFF).	Aucun annoncé
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	Mécanisme de financement multilatéral pour améliorer les revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays à faible revenu en stimulant la productivité agricole. Principalement axé sur les activités liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire (contribuant à la nutrition), tout en étant en mesure de soutenir des programmes spécifiques à la nutrition, ainsi que des activités sur le changement climatique et le genre. Fournit un soutien par le biais d'un guichet du secteur public (subventions et services consultatifs) et d'un guichet du secteur privé (prêts et services consultatifs à des conditions préférentielles). www.gafspfund.org	En mars 2014 : 1,35 milliard de dollars promis, dont un milliard de dollars au guichet du secteur public, 309 millions de dollars US au guichet du secteur privé et 69 millions de dollars US non affectés. 8 donateurs pour le guichet du secteur public (Australie, Fondation Bill et Melinda Gates, Canada, Irlande, Corée du Sud, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis) 5 donateurs pour le guichet du secteur privé (Canada, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, États-Unis)	Guichet du secteur public : 912,5 millions de dollars US répartis dans 25 pays : Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Éthiopie, Haïti, Honduras, Gambie, Libéria, Malawi, Mali, Mongolie, Népal, Nicaragua, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan, Tanzanie, Togo, Yémen et Zambie. Guichet du secteur privé : 11 projets d'investissement et 20 projets de services consultatifs.	Guichet du secteur public : Les pays membres ne bénéficiant que de l'aide de l'Association internationale de développement qui ne sont pas en non-accumulation. www.worldbank.org/ida/borrowing-countries.html Guichet du secteur privé : Entreprises privées et institutions financières travaillant dans des pays ne bénéficiant que de l'aide de l'Association internationale de développement. Les entreprises en dehors des pays ne bénéficiant que de l'aide de l'Association internationale de développement avec un cas convaincant peuvent également être prises en compte.	Prochain appel à propositions non encore annoncé. L'objectif est d'organiser le prochain tour à l'automne 2016, en attendant l'obtention d'engagements suffisants. Une initiative pilote distincte en l'occurrence l'Initiative Missing Middle sera lancée en 2016 afin de permettre le décaissement direct des systèmes de financement à petite échelle aux organisations non gouvernementales pour des projets de petite envergure (par exemple, 2 à 3 millions de dollars US).
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	Mécanisme de financement des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Doté de la capacité de financer une gamme d'activités alimentaires et nutritionnelles au titre de programmes intégrés de lutte contre le VIH et la tuberculose (plus de 35 millions de personnes vivant avec le VIH / Sida dans le monde et près de 10 millions de personnes souffrant de la tuberculose en 2014). www.theglobalfund.org	50 gouvernements donateurs fournissent environ 95 % du financement. Les 5 % restants venant du secteur privé, des fondations privées et des initiatives novatrices de financement. 42 milliards de dollars US promis par les gouvernements donateurs depuis 2002. Réapprovisionnement pour la période 2017 - 2019 actuellement en cours.	Près de quatre milliards de dollars US ont été investis annuellement à travers 468 subventions actives dans 100 pays. À ce jour, plus de 29 milliards de dollars ont été déboursés pour des programmes dans les pays.	L'admissibilité est déterminée annuellement, en fonction du niveau de revenu et du fardeau officiel de la maladie. Une liste complète des pays actuellement admissibles est disponible sur le site Web du Fonds mondial.	Les allocations de financement sont actuellement effectuées tous les trois ans, avec une marge de manœuvre pour permettre aux pays de choisir le moment de soumission des propositions au cours de la période de 3 ans.

Nom	Mandat de financement	Donateurs	Pays financés à ce jour	Éligibilité du pays	Occasions de financement à venir
Fonds mondial d'assainissement	Un fonds multi-donateurs mis en commun pour appuyer les programmes d'assainissement dirigés par les communautés pour les personnes les plus vulnérables. Services d'eau, assainissement et hygiène contribuant à la nutrition. Le Fonds mondial d'assainissement a spécifiquement pour mandat de financer des projets de changement de comportement au niveau communautaire par rapport à la défécation en plein air. www.wsscc.org/global-sanitation-fund	Les donateurs du Fonds mondial d'assainissement sont entre autres les gouvernements de l'Australie, de la Finlande, des Pays-Bas, de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni.	En juin 2015, le Fonds mondial d'assainissement avait décidé de verser 109 millions de dollars US aux programmes dans 13 pays : Bénin, Cambodge, Éthiopie, Inde, Kenya, Madagascar, Malawi, Népal, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Togo et Ouganda.	35 pays prioritaires ont été sélectionnés pour un soutien fondé sur le niveau de revenu, des besoins en matière d'assainissement et d'autres critères, bien que des exceptions puissent être faites pour aider les pays qui ne font pas partie de la liste prioritaire. Voir le plan stratégique à moyen terme du WSSCC 2012 - 2016 pour la liste complète des pays prioritaires.	Deux tours de financement à ce jour. Aucun nouveau cycle n'est actuellement annoncé, mais ceux qui ont été désignés comme les 35 « pays prioritaires » peuvent demander du financement en dehors des cycles.
Programme d'eau et d'assainissement	Le Programme d'eau et d'assainissement coopère avec les gouvernements aux niveaux local et national afin d'améliorer l'accès à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement abordables, sécurisés et durables. Services d'eau, assainissement et hygiène contribuant à la nutrition. www.wsp.org	Parmi les donateurs internationaux figurent les gouvernements de l'Australie, de l'Autriche, du Danemark, de la Finlande, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède, de la Suisse, du Royaume-Uni et des États-Unis ;	25 pays ont bénéficié d'une aide de 207 millions de dollars US pour le plan d'activités couvrant la période 2011 - 2015, dont 55 millions de dollars US en 2015.	Aucun critère d'éligibilité spécifique. Le Programme d'eau et d'assainissement vise à avoir une portée et à mener des interventions à forte répercussion dans toutes les régions où les pauvres ont des services d'eau et d'assainissement insuffisants et où l'on peut tirer des leçons sur la façon d'appliquer des solutions efficaces.	
Fonds central d'intervention d'urgence	Le Fonds central d'intervention d'urgence met en commun les fonds de plusieurs donateurs afin de promouvoir des interventions et des mesures rapides pour réduire les pertes en vies humaines ; améliorer la riposte aux exigences en situation d'urgence ; et renforcer les éléments essentiels des interventions humanitaires aux crises sous-financées. Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) peut soutenir des activités spécifiques et contribuant à la nutrition dans un environnement de besoins humanitaires pressant ou sous-financés.	Il bénéficie d'un large soutien de 125 États membres de l'Organisation des Nations Unies et de deux observateurs, des gouvernements régionaux, du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des particuliers. Les cotisations à ce jour totalisent 4,282 milliards de dollars US, dont 400 millions de dollars US en 2015.	Plus de 3,7 milliards de dollars US alloués à 92 pays et territoires depuis 2006. Le Fonds central d'intervention d'urgence alloue en moyenne 450 millions de dollars US pour des interventions humanitaires dans 50 pays différents.	Sur la base de la situation et des besoins humanitaires.	Les fonds « Rapid response » (environ 2/3 des allocations du Fonds central d'intervention d'urgence) peuvent être demandés à tout moment de l'année. Les dirigeants de pays en « situations d'urgence sous-financées » sont invités (environ 1/3 des allocations du Fonds central d'intervention d'urgence) à présenter des demandes de financement au Coordonnateur des secours d'urgence (CER) sur la base de critères, de recommandations et de consultations.
Fonds communs mondiaux ou nationaux	Les fonds communs mondiaux ou nationaux allouent des fonds en fonction des besoins et des priorités humanitaires définis au niveau national et sont conçus pour permettre un financement souple des priorités fixées au niveau national en soutien aux activités et besoins dans des environnements instables. www.unocha.org/what-we-do/humanitarian-financing/country-based-pooled-funds	Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les donateurs privés participent aux fonds communs mondiaux ou nationaux. En 2015, il y avait 19 contributeurs des États membres aux fonds communs mondiaux ou nationaux, avec un total de 583 millions de dollars US reçus des pays suivants : Royaume-Uni, Suède, Danemark, Belgique, Irlande, Norvège, Australie, Suisse, Allemagne, Koweït, Espagne, Luxembourg, Inde, Corée, Islande, France, Italie, Malaisie.	En 2015, 505 millions de dollars US ont été alloués à 18 pays : Afghanistan, République centrafricaine, Colombie, République démocratique du Congo, Éthiopie, Haïti, Irak, Jordanie, Liban, Myanmar, Pakistan, Somalie, Soudan du Sud, Syrie, Turquie, Yémen.	Sur la base de la situation et des besoins humanitaires.	Les fonds communs mondiaux ou nationaux se fondent sur deux modalités pour allouer des fonds : Des projets d'allocation de réserves (prévus pour une affectation rapide et souple des fonds) peuvent être présentés à tout moment de l'année ou lorsque le Coordonnateur humanitaire active l'allocation de réserve. Les allocations ordinaires (avec des priorités à plus long terme définies par les plans d'intervention humanitaire) comportent généralement deux allocations standard par année.
Fonds mondial pour les femmes	Financer les initiatives des femmes dans le domaine des droits de la personne dans le monde entier, en soutenant les organisations dirigées par des femmes qui luttent pour la justice dans leurs propres communautés. Financer les activités contribuant à la nutrition, en mettant l'accent sur les droits et l'autonomisation des femmes, mais par tous les points d'entrée sectoriels (y compris par exemple l'agriculture). www.globalfundforwomen.org	Pour l'exercice se terminant en juin 2014, 18 millions de dollars US ont été reçus de fondations privées et familiales (53 %), de particuliers (29 %), d'investissements (10 %), de manifestations (5 %), d'entreprises (2 %) et de gouvernements / sources multilatérales (1 %)	Plus de 100 millions de dollars US de subventions accordées à plus de 4000 organisations soutenant les droits progressifs des femmes dans plus de 170 pays depuis 1988.	Seules les organisations dont le siège n'est pas aux États-Unis sont admissibles au financement, dont l'objectif principal est de promouvoir l'égalité des femmes et les droits de la personne. D'autres exclusions s'appliquent - voir le site Web pour plus de détails.	Le Fonds mondial pour les femmes organise un cycle de subventions chaque année. Les demandes pour 2016 devaient être présentées au plus tard le 31 janvier. Chaque année, il reçoit plus de 2500 propositions et est en mesure d'attribuer environ 500 subventions annuelles. Première allocation allant de cinq à treize mille dollars US / an.





Promoteurs du Mouvement SUN



Coordonnatrice du Mouvement SUN, Groupe principal et Comité exécutif, et Groupes de travail multi-acteurs coordonnés par le Secrétariat du Mouvement SUN

Le Mouvement SUN est piloté par un ensemble d'agents de changement dédiés. Les pays membres, dirigés par les gouvernements, sont au cœur du Mouvement SUN, pilotant les efforts nationaux avec une forte base d'expérience, de perspicacité et de capacité. Actuellement, le Mouvement est dirigé par 57 pays et les États indiens du Mahārāshtra, Jharkhand et Uttar Pradesh.

Toutes les parties prenantes du Mouvement changent leurs comportements et s'engagent à obtenir des résultats communs en matière de nutrition :

- Au niveau global, la société civile, les donateurs, le secteur privé et les agences des Nations Unies sont organisés en réseaux. Chacun des réseaux dispose d'un comité directeur global et d'un secrétariat qui s'emploient à appuyer l'établissement et le fonctionnement des réseaux au niveau national. Ils apportent un soutien et une assistance technique, assurent l'échange rapide des informations, et suivent et évaluent les réalisations.
- La Coordinatrice du Mouvement SUN dirige et renforce la collaboration entre les parties prenantes et mène le plaidoyer pour l'amélioration de la nutrition aux niveaux national, régional et mondial.
- Le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) soutient le travail de ses membres et facilite l'échange d'idées et l'apprentissage à l'échelle du Mouvement. Le Secrétariat du Mouvement SUN permet l'accès à une assistance technique et alignée avec les principes du Mouvement SUN.



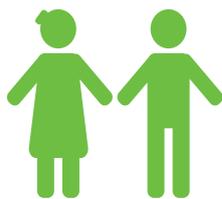
- Le Comité exécutif du Mouvement SUN supervise et soutient la mise en œuvre de la stratégie et feuille de route du Mouvement SUN et renforce la redevabilité au sein du Mouvement.
- Le Groupe principal dirigé par le Mouvement SUN, composé de dirigeants éminents et de responsables du changement qui avaient promis de positionner la nutrition au plus haut niveau et à fournir une inspiration, des interventions et une orientation à l'échelle mondiale. Il est constitué des figures de proue en matière de nutrition et mène à bien le plaidoyer stratégique pour permettre à la nutrition de se maintenir au rang de priorité mondiale.

4.1 Réseaux du Mouvement SUN

Les réseaux de Mouvement SUN sont composés de parties prenantes de différents groupes (Nations Unies, société civile, donateurs et secteur privé). Les mécanismes de supervision des réseaux, qui sont auto-organisés, dirigent les plans de travail des réseaux et sont redevables de l'alignement sur la stratégie et feuille de route du Mouvement SUN en même temps qu'ils sont redevables de la transparence dans les rapports et des réalisations. Les réseaux SUN sont soutenus par les coordinateurs de réseau et leurs secrétariats qui permettent aux membres de donner leur apport et de promouvoir les valeurs et les principes du Mouvement. Au niveau des pays, les membres des réseaux SUN soutiennent leurs gouvernements nationaux respectifs en participant à des plateformes multi-acteurs et en harmonisant leurs interventions avec les objectifs nationaux.



© SUN Movement Secretariat



Le réseau du secteur privé SUN travaille à trouver les solutions nécessaires pour mettre fin à la malnutrition par le biais des entreprises, des marchés et des populations. Il mobilise les efforts du secteur privé pour soutenir le Mouvement SUN et pour garantir que toutes les populations jouissent de leur droit à une bonne alimentation et nutrition. Le réseau du secteur privé du Mouvement SUN vise à mettre en place un groupe d'entreprises progressistes pour développer des modèles d'affaires rentables, durables et innovants nécessaires pour renforcer la nutrition à l'échelle mondiale et dans les pays. Travaillant en partenariat avec les gouvernements, la société civile, les donateurs et les agences des Nations

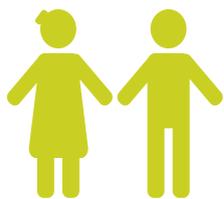
Unies, le réseau du secteur privé du Mouvement SUN soutient les pays SUN dans le développement de leur propre approche de renforcement de la nutrition qu'ils pilotent eux-mêmes.

Résumé des progrès

- 13 pays ont établi des réseaux du secteur privé SUN.
- 10 pays SUN construisent des réseaux du secteur privé nationaux SUN en 2016 avec le soutien de l'équipe mondiale du réseau du secteur privé SUN.
- 6 réseaux du secteur privé national SUN ont été soutenus pour collecter des fonds provenant de sources nationales.
- Création du premier Fonds national d'investissement du réseau du secteur privé SUN pour catalyser la transformation de nouveaux investissements des entreprises nationales en biens et services nutritifs au Mozambique.
- 32 pays SUN ont participé aux ateliers régionaux du réseau du secteur privé SUN en 2015 et ont défini les priorités pour la participation du secteur privé.
- Les chaînes de valeur de l'agriculture, l'enrichissement des aliments sont les deux premières priorités pour la participation du secteur privé dans les pays SUN.
- Des guides de bonnes pratiques et des boîtes à outils de participation du secteur privé ont été élaborés pour les décideurs.
- Plus de 300 entreprises ont adhéré à cette initiative dont 75 % sont des entreprises nationales ou des petites et moyennes entreprises.
- Les engagements globaux des membres de réseau du secteur privé SUN visent à atteindre 166 millions de consommateurs avec une meilleure nutrition dans les pays SUN, chaque année, d'ici 2020.
- Le réseau du secteur privé du Mouvement SUN a élaboré des stratégies pour viabiliser l'appui régional aux réseaux nationaux en Asie et en Afrique.

Priorités

- Le réseau du secteur privé du Mouvement SUN a mis au point une boîte à outils en ligne pour les pays SUN afin de soutenir le développement des réseaux nationaux du secteur privé et mettra continuellement à jour les outils de meilleures pratiques.
- Les réseaux nationaux du secteur privé SUN établis mènent des efforts pour élaborer des plans d'action nationaux dans le but d'identifier les obstacles liés à l'investissement dans la nutrition que rencontrent les entreprises nationales, et les opportunités qui s'offrent à ces dernières.
- Le réseau du secteur privé du Mouvement SUN soutient 10 pays supplémentaires dans l'établissement des réseaux nationaux du secteur privé et la collecte des fonds.
- Des fonds ont été obtenus pour élaborer un outil de cartographie permettant d'apparier les demandes de soutien des pays SUN avec les engagements et les compétences des entreprises du réseau du secteur privé du Mouvement SUN.
- Le réseau du secteur privé du Mouvement SUN met en place une Académie virtuelle de marketing responsable et de nutrition. Il s'agira d'un point de repère central pour l'élaboration d'études de marché, la recherche sur l'avis des consommateurs et la formulation de produits.
- Deux études majeures de marché sur la nutrition ont été menées à bien au Nigeria et en Tanzanie pour aider le réseau du secteur privé du Mouvement SUN à comprendre les lacunes de la demande des consommateurs et de l'offre de produits nutritifs et stimuler les interventions du secteur privé pour y remédier.



Le réseau de la société civile SUN concourt à faire en sorte que les politiques, les plans et les engagements soient mis en œuvre dans l'intérêt des populations et atteignent les populations les plus vulnérables à la malnutrition. Des alliances nationales de la société civile unissent les diverses organisations, concourent à la mise en œuvre des priorités en matière de nutrition, coordonnent les activités de plaidoyer et d'interventions en matière de nutrition à tous les niveaux, garantissent que les processus décisionnels pour les politiques et les plans gouvernementaux reflètent les réalités de ceux qui souffrent le plus. Au niveau global, le réseau de la société civile SUN soutient la formation d'alliances nationales efficaces

de la société civile et leur participation aux efforts nationaux de nutrition à long terme. Il appuie l'accès au financement, l'apprentissage entre pays, le renforcement des capacités et vise à accélérer l'établissement des alliances de la société civile, une politique de gestion renforcée et un plaidoyer efficace. Le réseau de la société civile SUN a également élaboré une stratégie 2016 - 2020 qui vise à maximiser les efforts de plaidoyer nationaux et mondiaux, à renforcer la redevabilité de toutes les parties prenantes, à renforcer l'apprentissage et la qualité du soutien aux alliances de la société civile SUN, garantir l'application des démarches sexospécifiques et la participation des citoyens, pour ne citer que ces objectifs.

Résumé des progrès

- Le réseau a soutenu l'établissement et le renforcement d'alliances nationales de la société civile dans 39 pays, coordonnant plus de 2 000 organisations de la société civile qui sont devenues des participants actifs au renforcement de la nutrition. Ces alliances ont réuni des groupes communautaires, des organisations nationales de la société civile et des organisations internationales de la société civile aux niveaux national et infranational.
- Il a coordonné le plaidoyer et les interventions de la société civile en matière de nutrition aux niveaux national et infranational, et participé à des manifestations internationales clés (comme le Sommet de la nutrition pour la croissance au Brésil).
- Il a enrichi les politiques nutritionnelles en facilitant la consultation de la société civile au niveau national et régional et en fournissant une expertise technique dans les pays.
- Il a fait prendre en compte l'expertise, les données probantes et les réalités de ceux qui souffrent de malnutrition dans les politiques et les plans de gouvernement.
- Il a aidé les gouvernements à assurer des efforts multisectoriels pour la nutrition.
- Il a assuré la redevabilité des gouvernements et des autres parties prenantes à l'égard des engagements en matière de nutrition.
- Il a établi des regroupements régionaux naissants en alliances de la société civile afin de permettre un meilleur échange d'expériences et une meilleure coopération.

Priorités

- Renforcement des capacités de durabilité financière et de collecte de fonds et soutien de l'accès au financement.
- Analyse des méthodes efficaces pour le suivi des améliorations résultant du plaidoyer et à l'échange d'expériences.
- Documentation, partage et apprentissage sur les bonnes pratiques.
- Amélioration de la politique de gestion et du soutien à la redevabilité interne (y compris les conseils en matière de conflits d'intérêts, de gestion des conflits, de renforcement institutionnel et de soutien à la création d'une alliance de la société civile, ainsi que de renforcement des secrétariats dans leur rôle de coordination et leurs systèmes financiers).
- Participation des membres, y compris les bonnes pratiques et orientations.
- Mise en œuvre de mécanismes fiables de redevabilité qui reflètent les redevabilités des alliances de la société civile aux bonnes pratiques du secrétariat mondial.
- Assistance technique pour l'élaboration de stratégies et de plans d'intervention efficaces et alignés.
- Renforcement des capacités pour un plaidoyer efficace.
- Plaidoyer en faveur de l'analyse budgétaire, axé sur une analyse et un suivi rapides du budget, pour accroître les investissements dans la nutrition.



Le réseau des donateurs SUN rassemble des partenaires au développement, y compris les donateurs bilatéraux, les fondations et les banques de développement pour soutenir les pays SUN. Le réseau des donateurs SUN vise à maintenir l'engagement politique de haut niveau pour la nutrition ainsi qu'à plaider pour l'accès des pays à un financement plus qualitatif et quantitatif pour la nutrition à tous les niveaux. En plus d'accroître la redevabilité et de mesurer les progrès dans la mobilisation des ressources, le réseau des donateurs SUN est engagé à continuer le suivi des dépenses des donateurs sur la nutrition. En outre, le réseau des donateurs SUN aspire à une meilleure coordination et transparence

des approches de la nutrition à l'appui des pays ainsi qu'à un meilleur alignement avec les plans nationaux de nutrition.

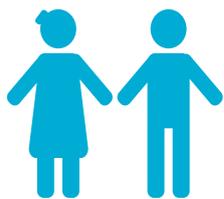
Résumé des progrès

Le réseau de donateurs SUN a finalisé une stratégie, actuellement en cours de mise en œuvre. Les principaux objectifs sont les suivants :

- Développer et fournir des messages stratégiques de haut niveau pour soutenir la volonté politique en matière de nutrition.
- Collecter et compiler les informations et les données globales sur les initiatives, les programmes et le financement disponibles, telles que l'initiative de cartographie des données récentes et ; les mettre à la disposition de tous les pays SUN.
- Soutenir les coordinateurs des donateurs dans les pays SUN à travers le renforcement des capacités pour remplir leur rôle et renforcer les capacités des points focaux de gouvernement SUN.
- Fournir l'accès à des informations sur les mécanismes de financement et les sources disponibles aux pays SUN, permettant aux pays d'accéder à ces fonds.
- S'efforcer d'améliorer la coordination et la transparence du soutien apporté aux pays par les donateurs, afin que tout le soutien soit aligné sur les plans nationaux de nutrition.
- Au-delà de ces aspects, la participation des donateurs consiste essentiellement à fournir des fonds pour le système de soutien du Mouvement SUN.

Priorités

- Améliorer la coordination entre les donateurs au niveau mondial et national.
- Mieux harmoniser les démarches des donateurs en matière de nutrition, y compris l'alignement sur les cadres communs de résultats et l'établissement de messages communs pour une utilisation systématique.
- Renforcer la coordination lors des manifestations et des processus mondiaux.
- Jouer un rôle plus délibéré dans le renforcement des capacités au niveau national.
- Renforcer l'orientation du réseau des donateurs SUN au niveau national :
 - » Améliorer le mécanisme et les structures de coordination au niveau national entre les donateurs et avec d'autres structures SUN ;
 - » Repenser le rôle du coordinateur des donateurs en fonction des exigences des structures nationales.
- Améliorer la connaissance du financement disponible et de ses mécanismes
 - » Comprendre et communiquer le paysage des différentes méthodes de financement multisectoriel et bilatéral au niveau mondial avec une ventilation par pays.



Le réseau des Nations Unies pour SUN est une force catalytique qui aide tous les pays SUN à accélérer considérablement l'intensification de leurs efforts d'amélioration de la nutrition, aboutissant finalement à une capacité durable en matière de politique de gestion de la nutrition et de réduction de la malnutrition. Le réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN rassemble toutes les agences des Nations Unies travaillant dans le domaine de la nutrition pour soutenir les gouvernements d'une manière efficace, efficiente et coordonnée. Ce réseau cherche à renforcer les capacités humaines et institutionnelles des gouvernements et des parties prenantes des pays, en mettant l'accent sur

le renforcement des politiques, plans et programmes nutritionnels sectoriels et multisectoriels ; la coordination ; le plaidoyer ; le suivi et l'évaluation et la gestion des connaissances tout en garantissant que personne ne soit laissé pour compte

Résumé des progrès

- Au niveau mondial, le Secrétariat UNN / REACH a :
 - » élaboré la stratégie du réseau des Nations Unies pour SUN (2016 - 2020) et le cadre de suivi et évaluation connexe pour orienter les interventions collectives de l'Organisation des Nations Unies en matière de nutrition ;
 - » élaboré des outils et des orientations telles que le recueil d'interventions en matière de nutrition (CAN), le Guide d'évaluation des capacités, l'aide-mémoire pour des plans de nutrition de bonne qualité, le Guide du Réseau des Nations Unies pour les inventaires et l'Agenda de nutrition des Nations Unies.
- Au niveau national,
 - » Le réseau des Nations Unies pour SUN, établi dans tous les pays SUN, a réalisé, avec l'appui technique de son secrétariat UNN/REACH, l'inventaire de nutrition de l'Organisation des Nations Unies (réalisé dans 6 pays, en cours dans 8 pays), la stratégie de nutrition des Nations Unies (réalisée dans un pays), les retraites de planification inter-agences (dans 6 pays) et des programmes conjoints ;
 - » REACH²³ a continué de jouer un rôle de premier plan pour renforcer la politique de gestion en matière de nutrition et une coordination de l'Organisation des Nations Unies grâce à un soutien neutre et fondé sur des analyses et au renforcement des capacités, étant reconnu comme la « main agissante » du Mouvement SUN sur le terrain ;
 - » Le réseau des Nations Unies pour SUN et REACH, ont fourni une assistance technique, y compris des orientations normatives, afin de soutenir les capacités des gouvernements à renforcer la nutrition d'une manière plus alignée et coordonnée ;
 - » Le réseau des Nations Unies pour SUN, par le biais de REACH, a participé à la réalisation de la cartographie des parties prenantes et des interventions en matière de nutrition (dans 10 pays), et à la synthèse multisectorielle de la nutrition (dans 8 pays) ainsi qu'à la synthèse des politiques et des plans (dans 6 pays) ;
 - » Les efforts nationaux de sensibilisation à la nutrition ont également été soutenus, y compris la sensibilisation des parlementaires à la nutrition, l'élaboration de notes de plaidoyer sur la nutrition et la recherche des ambassadeurs de la nutrition, entre autres ;
 - » REACH et d'autres parties prenantes ont coordonné l'élaboration et l'examen de plans d'action nationaux multisectoriels de nutrition dans 8 pays ainsi que les efforts de formulation et d'examen de politiques dans 5 pays. Les efforts visaient également à mettre en place des mécanismes de suivi de la mise en œuvre de plans d'action multisectoriels et des systèmes et plateformes d'information nutritionnelle ;
 - » Les structures nationales de coordination de la nutrition ont été renforcées dans tous les pays REACH.

Priorités

- Harmoniser et coordonner les efforts de nutrition des Nations Unies en utilisant des outils de diagnostic, d'analyse et de planification stratégique.
- Promouvoir l'adoption de démarches conjointes des Nations Unies à l'appui des priorités nationales, maximiser les coopérations et réduire au minimum les chevauchements.
- Renforcer la redevabilité mutuelle en matière de nutrition en suivant les efforts collectifs de l'Organisation des Nations Unies visant à appuyer les priorités nationales en matière de nutrition.
- Fournir l'expertise aux pays pour renforcer le déploiement d'interventions de nutrition et des processus de politique de gestion de la nutrition.

²³ REACH a apporté son soutien à 17 pays au cours de la période sous étude, notamment à : L'Éthiopie, le Bangladesh, le Ghana, le Mali, le Mozambique, le Népal, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, le Niger, le Burundi, le Tchad, le Burkina Faso, Haïti, le Sénégal, le Myanmar et la Guinée.

4.2 Groupe principal du Mouvement SUN



Le Groupe principal du Mouvement SUN a la redevabilité globale du progrès du Mouvement vers la réalisation de ses objectifs stratégiques, en préservant son caractère unique et en respectant ses principes fondamentaux. Ses membres agissent comme des émissaires et ambassadeurs de haut niveau pour le travail du Mouvement, plaidant sur des questions spécifiques relatives à la stratégie et pour l'atteinte de l'objectif plus général de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes.

Au cours de la 71^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a nommé les membres d'un nouveau Groupe principal du Mouvement SUN, composé de chefs d'État en services et d'anciens chefs d'État ainsi que d'ambassadeurs du secteur public et privé et d'acteurs du changement social. Sous leur direction, la stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016 - 2020) était lancée à la suite de leur réunion inaugurale, le 21 septembre 2016, à New York.

Membres du Groupe principal du Mouvement SUN

Première rangée (de gauche à droite) :

Akinwumi Adesina - Président de la Banque africaine de développement
Nahas Angula - Présidente, Namibia Alliance for Improved Nutrition
Tom Arnold - Directeur général, Institut des affaires internationales et européennes
Marie-Claude Bibeau - Ministre du Développement international et de la Francophonie, Gouvernement du Canada

Deuxième rangée (de gauche à droite) :

Martin Chungong - Secrétaire général, Union interparlementaire
Ahmed Mushtaque Raza Chowdhury - Vice-président, BRAC
Ertharin Cousin - Directrice exécutive, Programme alimentaire mondial
Chris Elias - Président, Développement mondial, Fondation Bill et Melinda Gates
Shenggen Fan - Directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

Troisième rangée (de gauche à droite) :

Rebeca Grynspan - Secrétaire général, Secrétariat général ibéro-américain
Keith Hansen - Vice-président pour le développement humain, Groupe de la Banque mondiale
Jakaya Kikwete - Ancien Président de Tanzanie
Anthony Lake - Directeur exécutif de l'UNICEF et président du Groupe principal du Mouvement SUN
Ibrahim Mayaki - Président directeur général du NEPAD

Quatrième rangée (de gauche à droite) :

Neven Mimica - Commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement
SE Jimmy Morales - Président, Guatemala
Monica Katebe Musonda - Fondatrice et Présidente directrice générale de Java Foods
David Nabarro - Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur l'Agenda 2030 pour le développement durable
Sania Nishtar - Fondatrice et Présidente de la Fondation Heartfile

Cinquième rangée (de gauche à droite) :

Priti Patel - Secrétaire d'État au développement international, Gouvernement du Royaume-Uni
Joy Phumaphi - Secrétaire exécutif, African Leaders Malaria Alliance
Mary Robinson - Présidente, Fondation Mary Robinson - Justice climatique
Nina Sardjunani - Chef d'équipe, Secrétariat national pour les Objectifs de développement durable, gouvernement d'Indonésie
Feike Sijbesma - Directeur Général, Royal Dutch DSM

Sixième rangée (de gauche à droite) :

Gayle Smith - Administrateur, USAID
Dhananjayan "Danny" Sriskandarajah - Secrétaire général, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne
Gunhild Anker Stordalen - Fondateur et Président de la Fondation EAT
Helle Thorning-Schmidt - Directrice générale, Save the Children International
Gerda Verburg - Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et coordonnatrice du Mouvement SUN



4.3 Comité Exécutif du Mouvement SUN

Le Comité Exécutif du Mouvement SUN agit au nom du Groupe principal du Mouvement SUN pour développer et superviser la mise en œuvre de la stratégie. Il soutient la Coordinatrice en vue de galvaniser les engagements politiques en matière de nutrition et promouvoir les valeurs et les principes du Mouvement.



© SUN Movement Secretariat

Membres du comité exécutif du Mouvement SUN :

Daysi de Marquez, El Salvador - Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN)

Felix Phiri, Malawi - Département de Nutrition, VIH et SIDA, Bureau du Président et Cabinet

Abdoulaye Ka, Sénégal - Comité national de lutte contre la malnutrition au Sénégal

Aslam Shaheen, Pakistan - L'Unité de nutrition de la Commission de planification du Pakistan

Christine Guwatudde Kintu, Ouganda - Cabinet du Premier ministre de l'Ouganda

Uma Koirala, Népal - Alliance de la société civile pour la nutrition au Népal

Martha Newsome, Canada - Équipes médicales internationales

Tumaini Mikindo, Tanzanie - Partenariat pour la nutrition en Tanzanie

Shawn Baker - Fondation Bill et Melinda Gates

Jane Edmondson - Département britannique pour le développement international

Meera Shekar - Banque mondiale

Martin Bloem - Programme alimentaire mondial

Francesco Branca - Organisation mondiale de la santé

Marc Van Ameringen - Ancien directeur GAIN

Fokko Wientjes - Royal Dutch DSM

4.4 Coordinatrice du Mouvement SUN

La Coordinatrice du Mouvement SUN supervise la mise en œuvre quotidienne de la stratégie, dirige le Secrétariat et représente le Mouvement SUN à l'échelle mondiale. La Coordinatrice est membre d'office du Comité exécutif du Mouvement SUN. Elle est redevable devant le Groupe principal du Mouvement SUN et fait rapport au Secrétaire général des Nations Unies.



© Micronutrient Initiative

En 2016, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a nommé Gerda Verburg, nouvelle coordonnatrice du Mouvement SUN. Mme Verburg remplace Mr. Tom Arnold, qui a dirigé le Mouvement SUN à travers son Évaluation globale indépendante et le processus d'élaboration de la Stratégie et Feuille de route du Mouvement SUN (2016 à 2020).

Depuis 2011, Mme Verburg a été représentante permanente du Royaume des Pays-Bas auprès des Organisations des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome (FAO, PAM et FIDA) et en 2014 elle a été nommée Présidente du Conseil de l'Agenda mondial pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Forum économique mondial.

De 2013 à 2015, Mme Verburg a été présidente du Comité des Nations Unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA), un comité multi-acteurs où les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les instituts de recherche et d'autres ont abordé les questions d'alimentation et de la nutrition.

De 2007 à 2011, Mme Verburg a exercé les fonctions de ministre de l'Agriculture, de la Nature et de la qualité des aliments aux Pays-Bas. En 2008, elle était élue présidente de la Commission des Nations Unies pour le développement durable. De 1997 à 2007, elle a été députée.



La nouvelle stratégie et feuille de Route du Mouvement SUN (2016 - 2020 s'appuie sur l'immense énergie qui sous-tend cet effort collectif pour promouvoir les résultats nutritionnels et réaffirme le fait que nous sommes tous concernés. Après six ans dans le Mouvement SUN, les nations ont réalisé des progrès incroyables et nous constatons que la lutte contre la malnutrition est prioritaire comme jamais auparavant. Maintenant, nous nous tournons vers l'avenir. En 2030, ou peut-être même avant, nous voulons voir le combat se terminer avec une victoire ; envoyer la malnutrition aux oubliettes, pour toujours.

Gerda Verburg, Coordonnatrice du Mouvement SUN

4.5 Secrétariat du Mouvement SUN

Le Secrétariat du Mouvement SUN appuie la mise en œuvre de la stratégie et feuille de route du Mouvement SUN. Pour ce faire, il assure la liaison avec les points focaux SUN dans les gouvernements et les réseaux SUN et facilite l'échange de connaissances et l'apprentissage à l'échelle du Mouvement, l'accès à une assistance technique et un soutien adapté aux principes du Mouvement SUN. Il coordonne l'exercice d'évaluation conjointe annuelle et soutient également le Comité exécutif du Mouvement SUN et le Groupe principal.

Tout au long de 2015 - 2016, il a supervisé l'élaboration de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016 - 2020), coordonné les réunions des pays SUN par conférence téléphonique, organisé le Rassemblement Global du Mouvement SUN à Milan, animé les réunions en face à face des réseaux SUN, du Comité exécutif, organisé des manifestations de haut niveau sur la nutrition et la participation à la Conférence Women Deliver, la Semaine mondiale de l'eau, le Forum politique de haut niveau et la 71^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a organisé la réunion inaugurale de mise en place du nouveau Groupe principal SUN et de lancement de la deuxième phase du Mouvement SUN. À l'appui des priorités SUN, le Secrétariat a continué à apparier les besoins des pays à l'assistance technique et à organiser des possibilités d'apprentissage et d'échange clés, comme les ateliers sur les financements publics et la gestion pour l'amélioration des résultats de nutrition en Asie et en Afrique.

Le Secrétariat sert d'outil de communication du Mouvement SUN. Le site Web (12 000 visites par mois en moyenne), www.scalingupnutrition.org sert de plateforme pour mettre en valeur les efforts des pays, avec une page par pays et des mises à jour fréquentes sur les nouvelles en matière de nutrition, les blogs et les narratifs des pays SUN sur la nutrition dans la pratique. De plus, un bulletin informe le Mouvement (plus de 8000 abonnés), les médias sociaux étendent la portée de ces efforts via Facebook (plus de 5000 mentions « j'aime ») et Twitter (10 000 followers).

Le Secrétariat du Mouvement SUN est soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates, le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni. La capacité en ressources humaines, qui relève directement de la Coordinatrice du Mouvement SUN, a été mise à disposition par la France. Le plan d'activités et le budget du Secrétariat du Mouvement SUN soutiennent la mise en œuvre de la Stratégie révisée du Mouvement SUN et les priorités définies par les pays SUN dans le cadre de la Feuille de route du Mouvement SUN 2016 - 2020.

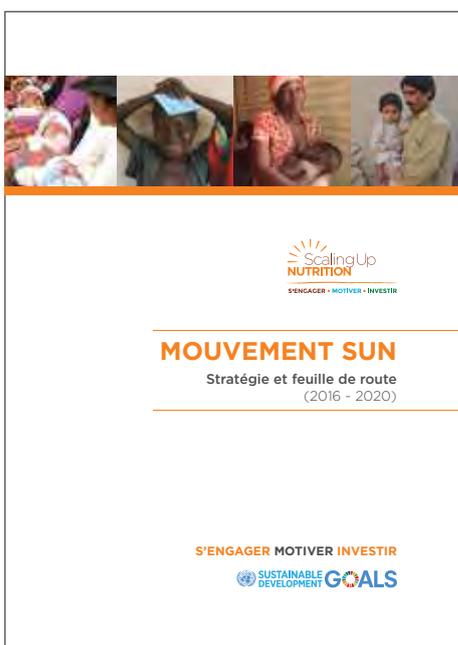


4.6 Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016 - 2020)



La Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016 - 2020) souligne que la communauté mondiale est confrontée à peu de défis dont l'ampleur correspond à celle de la malnutrition, une condition qui affecte directement une personne sur trois. Des progrès ont été réalisés, mais beaucoup reste à faire. Elle présente une conception pratique de la façon dont nous pouvons coopérer pour mettre fin à la malnutrition d'ici 2030. En partageant leurs expériences, en surmontant leurs défis et en présentant les résultats, les pays du Mouvement SUN démontrent qu'ensemble, nous pouvons faire en sorte que partout dans le monde les populations aient le meilleur départ possible dans la vie et atteignent leur plein potentiel.

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies



La stratégie et la feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020) est le produit d'un processus consultatif auquel participent les pays SUN, de multiples agences des Nations Unies et donateurs ainsi que des centaines d'organisations non gouvernementales internationales et nationales, et entreprises. La stratégie décrit la seconde phase du Mouvement SUN et se concentre sur comment traduire l'élan en résultats pour les personnes qui souffrent de la malnutrition dans le monde entier. Il présente une vision de la façon dont nous pouvons tous travailler ensemble, vers notre ambition d'un monde sans malnutrition d'ici 2030.

La Feuille de route décrit quatre domaines clés sur lesquels le Mouvement SUN concentrera ses efforts dans les années à venir, qui sont décrits dans le dernier chapitre de ce rapport. Dans celui-ci, un ensemble d'ambitions pour 2020 sont définis. La Feuille de route est dynamique et tous les acteurs au sein du Mouvement SUN continueront à apprendre et à s'adapter aux besoins et aux possibilités qui ne cessent d'évoluer.

La stratégie et la feuille de route ont été rendues publiques officiellement lors de la 71ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies au siège d'UNICEF.



© SUN Movement Secretariat

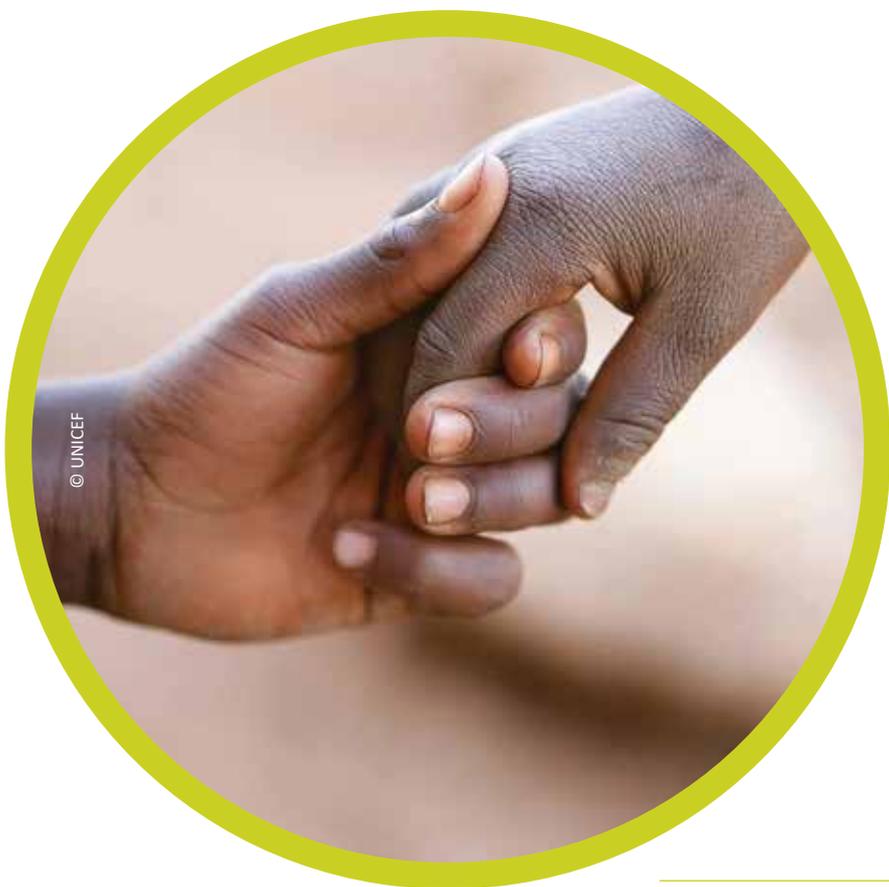
4.7 Fonds d'affectation multi-partenaires du Mouvement SUN

Le Fonds d'affectation multi-partenaires (MPTF) du Mouvement SUN a été créé en mars 2012 et était destiné à fournir des subventions catalytiques de dernier recours pour l'élaboration et la mise en œuvre d'interventions visant à renforcer la nutrition. La date de fin du mandat du fonds est décembre 2016.

Le Rapport annuel du Fonds d'affectation multi-partenaires (MPTF) 2015 par le Mouvement SUN a été publié en mai 2016²⁴ et fait le point sur les progrès, les réalisations et les leçons apprises. À la fin de décembre 2015, le MPTF du Mouvement SUN a fourni un soutien financier aux parties prenantes de la société civile dans 24 pays SUN en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

L'évaluation du Fonds d'affectation multi-partenaires du Mouvement SUN a eu lieu au second semestre 2015 et a fourni à la fois une évaluation du Fonds d'affectation ainsi qu'un ensemble de recommandations claires et prospectives pour éclairer les décisions de gestion dans la conception de futurs mécanismes possibles pour le Mouvement SUN. L'évaluation a conclu que les projets financés par le Fonds d'affectation multi-partenaires du Mouvement SUN ont contribué de façon importante aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN (2012 - 2015) et que le Fonds d'affectation multi-partenaires du Mouvement SUN a contribué efficacement à catalyser et à renforcer la participation des diverses parties prenantes aux processus nationaux en matière de nutrition.

L'évaluation a également examiné la nécessité d'un fonds catalytique de dernier recours après 2016 en se concentrant sur les domaines nécessitant un soutien financier pour concourir à la mise en œuvre de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN 2016 - 2020. Une décision a été prise sur la nécessité d'un fonds commun dans la seconde phase du Mouvement pour appuyer les interventions menées par les parties prenantes nationales en matière de renforcement de la nutrition. Pour cela, il a été décidé de réformer le Fonds d'affectation multi-partenaires du Mouvement SUN actuel du Mouvement SUN, en tirant parti de ses forces et de ses réalisations jusqu'ici et en remédiant à ses faiblesses. Le nouveau fonds commun constituera un financement de petite envergure et surtout catalytique pour les parties prenantes du Mouvement SUN, grâce auquel leur participation au Mouvement SUN pourra être lancée, améliorée ou renforcée. Le processus de réforme a démarré en septembre 2016 et en supposant qu'il ait un minimum de ressources financières nécessaires pour que le fonds devienne opérationnel, il est prévu que le premier appel à propositions soit publié à la mi-2017. La date de fin du nouveau Fonds d'affectation sera décembre 2020.



²⁴ Disponible à l'adresse : <http://ucx3x320eshgjppibt1rqg0.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2012/10/SUN-Movement-MPTF-Annual-Report-2015.pdf>.

5

Perspectives

Par Gerda Verburg, Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Coordinatrice du Mouvement SUN



Les pages de ce rapport révèlent, en pratique, comment les pays SUN s'efforcent à mener des interventions à forte répercussion et à atteindre des résultats. C'est un patrimoine de narratifs de changement, soutenu par des orientations pratiques que tous les participants au Mouvement SUN façonnent à partir de leurs propres expériences. C'est un outil d'échange de connaissances et d'apprentissage et de redevabilité pour les résultats. Aujourd'hui, nous sommes plus motivés que jamais pour tirer parti des cinq dernières années d'efforts des pays SUN, qui ont rassemblé un mélange cohérent de défenseurs de la nutrition de tous les horizons. La société civile, le secteur privé, les donateurs, l'Organisation des Nations Unies, les milieux universitaires, les parlementaires et les médias. Ces pays ont réussi à plaider en faveur d'une démarche concertée. Essentiellement, ces parties prenantes doivent produire des résultats, et nous avons tous un nouveau rôle plus important à jouer.

Je dis nouveau, car en septembre, nous avons accueilli 29 dirigeants inspirants la nutrition - le Groupe principal du Mouvement SUN - et avons pris note de leur détermination à lutter pour la nutrition des populations dans le monde entier. Je dis nouveau, car en septembre dernier, les dirigeants mondiaux ont adopté l'Agenda 2030 pour

le développement durable. L'Agenda mobilise tous les gouvernements à des transformations globales, intégrées et universelles, y compris la lutte contre la faim et la malnutrition d'ici 2030. Ils impulsent les interventions visant à atteindre les 17 Objectifs de développement durable. L'objectif de développement durable 2 est focalisé sur l'ambition d'« éradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable » et en outre, au moins 12 des 17 objectifs contiennent des indicateurs qui sont très pertinents pour la nutrition. En effet, sans investissements adéquats et durables en matière de nutrition, à la fois directement et en tant que partie d'un ensemble intégré d'interventions visant à éradiquer la pauvreté et la faim, le plein potentiel de l'Agenda 2030 ne saurait être atteint.

Dans ce contexte, le Mouvement SUN est un catalyseur pour le changement. Les leçons apprises et ayant fait l'objet d'échanges entre les pays membres concourent à une énergie et un élan croissants pour améliorer la nutrition. Elles démontrent qu'ensemble, nous pouvons obtenir plus qu'en agissant chacun séparément. Dans cette nouvelle ère de l'Agenda 2030, le Mouvement SUN est un modèle de coopération et de changement à grande échelle.

La nouvelle stratégie et la feuille de route (2016 - 2020) s'appuie sur l'immense énergie qui sous-tend cet effort collectif visant à promouvoir les résultats nutritionnels et réaffirme le fait que nous sommes tous concernés. Après six ans dans le Mouvement SUN, les nations ont fait des progrès incroyables et nous constatons que la lutte contre la malnutrition est prioritaire comme jamais auparavant. Maintenant, nous nous tournons vers l'avenir. En 2030, ou peut-être même avant, nous voulons voir le combat se terminer avec une victoire ; envoyer la malnutrition aux oubliettes, pour toujours.

Il sera important de s'inspirer des succès actuels avec une plus grande ambition pour les résultats et l'impact dans tous les pays engagés à renforcer la nutrition. Cette ambition est une qualité unique, gage du succès du Mouvement. L'ambition sera de s'assurer que le Mouvement reste dirigé par les pays, qu'il soit inclusif, multi-acteur et multisectoriel. Des efforts seront redoublés pour consacrer les Principes d'engagement du Mouvement SUN qui sont le point d'ancrage des membres du Mouvement SUN à la Stratégie et garantissent que l'équité, l'égalité et la non-discrimination sont au centre de tous les efforts, tout en veillant à ne laisser personne pour compte



Chemin à parcourir

Comme indiqué dans la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016 - 2020), les capacités des pays seront renforcées par les efforts collectifs de tous au sein du Mouvement SUN en 2017. La Feuille de route vise à tirer parti des interventions déjà en place dans les pays SUN et promeut une approche d'« apprentissage par la pratique ». Les ambitions que le Mouvement SUN cherche à atteindre d'ici 2020, reflétées dans la feuille de route, consistent à renforcer les capacités des pays afin que leurs plans visant à mettre fin à la malnutrition puissent être à la hauteur du défi.



© UNICEF

5.2 Amélioration continue de la planification et de la mise en œuvre au niveau national en vue d'éradiquer la malnutrition

En 2017, le Mouvement SUN vise à renforcer la capacité des pays à traduire la volonté politique en plans, exécution et résultats dans la réduction de la malnutrition. En établissant un ensemble de résultats communs, convenus par les secteurs et les parties prenantes clés, les partenaires de soutien sont liés dans un esprit de coopération dans leurs prestations en faveur de ceux qui souffrent le plus.

AMBITIONS : D'ici 2020, tous les pays SUN :	PRIORITÉS 2016 - 17 :
<ul style="list-style-type: none"> • disposeront des plans multisectoriels de nutrition, approuvés au plus haut niveau, avec des cibles nationales de nutrition et des plans d'actions chiffrés qui guideront la mise en œuvre collective et l'allocation des ressources ; • suivront régulièrement et de façon transparente, les allocations budgétaires par rapport aux plans et feront preuve d'une meilleure utilisation des données financières grâce à un meilleur plaidoyer, une meilleure planification et un meilleur effet ; • augmenteront les ressources pour la nutrition à la fois des sources internes et externes ; • mettront en place des systèmes pour analyser et utiliser des données de qualité pour la prise de décision, la redevabilité et le plaidoyer ; • à renforcer la mise en œuvre les mesures convenues et démontrer les améliorations qui en découlent. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays fixent ou affinent leurs cibles et engagements SMART en matière de nutrition. • Les pays finalisent, des plans multi-acteurs, multisectoriels de qualité pour la nutrition. • Les pays établissent les données probantes sur l'efficacité des approches contribuant à la nutrition dans les systèmes agricoles et alimentaires, la protection sociale, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et la santé publique. • Les pays redoublent d'efforts de suivi de leurs dépenses en matière de nutrition. • Les partenaires du Mouvement SUN accélèrent les efforts pour assurer le suivi de leurs dépenses et faciliter l'accès des pays aux mécanismes de financement. • Les partenaires du Mouvement SUN accélèrent les efforts pour suivre leurs dépenses et faciliter l'appropriation nationale. • Les pays suivent leurs progrès en matière de mise en œuvre, démontrent les résultats et évaluent leurs répercussions sur la nutrition en s'assurant que des données de bonne qualité sont utilisées pour la prise de décisions, la redevabilité et le plaidoyer en vue d'accéder aux mécanismes de financement. • Les alliances de la société civile s'attèlent à veiller à ce que des informations désagrégées soient rendues accessibles et utilisées par les communautés et les citoyens. • Un mécanisme d'examen est mis en place pour aider les pays à examiner les données probantes sur la mise en œuvre des actions à fort impact.

5.3 Mobilisation, plaidoyer et communication pour mener des interventions à forte répercussion

Le Mouvement SUN s'est jusqu'à présent particulièrement illustré par sa capacité à inspirer des mouvements au niveau des 57 pays qui font de la nutrition une priorité politique grâce à des efforts de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication. 2017 sera une année cruciale pour le maintien de la volonté politique par le plaidoyer stratégique.

AMBITIONS : D'ici 2020, tous les pays SUN :	PRIORITÉS 2016 - 17 :
<ul style="list-style-type: none"> • intensifieront la visibilité de la nutrition et en feront une priorité politique, financière et institutionnelle tant au niveau national, que régional et global ; • intensifieront la mise en œuvre des interventions de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication pour le changement de comportement en conformité avec les priorités nationales ; • communiqueront plus efficacement les conséquences de la malnutrition sur le plan économique, sur le plan du développement ainsi que sur le plan humain ; assortis des moyens de les améliorer. 	<ul style="list-style-type: none"> • La Coordinatrice du Mouvement SUN et le Groupe principal entreprennent le plaidoyer stratégique mondial, régional et national avec un accent sur l'équité. • Un nombre croissant d'ambassadeurs mondiaux, régionaux, nationaux et sous-nationaux de la nutrition. • Un nombre croissant de groupes de parlementaires, de journalistes et autres « personnes influentes » de niveau mondial, régional et national sont mobilisés. • La communication numérique renforce la sensibilisation sur la nutrition et élargit la communauté, en particulier chez les jeunes ainsi que la sensibilisation sur les nouveaux engagements SMART. • Tous les pays SUN et tous les réseaux SUN intensifient leur engagement à l'occasion des manifestations et des occasions clés de campagne, de plaidoyer et de redevabilité. • Des stratégies multisectorielles de plaidoyer sont rédigées et approuvées dans les pays SUN. À cela s'ajoutent les stratégies de communication sociale et de changement de comportement. • Des dossiers d'investissement, soutenus par des données probantes, impulsent le plaidoyer pour la nutrition. • Le Mouvement SUN dans son ensemble et les plateformes des réseaux SUN mettent en valeur les données probantes, expériences, récits et rapports sur les progrès tant au niveau national que des réseaux autant pour les parties prenantes SUN que pour les publics externes. • Produire des preuves à partir des initiatives de plaidoyer et de communication et mettre au point des outils fondés sur des preuves et l'expérience pour guider le plaidoyer en faveur de l'application à plus grande échelle.

5.4 Renforcement des capacités de collaboration multisectorielle et multi-acteurs à tous les niveaux

Améliorer la capacité des particuliers et des institutions à collaborer efficacement, aux niveaux national et sous-national, est essentiel pour plus d'impact en matière de nutrition. Cette capacité est complétée par la formation de coalitions et d'alliances entre les secteurs, qui peuvent contribuer à la nutrition, et la rendre clé pour le développement national. Un environnement de collaboration basé sur la confiance et le respect des principes est nécessaire, dans un contexte où de nombreux partenaires peuvent avoir des intérêts différents.

AMBITIONS : D'ici 2020, tous les pays SUN :	PRIORITÉS 2016 - 17 :
<ul style="list-style-type: none"> • mettront en place des partenariats multi-acteurs pour la coordination au niveau national ; • auront toutes les parties prenantes, y compris les communautés, qui feront des contributions mesurables pour le renforcement de la nutrition ; • disposeront d'une politique, législation et réglementation alignée à l'appui de la nutrition • s'assureront d'adopter une approche de prévention et de gestion des conflits d'intérêts quand ils apparaissent ; • garantiront auprès des gouvernements et partenaires, un investissement cohérent et suffisant dans le renforcement des capacités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays SUN mettent en œuvre des plans de renforcement des capacités de partenariat, incluant des systèmes de suivi de leur répercussion. • Les parties prenantes, les institutions, les partenariats et les plateformes participant à la nutrition dans chaque pays SUN présentent des améliorations importantes de capacité et de performance. • Des approches d'évaluation et de suivi des contributions des parties prenantes au renforcement des interventions en matière de nutrition sont mises en œuvre. • Les principales parties prenantes dans chaque pays sont activement engagées dans les efforts de coordination et font des contributions mesurables au renforcement de la nutrition. • Les politiques et programmes de nutrition reflètent des liens de contribution à plus fort impact à la nutrition. • Des alliances et initiatives dans les domaines contribuant à la nutrition sont engagées et contribuent au renforcement de la nutrition. • Les communautés économiques régionales soutiennent les efforts en matière de nutrition. • Les Principes d'engagement SUN orientent les mesures prises par toutes les parties prenantes du Mouvement SUN. • L'impact de la collaboration multi-acteurs est suivi et compris à tous les niveaux. • Les Principes d'engagement SUN orientent les mesures prises par toutes les parties prenantes du Mouvement SUN. • L'impact de la collaboration multi-acteurs est suivi et compris à tous les niveaux. • Dans tous les pays SUN, l'environnement favorable au renforcement de la nutrition est renforcé par les politiques, la législation et la réglementation. • Tous les pays SUN disposent d'une politique de conflit d'intérêts.

5.5 Équité, égalité et non-discrimination pour tous avec l'accent sur les femmes et les filles

Tout au long de 2017, les membres du Mouvement SUN redoubleront leurs efforts pour lutter contre les inégalités de la malnutrition communes à tous les pays et assurer l'égalité et la non-discrimination pour tous. Cette discrimination peut être liée à des rôles sexospécifiques ou à des situations sociales, ethniques, religieuses, économiques, géographiques et susceptibles d'être exacerbées par des crises prolongées et le changement climatique, entre autres. En reconnaissant qu'il n'y aura pas d'amélioration durable de la nutrition, à moins que les femmes et les filles ne soient habilitées comme agents de changement, elles seront au cœur de tous les efforts.

AMBITIONS : D'ici 2020, tous les pays SUN :	PRIORITÉS 2016 - 17 :
<ul style="list-style-type: none"> • amélioreront de manière équitable, l'état nutritionnel de toutes les populations, en veillant à ce que personne ne soit laissée pour compte ; • adopteront des politiques réduisant les inégalités nutritionnelles, en particulier en ce qui concerne la femme et la fille et élimineront les lois et pratiques discriminatoires ; • s'efforceront de faire participer les représentants de toutes les communautés dans leurs processus de prise de décision. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un groupe d'experts techniques établi pour guider les décideurs sur la meilleure façon de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes qui traitent de l'équité, de l'égalité et de la non-discrimination. • Fait l'état des lieux des efforts consentis à ce jour et fournit une assistance pour les demandes d'appui technique liées à l'équité. • Les pays sont soutenus pour inclure des mécanismes qui tiennent compte des dimensions de l'équité, l'égalité et la non-discrimination dans leurs plans, politiques et stratégies de nutrition. • Le renforcement des compétences nationales est continu pour veiller à ce que les pays mettent en œuvre et suivent des interventions ciblant les groupes les plus marginalisés. • Des ambassadeurs de la nutrition mondiaux, régionaux, nationaux et communautaires mènent le plaidoyer contre les inégalités qui affaiblissent et discriminent les groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles. • Les pays sont soutenus pour la collecte et l'accès aux données fiables ventilées qui leur permettent d'identifier les laissés pour compte.

5.6 Valeur ajoutée unique du Mouvement SUN

Au fur et à mesure que le Mouvement SUN cherche à renforcer les compétences nationales, son système de soutien (composé du Groupe principal, du Comité exécutif, du Secrétariat et des réseaux du Mouvement SUN, ainsi que des prestataires de services), contribue à offrir une gamme de services, en tirant parti des expériences uniques de ses membres. Ce sont ces services qui font du Mouvement SUN une plate-forme unique d'échange d'expériences, de mobilisation d'assistance, d'adaptation du soutien au besoin, d'identification des gains d'efficacité et d'optimisation des contributions des agents de changement dans l'ensemble du Mouvement. Vous trouverez ci-dessous les interventions prioritaires pour 2016 - 17.

Échange de connaissances, apprentissage et innovation	Soutien technique efficace et rapide	Un soutien personnalisé aux pays avec des défis contextuels spécifiques, en particulier dans les contextes fragiles
<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des mécanismes de connaissances à l'échelle du Mouvement et élaboration d'un cadre d'échange de connaissances et d'apprentissage • Formation en coordination • Orientations et outils accessibles à tous • Compétence des pays renforcée dans la capture des connaissances, de l'expérience et des narratifs de changement • Réunions trimestrielles du Réseau des pays SUN par conférence téléphonique, ateliers régionaux, itinéraires d'apprentissage, documentation et diffusion d'expériences SUN dans la pratique, communication de site web et forums de discussion en ligne • Suivi stratégique et évaluation de l'utilisation dans le pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Les besoins en matière de mobilité et de soutien sont suivis, les lacunes étant définies et les systèmes de suivi harmonisés • Les acteurs soutenant les priorités du pays respectent les critères pour la prestation harmonisée d'assistance technique • Les bonnes pratiques en matière d'assistance technique sont présentées à travers le Mouvement • L'accès des pays à l'assistance technique régionale et mondiale est accru, la cartographie des compétences à tous les niveaux étant entreprise • Une liste exhaustive des prestataires d'assistance technique et de services est établie 	<ul style="list-style-type: none"> • Échanges virtuels et en face à face entre les pays SUN confrontés à des crises spécifiques organisés pour des échanges d'expertise et de bonnes pratiques et la documentation des expériences • Le lien entre l'aide humanitaire et le développement est facilité au niveau national autour des plateformes multi-acteurs existantes pour renforcer la coordination et l'alignement • Augmentation des ressources techniques, humaines et financières pour des environnements fragiles. <p>Efforts régionaux spécifiques promus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amérique latine : Plan de travail et produits de connaissances développés pour la région • Renforcement des relations avec les communautés régionales grâce à des consultations

5.7 2017 en perspective

Le Mouvement SUN a démontré qu'une immense énergie est le moteur de cette impulsion collective pour des résultats en matière de nutrition, renforcée par une reconnaissance croissante que nous sommes tous concernés. Les pays SUN dirigent par l'exemple et diffusent les approches à succès dans leurs missions d'accélération des progrès.

Les dirigeants mondiaux et nationaux reconnaissent l'importance cruciale d'investir dans la nutrition pour assurer la santé et la richesse et comme un moyen de renforcer la résistance en période de turbulence et de changement climatique. Mais l'élan continu ne peut pas être tenu pour acquis. Il faudra continuer à favoriser son développement à la fois à travers le plaidoyer cohérent, mais plus important, en prouvant que l'approche du Mouvement SUN obtient des résultats. La démonstration de ces résultats sera intégrée aux autres actions des pays du Mouvement SUN.

Mettre fin à la malnutrition est un projet à long terme, cependant, documenter, innover, procéder aux échanges de connaissance et apprendre des démarches à succès et de celles nécessitant des améliorations sous-tend le Mouvement SUN. L'apprentissage et l'amélioration seront fondamentaux pour la réussite. Ceux qui participent au Mouvement SUN comprennent l'importance de soutenir les tâches essentielles à la durabilité, telles que la création de plateformes multi-acteurs, l'établissement de stratégies communes et l'organisation des programmes et des investissements futurs autour de cadres de résultats convenus. Il sera essentiel de démontrer davantage les changements auxquels ces processus contribuent.

La Stratégie et Feuille de route (2016 - 2020) est fondamentale pour l'atteinte des résultats, mais son adoption est juste le début d'un parcours exigeant en perspective. S'inspirer des succès actuels avec une plus grande ambition pour les résultats et l'impact sur le retard de croissance dans tous les pays engagés à renforcer la nutrition sera vital. Cette ambition est une qualité unique, gage du succès du Mouvement. L'ambition sera de s'assurer que le Mouvement reste dirigé par les pays, qu'il soit inclusif, multi-acteur et multisectoriel. Des efforts seront redoublés pour consacrer les Principes d'engagement du Mouvement SUN qui sont le point d'ancrage des membres du Mouvement SUN à la stratégie et garantissent que l'équité, l'égalité et la non-discrimination sont au centre de tous les efforts.

6

Profils des pays SUN

Ce chapitre donne un aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN dans les 57 pays SUN en 2015 - 2016. En 2016, 45 pays ont entrepris l'évaluation conjointe. Ils ont fait cela avec la participation des différentes constituantes représentées dans leurs plateformes nationales du Mouvement SUN. Parmi celles-ci figurent des représentants des ministères sectoriels et des sections du gouvernement, ainsi que des représentants des organismes donateurs, des organisations de la société civile, des agences des Nations Unies et du secteur privé.

Pour cette évaluation conjointe, les parties prenantes des pays sont invitées s'attribuer individuellement et collectivement une note en fonction de quatre processus qui forment la structure des profils de pays qui suivent dans les prochaines pages. L'évaluation conjointe du Mouvement SUN est volontaire et offre aux parties prenantes la possibilité de réfléchir aux progrès de l'année écoulée et de s'assurer que les efforts déployés pour vaincre la malnutrition sont bien alignés et efficaces. Il est prévu que le processus d'évaluation conjointe aide les parties prenantes à avoir l'appropriation et à bénéficier du suivi des progrès et à être mutuellement redevables de leurs interventions collectives.



Guide sur les profils de pays

Les profils de pays dans ce rapport visent à fournir un aperçu des progrès dans les pays SUN et se composent de cinq éléments principaux en fonction de l'information disponible pour chaque pays.

1. **La situation nutritionnelle** : Un aperçu de l'état nutritionnel actuel du pays en relation avec les cibles 2025 de l'Assemblée mondiale de la Santé pour la nutrition de la mère, le nourrisson et le jeune enfant et les cibles pertinentes pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles.
2. **Transformations institutionnelles** : Un diagramme à barres représentant le pourcentage obtenu par les parties prenantes nationales sur la façon dont elles progressent dans les processus SUN pour chaque année au cours de laquelle ils ont réalisé l'évaluation conjointe. Les graphiques à barres sont accompagnés d'un texte décrivant les progrès réalisés par rapport à chaque processus.
3. **Allocations financières du gouvernement dans tous les secteurs** : Lorsqu'un pays SUN a participé à l'analyse budgétaire SUN, un graphique apparaît dans le quatrième processus qui décrit l'état actuel des allocations financières dans les secteurs clés.
4. **Priorités 2016-17** : Un aperçu des priorités nationales pour l'année à venir telles que convenues par les parties prenantes au cours de l'évaluation conjointe des pays.

Pour les pays qui n'ont pas terminé l'évaluation conjointe, leur profil représente la situation nutritionnelle et les résultats des années précédentes où ils ont soumis les résultats des exercices précédents. Cependant, il n'y a pas de narratif pour chaque processus ou priorités pour 2016 - 2017, le contenu n'ayant pas été soumis au Secrétariat du Mouvement SUN.

Pour des informations détaillées sur le cadre de suivi du Mouvement SUN et l'analyse de l'évaluation conjointe 2016, se référer à l'annexe 2. Toutes les évaluations conjointes des pays SUN sont disponibles en entier à www.scalingupnutrition.org.

Aperçu des progrès dans les pays SUN







Date d'adhésion : septembre 2010
Population : 156,88 millions

Bangladesh



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

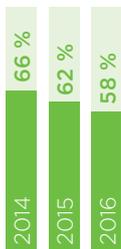
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2015, le mandat du Conseil de direction et des souscomités techniques permanents du Conseil national de la nutrition (BNNC, d'après ses sigles en anglais) du Bangladesh a été formulé avec des rôles et redevabilités détaillés. D'autres ministères de tutelle ont été intégrés à la plateforme multi-acteurs pour

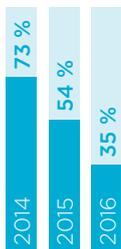
créer des coopérations et s'assurer que le travail des ministères concernant les programmes contribuant à la nutrition est pris en compte. Des discussions ont été entamées avec le ministère des Industries et des partenaires de développement pour lancer l'Alliance nationale d'enrichissement des aliments.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En 2015, la Politique nationale de nutrition était approuvée. En 2016, la Stratégie globale de communication pour le changement social et de comportement a été mise en place. La Stratégie nationale de prévention et de lutte contre les carences en micronutriments est la première de la région. Le septième plan quinquennal comprend la nutrition et la sécurité

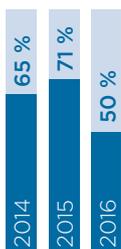
sanitaire des aliments et a été intégré aux plans ministériels. Le ministère de l'Éducation primaire et universelle a commencé à élaborer une politique nationale de cantines scolaires et la Stratégie nationale de sécurité sociale inclut actuellement le retard de croissance comme indicateur clé.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

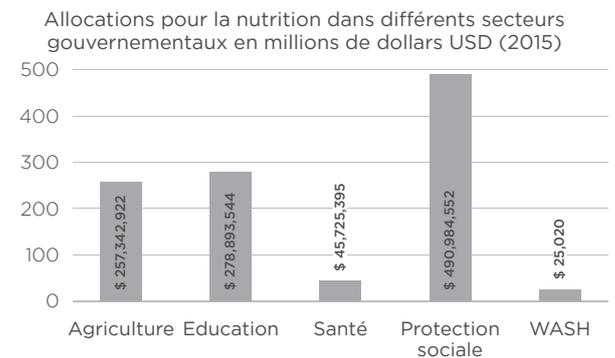
Le Plan d'action national pour la nutrition est élaboré avec pour objectif d'être aligné à la politique nationale en matière de nutrition. Un cadre de résultats de développement, qui examine les indicateurs des objectifs de développement durable, a été créé et incorporé au septième plan quinquennal. Le cadre de

résultats est chiffré et suivi par le comité exécutif du Conseil économique national et les ministères de la Planification et des Finances. Le gouvernement et les parties prenantes élaborent actuellement un cadre multisectoriel commun de résultats pour améliorer la mise en œuvre du Plan d'action national sur la nutrition.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Dans le cadre du processus de suivi du Plan d'investissement national du gouvernement, la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des ressources financières pour des interventions contribuant à la nutrition et des interventions spécifiques à la nutrition sont en cours d'analyse. S'appuyant sur les expériences des démarches sectorielles précédentes, le programme de développement du secteur de la santé, de la population et de la nutrition a adopté une modalité de financement révisée fondée sur la performance. L'analyse des allocations budgétaires relatives à la nutrition est effectuée par les équipes thématiques des ministères participants aux programmes.



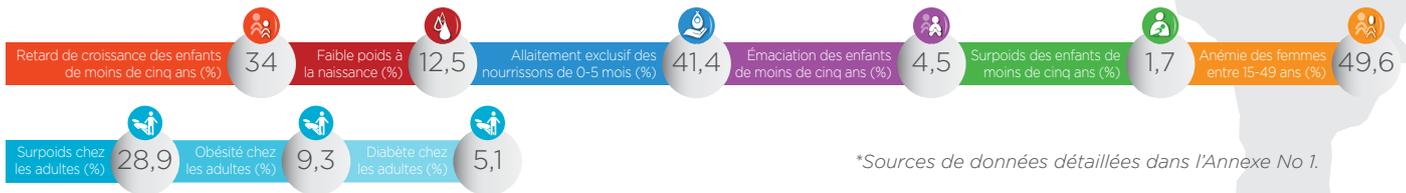
PRIORITÉS 2016 - 17

- Formuler et mettre en œuvre le Plan d'action national de nutrition.
- Mettre en œuvre la stratégie globale de communication pour le changement social et de comportement, et lancer une campagne de mobilisation sociale et de plaidoyer.
- Renforcer les compétences et la coordination entre les principales parties prenantes et la plateforme multi-acteurs en revitalisant et en activant le Conseil national de la nutrition du Bangladesh.



Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 10,32 millions

Bénin



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

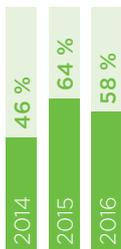
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle du Bénin, Conseil National pour l'Alimentation et la Nutrition (CAN), s'est progressivement consolidée et est actuellement décentralisée dans 10 communes, en attendant son extension aux 67 communes restantes. Le réseau de la société civile a récemment été créé, tandis

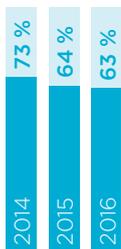
que la création du réseau des parlementaires est en cours. La collaboration avec le secteur académique s'est accentuée, un accord ayant été signée avec les universités du Bénin pour l'intégration d'un module de nutrition dans les curricula de formation.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'actualisation de la Politique nationale de nutrition est en cours. L'alimentation et la nutrition font désormais partie des plans de développement des communes ; certaines communes étant même dotées de plans stratégiques quinquennaux et de lignes budgétaires spécifiques à la nutrition. L'importance de la nutrition dans le secteur agricole

s'est aussi accrue avec l'élaboration (en cours) de la Loi d'orientation agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'un document stratégique d'alimentation et de nutrition pour le secteur agricole, et à travers l'intégration d'un volet nutrition dans les programmes du secteur agricole.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

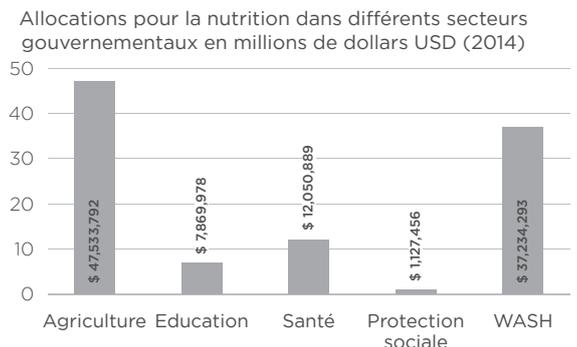
Le cadre commun de résultats 2016-2025 pour la lutte contre la malnutrition chronique est progressivement mis en œuvre dans les communes, notamment dans le cadre du Projet multisectoriel de l'alimentation, la santé et la nutrition. En parallèle, les programmes gouvernementaux sont progressivement alignés au

cadre commun de résultats. Par ailleurs, un système de suivi et d'évaluation pour le cadre commun de résultats est en cours d'élaboration. L'Association des communes du Bénin est parvenue à faire intégrer la nutrition dans les Fonds d'appui pour le développement des communes grâce à ses efforts de plaidoyer.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

La budgétisation du cadre commun de résultats n'a pas encore été réalisée. Toutefois, un suivi des allocations budgétaires des dépenses publiques pour la nutrition a été fait pour l'année 2015 avec l'appui du Secrétariat du Mouvement SUN. Le CAN est responsable de la traçabilité des fonds pour la nutrition au niveau des caisses de l'Etat et de certains partenaires. Le nombre de financements pour les projets de nutrition augmente progressivement, bien qu'il existe encore un manque de flexibilité pour le redéploiement de financements vers d'autres communes ou d'autres activités.



PRIORITÉS 2016-2017

- Assurer la coordination pour une couverture optimale des interventions au niveau communal, ceci sur toute l'étendue du territoire national.
- Animer les cadres communaux de concertation dans 40 communes du Bénin.
- Renforcer le suivi des interventions au niveau des plateformes (Rapportage, supports de communication...).
- Renforcer le plaidoyer à tous les niveaux (local et national), en faveur de la nutrition pour la mobilisation des ressources domestiques et non domestiques, de même que pour la visibilité des ressources allouées à la nutrition.



Date d'adhésion : avril 2015
Population : 2,14 millions

Botswana



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2015, deux points focaux intérimaires du ministère de l'Agriculture ont été désignés pour diriger tous les processus liés au Mouvement SUN. Au cours de la période du rapport, l'attention des points focaux était portée notamment sur la détermination des lacunes en matière de capacités des technocrates et des experts en programme des ministères de la

Santé, des pouvoirs publics locaux et du secteur de la protection sociale. À l'heure actuelle, ils explorent des options pour la mise en place d'une plateforme multi-acteurs et multisectorielle pour la nutrition, qui a été abordée à la toute première conférence nationale sur la nutrition tenue à Gaborone en novembre 2015.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Stratégie nationale sur la nutrition élaborée par le ministère de la Santé doit être révisée afin garantir la prise en compte de tous les secteurs. La mouture de la stratégie d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant n'est pas encore entrée en vigueur. Au Botswana, l'enrichissement des aliments n'est pas obligatoire, mais l'iodation du sel est une réalité, et la Loi sur le contrôle des aliments (Food Control

Act) établit un système renforcé de sécurité sanitaire des aliments. Toutefois, les industries locales et les partenaires commerciaux ne se conforment pas au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Des efforts de plaidoyer sont en cours pour prendre la nutrition en compte dans le Plan national de développement pour 2016 - 2020.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Il n'existe pas encore de cadre commun de résultats au Botswana, mais les représentants de chaque secteur ont été mandatés pour offrir à leurs cadres supérieurs toute l'assistance nécessaire pour prendre la nutrition en compte dans leurs programmes. Afin de faciliter ce travail, des réseaux spécifiques de nutrition sont établis au sein des secteurs pour évaluer

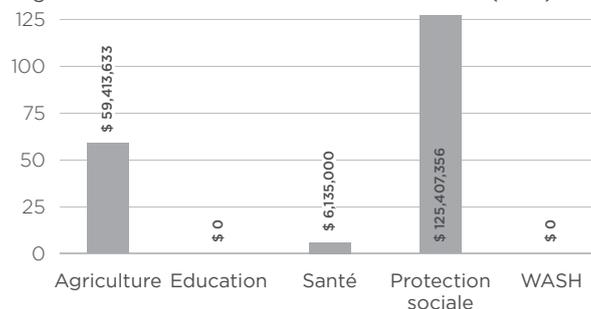
les niveaux auxquels divers programmes participent à la nutrition. Cependant, le Botswana reconnaît que la compréhension des liens nutritionnels au sein des secteurs doit être renforcée, ce qui impulsera également une plus grande participation de ces secteurs.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Aucun système n'est en place pour suivre les allocations nutritionnelles ou les dépenses consacrées à la nutrition dans tous les secteurs. L'outil « One Health » utilisé en 2014 pour chiffrer l'intégralité des services essentiels de santé a révélé que la nutrition apparaissait dans quatre programmes principaux couvrant le traitement de la malnutrition, les laboratoires de diététique et le contrôle des aliments. Pour approfondir l'analyse, le Botswana a adopté l'approche des « trois étapes » avec les ministères clés dont il cherche à renforcer la participation.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016 - 17

- Inciter les ministères de l'Éducation et de l'Eau, en particulier, et les ministères du Commerce et de l'Environnement à participer davantage.
- Mieux associer les partenaires techniques et financiers à la nutrition, notamment l'Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé et l'Union européenne.
- Proposer un ministère hôte pour la structure de coordination nationale de la nutrition et l'équipe multisectorielle de nutrition.
- Rechercher les points focaux et choisir un ambassadeur de la nutrition.



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 15,73 millions

Burkina Faso



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national de nutrition - CNCN, plateforme multisectorielle et multi-acteurs abritée par le ministère de la Santé, est également décentralisé dans les treize régions depuis plusieurs années. Les acteurs de la plateforme se rencontrent deux fois par an. Le réseau des Nations Unies (RESONUT) et celui de la société civile sont mis en place et sont

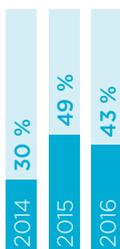
très actifs principalement en matière de plaidoyer, de sensibilisation de la population et d'appui aux actions de nutrition. Les réseaux du secteur privé et des parlementaires, quant à eux, ont récemment été formés, tandis que le réseau du secteur académique est en train d'être créé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique nationale de nutrition ayant été révisée, le CNCN attend désormais son adoption officielle. Le plan stratégique multisectoriel de nutrition n'est pas encore finalisé, ce qui affecte encore la mise en œuvre de l'approche multisectorielle. Toutefois, la

nutrition s'intègre progressivement, et de manière croissante, aux politiques et stratégies sectorielles. Par ailleurs, une société de nutrition du Burkina existe depuis 2013. Enfin, le code de commercialisation des substituts de lait maternel est en cours de révision.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En juillet 2015, le cadre commun de résultats a été achevé, tandis qu'un plan stratégique budgétisé pour la nutrition devra être finalisé d'ici 2017. Les interventions du cadre commun de résultats commencent à être mises en œuvre avec l'appui de

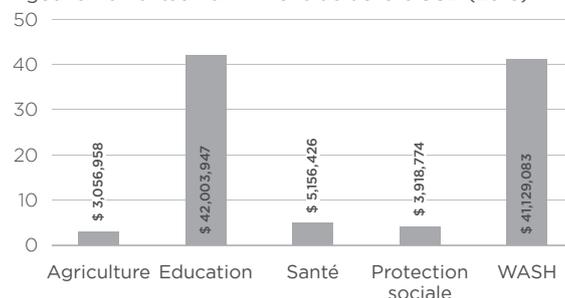
divers intervenants. Toutefois, des plans de travail annuels contenant des cibles mesurables devront encore être développés pour guider la mise en œuvre, ainsi qu'un plan de suivi et d'évaluation des activités.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Une cartographie des intervenants et des parties prenantes de la nutrition a été réalisée, et une étude sur les investissements pour la nutrition est en cours d'élaboration. Le Burkina a réalisé le chiffrage des investissements pour la nutrition, avec le soutien du Secrétariat SUN. La traçabilité du financement de la nutrition doit encore être améliorée afin de rendre accessible au public et aux acteurs des informations financières transparentes et fiables. Le financement de la nutrition est encore insuffisant et les fonds de développement, ou ceux de longue durée, sont rares ce qui rend difficile la planification stratégique à moyen et long termes.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2013)



PRIORITÉS 2016-2017

- Faire adopter la politique de nutrition révisée et le plan stratégique multisectoriel de nutrition.
- Amorcer la mise en œuvre du plan stratégique multi-sectoriel de nutrition 2016-2020.
- Poursuivre spécifiquement la mise en œuvre du plan de passage à l'échelle de promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.
- Finaliser la mise en place du réseau du secteur académique et de la recherche et du réseau des donateurs.
- Faire le plaidoyer pour l'adoption du décret révisé portant commercialisation des substituts du lait maternel.



Date d'adhésion : février 2013
Population : 9,82 millions

Burundi



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

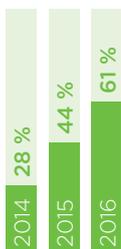
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La Plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PMSAN, d'après ses sigles en français), institutionnalisée par décret en 2014, associe différents acteurs dans un comité de pilotage de haut niveau et dix groupes de travail techniques. Ce système est coordonné par le chef

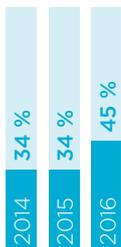
de cabinet adjoint du 2^{ème} Vice-Président, soutenu par un secrétariat et les coordonnateurs de réseaux existants (REACH, UE, Croix Rouge). Depuis 2015, le contexte politique a ralenti les travaux de la PMSAN. La nécessité de renforcer l'approche communautaire et décentralisée est désormais reconnue.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Plusieurs documents stratégiques témoignent d'un cadre politique et juridique cohérent : le Plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PSMSAN, d'après ses sigles en français) 2014-2017 ; une stratégie nationale de fortification des aliments ; la Politique nationale de la santé 2016-2025. Cependant, la législation sur le congé maternité doit

être revue pour pouvoir répondre aux directives nationales concernant l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. De plus, la diffusion des documents politiques validés doit être renforcée, tout en consolidant l'engagement renouvelé des parlementaires. Enfin, les enquêtes nutritionnelles ne sont pas régulières.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le PSMSAN est un document de référence dans la mise en œuvre des activités contribuant à la nutrition, dont certaines activités pilotes sont mises en œuvre. En 2015, lors de l'exercice d'élaboration de ses coûts, le gouvernement, la société civile et les Nations-Unies ont convenu de la nécessité d'aboutir

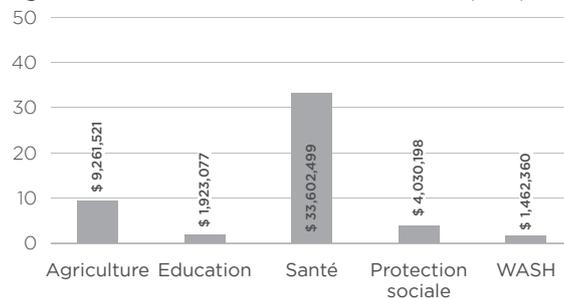
à un consensus sur une liste unique d'actions prioritaires correspondant aux priorités nationales. Celle-ci servira de base à un plan d'action, aux coûts associés plus réalistes, assorti d'un système de suivi et d'évaluation qui favorisera l'alignement des acteurs.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

La mobilisation des fonds est rendue difficile par l'absence d'estimation des coûts du PSMSAN, alors que le contexte politique du pays a entraîné une diminution des allocations budgétaires en faveur de la nutrition et du décaissement des fonds de partenaires extérieurs. Afin de pallier ces difficultés, le Burundi s'est engagé dans l'analyse des allocations budgétaires de 2015 et 2016, et envisage la mise en place d'un plan de suivi budgétaire ainsi que d'un fonds commun du gouvernement pour favoriser l'alignement des secteurs sur les politiques et programmes nationaux.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016 - 17

- Redynamiser les groupes techniques de travail de la plateforme multisectorielle.
- Terminer le chiffrage du plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition (2014-2017).
- Cartographier les interventions et les intervenants influençant la nutrition.
- Initier une stratégie intégrée de communication pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Date d'adhésion : juin 2014
Population : 15,41 millions

Cambodge



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Groupe de travail cambodgien pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle se réunit tous les deux mois, depuis 2014. Au cours de l'année dernière, un nouveau sous-groupe de travail traitant également des questions d'eau, assainissement, hygiène a été créé. Des réseaux avec les parties prenantes ont

également été mis en place, et un réseau du secteur privé a été créé, avec le nombre remarquable de 31 organisations adhérant à l'alliance de la société civile. Récemment, un groupe de travail technique sur la protection sociale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été créé au Cambodge.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En 2015 - 2016, l'alliance de la société civile SUN et le réseau des Nations Unies ont soutenu des analyses rapides de situation, menées pour évaluer les lacunes et les besoins dans les domaines de la promotion des substituts du lait maternel, de l'iodation du sel et de la prise en charge de la malnutrition aiguë. Un plan d'action pour l'eau, l'assainissement et

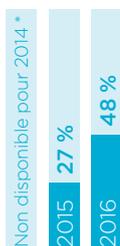
l'hygiène (WASH) assorti des lignes directrices a été élaboré par le ministère du Développement rural, tandis que le ministère de l'Agriculture, des forêts et des pêches a élaboré un plan sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène en rapport avec l'agriculture ; en plus de divers autres plans et lignes directrices.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Entre 2014 et 2015, la plupart des parties prenantes SUN ont réussi à aligner leur travail sur les politiques et stratégies nationales de nutrition, en particulier la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2014 - 2018 dont 90 % des indicateurs de suivi conjoints sont élaborés en se fondant

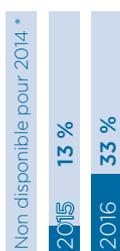
sur la redevabilité mutuelle pour les résultats de développement. En outre, le réseau des Nations Unies rend compte chaque année des priorités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF, d'après ses sigles en français).



Suivre les financements et mobiliser les ressources

En 2015, le gouvernement a commencé à mettre en œuvre son programme de nutrition, qui avait été budgétisé et chiffré auparavant. À ce jour, il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique à la nutrition, car la plupart des interventions sont classées comme des programmes de santé. Cependant, 16 organisations non gouvernementales sur 20 et les membres du réseau des Nations Unies indiquent dans leurs

rapports qu'ils ont dépensé 2,8 millions de dollars en 2015 pour des interventions en matière de nutrition. Une analyse récente montre que le ministère de la Santé a alloué environ 800 000 dollars ca. à la nutrition ; le ministère du Développement rural, 2,5 millions de dollars ; le ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, 16 millions de dollars.



PRIORITÉS 2016-2017

- Examiner la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de définir les parties prenantes et d'examiner les questions d'actualité telles que la double charge de la sous-nutrition et de l'obésité.
- Développer le plaidoyer et la recherche, pour pouvoir en outre faire participer d'autres parties prenantes clés comme le ministère de l'Économie et des Finances.
- Promouvoir les indicateurs de suivi conjoints non encore mis en œuvre sur l'enrichissement des aliments et promouvoir l'augmentation du financement public.



Date d'adhésion : février 2013
Population : 21,92 millions

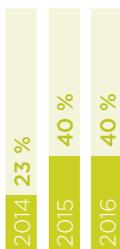
Cameroun



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Les rencontres du Comité interministériel pour la lutte contre la malnutrition ont permis la validation d'un plan opérationnel de lutte contre la malnutrition et le déblocage de fonds pour l'élaboration d'un guide nutritionnel à l'intention des populations. Les quatre plateformes régionales sont toujours actives

et mettent en œuvre les plans opérationnels locaux. Des points focaux ont été nommés pour les réseaux SUN, tandis que la nomination d'un point focal stratégique SUN de haut-niveau reste encore à faire. Un réseau de journalistes a été mis en place dans un but de plaidoyer.

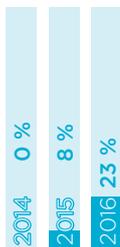
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



La Politique multisectorielle d'alimentation et de nutrition a été révisée, en accord avec les résultats de l'analyse coût-efficacité des interventions, en vue d'accélérer la réduction de la malnutrition. La nouvelle politique s'ancre sur les mécanismes de coordination pour la nutrition, établis au sein de la

Primature. Le réseau des parlementaires met déjà en œuvre des actions de plaidoyer et de communication pour la nutrition, alors les médias nationaux ont été sensibilisés à la thématique de la nutrition. Un partenariat entre le Parlement et les médias a même été créé.

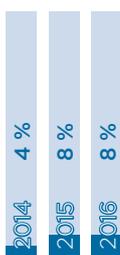
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



En mai 2016, le développement du cadre commun de résultats a débuté, sur la base de la nouvelle Politique multisectorielle d'alimentation et de nutrition, avec l'appui technique et logistique du bureau local de l'UNICEF. Le réseau de la société civile participe

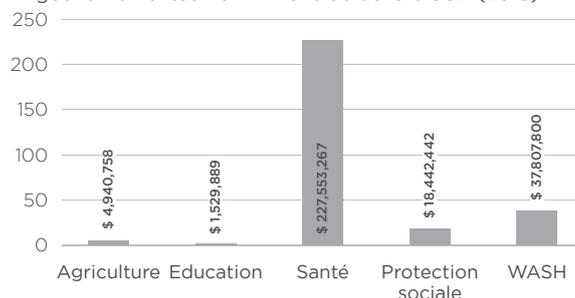
aussi à ce processus. Des systèmes d'information seront intégrés au cadre commun de résultats afin de suivre la mise en œuvre des actions prioritaires pour l'amélioration de la nutrition.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



La budgétisation du cadre commun de résultats sera réalisée une fois que ce dernier sera terminé et validé. De plus, un cadre de suivi et évaluation des activités sera développé. Une étude sur les allocations budgétaires des dépenses publiques pour la nutrition a été réalisée pour l'année 2015, avec l'appui du Secrétariat du Mouvement SUN.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016 - 17

- Élaborer un cadre de suivi et d'évaluation.
- Encourager une meilleure gestion des données (par exemple, les plateformes nationales d'information pour la nutrition).
- Estimer les coûts de mise en œuvre des actions (niveau national et/ou sous-national) suivi financier (niveau national et/ou sous-national).
- Élaborer un dossier national d'investissement, soutenus par des données et des preuves, pour conduire le plaidoyer en faveur de la nutrition.
- Renforcer les compétences des acteurs clés, comme les membres de la plateforme multi-acteurs.



Date d'adhésion : décembre 2013
Population : 0,58 millions

Comores



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

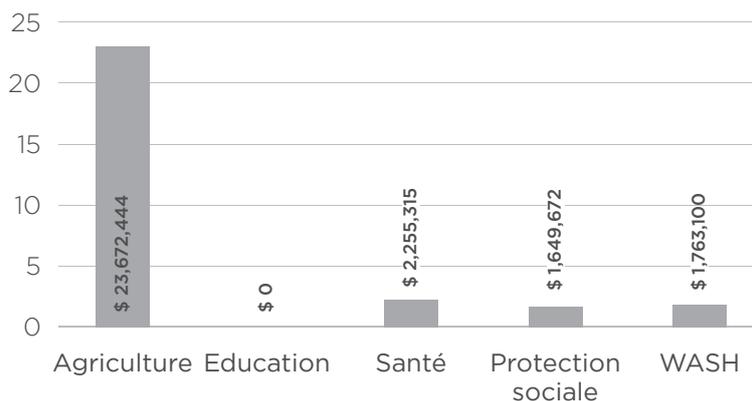
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*

Suivre les financements et mobiliser les ressources

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)



* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



Date d'adhésion : octobre 2013
Population : 4,28 millions

Congo



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le décret instituant un Conseil national de lutte contre la malnutrition (CNLM, d'après ses sigles en français), introduit à la Présidence, sera revu au regard de la nouvelle Constitution. Dans l'attente, le point focal, le Ministre Secrétaire Général de la Présidence, convoque les Nations-Unies, les secteurs gouvernementaux et les académiciens de manière ad

hoc et engage les parlementaires, conformément à la feuille de route 2014-2015 (en redéfinition pour 2016). Le renforcement de la participation du secteur privé encourus est nécessaire et s'accroîtra avec la mise en place du CNLM. A ce niveau, il faut souligner que la société civile participe aux activités de lutte contre la malnutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La législation pro-nutrition couvre les carences en micronutriments, la communication en nutrition, les politiques d'alimentation scolaire et de santé communautaire, qui intègrent des activités nutritionnelles. De nouvelles lois existent pour renforcer la sécurité sanitaire, en lien avec l'exportation mais la passation

de textes d'application est parfois problématique. Les révisions de la Politique nationale de nutrition, des actes constitutifs du conseil de sécurité alimentaire, de la commission de fortification et de la stratégie sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant sont planifiées.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

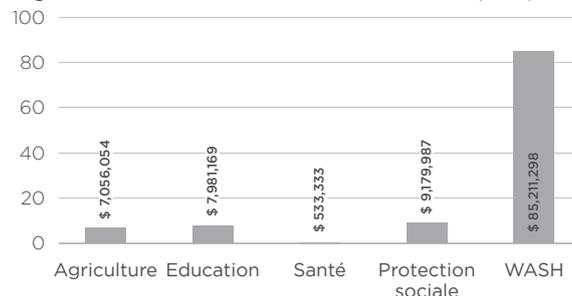
Le cadre stratégique de lutte contre la malnutrition, à l'horizon 2025, est assorti d'un plan opérationnel 2016-2018, estimé financièrement et doté d'un cadre de suivi et d'évaluation. Ces documents sont basés sur la dernière analyse situationnelle de mise en œuvre des interventions et les dernières enquêtes

nutritionnelles. Leur rédaction a été inclusive mais un regain d'engagement sera nécessaire pour réaliser les interventions liées au genre, à l'eau, l'assainissement et l'équité. Un système d'information pour la collecte et l'analyse des données doit être mise en place.

Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le Congo est un des pays fondateurs de l'initiative mondiale UNITLIFE et il s'est engagé à contribuer financièrement pour garantir son lancement. Certaines activités inscrites au plan opérationnel ont déjà un financement et un plaidoyer est à l'œuvre pour l'inscription de certaines activités nutritionnelles dans la loi de finance en négociation, alors que les financements sectoriels ont été réévalués. Le principal défi restant le décaissement, des actions de suivi et d'évaluation des décaissements des lignes budgétaires relatives à la nutrition ont été réalisées.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



Non disponible pour 2014*
2015
2016
Total pondéré 2016
69%

PRIORITÉS 2016 - 17

- Mettre en place un Conseil national de lutte contre la malnutrition.
- Mettre en œuvre les activités inscrites dans le cadre du plan d'action.
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation coordonné, avec actualisation du diagnostic de la situation nutritionnelle.



Date d'adhésion : mars 2014
Population : 4,83 millions

Costa Rica



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

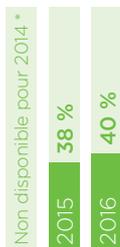
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Costa Rica a relancé le Conseil ministériel de haut niveau du Secrétariat pour la politique nationale de l'alimentation et la nutrition (SEPAN, d'après ses sigles en espagnol), qui est dirigé par le ministère de la Santé et à la charge de la coordination interinstitutionnelle et multisectorielle. En allouant des ressources au Secrétariat pour la politique nationale de l'alimentation et la nutrition,

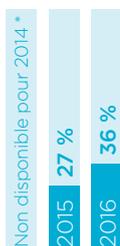
le gouvernement vise à faire des progrès concernant le développement des interventions en matière de nutrition dans les différents secteurs en 2016. Les agences des Nations Unies coopèrent avec le gouvernement pour promouvoir la participation d'autres parties prenantes à la mise en place d'une plateforme multi-acteurs.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2011 - 2021 fournit des orientations sur la nutrition. Le Plan de développement 2014 - 2018 inclut la nutrition dans les domaines de la santé, de la nutrition et des sports, et contient des cibles

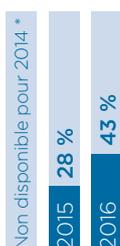
spécifiques pour réduire l'obésité et l'anémie infantiles. Bien que le pays dispose d'un cadre juridique renforcé, le gouvernement vise à renforcer son système de suivi afin d'évaluer sa portée.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La Politique nationale de santé 2014 - 2018 fournit un cadre de résultats pour la nutrition et les comités interinstitutionnels disposent actuellement de leurs propres plans de travail. Les indicateurs de nutrition sont intégrés au Système d'information sur la sécurité

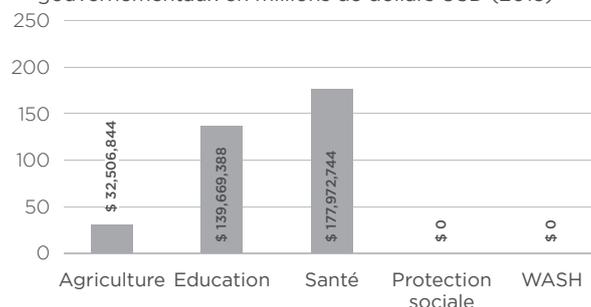
alimentaire et nutritionnelle (SINSAN, d'après ses sigles en espagnol) depuis 2014. Le système est actuellement renforcé pour fournir une analyse multisectorielle et une évaluation systématique des résultats obtenus.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le gouvernement a également rendu exécutoire le budget annuel pour la fourniture de services nutritionnels et diététiques pour chaque organisme d'exécution et cette information financière est publiquement disponible et centralisée. Le défi pour le Costa Rica consiste à accroître les ressources financières et humaines afin de renforcer les interventions en matière de malnutrition.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016-2017

- Renforcer le Secrétariat pour la politique nationale de l'alimentation et la nutrition en tant qu'organe de coordination des efforts multisectoriels en matière de nutrition.
- Mettre en place une plateforme multi-acteurs avec la participation active de la société civile, des Nations Unies, des donateurs, du milieu universitaire et du secteur privé.
- Promouvoir la recherche et la production de données.
- Renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation.



Date d'adhésion : juin 2013
Population : 22,67 millions

Côte d'Ivoire



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les comités décisionnel et technique du Conseil national de nutrition (CNN, d'après ses sigles en français), coordonné par le Premier ministre, sont aujourd'hui fonctionnels. Leur action a permis la validation de divers documents stratégiques et la résolution de différents conflits de compétence. Les parlementaires, le secteur privé, le milieu académique et de la recherche, la société civile disposent désormais

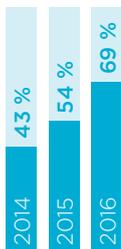
de points focaux participant au CNN. À ce jour, divers réseaux ont été créés : celui des professionnels des médias en décembre 2015, du milieu académique et de la recherche en avril 2016 et de la société civile en juin 2016. L'établissement de comités régionaux, chargés de la concertation multisectorielle, est en cours sous l'égide des préfets de région.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le cadre règlementaire et législatif a été renforcé avec la reprise des arrêtés interministériels de 2007 sur l'enrichissement des aliments par un décret élaboré en août 2016. La loi sur le congé maternité et le décret sur l'iodation du sel existent également.

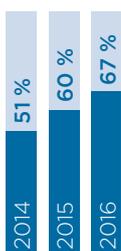
Par ailleurs, en novembre 2015, une stratégie nationale de communication pour le changement social et comportemental en matière de nutrition a été élaborée, sous l'égide du ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan national multisectoriel de nutrition (PNMN, d'après ses sigles en français) 2016-2020 a été élaboré sur la base des résultats de l'analyse situationnelle et à travers des concertations multisectorielles (secteurs de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques, de l'eau, de l'assainissement, de l'éducation, de la protection sociale et du genre). En mai 2016, il a été validé en Conseil des Ministres, puis intégré au Plan national de développement

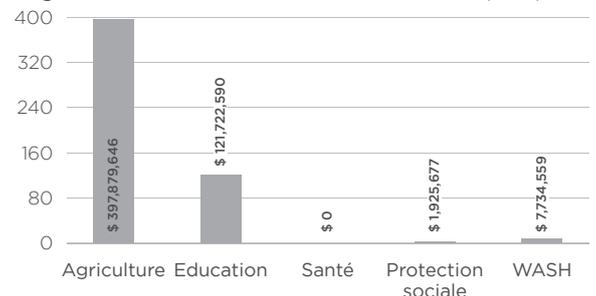
2016-2020 et au Programme d'investissement public 2017-2020. La décentralisation (régions du Nord et du Nord-Est) de sa mise en oeuvre est actuellement à ses débuts, avec la mise en place de « communautés de convergence » permettant la coordination des activités des différents secteurs pertinents. En septembre 2016, les ministres membres du Comité décisionnel ont signé une déclaration en faveur du renforcement de la lutte contre la malnutrition.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

En 2015, les financements et les capacités opérationnelles nécessaires à la mise en oeuvre du PNMN ont été déterminés lors d'un processus national participatif, avec l'appui de la Banque Mondiale. Le Gouvernement s'est engagé à contribuer financièrement à hauteur de 15 % du coût global du PNMN, et des lignes budgétaires ont été dotées. Les partenaires techniques et financiers (PTF, d'après ses sigles en français) sont engagés dans l'approche multisectorielle à travers de nombreux projets. Le mécanisme de suivi des allocations financières sera renforcé prochainement pour mieux retracer les dépenses domestiques et celles des PTF, correspondant aux ressources mobilisées lors de la table ronde pour la nutrition en septembre 2016.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2013)



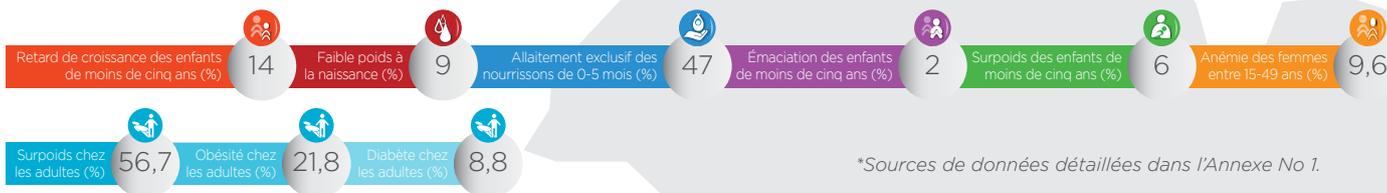
PRIORITÉS 2016 - 17

- Recueillir les attentes des parties prenantes clés (secteur privé, société civile, parlementaires, médias, académiciens, ambassadeurs de la nutrition) sur la mise en oeuvre du PNMN et renforcer leurs compétences en conséquence.
- Mettre en place les mécanismes de prévention et de gestion des conflits d'intérêts.
- Renforcer les mécanismes d'opérationnalisation des dispositifs législatifs et règlementaires en matière de nutrition.
- Élaborer un cadre de suivi et d'évaluation multisectoriel
- Mettre en place les mécanismes de suivi financier domestique et externe y compris la formalisation des comptes de la nutrition.



Date d'adhésion : septembre 2012
Population : 6,46 millions

El Salvador



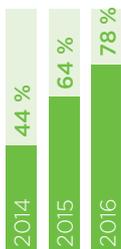
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN, d'après ses sigles en espagnol) joue le rôle de coordination interinstitutionnelle et multisectorielle de la nutrition. En 2016, le pays a concentré ses efforts sur le renforcement de la coopération avec les gouvernements régionaux ayant la charge de mettre en œuvre des politiques et

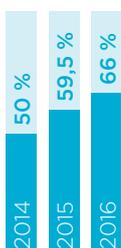
des programmes multisectoriels et de renforcer les mécanismes de dialogue avec la société civile afin de coordonner les efforts communs. Le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dirige le conseil multisectoriel qui gère les ressources et la coordination du soutien nutritionnel et alimentaire de la population affectée par El Niño.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

El Salvador a commencé à mettre à jour sa Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec la participation de la plateforme multi-acteurs.

En 2016, le pays a suivi l'élaboration d'une législation sur l'allaitement maternel, les cantines scolaires et les aspects techniques de l'enrichissement des aliments.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan stratégique national 2014 - 2019 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle peut être considéré comme le cadre commun de résultats du pays. Les efforts déployés pour financer et mettre en œuvre des interventions de différents partenaires par rapport aux objectifs nationaux sont reflétés dans les plans national, régional et municipal de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2016, avec le soutien

des partenaires au développement et du milieu universitaire, le pays a poursuivi son programme de renforcement des capacités des principales parties prenantes, a entamé l'élaboration d'un projet pilote pour des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire au niveau municipal et a réalisé le recensement national pour la taille et le poids dans les écoles en vue de produire des indicateurs à jour.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

En 2016, el Salvador a terminé l'estimation de l'investissement public dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui a montré un investissement accru au cours des dernières années. En vertu de

la loi sur la transparence et l'accès à l'information, les données financières de toutes les institutions gouvernementales sont publiées en ligne.



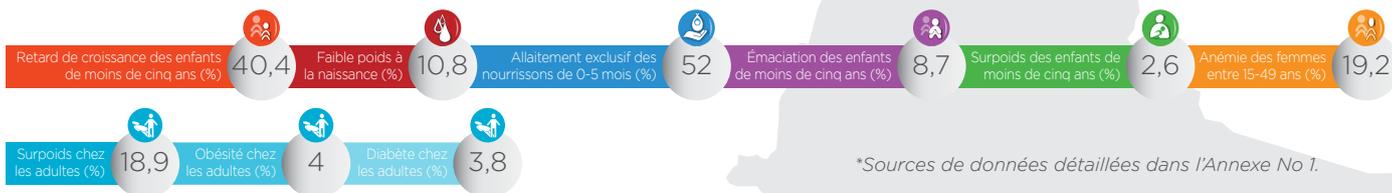
PRIORITÉS 2016-2017

- Terminer la mise à jour de la politique nationale et du plan stratégique interinstitutionnel sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Terminer la mise en œuvre du projet pilote du Système d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des municipalités.
- Accroître la coopération pour les investissements publics et le développement avec en toile de fond, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Date d'adhésion : septembre 2010
Population : 87,95 millions

Éthiopie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Suivre les financements et mobiliser les ressources

* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



Date d'adhésion : juillet 2011
Population : 1,88 millions

Gambie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La Gambie dispose de plateformes multi-acteurs fonctionnelles. Le Conseil national de la nutrition (NNC, d'après ses sigles en français), dirigé par le Vice-président est l'organe de pilotage politique, tandis que le Comité consultatif technique national sur la nutrition coordonne les représentants des ministères, des universités, de la société civile et de l'Organisation des Nations Unies depuis 2012. Différents groupes de

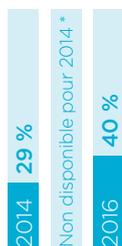
travail sont en place, tels que les groupes de travail techniques sur la Gestion intégrée de la malnutrition aiguë et le groupe sur la communication pour le changement social et de comportement pour une meilleure santé et nutrition. Dans l'ensemble, il est nécessaire de renforcer la participation de la société civile, du milieu universitaire et du secteur privé aux plateformes de coordination.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Depuis que la Gambie a actualisé sa politique nationale de nutrition 2010 - 2020, le pays a intégré la nutrition dans diverses politiques sectorielles, notamment dans la nouvelle politique de l'éducation 2015 - 2025. La Loi sur les aliments de 2005 a été mise en pratique, par le biais du Règlement sur la promotion de l'allaitement

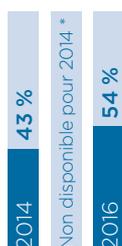
maternel, du Règlement sur l'enrichissement des aliments et du Règlement sur l'iode du sel. La nutrition est prise en compte dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF, d'après ses sigles en anglais) et dans d'autres programmes nationaux des Nations Unies.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La Plateforme multi-acteurs a proposé de créer un cadre commun de résultats après la révision en cours de la Politique nationale de nutrition 2010 - 2020 et du Plan stratégique de nutrition. Le processus de création s'inspirera de l'Analyse des goulots d'étranglement dans les interventions en matières de nutrition de 2015, du Plan national de mise en œuvre

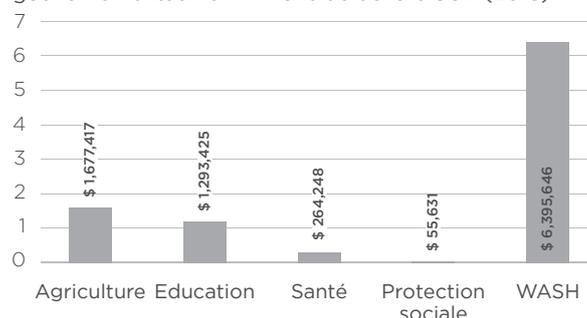
de la politique de gestion de la nutrition élaboré avec le soutien de l'initiative pour le Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) des Nations Unies ; et de la cartographie des parties prenantes, des bénéficiaires cibles et des interventions contribuant à la nutrition ou spécifiques à la nutrition etc. prévue en novembre 2016.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

La Stratégie nationale de nutrition, qui est chiffrée, permet de déterminer les ressources et les lacunes en matière de financement pour la nutrition. Elle a également été utilisée par les partenaires pour déterminer le soutien nécessaire aux interventions avant son expiration en 2015. Il est nécessaire que le gouvernement utilise la stratégie mise à jour pour orienter les allocations nationales de ressources pour la nutrition. Le gouvernement n'a cessé d'augmenter cette allocation et d'autres partenaires, dont l'UNICEF et la Banque mondiale, sont de grands partisans de la nutrition en Gambie. Des efforts sont nécessaires pour mieux recenser les ressources disponibles et les lacunes.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2013)



PRIORITÉS 2016-2017

- Assurer la participation des parties prenantes à la plateforme, principalement la société civile, le secteur privé et les universités.
- Élaborer un cadre commun de résultats pour la nutrition.



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 27,67 millions

Ghana

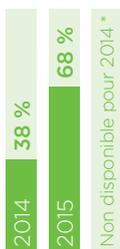


*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

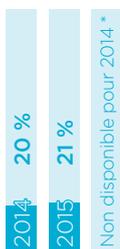
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



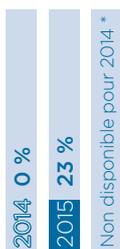
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



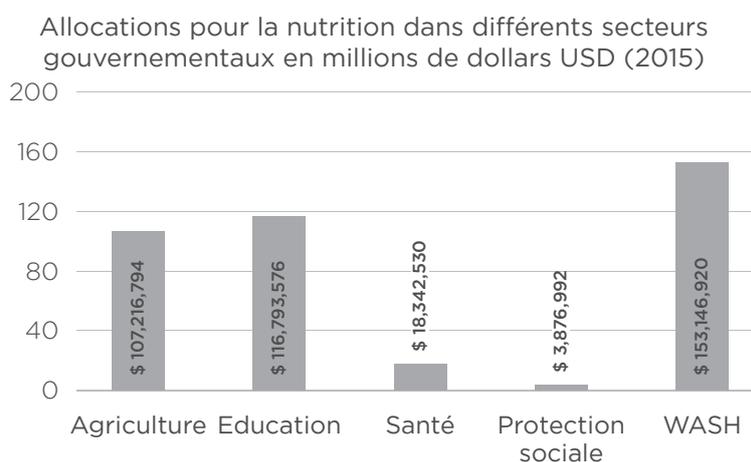
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Suivre les financements et mobiliser les ressources





Date d'adhésion : décembre 2010
Population : 15,07 millions

Guatemala



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN, d'après ses sigles en français) est l'organe multisectoriel qui oriente la politique et la prise de décision au niveau gouvernemental et qui comprend cinq représentants de la société civile. La Plateforme multi-acteurs du Mouvement SUN travaille à l'ouverture de la participation

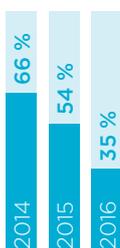
à d'autres parties prenantes telles que les donateurs, le secteur privé et la société civile. En 2016, la Plateforme multi-acteurs a travaillé à coordonner les efforts nationaux de ses différents membres et à renforcer son rôle de conseiller technique, financier et juridique auprès du Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En se fondant sur l'évaluation des résultats du plan du Pacte Faim Zéro 2012 - 2016, le Guatemala a décidé de recentrer stratégiquement son cadre commun de résultats et de l'orienter sur les programmes afin de faire des progrès dans la réduction de la malnutrition chronique. Le Plan stratégique 2016 - 2020 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la Stratégie

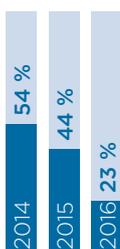
nationale 2016 - 2020 pour la prévention de la malnutrition chronique fournissent le cadre politique nécessaire à la réalisation des objectifs. En 2016, certains membres de la plateforme multi-acteurs ont élaboré une proposition législative sur le soutien et la protection de l'allaitement maternel.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En 2016, le Guatemala a mis à jour son cadre commun de résultats en s'appuyant sur les leçons tirées de la mise en œuvre du Plan du Pacte Faim Zéro, qui a influencé la conception de la Stratégie nationale 2016 - 2020 pour la prévention de la malnutrition chronique. Le nouveau cadre est conçu en mettant l'accent sur la gestion par résultats, et le pays définit les mesures prioritaires collectives

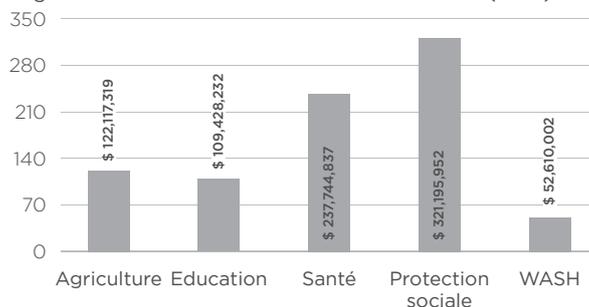
pour s'assurer que les différents secteurs participent directement aux initiatives et que leurs interventions sont alignées sur la Stratégie nationale 2016 - 2020 pour la prévention de la malnutrition chronique. Parallèlement, il met également à jour son système de suivi et d'évaluation pour que les interventions puissent être adéquatement suivies.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Il existe des mécanismes et des structures spécifiques pour suivre la performance financière des interventions en matière de nutrition. Le déficit budgétaire de 2015, ainsi que les problèmes politiques et la corruption se sont révélés de véritables défis, affectant les recettes fiscales et le budget pour la mise en œuvre des interventions en matière de nutrition en 2016. Un autre défi d'envergure a été le fait que les rapports financiers des acteurs non gouvernementaux n'aient pas été incorporés, posant ainsi une entrave à la planification et l'établissement des priorités dans l'utilisation des ressources nationales.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)



PRIORITÉS 2016-2017

- Cartographie de la capacité nutritionnelle de la population active.
- Planification stratégique pour définir les mesures à prendre en compte dans le cadre commun de résultats.
- Élaborer un cadre de suivi et d'évaluation.
- Renforcer la détermination des parlementaires, de la société civile et des médias à veiller à ce que les mesures soient mises en œuvre, à appliquer les normes et à assurer la redevabilité.



Date d'adhésion : mai 2013
Population : 10,52 millions

Guinée



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

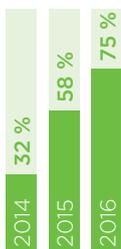
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En mars 2016, la plateforme multisectorielle a réussi sa transition de Cluster pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (contexte Ebola) à Groupe technique pour la nutrition et l'alimentation. Durant cette année, ses membres ont travaillé sur diverses problématiques, telles que la situation nutritionnelle dans la région de Siguiri, la révision des curricula universitaires,

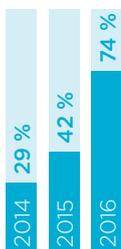
la réalisation d'enquêtes, etc. La plateforme de la société civile est très active dans le plaidoyer pour l'implication des organisations communautaires de base dans le renforcement de la nutrition ; ainsi que pour l'inclusion du secteur privé dans le Groupe technique pour la nutrition et l'alimentation, avec l'appui des Nations Unies.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Groupe technique pour la nutrition et l'alimentation coordonne et aligne les contributions des acteurs aux politiques et législation. La Politique nationale d'alimentation et de nutrition (2005) a été révisée, ce qui a permis le développement d'un Plan stratégique multisectoriel d'alimentation et de nutrition 2016-2020, validé en mars 2016 et budgétisé avec le support de consultants du MQSUN. D'autres révisions ont eu

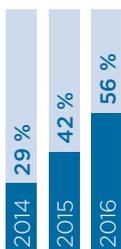
lieu (codes de commercialisation des substituts de lait maternel, de supplémentation en Vitamine A ou de fortification alimentaire) et ont été suivies par divers ateliers pour sensibiliser les médias, les opérateurs économiques et la population. La Première Dame de Guinée a été nommée ambassadeur de haut-niveau pour la nutrition.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats fait partie intégrante du Plan stratégique multisectoriel récemment développé. Il est aligné avec les politiques sectorielles affectant la nutrition et les différents plans de travail annuels. Sa mise en œuvre sera faite de façon progressive. Une cartographique des acteurs et des

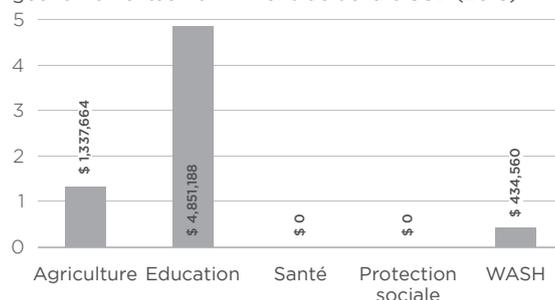
interventions liées à la nutrition a été réalisée, en plus de diverses enquêtes de base et SMART, dans le but d'appuyer le suivi des activités. La société civile a initié la mise en place de l'Observatoire national de la société civile pour la nutrition.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le suivi financier et la mobilisation de ressources sont encore réalisés de façon très sectorielle. Les actions spécifiques à la nutrition sont soutenues essentiellement par les partenaires, sur la base de leur propre système suivi et de mobilisation de ressources. Pour cette raison, les aspects financiers sont peu discutés dans le Groupe technique pour la nutrition et l'alimentation. Du côté du gouvernement, les décaissements tardifs retardent le chronogramme de réalisation des activités de nutrition. La part du budget alloué à la santé a augmenté de 3 % à 5 %. Toutefois, il n'existe pas encore de ligne budgétaire dans le budget national pour les activités liées à la nutrition.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016 - 17

- Examiner les documents de politique et de législation pertinente (adoption des documents de la politique nationale d'alimentation et de nutrition, du plan d'action multisectoriel, du code de commercialisation du substitut du lait maternel).
- Engager les ambassadeurs de la nutrition pour positionner la nutrition comme une priorité à tous les

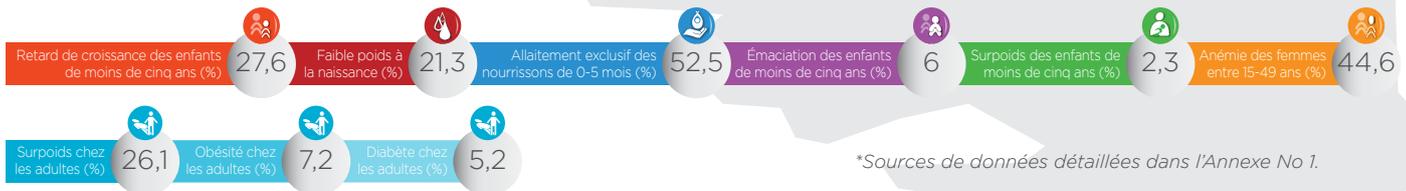
niveaux (soutien d'UNICEF à la première Dame de la république pour le plaidoyer en faveur de la nutrition).

- Mettre en œuvre un programme accéléré de sécurité alimentaire et de développement agricole durable.
- Mettre à l'échelle les interventions à haut impact, tel que le projet « 1000 jours » et le projet conjoint inter-agence.



Date d'adhésion : mars 2014
Population : 1,53 millions

Guinée-Bissau



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Un groupe technique de travail soutient les activités liées à la nutrition, à l'abri du ministère de la Santé, du fait que la création de la plateforme multisectorielle ne soit pas encore formalisée. Ses membres sont très engagés et soutiennent les interventions conjointes du domaine de la nutrition. Un Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui serait

subjacent à la formulation d'une stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, pourrait être mis en place. Les réseaux des acteurs pour la nutrition (UN, société civile, etc.) n'ont pas été créés car ce concept n'est pas applicable à la réalité actuelle de la Guinée Bissau considérant le nombre limité de partenaires opérant dans ce secteur.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	34 %	22 %

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En mars 2016, le Plan stratégique multisectoriel d'alimentation et de nutrition 2016-2020 a été finalisé et budgétisé avec l'appui de la Banque mondiale. L'importance de la nutrition s'est dernièrement accrue, avec son intégration dans diverses stratégies et plans sectoriels, tels que le Plan national d'investissement agricole ou la Politique nationale

de développement de la petite enfance. Plusieurs projets de loi (e.g. régularisation des substituts du lait maternel, fortification des aliments, cantines scolaires, etc.) ont été préparés mais n'ont pas pu être approuvés en raison de l'instabilité politique. Des discussions sont en cours pour la création d'un Institut pour la nutrition et la sécurité alimentaire.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	48 %	32 %

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultat sera développé en relation avec les plans bi-annuels de la plateforme multisectorielle, qui devraient être développés

prochainement. Ces plans seront accompagnés d'un plan de suivi d'évaluation qui permettra de démontrer l'impact de la nutrition.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	29 %	20 %

Suivre les financements et mobiliser les ressources

La Banque mondiale prévoit d'appuyer l'organisation d'une table ronde des bailleurs de fonds pour la nutrition, qui aura lieu après la validation du budget du Plan stratégique national 2016- 2020, et qui débouchera sur des compromis de financement. Suite à cela, une stratégie de mobilisation de ressources pourra être développée ainsi qu'une stratégie de soutenabilité du plan à long terme.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	0 %	4 %

Total pondéré 2016
20 %

PRIORITÉS 2016-2017

- Appuyer l'élaboration de lignes directrices pour l'organisation et la gestion du cadre commun de résultats.
- Établir des dossiers de rentabilité de l'investissement national dans la nutrition, appuyés par des données probantes, pour promouvoir le plaidoyer pour le renforcement de la nutrition.
- Renforcer les compétences des principales parties prenantes, telles que les membres de la plateforme multi-acteurs. Les compétences pourraient inclure la communication et la négociation, le renforcement des équipes et la politique de gestion, la planification et la coordination.
- Développer, mettre à jour ou mettre en œuvre des stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication.



Date d'adhésion : juin 2012
Population : 10,41 millions

Haïti



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

2014 50 %
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

2014 54 %
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

2014 25 %
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

2014 50 %
Non disponible pour 2014*
Non disponible pour 2014*

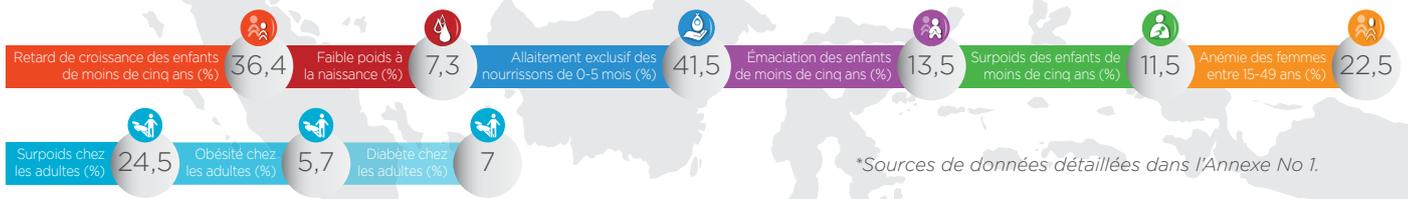
Suivre les financements et mobiliser les ressources

* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



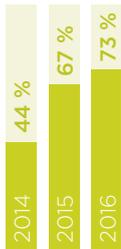
Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 255,46 millions

Indonésie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2015 - 2016, le nombre de membres de la Plateforme multi-acteurs s'est considérablement augmenté, avec la participation de cinq nouveaux ministères techniques et trois ministères coordonnateurs. Le Réseau des donateurs et des Nations Unies pour la Nutrition (DUNCNN, d'après ses sigles en anglais)

a introduit deux nouveaux membres et l'alliance de la société civile s'est élargie pour inclure également les organisations inter professionnelles et les universités. Indofood dirige le réseau du secteur privé SUN, qui a également élargi son effectif à des entreprises autres que celles du secteur des aliments et des boissons.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En janvier 2015, le Plan national de développement à moyen terme 2015 - 2019 était lancé, conformément au décret présidentiel (n° 17 / 2015). Le gouvernement a renforcé le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition 2015 - 2019. Le Plan stratégique de politique et d'interventions pour l'alimentation et

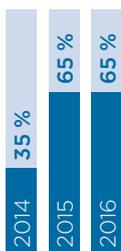
la nutrition a été finalisé et un décret présidentiel a été proposé. Des lignes directrices nationales pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts entre les parties prenantes du renforcement de la nutrition ont été élaborées et attendent leur approbation.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition 2015 - 2019 est le cadre commun de résultats convenu et chiffré, conformément au Plan national de développement à moyen terme 2015 - 2019. En octobre 2016, le cadre de suivi et l'évaluation a été élaboré et finalisé par le ministère de la Planification du développement national (Bappenas, d'après

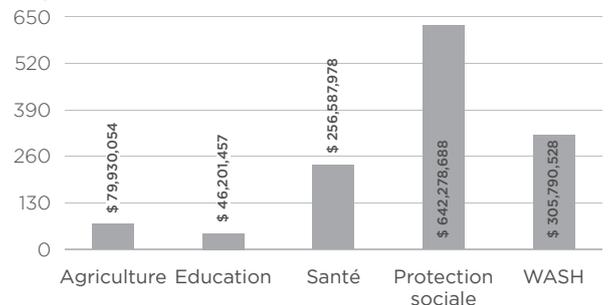
ses sigles en indonésien). Des lignes directrices ont été formulées pour aider le gouvernement local à élaborer un plan d'action régional sur l'alimentation et la nutrition. La mise en œuvre au niveau sous-national a été faite dans quatre provinces et devrait être étendue aux 30 autres provinces.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

L'engagement du gouvernement en matière de nutrition est démontré par une augmentation du budget de la nutrition de 600 milliards d'IDR à un trillion en 2015 - 2016. Les sources financières actuelles, la couverture et les lacunes sont évaluées annuellement et les allocations budgétaires sont fixées pour l'année suivante pour assurer un investissement continu dans la nutrition. Le réseau de donateurs et le réseau des Nations Unies pour la nutrition ont mis au point un outil de suivi financier pour rendre compte annuellement des engagements et des dépenses de nutrition des membres. L'outil a été lancé en mai 2016 et sera mis à jour tous les six mois.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



Différents pourcentages de pondération ont été attribués au montant alloué pour chaque ligne budgétaire dans les différents secteurs. Les pourcentages moyens pondérés pour chaque secteur sont les suivants : Agriculture (38 %), Éducation (50 %), Santé (55 %), Protection sociale (36 %) et eau, assainissement, hygiène (50 %).

PRIORITÉS 2016-2017

- Mettre en oeuvre un cadre de suivi et d'évaluation.
- Soutenir la conception de la recherche pour éclairer la prévention efficace des augmentations de retard de croissance.
- Renforcer le plaidoyer et la communication multisectoriels entre le gouvernement central et les administrations locales, ainsi qu'entre le gouvernement et les institutions non gouvernementales.
- Préparer les parties prenantes à prévenir les conflits d'intérêts et à les gérer s'ils surviennent.



Date d'adhésion : août 2012
Population : 45,51 millions

Kenya



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

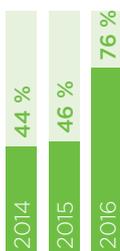
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Compte tenu que la Loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle visant à mettre en place un organisme multisectoriel n'a pas encore été approuvée, les comités consultatifs provisoires SUN et les comités techniques SUN, établis en 2015, complètent le travail du Comité de coordination interorganisations sur la nutrition du ministère de la Santé publique et de l'Assainissement.

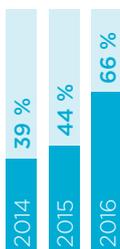
Les six réseaux dynamiques du Mouvement SUN ont élaboré un document de synthèse pour ancrer la politique de gestion de la nutrition aux niveaux les plus élevés et l'incorporer au projet de loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les ambassadeurs de la nutrition, notamment la Première Dame du Kenya, seront les maillons clés pour apporter le changement nécessaire.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La nutrition fait partie intégrante de la Constitution et de la « Vision 2030 » qui est le Plan national de développement. La Politique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle était adoptée en 2012. Elle est défendue au Parlement depuis 2014 et la Stratégie de nutrition des nourrissons et des jeunes enfants est mise à jour. La nutrition est intégrée dans les secteurs de l'éducation et de l'agriculture, tandis que le projet de

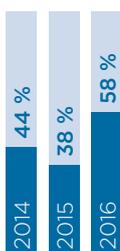
loi sur la santé de 2016 rend obligatoire l'établissement des installations d'allaitement maternel par les employeurs. La Loi de 2012 sur les substituts du lait maternel (réglementation et contrôle) est à un stade avancé. La Stratégie de plaidoyer, communication, mobilisation sociale pour la nutrition de 2016 assure un plaidoyer coordonné aux niveaux national et provincial.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

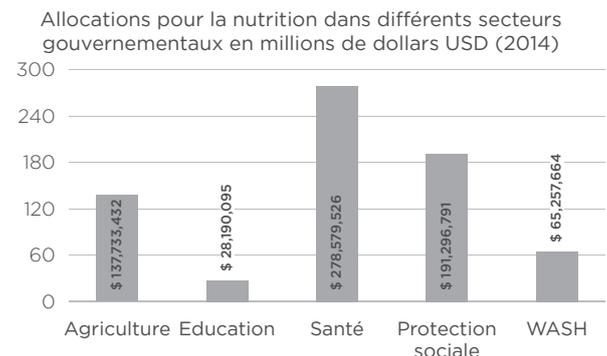
Le Plan d'action national sur la nutrition 2012 - 2016, qui comprend des interventions à forte répercussion, a été mis en œuvre à l'échelle nationale. Sur 47 comtés, 17 ont finalisé le chiffrage de leurs plans d'action, 15 sont en cours et 14 doivent encore être lancés. Un plan national multisectoriel global de nutrition est en cours

et le suivi budgétaire a conduit à la mise en place d'activités conjointes avec les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et de la protection sociale. Des séances de plaidoyer et de renforcement des capacités ont été organisées pour sensibiliser les dirigeants et les assemblées de comté sur la nutrition.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

De nombreux progrès ont été réalisés concernant le suivi des investissements nationaux dans le domaine de la nutrition, notamment au titre du Plan national de nutrition, au cours de la période du rapport, en se référant sur les données disponibles et des analyses des tendances pour les activités hors budget. Le pays a connu une augmentation des investissements dans le domaine de la santé tant au niveau national qu'au niveau des comtés et dans les allocations nationales de ressources humaines pour la nutrition. Cependant, les principaux investissements en matière de nutrition restent insuffisants, soulignant l'importance des efforts soutenus de plaidoyer.



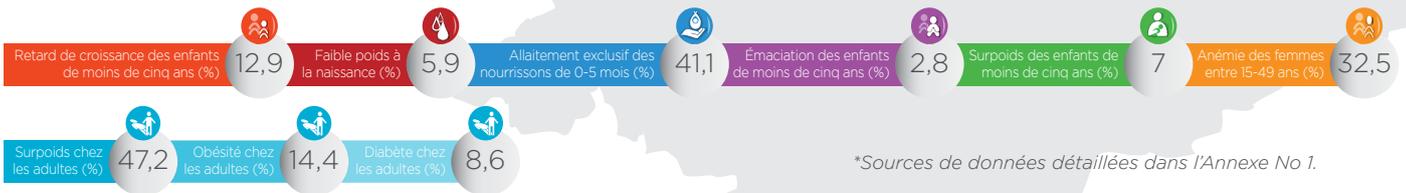
PRIORITÉS 2016 - 17

- Poursuite de plaidoyer en faveur d'un financement public accru de la nutrition aux niveaux national et régional, y compris par la finalisation du suivi financier de la nutrition.
- Finalisation du cadre de mise en œuvre de la Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et mise en œuvre de cette politique.
- Mise en place d'un outil de chiffrage de la nutrition, d'une étude sur le coût du renforcement de la nutrition, d'une base de données d'enquêtes, d'un cadre de développement des capacités en matière de nutrition et d'une stratégie de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale.
- Examen des progrès du Plan d'action national sur la nutrition 2012 / 2017 pour éclairer le Plan d'action national sur la nutrition 2018 / 2022.
- Amélioration continue de la qualité des données et du suivi.
- Achèvement et mise en œuvre des lignes directrices sur les régimes sains pour faire face à la double charge de la malnutrition.



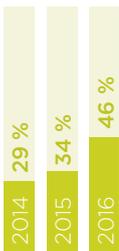
Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 5,96 millions

Kirghizstan



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

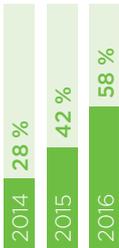
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Suite à la transformation de la Plateforme multisectorielle en une structure formelle en octobre 2015, des ambassadeurs de la nutrition ont été nommés, dont la Première dame, qui dirige le groupe universitaire. L'Alliance de la société civile, le réseau des Nations Unies et le réseau du secteur privé ont été créés entre 2014 et 2016. Un mémorandum d'entente a été signé par les réseaux, y compris les parlementaires, lors du Forum sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui

s'est tenu le 20 juin 2016. Le Conseil sur la sécurité alimentaire du Kirghizstan, l'organe consultatif du gouvernement, présidé par le Vice-premier ministre, a été créé pour prendre des décisions opérationnelles sur l'approvisionnement stable en nourriture et améliorer la nutrition dans le pays. La création d'un secrétariat pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dont le siège sera au ministère de l'Agriculture, de l'industrie alimentaire et de la valorisation est prévue.

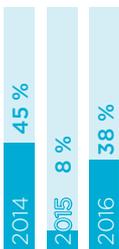
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Les réseaux SUN ont rédigé et discuté la stratégie de la plateforme multisectorielle, qui sera finalisée avec l'assistance technique du Secrétariat du Mouvement SUN. Le Centre de promotion de la santé a préparé une stratégie de communication nutritionnelle. Le Parlement a tenu une session spéciale sur l'enrichissement

de la farine. Un groupe de travail interinstitutions a rédigé une résolution sur la « Mise en œuvre de la loi de la République kirghize sur l'enrichissement des farines ». L'UNICEF, le FNUAP et le Comité national des statistiques ont entrepris une enquête par grappes à indicateurs multiples pour évaluer la sous-nutrition.

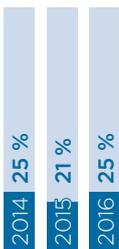
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



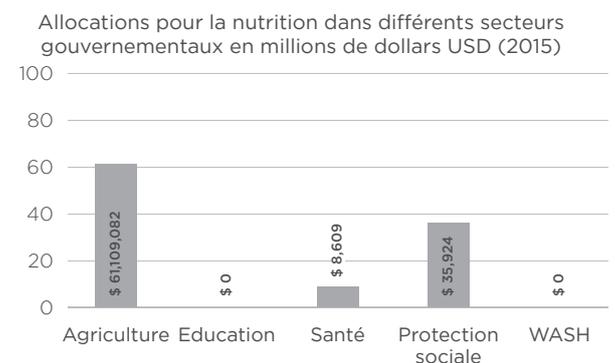
En septembre 2015, le Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 2015 - 2017 et son plan de fonctionnement ont été approuvés par un décret gouvernemental. En juin 2016, une analyse fonctionnelle des mécanismes de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été achevée et présentée lors du Forum sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Programme alimentaire mondial a

élaboré un atlas de la sécurité alimentaire qui contient des indicateurs nutritionnels mesurables. Le processus de planification du Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2018 - 2022 a récemment été lancé et sera aligné sur la stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016 - 2020). En octobre 2016, une étude de cas kirghize sera présentée au Congrès mondial sur l'Initiative des «hôpitaux amis des bébés».

Suivre les financements et mobiliser les ressources



Le chiffrage du programme de sécurité alimentaire était réalisé depuis 2014 - 2015 et, par conséquent, un déficit de financement de 44,7 % a été déterminé. Bien qu'il existe des prévisions budgétaires sectorielles pour différents programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, il n'existe pas de stratégie de mobilisation durable des ressources à long terme. En mai 2016, le Kirghizstan a participé à l'atelier de financement public du Mouvement SUN tenu à Bangkok. Une analyse plus approfondie du budget national pour la nutrition est actuellement en préparation. Il n'y a pas de démarche cohérente de préparation du budget et du financement des activités des organismes gouvernementaux.



PRIORITÉS 2016-2017

- Finaliser la Stratégie de la Plateforme multisectorielle SUN 2016 - 2020 avec un plan d'action qui est chiffré.
- Établir un processus de rédaction du prochain Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle 2018 - 2022.
- Créer un Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Modifier la Loi sur la sécurité alimentaire pour l'orienter davantage sur la nutrition.
- Suivre régulièrement de la mise en œuvre de la législation sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Préparer le prochain atlas de sécurité alimentaire.
- Poursuivre l'analyse budgétaire des ministères et autres entités gouvernementales pour les activités de nutrition.



Date d'adhésion : avril 2011
Population : 6,80 millions

Laos



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Le premier Forum national sur la nutrition de 2015 a servi d'espace politique important pour intensifier les interventions contre la malnutrition en mobilisant des constituantes clés du gouvernement, des dirigeants provinciaux et des partenaires au développement. Les structures de coordination de la nutrition mises en

place au niveau national sont actuellement rendues formelles au niveau infranational. Les mécanismes de planification et de communication avec l'équipe multisectorielle de base et les groupes de travail techniques ont été renforcés par des plans de travail et des rapports annuels et trimestriels.

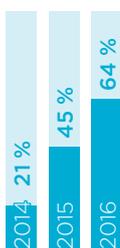
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



En décembre 2015, la Stratégie nationale de nutrition pour 2025 et le Plan d'action 2016 - 2020 ont été lancés, à la suite d'une série de consultations menées depuis neuf mois entre les secteurs et les parties prenantes clés. Le gouvernement, avec les apports des partenaires, élabore actuellement un

cadre stratégique et un plan d'action multisectoriels sur la communication pour le changement social et de comportement pour mettre en pratique les composantes du plaidoyer et de changement de comportement de la Stratégie nationale de nutrition pour 2025 et du Plan d'action 2016 - 2020.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



En 2015 - 2016, la cartographie des parties prenantes de la nutrition et de leurs interventions a été réalisée, permettant l'examen des 22 interventions prioritaires de la Stratégie nationale de nutrition et du Plan d'action. La démarche convergente et multisectorielle de la nutrition a été testée en tant que projet pilote

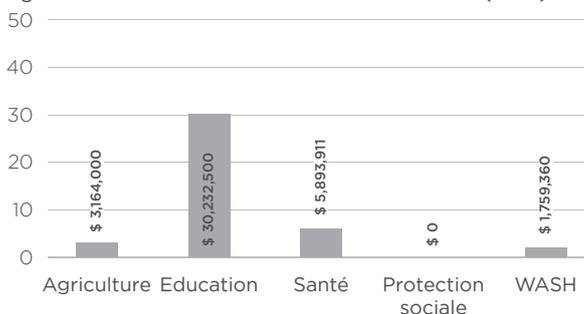
dans trois provinces ciblées (six districts cibles) avec des plans multisectoriels élaborés au niveau sous-national. L'Union européenne soutient la mise en place d'une plateforme nationale d'information sur la nutrition visant à regrouper les données existantes provenant des secteurs concernés par la nutrition.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



Les interventions prioritaires du Plan d'action national sur la nutrition 2016 - 2020 sont chiffrées. La cartographie annuelle du financement de la nutrition permet de mieux comprendre les ressources allouées aux interventions nutritionnelles prioritaires et d'évaluer les lacunes actuelles en matière de financement. Elle est utilisée à des fins de plaidoyer, pour assurer un financement plus ciblé de la nutrition. Des bases de données contenant des informations sur le financement et les dépenses internes et externes existants au sein des ministères. L'allocation budgétaire nationale a augmenté pour certaines des interventions prioritaires en matière de nutrition.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2016)



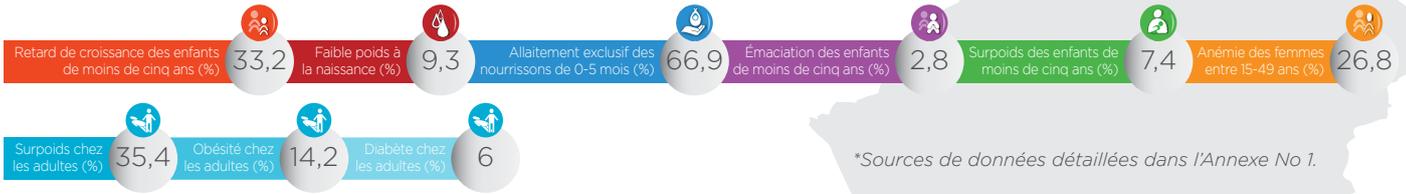
PRIORITÉS 2016 - 17

- Élaborer, mettre à jour et mettre en œuvre des stratégies de plaidoyer et de communication multisectorielles.
- Soutenir la gestion améliorée des données et le suivi financier (au niveau national et / ou au niveau infranational).
- Soutenir le renforcement des capacités des personnes ou des organisations pour permettre une meilleure participation des secteurs (comme le secteur privé) ou des groupes (tels que les scientifiques et les universités).



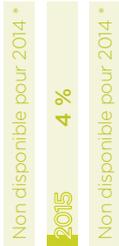
Date d'adhésion : juillet 2014
Population : 1,90 millions

Lesotho

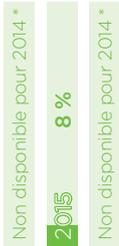


*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

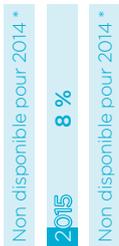
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



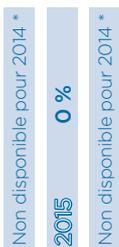
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

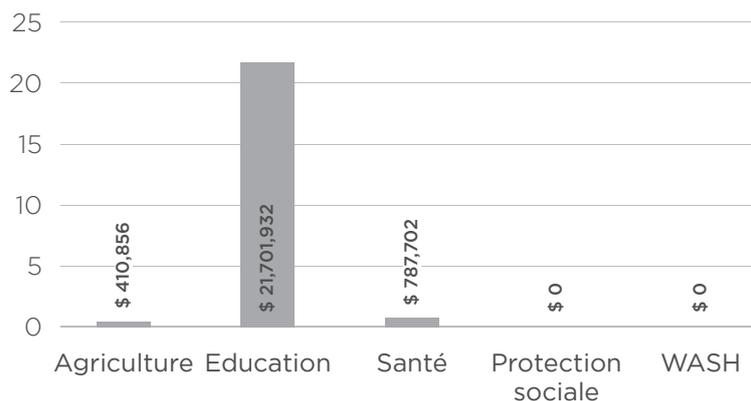


Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)

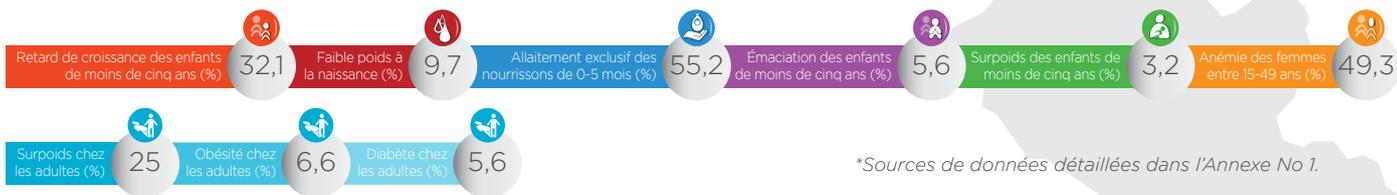


* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



Date d'adhésion : février 2014
Population : 3,95 millions

Liberia



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

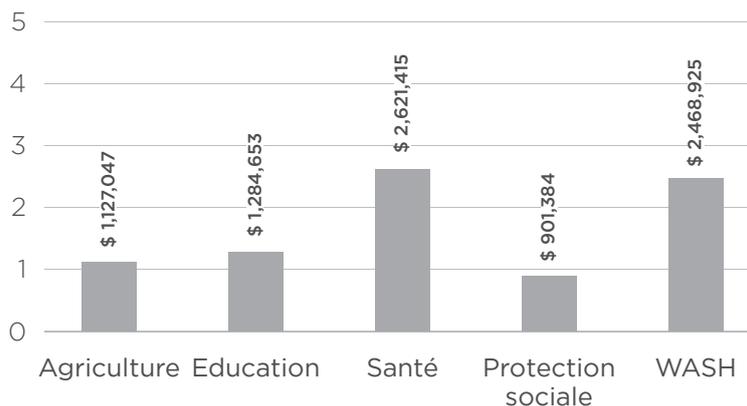
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Suivre les financements et mobiliser les ressources

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)

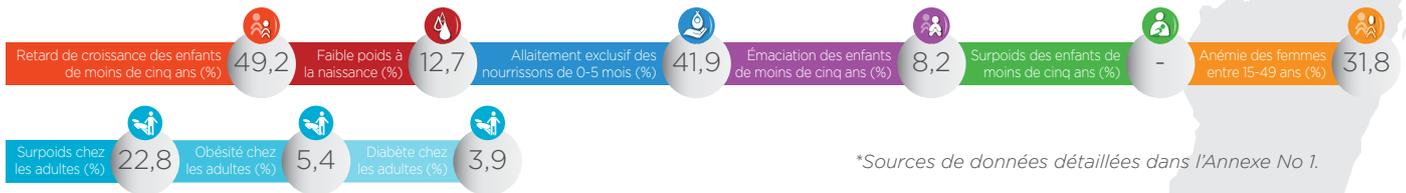


* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



Date d'adhésion : février 2012
Population : 20,70 millions

Madagascar



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Depuis l'auto-évaluation de 2015, les membres de l'Office national pour la nutrition, la plateforme multi-acteurs SUN, se sont rencontrés à deux reprises. La création des plateformes des réseaux SUN a été formalisée. D'une part, les plateformes du secteur privé et celle des chercheurs ont constitué un membre de bureau. La plateforme de la société civile (HINA),

approuvée par arrêté Ministériel en juillet 2015, est aujourd'hui décentralisée dans 13 régions. Elle gère des microprojets dans la nutrition, participe de façon effective aux mécanismes nationaux de planification ainsi qu'à l'évaluation de la mise en œuvre du Plan National d'Action en Nutrition 2012-2015 (PNAN II) effectuée au mois de mars 2016.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'évaluation de la Politique Nationale de Nutrition et du PNAN II a des recommandations pour leur mise à jour. La nutrition est reconnue comme une priorité nationale avec son intégration dans diverses politiques et programmes (tels que la Politique générale de l'État 2014-2018 et le Plan National de

Développement 2015-2019), dans les débats du Groupe de Dialogue Stratégique entre bailleurs et gouvernement, et dans les plans sectoriels qui seront présentés lors de la Conférence des Bailleurs et des Investisseurs prévue pour fin 2016.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

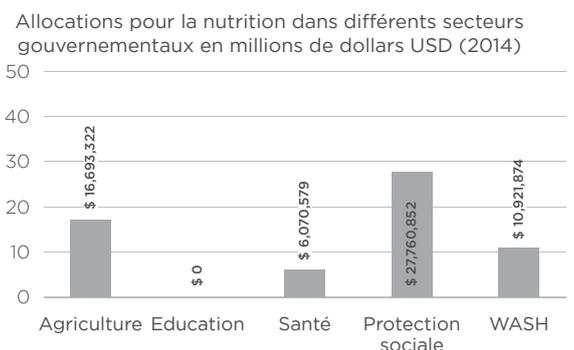
Le cadre commun de résultats fait partie intégrante du PNAN II. Tous les acteurs des secteurs liés à la nutrition ont participé à l'évaluation de la mise en œuvre du PNAN II ainsi qu'à la mise à jour de la Politique Nationale de Nutrition. Tous ces secteurs sont fermement engagés pour l'intégration de la nutrition dans leurs plans sectoriels. Non

seulement le système de suivi et d'évaluation est opérationnel mais la plateforme HINA participe activement aux activités du groupe régional de suivi et d'évaluation. Enfin, plusieurs études ont été réalisées : *Les déterminants de la malnutrition* ; *Le Coût de la Faim* ; *L'analyse du coût de l'accès aux nutriments* ou la cartographie des intervenants.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le suivi budgétaire est soumis de façon trimestrielle au ministère des Finances. Un plan d'investissement a également été élaboré en partenariat avec UNICEF. Par ailleurs, la mobilisation de ressources est intégrée au plan stratégique de plaidoyer de la plateforme HINA. Néanmoins, malgré les inscriptions budgétaires du gouvernement pour la nutrition, le taux de régulation limite les décaissements et par la suite la réalisation des activités.



PRIORITÉS 2016-2017

- Élaborer le prochain Plan national budgétisé d'actions multisectorielles pour la nutrition.
- Élaborer un nouveau cadre commun de résultat.
- Mettre à jour les données nationales par le biais d'une enquête nutritionnelle d'envergure nationale.
- Mettre à l'échelle des actions à fort impact sur la malnutrition chronique



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 14,84 millions

Malawi



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



En 2015 - 2016, les plateformes multi-acteurs du Malawi ont bien fonctionné à divers niveaux, du Cabinet et du Secrétariat principal au niveau de district et de la communauté. Toutes les plateformes se rencontrent régulièrement et ont un mandat bien défini. Les différents réseaux sont également bien établis, avec des

coordinateurs et un nombre croissant d'adhérents. Malgré la réussite de la coordination, il est nécessaire de renforcer le comité réunissant le gouvernement et les partenaires au développement, et accroître, d'ici à juin 2017, la participation du secteur privé dans les domaines au-delà de l'enrichissement des aliments.

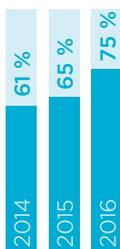
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



La Politique nationale de nutrition et le Plan stratégique national de nutrition ont été examinés, évalués et alignés sur les objectifs de développement durable. Des politiques et des plans sectoriels sur l'agriculture, l'égalité entre les sexes et le changement climatique ont également été examinés en vue d'un meilleur alignement sur l'Agenda 2030 et ses objectifs. La Stratégie sur la nutrition des nourrissons

et des jeunes enfants, la Stratégie d'éducation et de communication en matière d'alimentation, les profils nutritionnels et les documents de plaidoyer et de nutrition sont à l'étude en 2016. Il est visible que les donateurs sont alignés sur les politiques et plans stratégiques en matière de nutrition, de santé et d'agriculture.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Le Plan stratégique sur la nutrition définit adéquatement les rôles et les redevabilités des ministères clés pour la mise en œuvre efficace des programmes de nutrition. Une cartographie des parties prenantes de la nutrition, une analyse de la situation et de la couverture géographique et financière ont

également été menées. Le cadre national de suivi et d'évaluation, avec des indicateurs clairs, est en place et est renforcé par un suivi conjoint, des examens conjoints et des recherches menées chaque année. Le système de suivi et d'évaluation doit être renforcé à tous les niveaux.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



En 2016, un système de suivi des ressources nutritionnelles a été mis au point pour suivre le financement des gouvernements et des donateurs de la nutrition. Il est actuellement en cours d'essai. Le Système de suivi des ressources nutritionnelles est capable de saisir des interventions spécifiques et contribuant à la nutrition sur une base annuelle, ce qui permet des rapports financiers réguliers et

la redevabilité. Le gouvernement et ses partenaires travaillent ensemble à la mobilisation des ressources pour la nutrition. Parmi les principaux défis à relever figurent l'absence d'une stratégie de mobilisation des ressources, l'insuffisance de partenaires pour alimenter les données dans le Système de suivi des ressources nutritionnelles et un financement insuffisant du gouvernement.



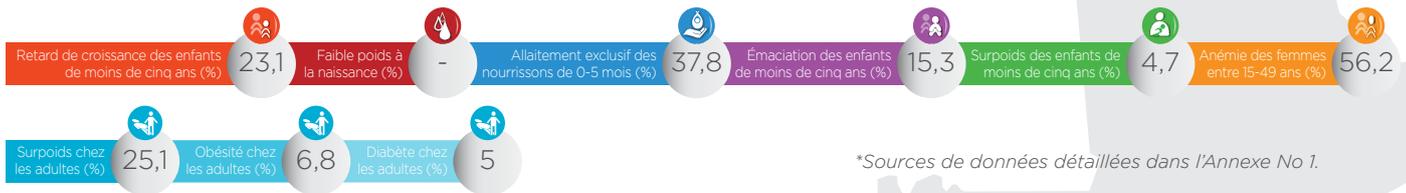
PRIORITÉS 2016 - 17

- Le pays prépare actuellement une stratégie globale de plaidoyer pour la nutrition qui sera mise en œuvre au niveau national et au niveau de district.
- Des efforts sont entrepris pour faire participer le réseau du secteur privé SUN pour des questions allant au-delà de l'enrichissement des aliments.
- Il est nécessaire de réaliser une analyse globale du système de suivi.



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 16,31 millions

Mali



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

2014	59 %	Non disponible pour 2014*	2016	54 %
------	------	---------------------------	------	------

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Créée en 2015 par décret, la Cellule de coordination de la nutrition est actuellement opérationnelle avec son staff au complet. Les activités décentralisées de coordination de la nutrition ont lieu dans des zones pilotes : Yorosso, Bankass, Bandiagara et Nioro. Depuis août 2011, la plateforme de la société civile est opérationnelle. De plus, en novembre 2015, un réseau de parlementaires maliens pour la lutte contre la Malnutrition au Mali a été mis en place, avec l'appui de Save The Children et World Vision. Depuis septembre 2016, les plateformes du secteur privé, académique et de la recherche ont posé les jalons de leur constitution. Leurs textes constitutifs seront établis dans les prochains mois.

2014	46 %	Non disponible pour 2014*	2016	48 %
------	------	---------------------------	------	------

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En décembre 2015, l'élaboration d'une politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle a démarré. Cette dernière intégrera l'actuelle Politique nationale de nutrition 2014-2018, donnant ainsi une dimension plus globale aux différentes politiques nationales sectorielles sensibles à la nutrition. Par ailleurs, l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles sera facilitée par le processus, actuellement en cours, de désignation d'un point focal pour la nutrition au sein de chaque département ministériel des secteurs affectant la nutrition. Le cadre juridique de la nutrition est, en conséquence, en train d'être adapté.

2014	50 %	Non disponible pour 2014*	2016	60 %
------	------	---------------------------	------	------

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats a été intégré au Plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2014-2018, et sa mise en œuvre est garantie par la désignation de responsables. Un système de suivi et d'évaluation des activités sera mis en place par la nouvelle Cellule de coordination de la nutrition. De plus, plusieurs études auront également lieu durant cette année : la cartographie des parties prenantes, les enquêtes SMART et la revue à mi-parcours de la Politique nationale de nutrition 2014-2018.

2014	40 %	Non disponible pour 2014*	2016	44 %
------	------	---------------------------	------	------

Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le processus de budgétisation du Plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2014-2018 a été réalisé, et son suivi sera assuré par la Cellule de coordination pour la nutrition. À ce jour, la quasi-totalité des activités pour la nutrition sont financées par des partenaires techniques et financiers. D'ailleurs, une table ronde de bailleurs de fonds aura lieu, après la revue de mi-parcours de cette année, afin de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre du plan.

Total pondéré 2016
52 %

PRIORITÉS 2016-2017

- Assurer le fonctionnement régulier de la Cellule de coordination pour la nutrition.
- Réaliser la revue, à mi-parcours, de la mise en œuvre du Plan d'actions multisectoriel de nutrition 2014-2018 et de son plan de communication.
- Intensifier les réunions du Comité technique intersectoriel de nutrition et du Conseil national de la nutrition.



Date d'adhésion : mai 2011
Population : 3,46 millions

Mauritanie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

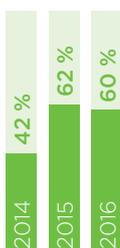
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2010, avant l'adhésion de la Mauritanie au Mouvement SUN, un décret du Premier Ministre avait institué le Conseil national de développement de la nutrition (CNDN, d'après ses sigles en français), plateforme interministérielle appuyée par un Comité technique permanent multi-acteur. Aujourd'hui, alors que ce dernier tient des réunions, le CNDN

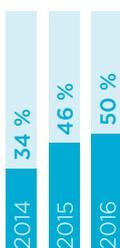
lui n'est pas encore fonctionnel mais une révision du décret l'instituant est envisagée. Par ailleurs, les réseaux de la société civile et des Nations Unies sont établis mais l'absence de donateur actif en matière de nutrition est un défi récurrent. Depuis 2014, 7 commissions régionales multisectorielles pour la nutrition sont appuyées par la société civile.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La nutrition apparaît dans le plan de développement (SCAPP 2016/2030) en cours de rédaction, et le plan de développement sanitaire. La création de directions de la nutrition dans le ministère de l'Éducation et le commissariat à la sécurité alimentaire facilitera son intégration sectorielle. La fortification des aliments

et l'iодisation du sel sont obligatoires (un décret créant une alliance pour la fortification sera adopté). Cependant, la transcription du code sur les substituts du lait maternel n'est pas réalisée et des mécanismes garantissant la bonne application des lois sont nécessaires.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En mai 2016, le Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2025, incluant un cadre commun de résultats qui sera le document de référence en matière de nutrition, a été validé techniquement au cours d'un atelier, auquel ont pris part les départements ministériels et les partenaires clés. Le cadre commun

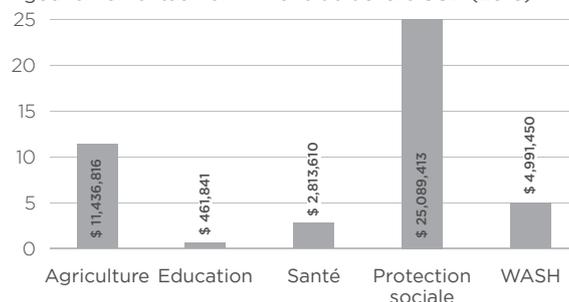
de résultats servira de base aux plans d'action annuels des parties prenantes. Il est à noter que le secteur de l'eau et de l'assainissement est de plus en plus engagé dans la stratégie d'assainissement total piloté par les communautés.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Chaque acteur mettant en œuvre le PSMN élaborera un plan de mise en œuvre annuel associé à un budget. Il a été estimé que 76 millions \$US seront nécessaires pour mettre à l'échelle les interventions spécifiques. L'analyse du budget de l'état montre qu'en 2015 les interventions spécifiques représentent 6,8% des allocations, soit un montant annuel de 686,000 \$US. A partir de 2017, une projection d'augmentation annuelle de 2% de ces allocations pour les interventions spécifiques permettrait d'atteindre en 2019 le besoin annuel d'investissement.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016 - 17

- Adoption et budgétisation du Plan stratégique multisectoriel de nutrition (2016-2025).
- Renforcement du plaidoyer pour la nutrition, avec un accent sur la mobilisation de ressources financières,

à travers la mise en place de plateformes des donateurs et du secteur privé ainsi que l'engagement de champions de la nutrition, des parlementaires et des médias.



Date d'adhésion : août 2011
Population : 25,73 millions

Mozambique



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La Plateforme multisectorielle pour la nutrition (SETSAN, d'après ses sigles en portugais) a été décentralisée dans les onze provinces du Mozambique, par l'intermédiaire de groupes de travail techniques provinciaux. En dehors de Maputo et Inhambane, les plans d'activités de chaque province sont approuvés par le gouvernement depuis 2015. Il subsiste des

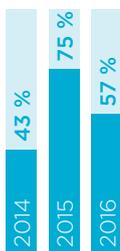
difficultés pour coordonner la mise en œuvre du Programme de réduction de la sous-nutrition chronique (PAMRDC, d'après ses sigles en portugais) pour 2010 - 2020 au niveau des districts. Des réseaux locaux ont été créés et les plus particulièrement actifs sont les réseaux des Nations Unies et de la société civile. En 2016, le réseau du secteur privé a été créé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'examen à mi-parcours de 2015 du Programme de réduction de la sous-nutrition chronique a entraîné la révision d'une série de mesures législatives concernant, par exemple, l'enrichissement des aliments. De nombreuses stratégies et plans, comme la Stratégie de communication pour le changement social et de comportement pour la prévention de la

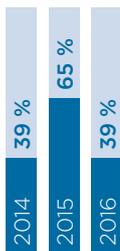
malnutrition, les plans économiques locaux ou le plan de fonctionnement de l'agriculture ont été révisés. Au cours de la période 2015 - 2016, les activités de plaidoyer et de communication en matière de nutrition ont été mises en lumière : différents ambassadeurs ont été nommés, des campagnes et des festivals de nutrition ont été organisés et la formation a eu lieu.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Un cadre commun de résultats fait partie du PAMRDC, avec différentes parties prenantes, dont le Groupe de travail technique sur la nutrition œuvrant au titre du Plan de plaidoyer et de communication pour la mise en œuvre du Plan de la nutrition, le Groupe de planification et de budgétisation et le Groupe de travail sur la communication, le plaidoyer et la formation ; tous ces groupes œuvrant pour atteindre des objectifs

communs et une intégration sectorielle adéquate au sein du programme. Récemment, le gouvernement a accru le soutien à la nutrition et au financement des activités du PAMRDC. Les résultats du cadre d'évaluation annuel, qui évalue les progrès réalisés dans la mise en œuvre, sont soumis au Conseil des ministres. Le réseau de la société civile participe à ce processus.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le PAMRDC est entièrement évalué aux niveaux national et provincial. Toutefois, il reste des défis à relever pour déterminer les coûts réels encourus par les secteurs car il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique pour la nutrition dans le budget national et il n'existe pas de mécanisme clairement défini pour

financer les interventions en matière de nutrition. Comme la plupart des fonds sont acheminés par le biais du système de finances publiques (e-SISTAFE), qui fournit un aperçu des fonds affectés, la transparence et le suivi adéquat sont assurés.



PRIORITÉS 2016-2017

- Favoriser une meilleure gestion de l'information (par exemple, les plateformes nationales d'information sur la nutrition).
- Garantir l'amélioration des estimations des coûts et du suivi financier des interventions en matière de nutrition, aux niveaux national et / ou provincial.
- Élaborer ou examiner des mécanismes qui traitent de l'équité dans les plans, les politiques et les stratégies en matière de nutrition.



Date d'adhésion : avril 2013
Population : 51,49 millions

Myanmar



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

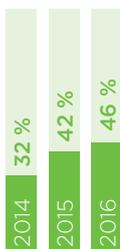
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



La Plateforme multisectorielle du Myanmar continue de rassembler les secteurs gouvernementaux menant des interventions spécifiques à la nutrition et les secteurs menant des interventions contribuant à la nutrition, ainsi que les organisations de la société civile, les agences des Nations Unies et les donateurs. Un comité de coordination de niveau présidentiel, le Comité national du Myanmar sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été proposé

au nouveau gouvernement pour assurer de meilleurs liens avec la plateforme. Le nouveau gouvernement a placé la nutrition au premier plan dans son manifeste de campagne électorale et les partenaires au développement ont intensifié leurs efforts de plaidoyer pour la nutrition en présentant plusieurs notes d'information aux nouveaux dirigeants sur l'importance de la nutrition en tant que question de développement économique et social.

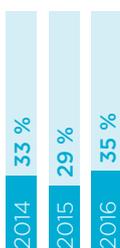
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition, qui est en cours de révision, servira de guide ministériel pour les stratégies et les plans d'action visant à intégrer la nutrition dans les politiques sectorielles. Le Plan d'action national pour l'atténuation de la pauvreté et le développement rural par l'agriculture est en cours de révision en vue

de mieux le recentrer sur la nutrition. Le Plan d'action national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Myanmar, dont la version préliminaire est actuellement en élaboration, peut être considéré comme une stratégie de renforcement du secteur agricole, de la sécurité alimentaire et énergétique et de la production des aliments nutritifs.

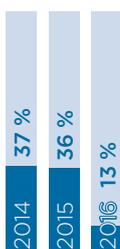
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



L'élaboration de la version préliminaire du Plan d'action national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Myanmar comme une intervention au titre du Défi Faim Zéro, a consisté à analyser les politiques multisectorielles liées à l'alimentation et à la nutrition. Des objectifs de mise en œuvre à moyen et à

long terme ont été établis au moyen de consultations multi-acteurs. Les démarches de différents organismes sont alignées sur les stratégies nationales pertinentes et les systèmes d'information ont été mis en place dans les ministères sectoriels et dans les programmes des parties prenantes.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



La composante spécifique à la nutrition du Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition a été chiffrée. Le chiffrage des programmes de la nutrition est réalisé dans le Fonds d'affectation spéciale pour les moyens d'existence et la sécurité alimentaire (Livelihoods and Food Security Trust Fund) et dans le Fonds des trois Objectifs du Millénaire pour le développement (Three Millennium Development Goal Fund). Des systèmes de présentation de rapports sur

les dépenses publiques existent au sein du gouvernement, bien qu'un suivi systématique des budgets et des dépenses en matière de nutrition au-delà des allocations au Centre national de nutrition soit nécessaire. Le financement intérieur des secteurs spécifiques à la nutrition a augmenté au cours des dernières années. Le financement externe vise à combler les déficits de financement nationaux.



PRIORITÉS 2016 - 17

- Mettre à profit le pilotage de la nutrition au plus haut niveau.
- Développer collectivement une stratégie nationale de plaidoyer, de mobilisation sociale et de communication.
- Réaliser une analyse de la situation au niveau infranational avec un État ou une région.
- Réaliser un bilan national de la nutrition (notamment une analyse de la situation, des examens de politiques, des plans et des cadres juridiques, la planification et le suivi, la cartographie des parties prenantes et la couverture).



Date d'adhésion : septembre 2011
Population : 2,28 millions

Namibie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'Alliance pour l'amélioration de la nutrition en Namibie est un forum de partenariats multi-acteurs public-privé qui aborde le retard de croissance en Namibie. Le gouvernement a décidé de relancer le Conseil de sécurité alimentaire et nutritionnel en tant que plateforme de coordination globale pour

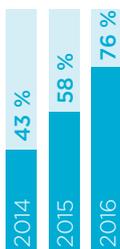
la nutrition, sous la direction du Premier ministre. Il est suggéré que l'Alliance pour l'amélioration de la nutrition en Namibie serve de plateforme technique au Conseil et que la participation des ministères de tutelle, des organismes para-étatiques et du secteur privé soit élargie.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique nationale révisée sur l'alimentation et la nutrition a été élaborée à travers une démarche multi-acteurs commune et est actuellement en attente de validation. Le plan de prospérité Harambee, lancé par le gouvernement en avril 2016, est une conception présidentielle visant à accélérer le développement de la Namibie pour 2016 à 2020, l'alimentation

et la nutrition étant des composantes essentielles. En février 2016, la Commission nationale de planification a terminé l'examen stratégique «Faim Zéro» pour l'alimentation et la nutrition. Les règlements relatifs au Code national de commercialisation des substituts du lait maternel sont rédigés et sont en attente d'approbation.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Les plans nationaux de développement ciblant la nutrition et déployés par les ministères sont alignés sur, et reflètent le Plan multisectoriel de mise en œuvre de la nutrition et le cadre des résultats. Ce plan doit être révisé et une nouvelle stratégie sera alignée sur la Politique d'alimentation et de nutrition et sur le Plan de prospérité Harambee. Les progrès

réalisés par les ministères de tutelle et les parties prenantes, notamment les organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile sont rendus disponibles par le biais de rapports individuels et de rapports conjoints dans le rapport semestriel sur le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Namibie.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le Plan multisectoriel chiffré de mise en œuvre de la nutrition et le cadre des résultats sont pris en compte dans le Cadre de dépenses à moyen terme du gouvernement. Le forum de partenariats multi-acteurs public-privé de l'Alliance pour une meilleure nutrition en Namibie, placé sous la responsabilité du Premier ministre, dispose d'une ligne budgétaire

au sein du ministère des Finances et reçoit une allocation annuelle de ressources dans le budget national. Les ministères et les organismes disposent de leurs propres systèmes de suivi et de rapports, par le biais des votes budgétaires et du rapport de redevabilité pour 2014 à 2015.



PRIORITÉS 2016-2017

- Planifier stratégiquement les interventions à inclure dans le cadre commun de résultats.
- Mobiliser les parlementaires pour le plaidoyer législatif, le suivi budgétaire et la sensibilisation du public.
- Renforcer les capacités dans des domaines tels que la communication et la négociation, renforcement et pilotage des équipes, planification et coordination de toutes les parties prenantes clés, y compris les membres de la Plateforme multi-acteurs.



Date d'adhésion : mai 2011
Population : 28,04 millions

Népal



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les comités centraux multisectoriels de pilotage et de coordination sont respectivement dirigés par le Vice-président de la Commission nationale de planification et les membres du secteur social. La plateforme de coordination décentralisée des comités directeurs, au niveau des districts et des villages, a été créée et est fonctionnelle. La Commission nationale de planification, avec le soutien du Secrétariat national

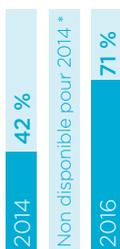
de la nutrition et de la sécurité alimentaire, réunit régulièrement les membres de la plateforme multi-acteurs à différents niveaux (politique, coordination, planification et mise en œuvre). Un coordinateur de donateurs doit encore être désigné. Les efforts de plaidoyer du Ward Citizen Forum ont conduit à l'élaboration et à l'approbation de plans de district.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Loi sur le droit à l'alimentation et la Politique de sécurité sanitaire des aliments sont en cours d'élaboration et des consultations sur la Politique de la sécurité alimentaire et de souveraineté sont également en cours. La mise en œuvre du Plan multisectoriel de nutrition est en cours. Trois déclarations des parties prenantes ont été émises

et Paras Khadka, capitaine de l'équipe de cricket du Népal, a été nommé ambassadeur de bonne volonté pour la nutrition, la sécurité alimentaire et la campagne des 1 000 jours les plus décisifs. Des interventions d'urgence ont été mises en œuvre dans 14 districts touchés après le tremblement de terre, couvrant toutes les constituantes de la nutrition.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

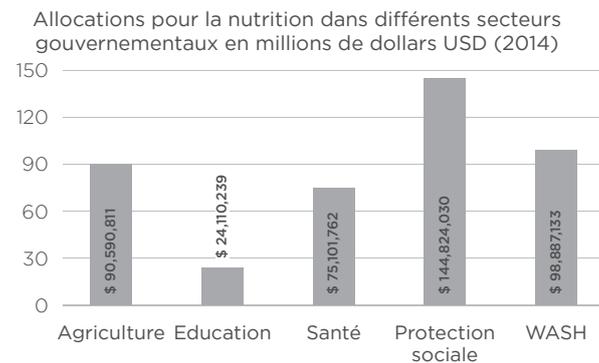
Le Plan multisectoriel de nutrition est mis en œuvre dans 16 des 28 districts prioritaires. Ce plan a connu différents niveaux d'adoption par les différents secteurs bien que la plupart des secteurs incorporent ses éléments. Le Plan chiffré de nutrition de district a été élaboré par 16 districts et les fonds ont

été alloués et distribués par le gouvernement en 2015. L'Alliance de la société civile travaille dans six districts et au niveau national. En 2015, une enquête par grappes à indicateurs multiples était réalisée et l'enquête démographique et de santé est en cours.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le Plan multisectoriel de nutrition et ses plans de mise en œuvre au niveau de district ont été chiffrés et les rapports sur les dépenses sont disponibles. Les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales soutiennent la préparation des programmes et du budget sur une base périodique. Le gouvernement a fourni des fonds aux 16 districts mettant en œuvre le Plan multisectoriel de nutrition par l'intermédiaire de son ministère des Affaires fédérales et du développement local. La majeure partie du soutien des donateurs à la nutrition est reflétée dans le « Livre rouge », le livre budgétaire authentique du gouvernement, et décaissé directement.



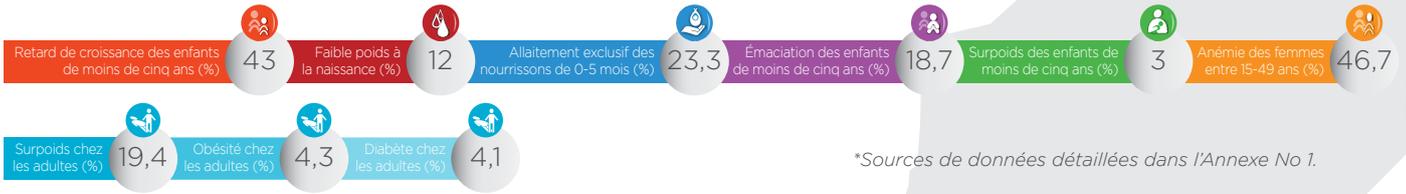
PRIORITÉS 2016 - 17

- Le Comité national de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a lancé le processus de formulation du deuxième Plan multisectoriel de nutrition.
- Création d'un code budgétaire pour la nutrition afin de suivre les investissements au titre du Plan multisectoriel de nutrition.
- Nécessité de poursuivre le suivi financier de la nutrition pour s'assurer que le financement du Plan multisectoriel de la nutrition augmente.
- Recrutement d'une institution pour réaliser l'évaluation du Plan multisectoriel de nutrition.



Date d'adhésion : février 2011
Population : 19,12 millions

Niger



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

Aligner les interventions sur un cadre commun de résultats.

Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *
Non disponible pour 2014 *

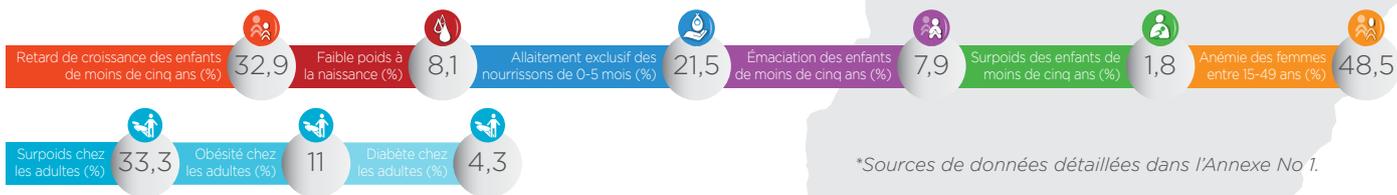
Suivre les financements et mobiliser les ressources

* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



Date d'adhésion : novembre 2011
Population : 140,43 millions

Nigeria



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

2014	50 %
2015	54 %
2016	54 %

Un Comité national multisectoriel de l'alimentation et de la nutrition est présidé et coordonné par la Commission nationale de planification. Le Comité national multisectoriel de l'alimentation et de la nutrition est répliqué au niveau sous-national en tant que Comité d'État sur l'alimentation et la nutrition. La Division de la nutrition, au sein du ministère fédéral de la Santé, est l'organe gouvernemental actuel redevable du renforcement de la nutrition et a la charge de réunir divers ministères et départements ministériels. Le Forum des partenaires de la nutrition comprend aussi bien les ministères gouvernementaux que les partenaires au développement.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

2014	46 %
2015	52 %
2016	59 %

Le Plan stratégique national de nutrition 2014 - 2018 comprend des interventions nutritionnelles prioritaires et l'orientation stratégique de la nutrition dans le secteur de la santé pour la période 2014 - 2018. La Politique nationale pour l'alimentation et la nutrition était révisée en 2013 et attend l'approbation du Cabinet exécutif fédéral. Le Plan national d'action pour l'alimentation et la nutrition était adopté en 2014 par le Comité national pour l'alimentation et la nutrition en vue de traduire les cibles, objectifs et stratégies énoncés dans la Politique nationale pour l'alimentation et la nutrition en activités et projets réalisables.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

2014	29 %
2015	38 %
2016	51 %

La Politique nationale révisée sur l'alimentation et la nutrition sert de cadre commun de résultats du Nigéria. Outre le Plan stratégique de nutrition du secteur de la santé, un plan d'action stratégique chiffré pour l'agriculture est élaboré avec l'objectif de l'aligner sur la nouvelle politique approuvée. La méthodologie SMART utilisée pour l'Enquête nationale de santé et de nutrition complète les enquêtes par grappes à indicateurs multiples et les enquêtes démographiques et de santé dont les données permettent de remplir les fiches d'évaluation des pays en vue de plaider en faveur de l'amélioration de la nutrition.

Suivre les financements et mobiliser les ressources

2014	25 %
2015	25 %
2016	44 %

En 2015 - 2016, le suivi des allocations budgétaires a été mené par le ministère du Budget et de la Planification nationale en coopération avec l'Alliance pour la croissance de la société civile au Nigeria (CS-SUNN, d'après ses sigles en anglais) et Save the Children International. Le Cadre national de dépenses à moyen terme, le Plan stratégique national de développement sanitaire et la Loi nationale sur la santé déterminent les demandes budgétaires et les sources potentielles de financement intérieur provenant des synthèses de recettes. En 2015 - 2016, on a observé une augmentation des contributions nationales et la création des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition aux niveaux national et étatique.

Total pondéré 2016
52 %

PRIORITÉS 2016 - 17

- Engager les parlementaires pour le plaidoyer législatif, le suivi budgétaire et la sensibilisation du public.
- Développer, mettre à jour ou mettre en oeuvre des stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication.
- Renforcer les compétences des principales parties prenantes telles que les membres de plateforme multi-acteurs. Les priorités comprennent la communication et la négociation, le renforcement des équipes et le pilotage, la planification et la coordination.



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 40,32 millions

Ouganda



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



En Ouganda, la coordination multisectorielle de la nutrition se fait au niveau central et au niveau local grâce à des structures de coordination établies et renforcées. La Plateforme nationale fonctionne depuis le Bureau du Premier ministre et les comités de district pour la coordination de la nutrition sont en place dans tous les districts, avec une capacité

renforcée pour soutenir l'élaboration de plans d'action de nutrition permettant de veiller à ce que les plans d'action de nutrition de district figurent en position prioritaire dans les plans de développement de district. Il faut renforcer les capacités institutionnelles et humaines.

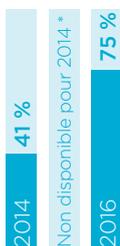
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



La nutrition est désormais une priorité dans toutes les politiques, par exemple dans le deuxième Plan national de développement (2015 / 16 - 2019 / 20), la Vision pour l'Ouganda 2040, le Plan stratégique du secteur de la santé et le Plan stratégique du secteur agricole. Un document de travail sur la nutrition a

été utilisé pour éclairer l'élaboration du Plan national de développement. Une politique et une stratégie multisectorielles en matière de nutrition sont en cours d'élaboration. Il subsiste des défis en ce qui concerne la mise en œuvre et l'application du cadre juridique en Ouganda.

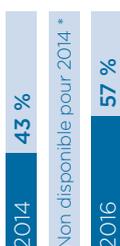
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Le Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda (2011 - 2016) comporte un cadre commun de résultats, avec une version préliminaire du cadre de suivi et d'évaluation. L'élaboration d'un système national d'information nutritionnelle peut être considérée comme une priorité essentielle. Au niveau

infranational, 55 districts sont en train d'élaborer des plans d'action en matière de nutrition et des cadres de suivi et évaluation de district. Dans l'ensemble, il est nécessaire de renforcer les capacités de coordination et de suivi et d'évaluation en Ouganda.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



Le plan d'action pour la nutrition en Ouganda (2011 - 2016) est chiffré, de même que les plans de travail sectoriels. Les secteurs créent des rapports trimestriels dans lesquels ils indiquent leurs dépenses prévues. Les partenaires appuient le gouvernement dans la détermination des faiblesses et des lacunes,

ainsi que des mécanismes disponibles pour combler ces lacunes. Bien que les engagements soient normalement traduits en déboursements effectifs, ceux-ci ne sont pas suffisants pour couvrir tous les besoins nutritionnels recensés.



PRIORITÉS 2016-2017

- Promouvoir une meilleure gestion des données (un système national d'information nutritionnelle).
- Favoriser les estimations des coûts nécessaires pour mettre en œuvre des interventions, en plus du suivi financier au niveau national et / ou sous-national.
- Appuyer l'élaboration de lignes directrices pour un cadre commun de résultats au niveau infranational.



Date d'adhésion : janvier 2013
Population : 191,71 millions

Pakistan



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

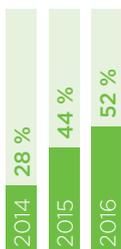
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les comités directeurs provinciaux SUN sont nommés par le gouvernement et les secrétariats SUN sont à différents stades de mise en œuvre. Des points focaux provinciaux et régionaux ont été nommés en 2015 - 2016. Le réseau des Nations Unies a élaboré un plan de travail et une proposition pour une coordination efficace. Le réseau de donateurs, le réseau

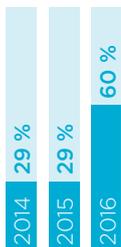
des Nations Unies et l'alliance de la société civile s'alignent sur les politiques nationales en matière de nutrition. L'alliance de la société civile SUN est également active au niveau provincial. La stratégie d'engagement du secteur privé SUN a été approuvée et le réseau des universités et de la recherche a été créé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le gouvernement a approuvé des projets spécifiques à la nutrition et les projets de nutrition intégrés dans la santé au niveau provincial tout en assurant la prise en compte de la nutrition dans la «vision 2025» du Pakistan et dans le Plan quinquennal, grâce à l'appui technique des partenaires, en particulier des Nations Unies. La stratégie multisectorielle de nutrition du

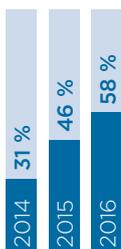
Pakistan est en train d'être formulée. La stratégie nationale d'enrichissement et les normes sont en cours de formulation. Une analyse budgétaire de la nutrition est planifiée par les organisations de la société civile et le renforcement de leurs capacités est prévu pour garantir la poursuite des politiques et stratégies contribuant à la nutrition.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

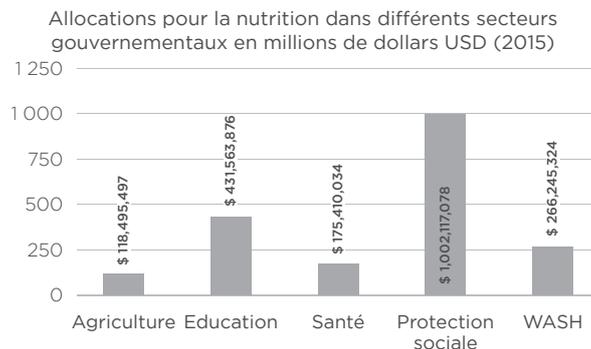
La stratégie multisectorielle sur la nutrition est élaborée avec toutes les parties prenantes. Des fonds sont affectés pour des programmes de développement du secteur public prenant en compte la nutrition. Les plans annuels de développement traitent de la nutrition, ce qui constitue une étape vers l'amélioration de la nutrition au niveau national. Les organismes des Nations Unies ont

aligné leurs programmes sur les politiques nationales en matière de nutrition et un cadre de résultats est en cours d'élaboration pour les projets qui sont mis en œuvre au titre du Fonds fiduciaire multipartenaire du Partenariat pakistanais pour l'amélioration de la nutrition qui sert de cadre adéquat pour le renforcement des interventions intersectorielles.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le Pakistan a mis au point un mécanisme de suivi financier, avec l'aide du réseau des Nations Unies, pour suivre les allocations budgétaires liées à la nutrition dans les programmes et activités des secteurs public et privé ; et également au niveau infranational. Toutefois, à l'instar d'autres pays, seules les allocations du secteur public sont disponibles en ligne et sont présentées. Les allocations hors budget demeurent un grand défi. Le suivi financier des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions contribuant à la nutrition est un défi, car ces interventions sont habituellement suivies au titre des dépenses de santé.



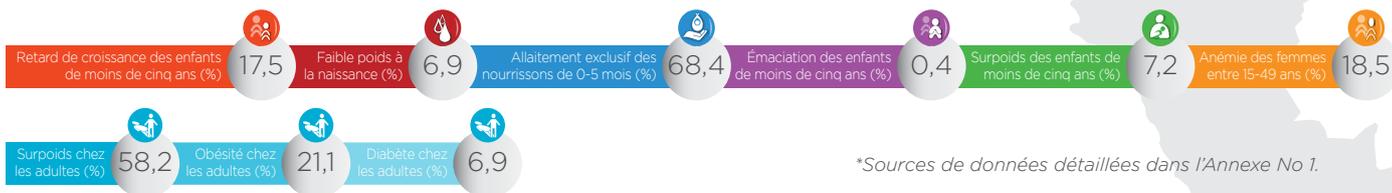
PRIORITÉS 2016 - 17

- Maintenir le soutien et le renforcement des unités SUN aux niveaux national et infranational.
- Élaborer et mettre en œuvre la Stratégie multisectorielle de la nutrition au Pakistan (pour assurer l'alignement sur les Objectifs de développement durables).
- Opérationnaliser les groupes de travail thématiques du réseau du secteur privé SUN.
- Garantir la participation de l'alliance de la société civile à la sensibilisation, en particulier au plaidoyer auprès des décideurs.
- Renforcer les compétences des universités et des institutions de recherche et mettre à profit ces compétences pour promouvoir l'enseignement et la recherche en nutrition.
- Déployer un mécanisme de suivi des finances publiques au niveau infranational.



Date d'adhésion : novembre 2010
Population : 31,15 millions

Pérou



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

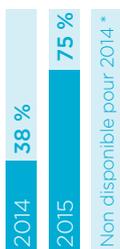
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



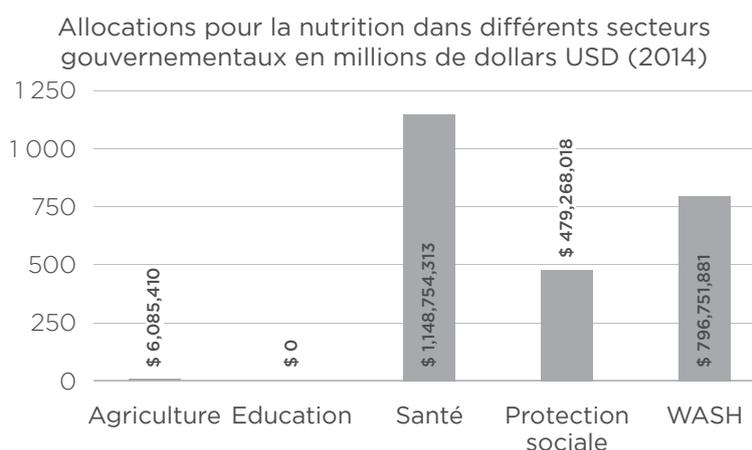
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Suivre les financements et mobiliser les ressources



* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



Date d'adhésion : mai 2014
Population : 101,56 millions

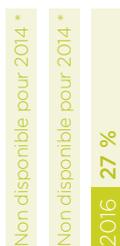
Philippines



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Le Comité de direction du Conseil national de la nutrition et son Comité technique (conformément à l'ordonnance n° 234 de 1986), coordonné par la Coalition des agents de plaidoyer pour la sécurité nutritionnelle, sont considérés comme la structure de coordination multisectorielle et multi-acteurs. Ses membres comprennent des organismes gouverne-

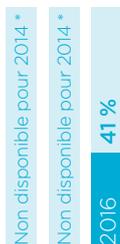
mentaux pertinents, une coalition d'organisations non gouvernementales et le milieu universitaire. Le Conseil des doyens et les responsables des écoles offrant des cours de nutrition et de diététique représentent le milieu universitaire. Le Secrétariat du Conseil national de la nutrition est le point focal national du Mouvement SUN.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Coalition des agents de plaidoyer pour la sécurité nutritionnelle organise régulièrement des réunions de la plateforme multi-acteurs sur les politiques existantes. Dans le secteur public, l'examen des politiques se fait par le biais d'examens de programmes, de réunions de comités techniques et du groupe

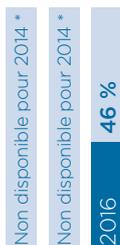
ministériel sur le développement humain et la réduction de la pauvreté, qui examine les politiques et les lacunes existantes. Le congé de maternité a été prolongé et le fonctionnement des cantines scolaires étendu à 200 jours.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

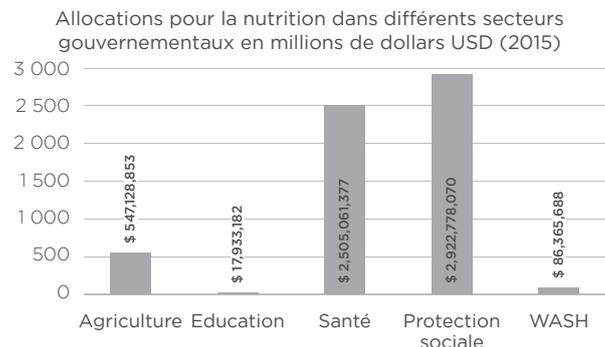
Il est nécessaire de renforcer le rôle du Conseil national de la nutrition afin qu'il puisse mieux coordonner les programmes de nutrition, faire pression en faveur des interventions en matière de nutrition et veiller à la redevabilité des différents organismes lorsque les cibles ne sont pas atteintes. Le manque de disponibilité ou de pertinence des politiques et autres

ressources est perçu comme une contrainte majeure. L'appui des unités d'administrations locales peut être encore renforcé. Tous les résultats de recherche et développement ne sont pas traduits en politiques. L'absence d'un système centralisé d'information pour suivre les progrès reste un défi.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Un suivi des investissements a été effectué par le Conseil national de la nutrition en coopération avec l'Autorité nationale pour le développement économique (NEDA, d'après ses sigles en anglais), le Département du budget et de la gestion, le Département de la santé et l'UNICEF. Il est toutefois nécessaire de clarifier davantage les audits sociaux. L'aide publique au développement pour la nutrition est suivie par la NEDA, estimée à environ 21,3 millions de dollars USD, tandis que le gouvernement reste la principale source de financement pour les programmes de nutrition.



PRIORITÉS 2016 - 17

- Finaliser le Plan d'action philippin pour la nutrition 2017 - 2022 et de son cadre de résultats.
- Renforcer les compétences des principales parties prenantes telles que les membres de la plateforme multi-acteurs.
- Renforcer les capacités des personnes ou des organisations pour mieux participer au Mouvement.



Date d'adhésion : mai 2013
Population : 81,68 millions

République Démocratique du Congo



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

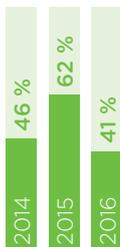
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



En décembre 2015, un décret du Premier ministre a institué, le Comité national multisectoriel de nutrition (CNMN, d'après ses sigles en français), qui comprend une plateforme interministérielle et un comité technique d'experts, multi-acteurs. Le CNMN n'est pas encore fonctionnel mais des réunions techniques régulières sont organisées dans le cadre du

programme national de nutrition du ministère de la Santé. Par ailleurs, cinq réseaux sont formalisés, dont celui des scientifiques, et ils rédigent leurs feuilles de route afin de renforcer leur fonctionnalité. Enfin, deux comités multisectoriels ont été mis en place dans les provinces du Sud Kivu et Kasai.

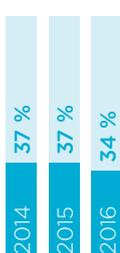
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



L'analyse des politiques et programmes existants relatifs à la nutrition a servi de base à la révision de la politique nationale de nutrition, adoptée en 2013 et décliné en Plan national stratégique multisectoriel de nutrition (PNSMN, d'après ses sigles en français), finalisé en 2016. À ce jour, la nutrition est intégrée dans

les documents stratégiques sectoriels de l'agriculture, de la santé publique, de la réduction de la pauvreté et du développement. La Fédération des entreprises du Congo participe aux efforts en vue d'améliorer la législation sur la fortification alimentaire.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Le PNSMN est décliné en un plan opérationnel, doté d'un cadre de suivi et évaluation. Ce dernier définit les axes stratégiques, les objectifs, les résultats escomptés, les indicateurs et les cibles des interventions. La définition du rôle et de la contribution de chaque acteur n'est cependant pas encore finalisée. Un plan d'action de mise en œuvre pour 2016 a été

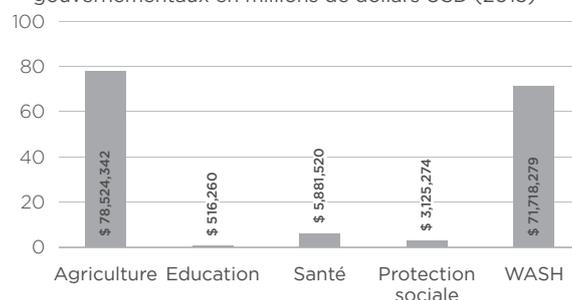
élaboré au niveau central, dont la mise en œuvre reviendra aux provinces. Les défis demeurent : tels que la mise en œuvre de ces plans, au vu de l'absence de financements suffisants, et l'installation d'un système d'information à même d'opérationnaliser le cadre de suivi et d'évaluation.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



Le coût financier du plan opérationnel du PNSMN a été estimé pour 5 ans. Une ligne budgétaire pour les activités en lien avec le Mouvement SUN existe dans les budgets de l'état 2015 et 2016 mais les décaissements n'ont pas eu lieu. Les investissements actuels du gouvernement et des partenaires sont insuffisants, ce qui souligne la nécessité de redoubler les efforts en matière de mobilisation des ressources.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016-2017

- Renforcer le plaidoyer et les ressources dédiées à la nutrition.
- Mobiliser des « champions » et des parlementaires.
- Elaborer une stratégie multisectorielle de plaidoyer et de communication et un argumentaire montrant que la nutrition représente un investissement.
- Organiser et gérer la mise en œuvre du cadre commun de résultats au niveau local.
- Mettre l'accent sur le renforcement des capacités des individus et des organisations.



Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 11,36 millions

Rwanda



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

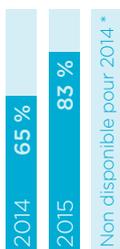
Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



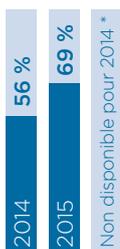
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



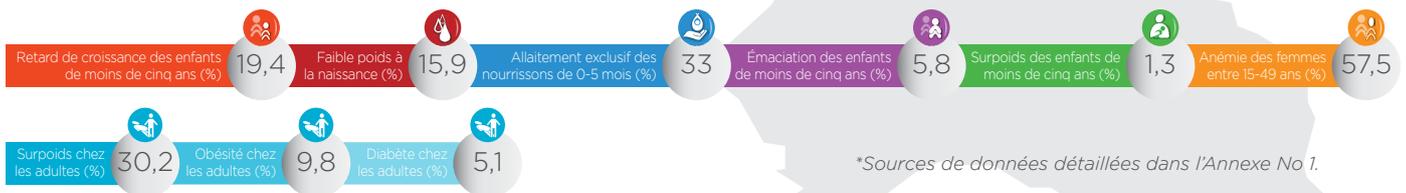
Suivre les financements et mobiliser les ressources

* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 12,87 millions

Sénégal



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2015, la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM, d'après ses sigles en français), dotée d'une feuille de route, a piloté l'élaboration de la Politique Nationale de Développement de la Nutrition (PNDN, d'après ses sigles en français). Depuis 2016, un Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition (PSMN, d'après ses sigles en français) est en cours d'élaboration. La plateforme de la société civile continue son processus de structuration à travers un élargissement vers les régions. Il existe une stratégie de plaidoyer pour élargir la participation dans la plateforme à des acteurs pertinents issus notamment du secteur privé, parlementaires, académiciens, collectivités locales, Conseil économique, social et environnemental.

2014	64 %
2015	25 %
2016	70 %

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Un cadre politique et juridique cohérent pour la nutrition est en place à l'échelle nationale. Le cadre global de suivi des politiques publiques (Revue annuelle conjointe du Plan Sénégal Emergent) intègre la nutrition. En 2015-2016, plusieurs analyses des politiques et de la législation ont été réalisées afin de renforcer la cohérence des programmes, des projets et des initiatives en cours (AGIR, ARCH, NASAN, PNDN). Une stratégie de plaidoyer et de communication autour de la PNDN 2016, est réalisée par la CLM avec l'appui de REACH. De même, un plaidoyer est actuellement déployé auprès des décideurs pour renforcer les législations et élaborer des lignes directrices de mise en œuvre pour tous les intervenants.

2014	62 %
2015	70 %
2016	61 %

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le cadre commun de résultats pour la nutrition au Sénégal sera constitué par le PSMN en cours d'élaboration. Pour ce faire, différentes études sont en cours : analyse situationnelle, analyse du contexte politique, évaluation des capacités organisationnelles et institutionnelles, analyse des risques. En outre, des ateliers pour diagnostiquer les secteurs et actions pertinents pour la nutrition ainsi qu'une analyse des lacunes du système d'information multisectoriel ont été réalisés durant le processus d'élaboration de la PNDN.

2014	55 %
2015	8 %
2016	40 %

Suivre les financements et mobiliser les ressources

Depuis 2016, une étude sur le financement de la nutrition est en cours, et pourra permettre d'orienter la mise en place d'un système de suivi financier et de mobilisation des ressources. Le gouvernement a respecté ses engagements en matière de décaissement pour la nutrition. La situation est plus contrastée du côté des partenaires financiers, mais certains ont également respecté leurs engagements. La contribution gouvernementale est flexible, stable et en augmentation. Le PSMN en cours d'élaboration permettra l'identification des besoins financiers pour le secteur de la nutrition.

2014	62 %
2015	41 %
2016	56 %



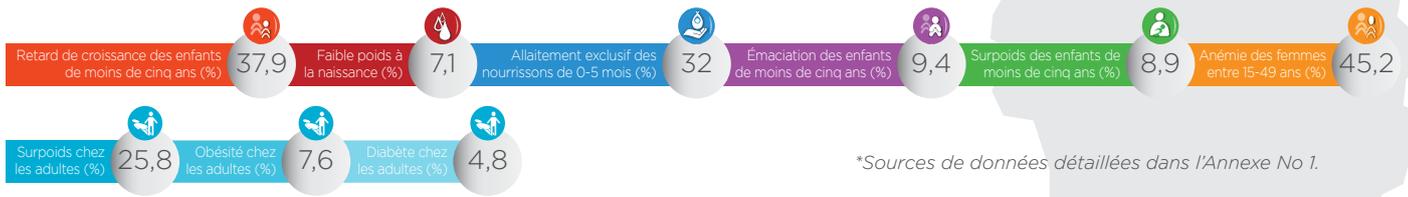
PRIORITÉS 2016-2017

- Mobiliser la recherche afin de générer des données empiriques concernant l'impact des interventions sur le retard de croissance.
- Développer et mettre en œuvre des stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication.
- Renforcer les compétences des parties prenantes clés en matière de communication, de négociation, d'esprit d'équipe et de leadership, de planification et de coordination.
- Soutenir le renforcement des capacités des individus ou des organisations à mieux s'engager.



Date d'adhésion : janvier 2012
Population : 6,04 millions

Sierra Leone



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le mécanisme de coordination a été établi, conformément au Plan de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2013 - 2016. Des mécanismes de coordination existent au niveau de district mais doivent être élargis au niveau de chefferie ou de communauté. La plateforme nationale se réunit tous les deux mois mais, au niveau du district, il existe des mécanismes de coordination qu'il faut toutefois renforcer en vue de l'expansion

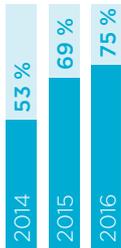
aux niveaux des chefferie et des communauté. Le bureau du Vice-président héberge le secrétariat SUN qui fonctionne pleinement. Les ministères de tutelle (ministère de la Santé et ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Sécurité alimentaire) ont approfondi leur intégration de la nutrition dans les programmes et ont recruté davantage de nutritionnistes de district. Il est nécessaire d'étendre l'adhésion à divers réseaux.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Stratégie nationale de relance post-ébola 2015 - 2017 donne la priorité aux femmes et aux enfants. Les affectations des hauts dirigeants et des ministres à de nouveaux postes ont été observées au cours des derniers mois, offrant ainsi l'occasion de conduire la politique autour d'un cadre commun de résultats. Le plaidoyer favorise

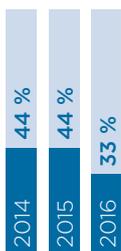
l'harmonisation des politiques et des lois avec le plan de mise en œuvre. Une série de politiques relatives à la nutrition sont en cours d'examen ou ont été achevées sur des sujets tels que l'égalité entre les sexes, l'agriculture, la terre, les petites et moyennes entreprises et les lignes directrices de diététique.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Les plans stratégiques post-Ebola sont alignés sur les principes SUN, les femmes et les enfants étant au centre de toutes les interventions. Toutes les politiques nationales en matière de nutrition sont alignées sur les idéaux du Mouvement SUN, bien que les efforts visant la prise en compte et le déploiement de ces dernières dans les districts ne se fassent que graduellement. Les agents de planification des conseils de district jouent un rôle clé dans l'alignement des politiques sectorielles. Les

politiques nationales sont conformes aux principes d'engagement SUN et servent à élaborer des plans d'action et à renforcer la coordination au niveau national et au niveau des districts. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement est aligné sur le Plan de mise en œuvre et l'Agenda pour la prospérité, avec des cibles clairement définies. Le suivi conjoint est en cours mais l'amélioration et une meilleure coordination sont nécessaires.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le plan national de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été chiffré. Il est nécessaire de revoir et d'élaborer le prochain plan quinquennal. Le gouvernement a terminé le suivi budgétaire exhaustif, qui fournit des informations

sur les allocations de ressources et les lacunes. Sur cette base, le gouvernement et ses partenaires préconisent une augmentation des ressources pour la nutrition. L'un des défis est de transformer les promesses en mesures concrètes.



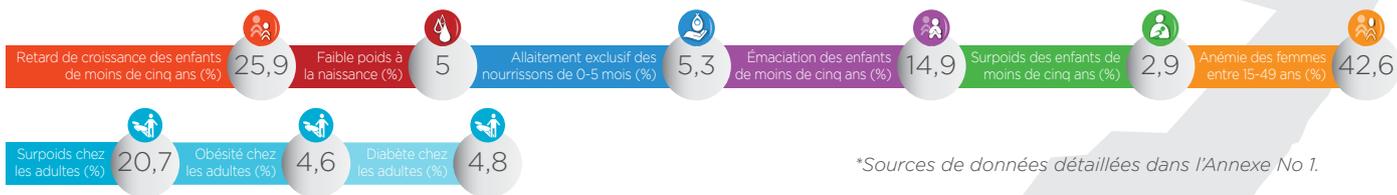
PRIORITÉS 2016 - 17

- Renforcer la coordination des plateformes SUN aux niveaux national et de district.
- Évaluer le plan de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour évaluer les leçons apprises, les défis et la voie à suivre.
- Augmenter le budget pour la nutrition au sein de chaque ministère.
- Renforcer la production de rapports, l'échange de connaissance et la documentation (Suivi et évaluation) au sein du secrétariat national SUN.
- Continuer à plaider pour la réduction de la malnutrition et légiférer et promouvoir le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel avant la semaine d'allaitement en août 2017.



Date d'adhésion : juin 2014
Population : 6,79 millions

Somalie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le secrétariat somalien SUN, hébergé par le Cabinet du Premier ministre et son Conseiller en santé et nutrition, est le point focal du Mouvement. Un comité interministériel SUN a été créé et la première réunion du comité a eu lieu en décembre 2015. La plateforme multisectorielle comprend huit ministères, en plus du cabinet du Premier ministre. En avril 2016, le réseau des Nations Unies pour SUN en Somalie a été créé. Le Secrétariat Zonal SUN du Puntland est hébergé au sein du Cabinet du Vice-président. Le 24 mars 2016, a eu lieu le premier atelier du réseau académique.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	34 %	41 %

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Consortium SUN visant à «Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition» (MQSUN, d'après ses sigles en anglais) a fourni un appui technique à la Somalie pour l'examen et l'analyse des politiques et des stratégies disponibles. En mai 2016., une première version préliminaire comprenant des recommandations pour ce travail a été présentée. Le Plan national de développement (2017 - 2019) est en cours d'élaboration et contiendra un chapitre sur la nutrition. Le ministère de la Santé a mis à jour son Plan stratégique et la Politique sanitaire et nutritionnelle, avec des indicateurs nutritionnels. La nutrition a été intégrée dans les stratégies de l'agriculture et de l'élevage, par les ministères respectifs.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	12 %	34 %

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En 2015, une analyse causale de la nutrition a été réalisée, et est considérée comme le cadre directeur des interventions nutritionnelles en Somalie. Un cadre commun de résultats est en cours d'élaboration, avec le soutien technique de l'Organisation mondiale de la santé et d'autres partenaires de l'Organisation des Nations Unies.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	21 %	16 %

Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le Plan d'action pour la nutrition et le Plan stratégique du secteur de la santé, qui comprend également les composantes de la nutrition, ont été chiffrés. Le chiffrage de tous les projets humanitaires, pour tous les secteurs, est couvert par le Plan humanitaire, qui veille également à ce que toutes les propositions portent sur la nutrition. Le système de gestion des finances publiques a été récemment mis au point en Somalie et en est à ses premiers stades de mise en œuvre. Cependant, la plupart des financements sont toujours consacrés à des projets axés sur les besoins humanitaires.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	22 %	8 %



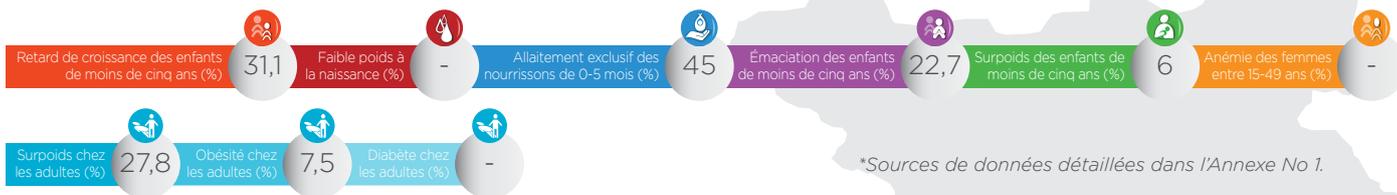
PRIORITÉS 2016-2017

- Élaborer et mettre en œuvre un cadre commun de résultats.
- Prendre la nutrition en compte dans le Plan national de développement.
- Renforcer les secrétariats nationaux du Mouvement SUN et les secrétariats des trois zones (Puntland, Somaliland et Somalie Centrale).



Date d'adhésion : juin 2013
Population : 11,07 millions

Sud Soudan



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'année écoulée a été une période de réorganisation et de stratégie pour la revitalisation des activités du Mouvement SUN. L'accent a été mis sur le regroupement des différentes parties prenantes, afin qu'elles puissent à leur tour former leurs réseaux, dans le but de créer une plateforme multi-acteurs.

Toutefois, l'aggravation du climat politique au Sud-Soudan a conduit à des priorités concurrentes et urgentes dans le pays. Le Comité directeur comprenant le gouvernement et les agences des Nations Unies travaille à la mise en place d'une plateforme multi-acteurs.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	0 %	11 %

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Depuis 2009, le Sud-Soudan a élaboré un projet de politique sur la nutrition, que le ministère de la santé, avec l'aide d'autres parties prenantes, examine afin d'assurer son approbation, en plus de mettre au point des cadres et des stratégies juridiques liés à la nutrition.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	0 %	0 %

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Aucun progrès n'a été documenté en raison du conflit en cours.

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	0 %	0 %

Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le Soudan du Sud a participé au suivi financier qui a eu lieu en 2015 - 2016 et une analyse détaillée des allocations spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition a été effectuée.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)

Agriculture	Education	Santé	Protection sociale	WASH
\$ 41,548,354	\$ 125,455,743	\$ 107,849,098	\$ 5,291,287	\$ 29,846,107

Non disponible pour 2014 *	2015	2016
	31 %	0 %

Total pondéré 2016
3 %

PRIORITÉS 2016 - 17

- Des réunions de plaidoyer de haut niveau et des ateliers de renforcement des capacités sont prévus pour les hauts fonctionnaires, y compris les sous-secrétaires et les ministres des ministères de tutelle, les membres du Parlement et les représentants des agences des Nations Unies, des partenaires au développement et des organisations de la société civile.
- Un plan de travail national sera élaboré et un nouveau lancement du Mouvement SUN sera organisé, avec la présence de dirigeants et de parties prenantes de haut niveau.
- Poursuivre la mise en place d'une plateforme multi-acteurs.
- Aligner les interventions autour d'un cadre commun de résultats.



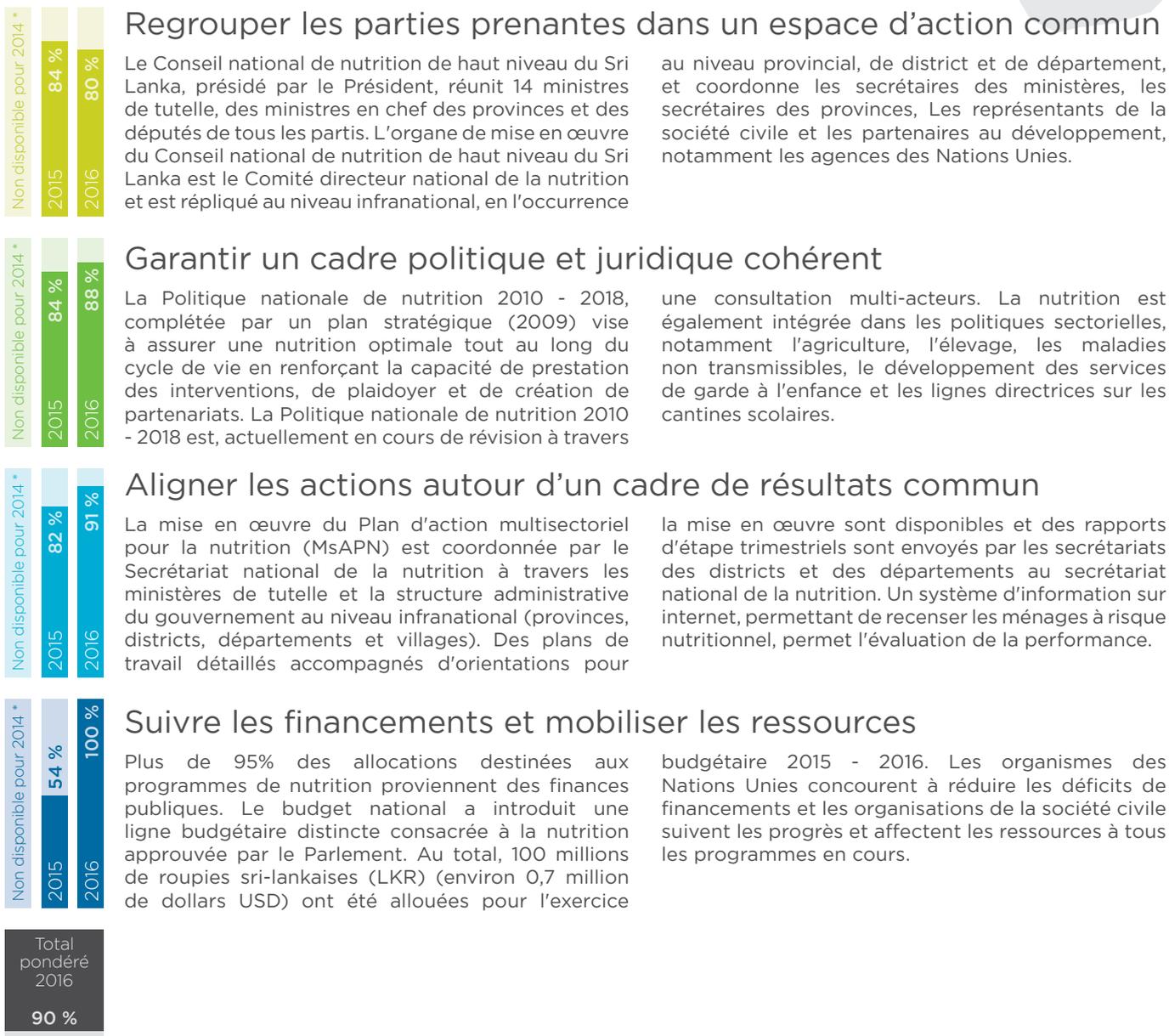
Date d'adhésion : octobre 2012
Population : 20,68 millions

Sri Lanka



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



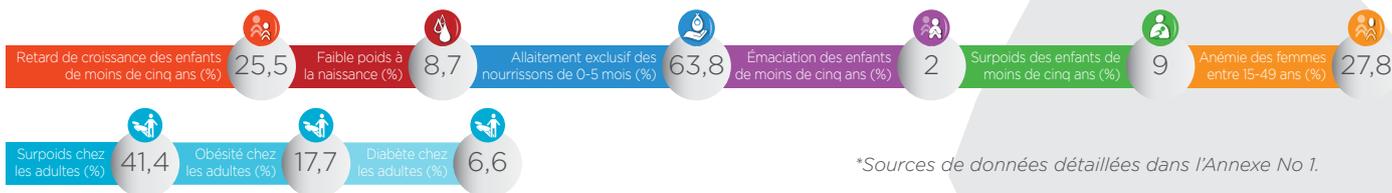
PRIORITÉS 2016-2017

- Planifier stratégiquement les interventions à inclure dans le cadre commun des résultats.
- Élaborer un cadre de suivi et d'évaluation.
- Développer, mettre à jour ou mettre en œuvre des stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication.
- Réaliser une analyse des orientations pour les cadres institutionnels aux niveaux national et infranational, notamment de la plateforme multisectorielle, des mécanismes de coordination, des groupes de parties prenantes, etc.



Date d'adhésion : novembre 2013
Population : 1,11 millions

Swaziland



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Non disponible pour 2014 *
2015 38 %
Non disponible pour 2014 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2014 *
2015 24 %
Non disponible pour 2014 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Non disponible pour 2014 *
2015 12 %
Non disponible pour 2014 *

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Non disponible pour 2014 *
2015 42 %
Non disponible pour 2014 *

Suivre les financements et mobiliser les ressources

* Signifie qu'un pays n'a pas terminé l'évaluation conjointe dans l'année donnée.



Date d'adhésion : septembre 2013
Population : 8,44 millions

Tadjikistan



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En 2015 - 2016, le ministère de la Santé et de la protection sociale a continué de rassembler des parties prenantes multisectorielles. D'autres ministères, tels que les ministères des Finances, du Développement économique et du Commerce et de l'Éducation, ont fait preuve de mobilisation accrue. L'UNICEF et l'USAID ont aidé le gouvernement

à rendre la plateforme opérationnelle. Le Conseil de coordination des donateurs a joué un rôle de catalyseur en plaidant pour la prise en compte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les stratégies nationales de développement, en particulier, de développement à moyen terme. GAIN soutient la création du réseau du secteur privé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En 2015 - 2016, certaines réalisations clés en matière de nutrition ont été observées. Par exemple, la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été incluse comme objectif distinct dans les nouvelles stratégies nationales de développement, en particulier, de développement à moyen terme. Les décideurs politiques ont mis l'accent sur l'enrichissement de la

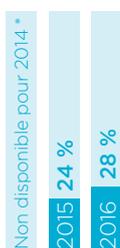
farine et l'iodation du sel. De plus, pour la première fois, des parlementaires ont été mobilisés pour promouvoir des politiques et des programmes liés à la nutrition. De nombreuses politiques et stratégies ont été révisées et consolidées à travers un objectif nutritionnel.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Tadjikistan a mobilisé l'assistance technique du Consortium de «maximisation de la qualité du renforcement de la nutrition» (MQSUN, d'après ses sigles en anglais) pour élaborer un cadre commun de résultats et un plan d'action multisectoriel chiffré pour la nutrition. En août 2015, une analyse des lacunes en matière de programme a été entreprise, suivie

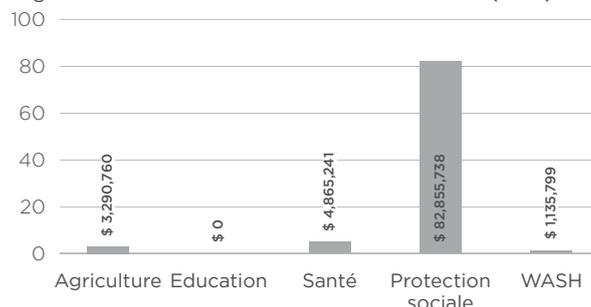
d'un atelier de haut niveau pour définir des objectifs communs (comme l'alignement sur les objectifs de 2025 de l'Assemblée mondiale de la Santé) du cadre commun de résultats en vue de faciliter l'instauration des discussions sur les priorités sectorielles. En mai 2016, une délégation tadjike de 15 membres a effectué un voyage d'étude au Népal.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le Tadjikistan a participé à un suivi financier au cours de la période du rapport et les résultats finaux sont disponibles pour les budgets de 2014 et 2015. Le plan vise à inclure les allocations hors budget dans les analyses futures. Le suivi financier a permis une meilleure coopération entre les ministères de la Santé et de la protection sociale et des Finances. En 2016, le ministère de la Santé et de la protection sociale s'est mobilisé pour définir et chiffrer les services essentiels de santé et de nutrition de la mère, du nourrisson, de l'enfant et de l'adolescent.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2015)



PRIORITÉS 2016-2017

- Finaliser le cadre commun de résultats et le plan d'action multisectoriel.
- Organiser une conférence nationale de haut niveau sur la nutrition pour coïncider avec le lancement du cadre commun de résultats.
- Inclure la nutrition dans le discours annuel du Président (primo 2017), ce qui permettra également de proclamer 2017, Année de la nutrition au Tadjikistan.



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 45,80 millions

Tanzanie



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



En Tanzanie, des structures de coordination multi-acteurs, tels que le Comité directeur de haut niveau sur la nutrition, coordonné par le Bureau du Premier ministre, et des comités directeurs multisectoriels pour la nutrition aux niveaux régional et de district ont été créés et sont bien fonctionnelles. Les plateformes se réunissent respectivement tous les deux ans et trimestriellement, avec des coordonnateurs désignés et sont dotés de termes de référence. Les

efforts visant à mobiliser un plus grand nombre de membres et à accroître la participation d'autres parties prenantes dans les domaines de l'égalité entre les sexes ; des services d'eau, assainissement, hygiène ; et de la protection sociale ont eu lieu au cours de la période de rapport. La documentation et le suivi des interventions convenues restent des défis majeurs.

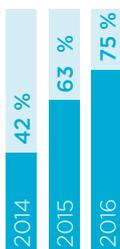
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le cadre juridique, en plus des politiques, des stratégies et des plans d'action en matière de nutrition, a été mis en place en Tanzanie. Une revue nationale multisectorielle conjointe portant sur la mise en œuvre de la Stratégie nationale de la nutrition a lieu annuellement. Dans le but de

mieux appliquer le cadre juridique et les politiques connexes, des nutritionnistes sont embauchés dans chaque région ou district pour suivre la mise en œuvre des programmes de nutrition et l'application du cadre juridique national.

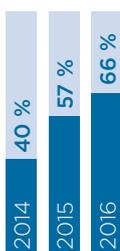
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



La Stratégie nationale de la nutrition 2011 / 12 - 2015 / 16 a été utilisée pour élaborer des objectifs stratégiques qui peuvent être considérés comme contenant certains aspects d'un cadre commun de résultats. Sa version révisée, le Plan d'ac-

tion national multisectoriel pour la nutrition pour 2016 / 17 - 2020 / 21 est en cours d'élaboration, avec un cadre commun de résultats, de ressources et de redevabilité.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



Le financement de la nutrition est rapporté dans les examens de dépenses publiques du secteur de la nutrition, tous les deux à quatre ans, en plus de la revue annuelle multisectorielle de la nutrition. Afin d'améliorer le suivi du financement de la nutrition et la mobilisation des ressources, la plateforme multisectorielle entend : élaborer une stratégie de

mobilisation des ressources pour appuyer le Plan d'action national multisectoriel sur la nutrition, ciblant les ressources du gouvernement, des donateurs et du secteur privé ; plaider pour l'augmentation des ressources pour le secteur privé ; améliorer le suivi financier grâce au cadre commun de résultats et de redevabilité du Plan d'action.



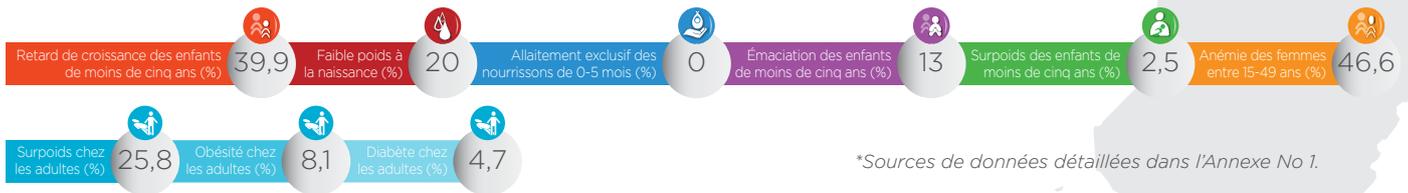
PRIORITÉS 2016 - 17

- Finaliser l'élaboration du plan quinquennal national d'action multisectorielle en matière de nutrition (2016 / 17 - 2020 / 21). Chiffrer et inclure un cadre commun de résultats, de ressources et de redevabilité.
- Finaliser le plan national de plaidoyer et les notes d'informations ciblant des groupes spécifiques.
- Organiser en octobre 2016 une revue annuelle conjointe multisectorielle de la nutrition afin d'évaluer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de la nutrition (2011 / 12 - 2015 / 16).
- Organiser des réunions régionales sur la planification et la budgétisation de la nutrition par les administrations locales (2017 - 18).



Date d'adhésion : mai 2013
Population : 11,18 millions

Tchad



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national de nutrition et d'alimentation (CNNA, d'après ses sigles en français), plateforme interministérielle instituée en 2014 par arrêté du Premier ministre, n'est pas encore fonctionnel. En revanche, son comité technique permanent, comité multiacteur, est convoqué régulièrement par le directeur de la nutrition du ministère de la

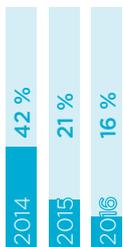
Santé, point focal SUN. Sept réseaux sont établis : ceux des journalistes, des « ambassadeurs » de la nutrition et des académiciens, dont l'opérationnalité varie. En 2016, le Tchad installera des comités multisectoriels de nutrition dans cinq régions et inaugurerait le CNNA.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Adoptée en mai 2015, la Politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA, d'après ses sigles en français) comprend une stratégie de communication et un Plan intégré de mise en œuvre (PAINA, d'après ses sigles en français), qui est en cours d'élaboration et sera finalisé d'ici septembre 2016. Les politiques nationales de sécurité alimentaire,

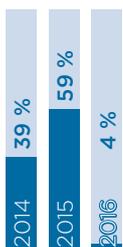
de santé, d'éducation et de développement rural, intègrent désormais la nutrition. D'autre part, les parlementaires travaillent actuellement à l'adoption du Code de commercialisation des substituts du lait maternel et au renforcement de la législation sur le sel iodé. Cependant, l'application et l'opérationnalisation de la législation pro-nutrition sont encore difficiles.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Un plan opérationnel du PAINA sera élaboré afin de servir de cadre commun de résultats : il alimentera les plans d'actions des différents réseaux. À cette fin, les efforts de la part de toutes les parties prenantes se centrent sur l'élaboration d'une cartographie

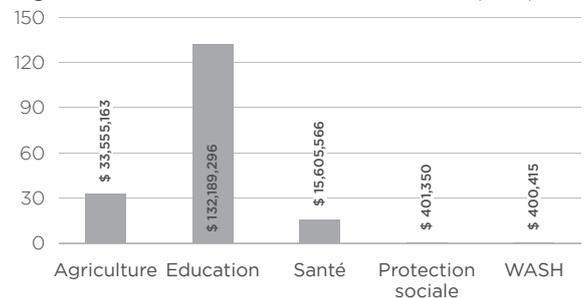
compréhensive des interventions, avec un accent sur celles des Nations Unies et des membres du *cluster* nutrition. De plus, une évaluation des capacités et des besoins en formation à la nutrition est également prévue pour 2017.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

L'estimation des coûts du PAINA sera faite une fois le plan finalisé. En complément de l'exercice de suivi des allocations budgétaires en 2015-2016, le ministère de la Santé collabore avec les partenaires extérieurs pour définir un plan chiffré de leur contribution. Les partenaires respectent leurs engagements, et le 11e Fonds de développement européen sera aligné avec la PNNA. Cependant, le décaissement des fonds est parfois problématique, ce qui est aussi le cas pour l'État, mais les parlementaires sont saisis de la question.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)



PRIORITÉS 2016-2017

- Achever et adopter le Plan intégré de mise en œuvre.
- Surveiller l'élaboration du cadre commun des résultats assorti d'un plan de suivi et d'évaluation.
- Opérationnaliser le Conseil national de nutrition et d'alimentation, et mettre en place de comités régionaux de la nutrition et de l'alimentation dans 5 régions pilotes.



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 6,97 millions

Togo



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

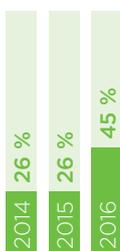
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Le décret de la mise en place de la plateforme multisectorielle pour la nutrition est actuellement en circuit pour être finalisé et approuvé. Certains

membres ont été officiellement nommés par leur structure pour participer aux activités de la plateforme multisectorielle.

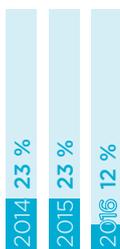
Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Un plaidoyer a été entamé, en collaboration avec UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé, l'agence allemande de coopération internationale (GIZ, d'après ses sigles en allemande) et d'autres

partenaires, en faveur de l'évaluation et la révision du Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2012-2015, tout en prenant mieux en compte la multisectorialité et une meilleure budgétisation.

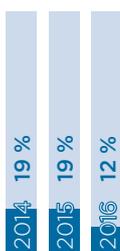
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Des rapports sectoriels existent mais ils ne sont pas faits de façon intégrée : chaque secteur produit un rapport sur ses activités de nutrition mais aucune

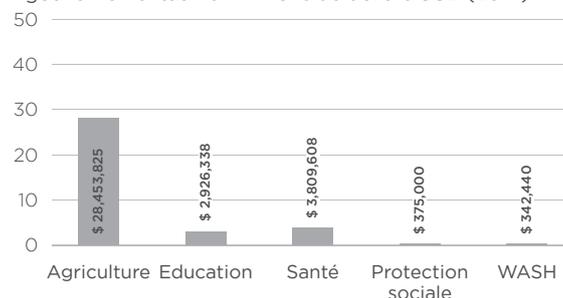
synthèse collective n'est réalisée. Cela est dû au fait que le cadre commun de résultats n'est pas encore défini.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



Un exercice de cartographie des interventions nutritionnelles est prévu en 2017 afin d'évaluer les besoins de financement supplémentaire. Le Togo a besoin d'assistance technique et financière pour l'élaboration d'un nouveau plan d'action multisectoriel chiffré de la nutrition, et d'un cadre commun des résultats.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)



PRIORITÉS 2016 - 17

- Poursuivre le plaidoyer pour la signature du décret de la mise en place de la plateforme multisectorielle pour la nutrition.
- Evaluer le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2012-2015.
- Elaborer une nouvelle politique et un nouveau plan d'action multisectoriel chiffré de la nutrition.
- Elaborer un cadre commun de suivi des résultats



Date d'adhésion : janvier 2014
Population : 90,73 millions

Vietnam



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'Institut national de la nutrition (NIN, d'après ses sigles en anglais) du Vietnam est l'organe de coordination chargé de la recherche, de la formation et de la mise en œuvre. Le Groupe de travail sur la nutrition, qui est un groupe de travail technique officiel au sein du Groupe de partenariat pour la santé, est la plateforme multi-acteurs co-présidée par le NIN et UNICEF. Depuis 2015, la plateforme se réunit régulièrement toutes les six semaines. Le secteur de la santé a décentralisé les structures de coordination dans 63 provinces. Parmi les efforts récents, mentionnons les efforts pour faire participer les ministères de l'Éducation, de l'Agriculture et des Affaires sociales pour les associer au programme de nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

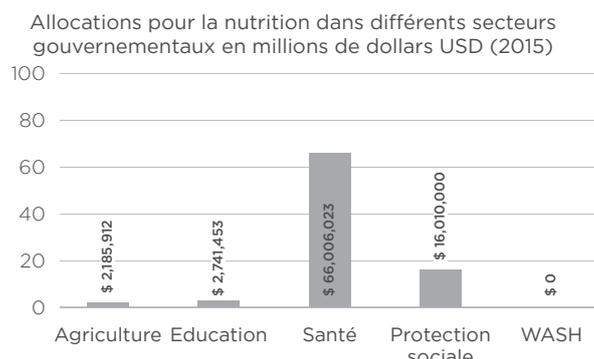
La Stratégie nationale pour la nutrition 2011 - 2020 est en place et le Plan national d'action pour la nutrition 2016 - 2020 (NPAN, d'après ses sigles en anglais) est en cours d'élaboration. La mise en vigueur du Code de commercialisation des substituts du lait maternel, des lois sur le congé de maternité d'une durée maximale de six mois et sur l'enrichissement des aliments est effective. Le retard de croissance a été intégré comme indicateur dans le Plan d'action national pour la santé 2016 - 2020 et son intégration dans le Plan de développement socio-économique est à l'étude. Une loi sur les enfants appuyant les soins nutritionnels pour les femmes enceintes, les nourrissons et les jeunes enfants est également en cours de ratification.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le NPAN, qui servira de directive nationale pour la prise en compte de la nutrition dans les politiques sectorielles, est actuellement en cours d'élaboration avec des interventions et des indicateurs révisés. Le NPAN est chiffré pour les interventions spécifiques à la nutrition et les interventions contribuant à la nutrition et un examen à mi-parcours est prévu pour un échange sur les leçons apprises. Le système de suivi de la nutrition recueille, analyse et communique les indicateurs convenus, et des rapports d'étape réguliers sont communiqués aux parties prenantes de la nutrition.

Suivre les financements et mobiliser les ressources

Les ressources nécessaires à la mise en œuvre sont mobilisées et réparties en fonction de la stratégie et du plan national. En 2015 - 2016, au niveau provincial, la planification annuelle et des interventions ont été réalisées, mais le budget principal pour des interventions spécifiques à la nutrition provient du budget du gouvernement central. Le budget national de la nutrition est examiné et ajusté en fonction de l'analyse des rapports annuels, des données du système de suivi de la nutrition et des examens conjoints ainsi que des visites effectuées par les autorités gouvernementales.



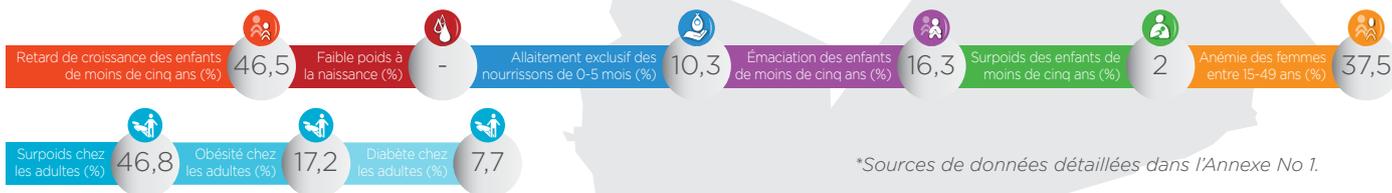
PRIORITÉS 2016-2017

- Estimer les coûts de mise en œuvre des interventions et suivre le financement aux niveaux national et infranational.
- Mettre à profit des manifestations de haut niveau, des partenariats et des canaux de communication pour mobiliser des engagements, générer des investissements et améliorer l'utilisation des données.
- Mobiliser les ambassadeurs de la nutrition pour positionner la nutrition comme une priorité à tous les niveaux.



Date d'adhésion : novembre 2012
Population : 25,96 millions

Yémen



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

À ce jour, il existe un comité directeur du Mouvement SUN et un comité technique, créé en avril 2015. Le secrétariat national SUN organise des réunions ad hoc malgré le manque de réunions régulières en raison du conflit en cours. Le secrétariat est resté actif dans le suivi de la mise en œuvre dans différents secteurs. Un

changement stratégique de soutien a été observé : la plupart des initiatives en matière de nutrition relèvent des programmes humanitaires d'urgence. Le secrétariat fait également partie du comité technique sur la classification par phase de la sécurité alimentaire intégrée.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aucun plan ou stratégie de plaidoyer et de communication n'a été créé. Toutefois, au cours de la période de rapport, des activités de plaidoyer sporadiques ont été menées par les parties prenantes pour mettre en œuvre le plan multisectoriel. Un bon exemple est le niveau de coordination du

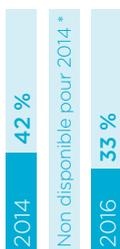
Plan d'intervention humanitaire du Yémen, qui a été approuvé et entériné. Le Yémen dispose d'une législation sur la nutrition, principalement en ce qui concerne la protection de la maternité et l'allaitement, et l'enrichissement des aliments avec des micronutriments.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

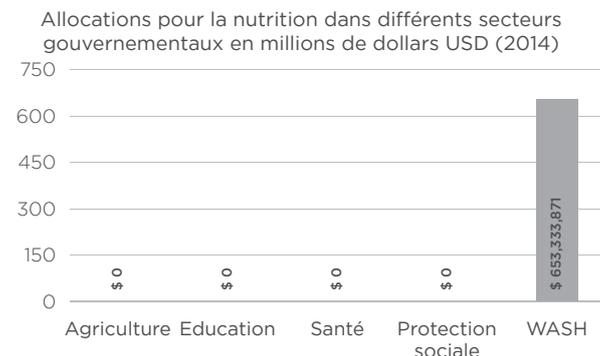
Un mécanisme de coordination de la nutrition existe par l'intermédiaire des groupes thématiques des Nations Unies, conformément au plan d'intervention humanitaire du Yémen et à la cartographie définissant « qui est où, quand et faisant quoi ». Une enquête sur les programmes de nutrition a été mise en œuvre et analysée. Le plan du Mouvement SUN a récemment fait l'objet d'un examen, ses objectifs sont clairement

définis et la répartition des redevabilités est claire. Bien que la gestion de l'information pour le secrétariat SUN ne soit pas mise en place, l'accès à l'information est fourni par d'autres sources, notamment le système de classification par phase de la sécurité alimentaire intégrée.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le plan du Mouvement SUN comprend des estimations budgétaires pour chaque secteur, bien que les estimations budgétaires des secteurs ne couvrent pas nécessairement tous les aspects du plan en raison de la crise. Toutes les parties prenantes SUN ont examiné leurs contributions à ce plan. En outre, le Plan d'intervention humanitaire couvre la nutrition, la santé et les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène en tant que composants autonomes clés. Les rapports financiers sectoriels sont régulièrement soumis au ministère de la Planification et de la coopération internationale. Il n'y a toutefois pas eu d'augmentation du budget national pour la nutrition en raison de la crise.



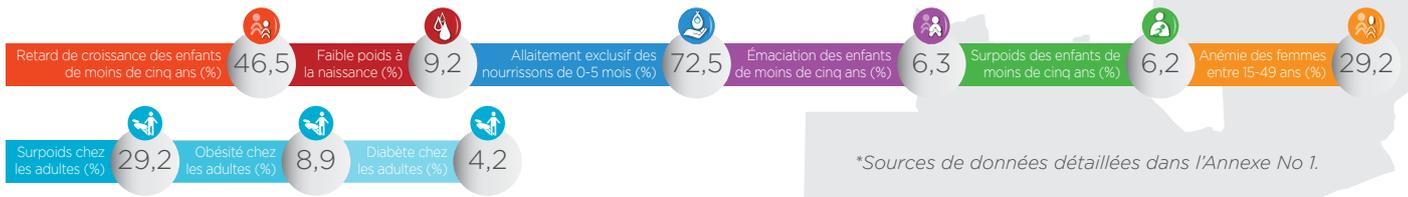
PRIORITÉS 2016 - 17

- Le plan et les priorités SUN qui y sont énoncés doivent être adoptés par le plan d'action sectoriel de chaque groupe thématique.
- Il faut davantage de plaidoyer pour les activités de développement et non seulement pour les interventions d'urgence.
- Les activités du Secrétariat SUN devraient compléter celles du Secrétariat de la sécurité alimentaire pour plus de coopération dans des domaines tels que la gestion des données. Il faut intensifier le renforcement des capacités.



Date d'adhésion : décembre 2010
Population : 15,47 millions

Zambie



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

En Zambie, la plateforme nationale multi-acteurs a été renforcée, avec la désignation du secrétaire permanent du ministère de la Santé comme président par le Comité spécial des secrétaires permanents en novembre 2015. Les comités de district pour la coordination de la nutrition sont élargis à de nouveaux districts au-delà

des 14 actuels, et des comités ad hoc de coordination provinciale de la nutrition sont également en place. Pour soutenir ces structures, il est nécessaire de rendre formelles, les structures de coordination au niveau infranational et d'internaliser davantage la démarche multisectorielle au sein des ministères.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Un projet de loi sur l'alimentation et la nutrition a été élaboré après une série de consultations avec les parties prenantes. Il a été approuvé par le Cabinet et attend l'approbation du Parlement. La Politique alimentaire et nutritionnelle actuelle était adoptée en 2006 et

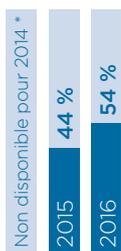
devrait être examinée en 2016, parallèlement au Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2011 - 2015. L'engagement actif des politiciens, en particulier au niveau parlementaire, a concouru à faire connaître la nutrition.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

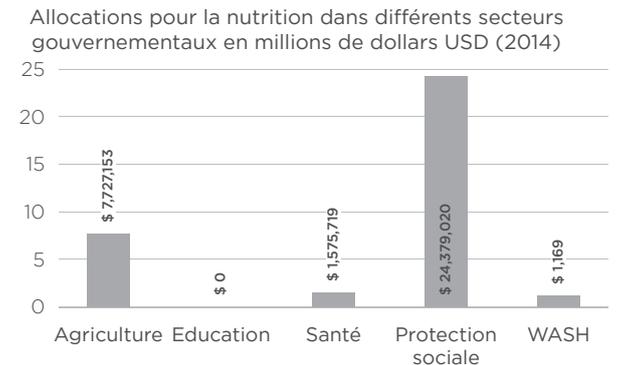
Les composantes du cadre commun de résultats sont en place selon le Programme des 1 000 jours les plus décisifs de la vie d'un enfant et le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2011 - 2015. Cependant, la composante redevabilité n'est pas encore élaborée. En octobre 2015, un examen annuel conjoint a été entrepris par les partenaires au développement

pour la nutrition et par le gouvernement, mettant l'accent sur 14 districts, mais il doit être étendu à tous les districts avec des interventions spécifiques à la nutrition et interventions contribuant à la nutrition. En novembre 2015, les visites conjointes de soutien réalisées par des équipes techniques multisectorielles ont révélé de bonnes pratiques qui doivent être documentées.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

Le suivi budgétaire a permis de suivre les affectations de ressources pour les programmes spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition menés en 2015 - 2016 avec le soutien de la société civile. Les conclusions, qui incluaient la nécessité d'institutionnaliser l'obligation de produire des rapports, ont fait l'objet d'échanges avec diverses parties prenantes clés, comme le Comité des secrétaires permanents spéciaux pour la nutrition. Le réseau des donateurs SUN a proposé une augmentation des donateurs pour financer la nutrition par l'intermédiaire du mécanisme du fonds du Mouvement SUN dans le pays, ce qui a permis à un plus grand nombre de donateurs de soutenir les interventions prioritaires du Mouvement SUN.



PRIORITÉS 2016-2017

- Planifier stratégiquement les interventions à inclure dans le cadre commun des résultats.
- Élaborer des lignes directrices pour organiser et gérer le cadre commun de résultats au niveau infranational.
- Favoriser une meilleure gestion des données à tous les niveaux.
- Améliorer les estimations des coûts pour les interventions au niveau national et / ou sous-national.
- Élaborer un dossier national de rentabilité de l'investissement dans la nutrition appuyé par des données probantes.



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 13,94 millions

Zimbabwe



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Des comités multi-acteurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle fonctionnent aux niveaux national et de district. Ces comités multi-acteurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle ont permis à leurs structures décentralisées au niveau de huit provinces de créer des comités de district dans 33 des 60 districts. La démarche multisectorielle à

base communautaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle a permis la création de 118 comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les réseaux SUN ont été créés et fonctionnent bien, avec la nécessité d'accroître la participation de la communauté universitaire et de recherche et de formaliser un réseau du secteur privé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, lancée en 2013, est le cadre général de la nutrition au Zimbabwe. Les efforts ont été déployés pour inciter davantage les parlementaires à faire en sorte que le gouvernement respecte ses engagements au titre de la politique en vigueur. L'Alliance de la société civile SUN au Zimbabwe (ZCSOSUNA, d'après ses sigles en anglais) concourt

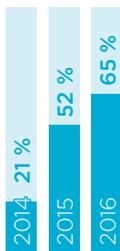
à faire en sorte que la voix des communautés locales soit prise en compte dans les engagements financiers, juridiques et politiques globaux ainsi que dans l'établissement des programmes nationaux visant à renforcer la nutrition. Davantage de travail est nécessaire pour assurer un suivi adéquat de la mise en œuvre des politiques nationales existantes.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En avril 2015, la Stratégie nationale de nutrition, qui sert de cadre commun de résultats SUN, a été lancée. Le suivi de la mise en œuvre du cadre commun de résultats est en cours au sein des comités. Un système exhaustif d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est en cours d'élaboration pour suivre

les progrès des indicateurs et la plateforme multi-acteurs planifie la réalisation d'une cartographie commune et l'établissement d'une base de données sur " qui fait quoi et où ". Les réseaux alignent généralement les mesures sur les priorités nationales énoncées dans les politiques et les stratégies.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

La Stratégie nationale de la nutrition est chiffrée et fait l'estimation des ressources financières nécessaires pour aborder les six domaines thématiques clés au cours de la période 2014 - 2018. La cartographie des dépenses courantes nécessite encore une analyse approfondie pour définir les interventions spécifiques et contribuant à la nutrition qui débouchent sur des

domaines de résultats clés et à des engagements nationaux en matière de nutrition. Il est nécessaire de renforcer la mobilisation des ressources du gouvernement et des partenaires au développement afin de combler les déficits de financement dans le secteur de la nutrition.



PRIORITÉS 2016 - 17

- Encourager l'engagement de haut niveau, notamment des ambassadeurs de la nutrition et des parlementaires, pour le plaidoyer législatif, l'allocation budgétaire pour la nutrition et la sensibilisation du public.
- Élaborer des dossiers nationaux de rentabilité de l'investissement dans la nutrition, appuyés par des données probantes, pour promouvoir le plaidoyer pour la nutrition au moyen d'initiatives telles que le Coût de la faim.
- Renforcer les compétences des membres de la plateforme multi-acteurs, notamment des comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réseaux SUN.
- Soutenir le renforcement des capacités des réseaux individuels, notamment des réseaux de donateurs, des alliances de la société civile, du secteur privé et des Nations Unies.



Annexes

Annexe 1

Description des indicateurs retenus pour le Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2016

Ce rapport comprend neuf statistiques nutritionnelles, conformément au Rapport mondial sur la nutrition 2016. Ces statistiques concernent les cibles globales 2025 adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé pour la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant et trois cibles liées à la nutrition du Cadre mondial de suivi pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles. Cinq statistiques sur les cibles de l'Assemblée mondiale de la santé reposent sur les données de l'équipe interinstitutions de l'UNICEF, de l'Organisation mondiale de la santé et de la Banque mondiale, alors que celles sur l'anémie sont fondées sur des estimations mondiales (trois exceptions ont été faites pour le Costa Rica, El Salvador et Madagascar qui ont validé des données nationales sur l'anémie). Les cibles des maladies non transmissibles liées à la nutrition sont fondées sur de multiples sources, comme expliqué ci-dessous.

Statistiques de l'Assemblée mondiale de la santé : Les données sur le retard de croissance chez les moins de cinq ans, l'émaciation chez les moins de cinq ans, le surpoids chez les moins de cinq ans, l'allaitement maternel exclusif et le faible poids à la naissance reposent sur les données de l'équipe interinstitutions de l'UNICEF, de l'Organisation mondiale de la santé et de la Banque mondiale. Les estimations de l'anthropométrie représentatives au plan national sont incluses dans l'ensemble de données communes régulièrement mises à jour, après le processus d'examen par chaque agence et une fois collectivement convenues.

Anémie chez la femme : Cet indicateur est fondé sur les estimations globales du Groupe d'étude du modèle de répercussions de la nutrition sur l'anémie (Nutrition Impact Model Study Group for Anaemia) et utilisé dans le Rapport mondial sur la nutrition (2011). Le Costa Rica, El Salvador et Madagascar ont validé des données nationales sur l'anémie, faisant de leurs données des exceptions dans ce cas.

Diabète adulte : Le taux de sucre dans le sang chez l'adulte est un indicateur du diabète (Cible 7 des maladies non transmissibles). Cet indicateur mesure la glycémie à jeun à travers des enquêtes sur la population et des systèmes de surveillance. Il est fondé sur l'indicateur du référentiel de données de « glycémie élevée à jeun ($\geq 7,0$ mmol / L ou sous traitement) » de l'Observatoire mondial de la santé (2014) de l'Organisation mondiale de la Santé.

surpoids et obésité chez l'adulte : Ce rapport se sert de deux indicateurs pour mesurer le surpoids et l'obésité chez les adultes (Cible 7 des maladies non transmissibles). Les deux indicateurs mesurent les indices de masse corporelle en fonction de la taille et du poids à travers des enquêtes de population et des systèmes de surveillance. Les indicateurs sont distincts par leur seuil, la prévalence du surpoids des adultes étant enregistrée avec un indice de masse corporelle > 25 , tandis que l'obésité chez les adultes est enregistrée avec un indice de masse corporelle > 30 . Ces données sont fondées sur l'indicateur du référentiel de données de l'Observatoire mondial de la santé de l'Organisation mondiale de la Santé (2014).

Ce rapport n'inclut pas les données sur le surpoids et l'obésité chez les adolescents ainsi que les niveaux d'apport en sel parce qu'ils ne sont pas définis comme des cibles nutritionnelles mondiales du Rapport mondial sur la nutrition 2016.

Statistiques des indicateurs de nutrition dans les pays SUN

Pays	Retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans	Émaciation chez les enfants de moins de cinq ans	Surpoids chez les enfants de moins de cinq ans	Année	Source	Insuffisance pondérale à la naissance
BANGLADESH	36,1	14,3	1,4	2014	Enquête démographique et de santé au Bangladesh 2014 : Indicateurs clés. Enquêtes démographiques et de santé. Dhaka, Bangladesh, et Rockville, Maryland, États-Unis : NIPORT, Mitra and Associates et ICF International, 2015 (en attente d'une nouvelle analyse).	21,6
BÉNIN	34,0	4,5	1,7	2014	Enquête par grappes à indicateurs multiples (EGIM), 2014, Bénin.	12,5
BOTSWANA	31,4	7,2	11,2	2007	IVe rapport de l'Enquête sur la santé de la famille 2007 au Botswana. Gaborone, Botswana : OSC, 2009 (et analyse supplémentaire par l'UNICEF).	-
BURKINA FASO	32,9	10,9	-	2012	Enquête nutritionnelle nationale 2012 - Méthode SMART	16,2
BURUNDI	57,5	6,1	2,9	2010	Enquête démographiques et de santé 2010 au Burundi. Enquêtes démographiques et de santé. Burundi	10,7
CAMBODGE	32,4	9,6	2,0	2014	Enquêtes démographiques et de santé 2014 au Cambodge Rapport sur les indicateurs clés	8,2
CAMEROUN	31,7	5,2	6,7	2014	Enquête par grappes à indicateurs multiples (EGIM5), 2014, Rapport de résultats clés. Yaoundé, Cameroun, Institut National de la Statistique, 2015.	7,6
COMORES	32,1	11,1	10,9	2012	Enquêtes démographiques et de santé et Enquêtes par grappes à indicateurs multiples 2012 aux Comores. Enquêtes démographiques et de santé et Enquêtes par grappes à indicateurs multiples. Rockville, MD 20850, États-Unis : DGSP et ICF International, 2014 (et analyse complémentaire).	-
CONGO	21,2	8,2	5,9	2015	Enquête par grappes à indicateurs multiples, EGIM5 CONGO 2014 - 2015, Rapport de résultats clés. Brazzaville, Congo, INS et UNICEF, 2015.	10,0
COSTA RICA	5,6	1,0	8,1	2008	Encuesta nacional de nutricion 2008-2009. San José, Costa Rica, 2011.	7,2
CÔTE D'IVOIRE	29,6	7,6	3,2	2012	Enquêtes démographiques et de santé et Enquêtes par grappes à indicateurs multiples 2011 - 2012 en Côte d'Ivoire. Enquêtes démographiques et de santé et Enquêtes par grappes à indicateurs multiples. Calverton, Maryland, États-Unis : INS et ICF International, 2012 (et analyse complémentaire).	14,2
EL SALVADOR	14,0	2,0	6,0	2014	Encuesta nacional de salud 2014 - Encuesta de indicadores multiples por conglomerados 2014, Resultados principales. San Salvador, El Salvador : Ministerio de Salud e Instituto Nacional de Salud.	9,0
ÉTHIOPIE	40,4	8,7	2,6	2014	Mini-Enquêtes démographiques et de santé 2014 en Éthiopie. Addis Abeba, Éthiopie, 2014.	10,8
GAMBIE	24,5	11,5	2,7	2013	Enquêtes démographiques et de santé 2013 de la Gambie. Banjul, Gambie et Rockville, Maryland, États-Unis : GBOS et ICF International, 2014.	10,2
GHANA	18,8	4,7	2,6	2014	Indicateurs clés des Enquêtes démographiques et de santé 2014 au Ghana, Service de statistique du Ghana, Accra, Services de santé d'Accra, Ghana	10,0
GUATEMALA	46,5	0,7	4,7	2015	Encuesta Nacional de Salud Materno Infantil 2014-2015. Ciudad de Guatemala, Guatemala, 2015.	11,4
GUINÉE	31,3	9,9	3,8	2012	Enquêtes démographiques et de santé (EDS-IV) et enquête par grappe à indicateurs multiples (EGIM). EDS-EGIM 2012. Conakry, Guinée et Calverton, MD : INS et ICF, 2013 (et analyse complémentaire).	-
GUINÉE-BISSAU	27,6	6,0	2,3	2014	Inquérito aos Indicadores Múltiplos (EGIM) 2014, Principais Resultados. Bissau, Guinée-Bissau : Ministério da Economia e Finanças, Direcção Geral do Plano Instituto Nacional de Estatística (INE).	21,3

Source	Allaitement maternel exclusif de 0 à 5 mois	Source	Anémie chez les femmes ⁱ	Surpoids chez les adultes ⁱⁱ	Obésité chez les adultes ⁱⁱ	Diabète adulte ⁱⁱ
EDS 2011	55,0	EDS 2014	43,5	18,1	3,6	8,0
Enquête par grappes à indicateurs multiples (EGIM), 2014, Bénin,	41,4	Enquête par grappes à indicateurs multiples (EGIM), 2014, Bénin.	49,6	28,9	9,3	5,1
-	20,3	Enquête sur la santé de la famille, 2007.	28,5	48,0	22,4	6,0
EDS 2010	50,1	NNS 2014.	49,5	23,6	6,3	4,2
Enquête démographiques et de santé 2010 au Burundi. Enquêtes démographiques et de santé au Burundi	69,3	Enquête démographiques et de santé 2010 au Burundi. Enquêtes démographiques et de santé au Burundi	20,9	15,5	2,6	2,6
EDS 2010	65,0	Enquêtes démographiques et de santé 2014 au Cambodge Rapport sur les indicateurs clés	43,8	17,6	3,2	5,0
EDS 2011	28,2	EGIM 2014	41,5	33,5	11,4	5,9
-	12,1	EDS / EGIM 2012	30,8	24,6	6,6	4,6
EDS 2011-2012	20,5	EDS 2011-2012	50,7	33,6	11,0	5,9
Encuesta nacional de nutrición 2008-2009	33	EGIM 2011	9.9 ⁱⁱⁱ	60,4	24,3	5,7
EDS 2011-2012	12,1	EDS 2011-2012	48,8	30,6	9,2	8,5
Adjunto archivo con resumen de resultados de Encuesta Nacional de Salud MICS, 2014	47,0	EGIM 2014	9.6 ^{iv}	56,7	21,8	8,8
EDS 2011	52,0	EDS 2011	19,2	18,9	4,0	3,8
EGIM 2010	46,8	EDS 2013	45,3	32,5	10,9	5,8
EDS 2008	52,3	EDS 2014	56,4	33,6	12,2	4,8
ENSMI 2008 - 2009	49,6	ENSMI 2008 - 2009	25,7	52,0	18,6	7,5
-	20,5	EDS 2012	48,4	25,5	6,8	4,7
EGIM 2014	52,5	EGIM 2014	44,6	26,1	7,2	5,2

ⁱ Rapport mondial sur la nutrition 2014 (données de l'année 2011).

ⁱⁱ Année d'utilisation de la source, 2014.

ⁱⁱⁱ Enquête nationale sur la nutrition 2008 - 2009 soutenue par d'autres partenaires, OPS / Organisation mondiale de la santé.

^{iv} FESAL, 2008.

Statistiques des indicateurs de nutrition dans les pays SUN

Pays	Retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans	Émaciation chez les enfants de moins de cinq ans	Surpoids chez les enfants de moins de cinq ans	Année	Source	Insuffisance pondérale à la naissance
HAÏTI	21,9	5,2	3,6	2012	Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services, Haïti, 2012. Enquêtes démographiques et de santé. Calverton, Maryland, États-Unis : MSP, IHE et ICF International, 2012 (et analyse supplémentaire).	19,1
INDONÉSIE	36,4	13,5	11,5	2013	Rapport national sur la recherche fondamentale en santé, RISKESDAS, 2013. Jakarta, Indonésie, 2014 (et analyse supplémentaire).	7,3
KENYA	26,0	4,0	4,1	2014	Principaux indicateurs des Enquêtes démographiques et de santé 2014 au Kenya.	5,6
KIRGHIZISTAN	12,9	2,8	7,0	2014	Enquête par grappes à indicateurs multiples 2014 au Kirghizistan : Principales conclusions (EGIM). Bishkek, Kirghizistan : Comité national de statistique de la République kirghize et UNICEF, 2014.	5,9
LAOS	43,8	6,4	2,0	2011	Enquête sur les indicateurs sociaux du Laos LSIS (EGIM / EDS). Vientiane, RDP lao : Min. Santé et LSB, 2012 (et analyse supplémentaire).	14,8
LESOTHO	33,2	2,8	7,4	2014	Enquêtes démographiques et de santé du Lesotho (LDHS 2014) : Indicateurs clés. Enquêtes démographiques et de santé. Maseru, Lesotho : Ministère de la Santé et ICF International, 2015 (en attente d'une nouvelle analyse).	9,3
LIBERIA	32,1	5,6	3,2	2013	Enquêtes démographiques et de santé 2013. Enquêtes démographiques et de santé. Monrovia, Libéria.	9,7
MADAGASCAR	49,2	8,2	-	2009	Enquête démographiques et de santé 2008 - 2009 à Madagascar. Enquêtes démographiques et de santé. Antananarivo, Madagascar : INSTAT et ICF Macro, 2010 (et analyse complémentaire).	12,7
MALAWI	42,4	3,8	5,1	2014	Enquête finale sur les OMD au Malawi 2014. Principales conclusions	12,9
MALI	23,1	15,3	4,7	2006	Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Commerce (DNSI/MEIC) et Macro International Inc. Enquête démographique et de santé 2006 au Mali. EDS. Calverton, Maryland, États-Unis : CPS / DNSI et Macro International Inc., 2007 (et analyses supplémentaires).	-
MAURITANIE	22,0	11,6	1,2	2012	Enquête nutritionnelle nationale utilisant la méthode SMART : Résultats préliminaires. Nouakchott, Mauritanie, Juillet 2012 (et analyses supplémentaires).	34,7
MOZAMBIQUE	43,1	6,1	7,9	2011	Moçambique inquérito demográfico e de Saúde 2011. Enquêtes démographiques et de santé.	16,0
MYANMAR	35,1	7,9	2,6	2009	Enquête par grappes à indicateurs multiples au Myanmar 2009 - 2010 : Rapport final (EGIM3). Nay Pyi Taw, Myanmar : Ministère de la Planification nationale et du Développement économique et ministère de la Santé, 2011.	8,6
NAMIBIE	23,1	7,1	4,1	2013	Enquêtes démographiques et de santé 2013 en Namibie. Enquêtes démographiques et de santé.	13,0
NÉPAL	37,4	11,3	2,1	2014	Enquêtes par grappes à indicateurs multiples 2014 : Principales conclusions	12,4
NIGER	43,0	18,7	3,0	2012	Enquête démographique et de santé et Enquête par grappes à indicateurs multiples 2012 au Niger. Enquêtes démographiques et de santé et Enquêtes par grappes à indicateurs multiples. Calverton, Maryland, États-Unis : INS et ICF International, 2013 (et analyse complémentaire).	12,0
NIGERIA	32,9	7,9	1,8	2014	Conclusions de l'enquête nationale sur la nutrition et la santé, du 9 février au 5 mai 2014, Nigéria : Méthodes SMART.	8,1
OUGANDA	33,7	4,8	3,8	2011	Enquête démographique et de santé 2011 en Ouganda. Enquêtes démographiques et de santé. Kampala, Ouganda : UBOS et Calverton, Maryland, USA : ICF International Inc., 2012 (et analyses supplémentaires).	10,2
PAKISTAN	45,0	10,5	4,8	2012	Enquête démographique et de santé 2012 - 2013 au Pakistan. Enquêtes démographiques et de santé. Islamabad, Pakistan, et Calverton, Maryland, USA : NIPS et ICF International, 2013 (et analyses supplémentaires).	25,0

Source	Allaitement maternel exclusif de 0 à 5 mois	Source	Anémie chez les femmes ⁱ	Surpoids chez les adultes ⁱⁱ	Obésité chez les adultes ⁱⁱ	Diabète adulte ⁱⁱ
EDS 2012	39,7	EDS 2012	37,1	38,5	11,9	6,9
Rapport national sur la recherche fondamentale en santé, RISKESDAS, 2013	41,5	Rapport national sur la recherche fondamentale en santé, RISKESDAS, 2013	22,5	24,5	5,7	7,0
EDS 2008-09	61,4	EDS 2014	25,0	26,2	7,0	4,0
EGIM 2014	41,1	EGIM 2014	32,5	47,2	14,4	8,6
LSIS 2011	40,4	LSIS 2011	31,0	19,0	3,5	5,6
EDS 2009	66,9	EDS 2014	26,8	35,4	14,2	6,0
EDS 2013	55,2	EDS 2013	49,3	25,0	6,6	5,6
EDS 2008-2009	41,9	EDS 2008-2009	31,8 ^v	22,8	5,4	3,9
Enquête finale sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 2014 au Malawi.	70,2	Enquête finale sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 2014 au Malawi.	28,8	21,9	5,3	4,3
Remarque : EDS 2012 - 13 rejetées	37,8	EDS 2006	56,2	25,1	6,8	5,0
SMART 2012	26,9	SMART 2012	39,0	30,3	9,7	6,7
EDS 2011	41,0	Autres enquêtes nationales de 2013	44,2	21,8	5,3	4,6
EGIM 2009	23,6	EGIM 2009	30,3	17,6	2,9	6,6
EDS 2013	48,5	EDS 2013	32,7	42,9	18,9	5,4
EDS 2011	56,9	EGIM 2014	36,1	18,0	3,3	9,1
EDS 2012	23,3	EDS 2012	46,7	19,4	4,3	4,1
EDS 2013	21,5	EDS 2013	48,5	33,3	11,0	4,3
EDS 2011	63,2	EDS 2011	26,7	21,8	4,9	2,8
EDS 2012	37,7	EDS 2012	51,1	23,0	5,4	9,8

ⁱ Rapport mondial sur la nutrition 2014 (données de l'année 2011).

ⁱⁱ Année d'utilisation de la source, 2014.

^v Selon l'enquête ENSOMD 2012 - 2013.

Statistiques des indicateurs de nutrition dans les pays SUN

Pays	Retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans	Émaciation chez les enfants de moins de cinq ans	Surpoids chez les enfants de moins de cinq ans	Année	Source	Insuffisance pondérale à la naissance
PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE	49,5	14,3	13,8	2010	Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages en Papouasie-Nouvelle-Guinée 2009 - 2010 : Tableaux sommaires. Port Moresby : Office national de la statistique, 2013 (et analyse complémentaire).	11,0
PÉROU	17,5	0,4	7,2	2013	Encuesta demografica y de salud familiar - ENDES continua 2013. Enquêtes démographiques et de santé. Lima, Pérou : INEI, 2014.	6,9
PHILIPPINES	30,3	7,9	5,0	2013	8 ^e Enquête nationale sur la nutrition	19,6
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	42,6	8,1	4,4	2013	Enquêtes démographiques et santé 2013 - 2014 en République Démocratique du Congo. Enquêtes démographiques et de santé. Rockville, Maryland, États-Unis : MPSMRM, MSP et ICF International, 2014 (et analyse supplémentaire).	10,0
RWANDA	37,9	2,2	7,7	2015	Enquête démographiques et de santé 2014 - 15 au Rwanda. Enquêtes démographiques et de santé. Calverton, Maryland, États-Unis : NISR, ministère de la Santé et ICF International, 2015	6,2
SÉNÉGAL	19,4	5,8	1,3	2014	Sénégal : Enquête démographique et de santé Continue (EDS-Continue 2014). Rockville, Maryland, États-Unis : ANSD et ICF International, 2015.	15,9
SIERRA LEONE	37,9	9,4	8,9	2013	Enquête démographique et de santé 2013 en Sierra Leone. Enquêtes démographiques et de santé. Freetown, Sierra Leone et Rockville, Maryland, USA : SSL et ICF International, 2014 (et analyse supplémentaire).	7,1
SOMALIE	25,9	14,9	2,9	2009	Enquête nationale anthropométrique et sur les micronutriments 2009 en Somalie (et analyse supplémentaire) ;	5,0
SOUDAN	38,2	16,3	3,0	2014	Principales conclusions de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples 2014 Khartoum, Soudan : UNICEF et Bureau central de statistique (CSB), 2014.	-
SRI LANKA	14,7	21,4	0,6	2012	Enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2013. Colombo, Sri Lanka	18,1
SUD SOUDAN	31,1	22,7	6,0	2010	Enquête sur les ménages au Soudan du Sud 2010	-
SWAZILAND	25,5	2,0	9,0	2014	Enquête par grappes à indicateurs multiples 2010 au Swaziland (EGIM 5) : Principales conclusions Mbabane, Swaziland, Office central de statistique et UNICEF, 2015.	8,7
TADJIKISTAN	26,8	9,9	6,6	2012	Enquête démographique et de santé du Tadjikistan 2012. Enquêtes démographiques et de santé. Douchanbé, Tadjikistan et Calverton, Maryland, USA : SA, MOH, et ICF International, 2013 (et analyses supplémentaires).	7,2
TANZANIE	34,4	4,5	3,6	2015	Enquête démographique et de santé 2015 - 16 en Tanzanie. Enquêtes démographiques et de santé. Dar es Salaam, Tanzanie : NBS et ICF International, 2016	-
TCHAD	39,9	13,0	2,5	2015	Enquêtes démographiques et de santé et Enquêtes par grappes à indicateurs multiples 2011 du Cameroun. Enquêtes démographiques et de santé et Enquêtes par grappes à indicateurs multiples. Calverton, Maryland, États-Unis : INS et ICF International, 2012 (et autres analyses)	20,0
TOGO	27,5	6,7	2,0	2013 - 14	Enquête démographique et de santé 2013 - 2014 au Togo. Enquêtes démographiques et de santé. Rockville, Maryland, États-Unis : MPDAT, MS et ICF International, 2015.	11,0
VIETNAM	24,9	6,8	3,5	2014	Profils de surveillance de la nutrition 2014. Hanoi, Vietnam, 2016.	-
YÉMEN	46,5	16,3	2,0	2014	Enquête nationale sur la santé et la démographie 2013 au Yémen. Rockville, Maryland, États-Unis : MOPHP, CSO, PAPPAM et ICF International, 2014.	-
ZAMBIE	40,0	6,3	6,2	2014	Enquête démographique et de santé 2013 - 14 en Zambie. Rockville, Maryland, États-Unis : Services centraux de statistique, ministère de la Santé et ICF International.	9,2
ZIMBABWE	27,6	3,3	3,6	2014	Enquête par grappes à indicateur multiple 2014. Principales conclusions (EGIM). Harare, Zimbabwe : ZIMSTAT 2014.	10,1

Source	Allaitement maternel exclusif de 0 à 5 mois	Source	Anémie chez les femmes ⁱ	Surpoids chez les adultes ⁱⁱ	Obésité chez les adultes ⁱⁱ	Diabète adulte ⁱⁱ
Enquête nationale de 2005 sur les micronutriments, projet de rapport, tableau 3.4.1, p. 25	56,1	Enquête de style EDS 2006	29,8	60,7	27,9	11,8
EDS 2012	68,4	EDS 2014	18,5	58,2	21,1	6,9
EDS 2008	34,0	NNS 2013	25,4	23,6	5,1	5,8
EDS 2011-2012	47,6	EDS 2013-14	49,0	20,6	4,4	4,3
EDS 2010	87,3	EDS 2014-15	17,4	19,8	4,0	2,8
EDS 2010-11	33,0	EDS 2014	57,5	30,2	9,8	5,1
EDS 2013	32,0	EDS 2013	45,2	25,8	7,6	4,8
EGIM 2006	5,3	NNS 2009	42,6	20,7	4,6	4,8
	55,4	EGIM KFR 2014	31,5	27,8	7,5	6,6
Enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2013, Colombo, Sri Lanka	75,8	Enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2013, Colombo, Sri Lanka	25,7	25,2	6,5	7,9
	45,0	EGIM 2010	-	27,8	7,5	-
EGIM 2010	63,8	EGIM KFR 2014	27,8	41,4	17,7	6,6
EDS 2012	34,3	EDS 2012	24,6	44,9	13,6	7,6
-	41,1	Enquête nationale sur la nutrition 2014 en Tanzanie	39,6	25,6	7,1	4,3
2010	0	EDS KFR 2014	46,6	25,8	8,1	4,7
EGIM 2010	57,5	EDS 2013-14	52,7	25,9	7,5	4,9
-	24,3	EGIM 2014	14,1	20,6	3,6	4,9
-	10,3	CFS 2011	37,5	46,8	17,2	7,7
EDS 2014	72,5	EDS 2014	29,2	29,2	8,9	4,2
-	41,0	EGIM 2014	28,4	30,7	10,5	4,6

ⁱ Rapport mondial sur la nutrition 2014 (données de l'année 2011).

ⁱⁱ Année d'utilisation de la source, 2014.

Progrès des pays SUN dans une gamme de processus

Pays SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs fonctionnelle	La plateforme multi-acteurs a été décentralisée	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé	La plateforme multi-acteurs a un coordinateur de l'ONU	Le pays a un coordinateur de donateurs	La plateforme multi-acteurs travaille avec les médias
BANGLADESH	●		●	En cours	●	●	●
BÉNIN	●	●	●	●		●	●
BOTSWANA							
BURKINA FASO	●	●	●	●	●	●	●
BURUNDI	●		●			●	
CAMBODGE	●		●	●	●	●	
CAMEROUN	●						
COMORES							
CONGO							●
COSTA RICA	En cours				●		
CÔTE D'IVOIRE	●	En cours	●	●	●	●	●
EL SALVADOR	●	●	●				
ÉTHIOPIE	●		●		●	●	
GAMBIE	●	●	●				
GHANA	●	●	●		●	●	●
GUATEMALA	●		●	●	●	●	●
GUINÉE	●	●	●	●	●	●	●
GUINÉE-BISSAU	●		●	●	●		En cours
HAÏTI	En cours						
INDONÉSIE	●	●	●	●	●	●	●
KENYA	En cours	En cours	●	●	●	●	●
KIRGHIZISTAN	●		●	●	●		●
LAOS	●	●	●		●	●	●
LESOTHO							
LIBÉRIA							
MADAGASCAR	●	●	●	●	●	●	●
MALAWI	●	●	●		●	●	
MALI	●	●	●	●	●	●	
MAURITANIE	●	En cours	●		vii		En cours
MOZAMBIQUE	●	●	●	●	vi	●	●
MYANMAR	●		●		●	●	
NAMIBIE	●		●		●	●	
NÉPAL	●		●	●	●	●	●
NIGER	●						
NIGERIA	●	●	●	●	●	●	●
OUGANDA	●	●	●	●		●	
PAKISTAN	●	●	●	●	●	●	●
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
PÉROU	●		●		●		●
PHILIPPINES	●		●	●	●		●

La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires	La plateforme multi-acteurs travaille avec le milieu universitaire	Les ambassadeurs de la nutrition ont été choisis	Le pays dispose d'un cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats comprend des interventions spécifiques et contribuant à la nutrition	Le cadre commun de résultats a un plan de fonctionnement	Le cadre commun de résultats dispose d'un Cadre de suivi et évaluation	Le Cadre commun de résultats est chiffré
●	●	●	En cours				
●	●		●	●	●		En cours
				N/D	N/D	N/D	N/D
●	En cours	●	●	●	●	En cours	●
En cours	●		●	●			
○	●		●	●	●	●	●
●			●		●	●	En cours
	●		●	●	●	●	
En cours	●		●	●			
●		●	●	●	●		●
	●	●	●	●	●	●	●
	●		En cours	N/D	N/D	N/D	N/D
●		●	●	●	●	●	
●	●	●	●	●	●	En cours	●
En cours	●		●	●	●		En cours
●	●	●	●	●	●	●	●
En cours	●	●	●	●	●	●	●
●	●		●	●	●	●	●
●	●		●	●	●	●	●
●		●	●	●	●	●	●
●			●	●	●	●	●
●	●		●	●	●	●	●
En cours	●		En cours				
●	●	●	●	●	●	●	●
●	●		●	●	●	●	●
	●	●	●	●	●	●	●
	●	●	●	●	●	En cours	●
●	●		En cours	En cours	En cours	En cours	En cours
N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
●	●	●	●	●	●	●	
●	●		●	●	●	●	●

vi REACH

vii Un pays post-REACH

Progrès des pays SUN dans une gamme de processus

Pays SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs fonctionnelle	La plateforme multi-acteurs a été décentralisée	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé	La plateforme multi-acteurs a un coordinateur de l'ONU	Le pays a un coordinateur de donateurs	La plateforme multi-acteurs travaille avec les médias
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	●		●	En cours		●	●
RWANDA	●		●		●	●	●
SIERRA LEONE	●	●	●	●	●	●	●
SOMALIE	●	●	●		●		
SOUDAN	●				●	●	
SRI LANKA	●	●	●		●		●
SUD SOUDAN	●		●		●		
SWAZILAND	●		●		●	●	
TADJIKISTAN	●			●	●	●	●
TANZANIE	●	●	●	●	●	●	
TCHAD	●		●		● ^{vi}	●	●
TOGO							
VIETNAM	●		●		●	●	
YÉMEN	●		●	●	●	●	
ZAMBIE	●	●	●	●	●	●	●
ZIMBABWE	●	●	●	●	●	●	●

La plateforme multi-acteurs travaille avec des parlementaires	La plateforme multi-acteurs travaille avec le milieu universitaire	Les ambassadeurs de la nutrition ont été choisis	Le pays dispose d'un cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats comprend des interventions spécifiques et contribuant à la nutrition	Le cadre commun de résultats a un plan de fonctionnement	Le cadre commun de résultats dispose d'un Cadre de suivi et évaluation	Le Cadre commun de résultats est chiffré
●	●		En cours				
●		●	●	●	●	●	●
		●	●	●	●	●	●
●	●		En cours	En cours	En cours	En cours	En cours
	●		N/D	N/D		N/D	N/D
	●	●	●	●	●	●	●
			En cours	En cours	En cours	En cours	En cours
●	●		En cours	En cours	En cours	En cours	En cours
●	●	●	●	●	●	En cours	●
●	●	●	En cours				
●	●		●	●	●	●	En cours
	●		●	●	●		●
●		●	●	●	●	●	●
●		●	●	●	●	●	●

Suivi des progrès du Mouvement SUN en 2015 - 2016

Le Rapport d'avancement du Mouvement SUN 2016 repose sur le suivi des résultats pour présenter l'état actuel du Mouvement SUN. En se fondant sur le Cadre de suivi et évaluation du Mouvement SUN²⁶ élaboré en 2013, il évalue les progrès réalisés en mesurant la manière dont les pays SUN et les réseaux SUN adaptent leurs comportements pour atteindre les quatre objectifs stratégiques de la Stratégie et de la Feuille de route 2016 - 2020 :

1. Développer et maintenir un environnement politique favorable
2. Accorder la priorité à une bonne nutrition et institutionnaliser des mesures efficaces qui concourent à son renforcement
3. Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées avec les résultats communs
4. Utiliser efficacement et augmenter considérablement les ressources financières pour la nutrition.

Le Cadre de suivi et évaluation du Mouvement SUN prend en compte la nature complexe, imprévisible et non-linéaire des progrès réalisés par les parties prenantes en matière de nutrition au titre de leur engagement collectif. S'appuyant sur les informations issues des conférences téléphoniques bimensuelles et des évaluations conjointes par les parties prenantes du Mouvement SUN, il examine comment le comportement des acteurs au niveau national et mondial (gouvernements, donateurs, société civile, secteur privé et Nations Unies)²⁷ est en train de changer en rapport avec les quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN. L'évaluation conjointe des parties prenantes constitue une plate-forme de redevabilité mutuelle permettant des échanges de connaissances dans l'avenir au sein du Mouvement SUN. La structure des évaluations conjointes repose sur quatre processus dans la poursuite des objectifs stratégiques globaux du Mouvement SUN, à savoir :

- **Processus 1** : Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun
- **Processus 2** : Garantir un cadre politique et juridique cohérent
- **Processus 3** : Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun
- **Processus 4** : Suivre les financements et mobiliser les ressources

La méthodologie utilisée reconnaît que les parties prenantes (les personnes, les organisations et les réseaux) sont à l'origine des processus de changement. Dans le suivi des progrès, elle met l'accent sur un **ensemble de marqueurs²⁸ de progrès qui illustrent les résultats** qui devraient être affichés par les différentes parties prenantes en termes de changement de comportement. Les marqueurs de progrès ont été établis pour chacun des quatre processus. Chaque partie prenante analyse les relations, les interventions, les activités, les politiques et les pratiques associées à chaque marqueur de progrès au cours de la dernière année. Les réalisations par rapport à chaque marqueur sont notées à l'aide d'une échelle de cinq points (*comportement non applicable / non commencé (note = 0), commencé (1), en cours (2), presque terminé (3) ou terminé (4)*).

Les **premiers marqueurs de progrès** affectés à chacun des quatre objectifs stratégiques représentent des types de résultats en termes de changement de comportement qui sont relativement plus faciles à réaliser alors que les **marqueurs de progrès ultérieurs** au sein de chaque processus représentent des changements plus difficiles et ambitieux²⁹. Pour refléter cela, les notes pour chaque marqueur de progrès sont additionnées et comparées³⁰ aux premiers marqueurs de progrès (les plus faciles à réaliser) dont la note est plus faible que celle des marqueurs plus avancés (les plus difficiles).

Le suivi des progrès dans le Mouvement SUN en se servant des évaluations conjointes par pays permet aux plates-formes nationales multi-acteurs d'évaluer - et d'améliorer - leur efficacité. Il est prévu que le processus d'évaluation conjointe aide les parties prenantes à s'approprier le suivi des progrès et à en bénéficier, ainsi qu'à être mutuellement redevables de leurs interventions collectives.

²⁶ Voir tableau 4 : Élément dans le cadre de suivi-évaluation du Mouvement SUN (S & E)

²⁷ La démarche de la cartographie des résultats prend également en compte les comportements des parties prenantes au sein des quatre réseaux mondiaux.

²⁸ Se reporter à la liste de processus et des marqueurs de progrès du tableau 2.

²⁹ Consulter le cadre de suivi et évaluation du Mouvement SUN, disponible à l'adresse suivante : <http://scalingupnutrition.org/monitoring2013>.

³⁰ Se reporter au tableau 3.

Évaluer les progrès de 2015 à 2016 dans le Mouvement SUN

L'évaluation des progrès réalisés au sein du Mouvement SUN est pilotée par les pays, avec l'appui du Secrétariat du Mouvement SUN et des réseaux SUN. [En juillet 2016, 45 pays SUN³¹ avaient entrepris leur autoévaluation. 27 de ces pays ont entrepris le même exercice d'auto-évaluation ou d'évaluation conjointe au cours des trois dernières années \(2014, 2015 et 2016\).](#)

Le titre du suivi pour 2016 est passé de l'autoévaluation à l'[autoévaluation à l'évaluation conjointe](#), ce qui fait remarquer qu'il s'agit d'un exercice collectif axé sur la réflexion commune et les priorités communes pour l'avenir. Les indicateurs de progrès de cet exercice ont été ajustés afin d'être davantage focalisés sur la mise en œuvre et les résultats, tout en maintenant la comparabilité des notations, au fil du temps, pour chaque pays. Le nouveau marqueur de progrès dans le Processus 2 (PM2.3) combine deux marqueurs de progrès individuels de l'exercice d'autoévaluation précédent en 2015 (Marqueur de progrès 2.3 et Marqueur de progrès 2.4).

Les résultats des rapports d'évaluation conjointe sont résumés dans les profils de pays de ce rapport. Tous les pays SUN sont encouragés à entreprendre l'évaluation conjointe avec les précieuses contributions de toutes les parties prenantes dans le Mouvement pour obtenir un aperçu exhaustif des progrès réalisés. Les profils de pays du Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2016 visent à mettre en évidence les transformations dans les pays concernant le comportement des différents acteurs dans leurs efforts de renforcement de la nutrition, que l'on peut escompter à mesure que le Mouvement SUN évolue au cours d'une période de temps. Pour cette raison, les pays SUN qui n'ont pas pu entreprendre l'évaluation conjointe cette année n'ont que des profils sans ces données. Les pays qui ont adhéré au Mouvement SUN au cours de l'année dernière sont présentés dans les Profils de pays individuels de cette année.

Si les progrès réalisés dans le cadre du Mouvement sont suivis depuis 2012, jusqu'en 2014, les évaluations pour chaque objectif stratégique ne reposaient que sur l'information tirée des conférences téléphoniques bimensuelles des pays. [Ce rapport présente les évaluations pour 2014 - 2016, compte tenu de la même méthode, c'est-à-dire des évaluations conjointes par les parties prenantes nationales, complétées par des informations tirées de l'analyse budgétaire.](#)

Messages clés du suivi 2016

Les observations de nouvelles tendances globales de changement ont une pertinence pour le Mouvement SUN dans son ensemble et sont mises en évidence dans le présent rapport. Pour comprendre l'état actuel du Mouvement SUN 2016, l'analyse repose sur le mode (fréquence d'une note donnée) pour les marqueurs de progrès des 45 pays présenté à la [figure 1](#) ci-dessous. De ce fait, on peut constater une amélioration générale dans l'ensemble du Mouvement SUN (mise en évidence en comparant les modes des 27 pays qui ont réalisé des évaluations pendant trois ans - voir la [figure 2](#)). L'analyse des informations reçues pour chacun des quatre processus révèle que :

Pour le **Processus 1**, les rapports d'évaluation conjointe indiquent que les différentes parties prenantes s'engagent davantage dans leur plateforme multi-acteurs (MSP). En particulier, les conférences téléphoniques trimestrielles de pays SUN créent une occasion pour les parties prenantes nationales de se rencontrer et de faire des contributions régulières. Les résultats montrent également que les pays qui participent au Mouvement depuis les cinq dernières années ont obtenu plus de gains de coordination par rapport aux pays qui ne sont membres que depuis un an ou près de deux ans. Les résultats de processus ont considérablement progressé entre 2014 et 2015, mais pas autant en 2016. Par conséquent, même si la note est plus élevée pour les quatre processus, le Mouvement doit continuer à soutenir la coordination et le fonctionnement de la plate-forme, et à s'assurer que différentes parties prenantes se mobilisent davantage au sein de leur plateforme multisectorielle. En effet, nous observons une bonne progression de tous les marqueurs de progrès (avec une note de 3 en 2016) et une amélioration générale de la compréhension de la nécessité d'une plateforme multisectorielle. Seul le marqueur de progrès 1.4, détient la note de 2. Ce dernier se penche sur la capacité de redevabilité en termes de résultats collectifs de la plateforme multisectorielle dans son ensemble. Il implique que les constituantes au sein de la plateforme multisectorielle soient capables de mener le suivi et rédiger des rapports sur leurs propres contributions et réalisations. Le Mouvement doit continuer à appuyer ce travail.

En ce qui concerne le **Processus 2**, plusieurs pays prônent des améliorations dans le développement, la mise à jour et la diffusion de politiques et législations relatives à la nutrition. Une fois les cadres juridiques renforcés mis en place, les pays s'attèlent à leur mise en œuvre. Ce processus progresse lentement, étant donné la longue procédure de mise à jour de la législation et la révision en cycles des politiques sur une période donnée. Dans la figure 2, le marqueur de progrès 2,5 a reculé par rapport à 2015. Cela peut être attribué au fait que la documentation à l'appui a été demandée pour compléter la note fournie et qu'une ligne directrice de recommandation minimale a été fournie pour la notation.

³¹ Consulter la liste complète des pays et points de données du tableau 1.

Pour le **Processus 3**, on comprend généralement mieux la nécessité d'établir des cadres communs de résultats (CCR). Le Mouvement a soutenu à cet effet les pays dans leur développement. Cela est attesté par l'augmentation du nombre de pays affichant des améliorations dans la plupart des marqueurs de progrès pour le Processus 3 (Aligner les interventions en cours, traduire le cadre politique et juridique en un cadre commun de résultats et pour trois marqueurs de progrès pour lesquels un appel à l'accélération était manifeste) (organiser, piloter et suivre la mise en œuvre du cadre commun de résultats et évaluer la mise en œuvre des interventions). Il est néanmoins nécessaire d'améliorer le suivi et l'évaluation conjoints de la mise en œuvre des interventions par le biais des marqueurs de progrès 3.4 (suivi des interventions prioritaires, c'est-à-dire sur la façon dont les systèmes d'information sont utilisés pour suivre la mise en œuvre des interventions prioritaires en vue d'une meilleure nutrition) et 3.5 (évaluer pour soutenir l'impact). Dans la figure 2, les marqueurs de progrès 3.3 et 3.4 ont baissé par rapport à 2015. Cela peut être attribué à la demande de tous les documents à l'appui pour compléter la note fournie et la définition d'une ligne directrice minimale définissant les exigences pour la notation.

Pour le **Processus 4**, suite à l'analyse budgétaire entreprise par les pays SUN en 2014 et 2015 et au soutien continu pour le chiffrage du Cadre commun de résultats, l'on note une amélioration considérable de la prévisibilité du financement pluriannuel pour maintenir les résultats de la mise en œuvre et l'amélioration de la nutrition. Par conséquent, les lacunes recensées en 2014 ont connu d'importantes améliorations, notamment en ce qui concerne l'évaluation de la faisabilité financière (marqueur de progrès 4.1), le suivi et le rapport sur le financement (marqueur de progrès 4.2) ainsi que l'augmentation et l'alignement des ressources (marqueur de progrès 4.3). Beaucoup reste encore à faire quant à la mise en œuvre effective du Processus 4.

FIGURE 1 PROGRÈS ACCOMPLIS AU SEIN DU MOUVEMENT SUN : Évaluation conjointe de 45 pays - 2016

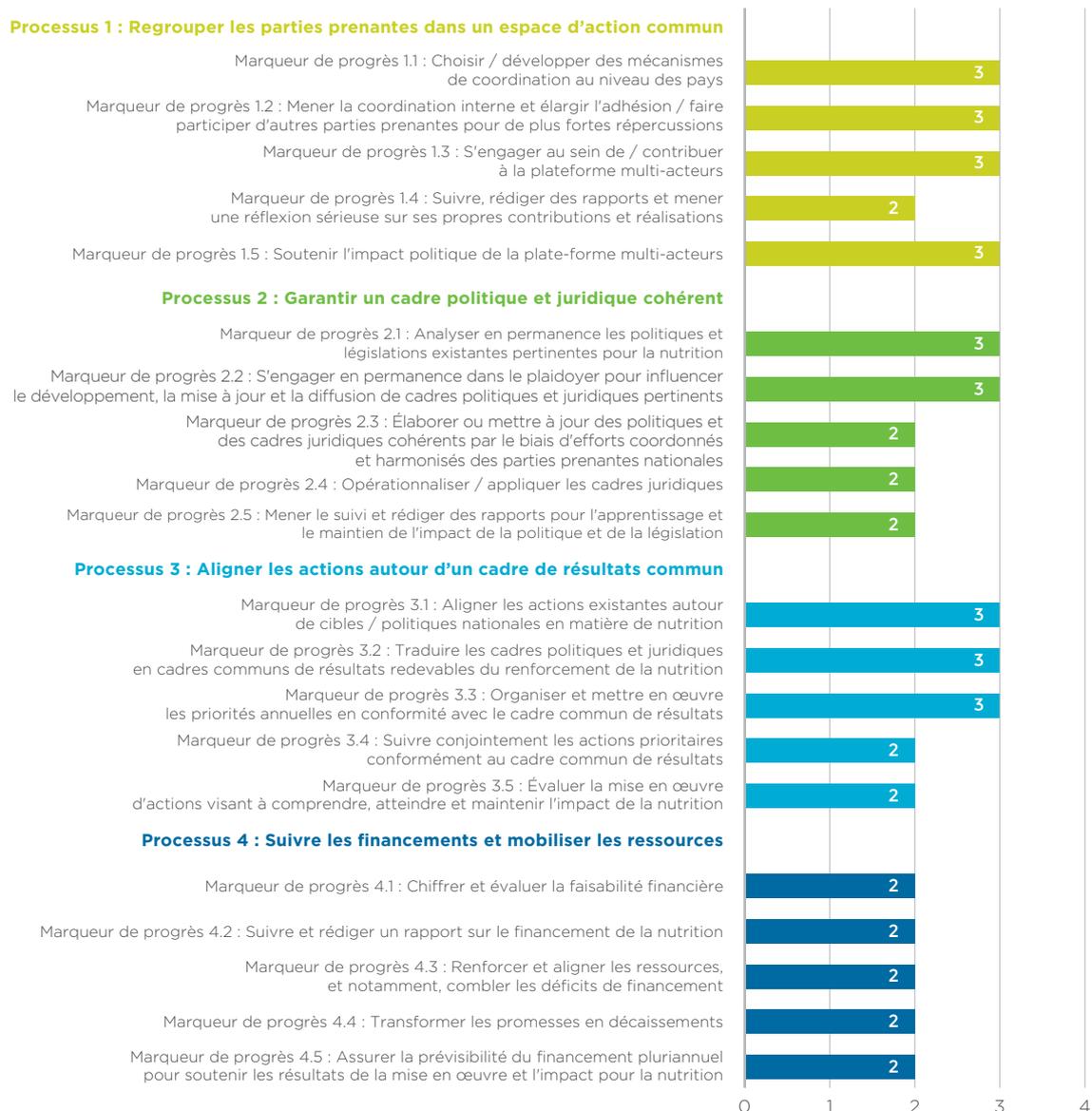
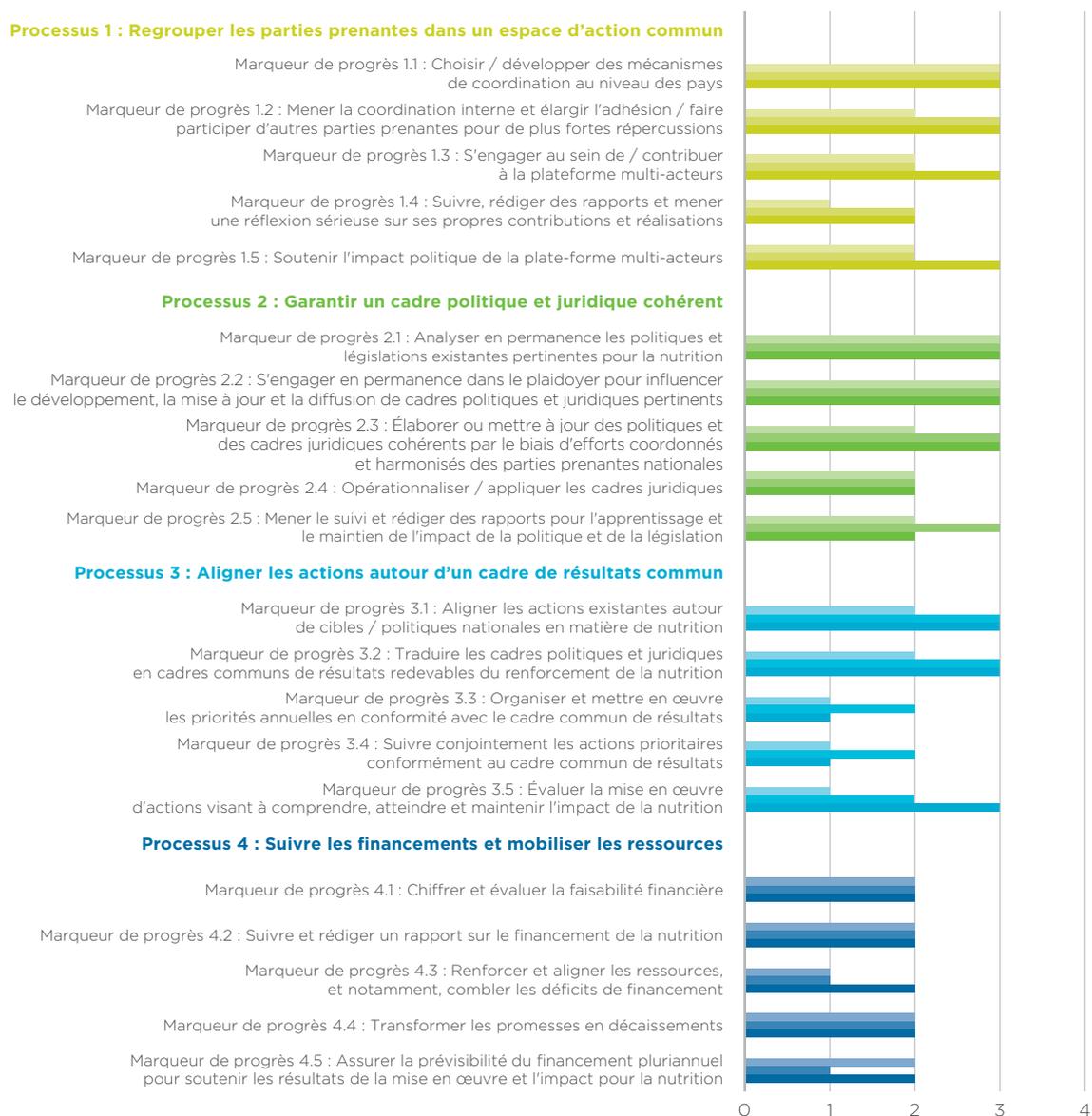


FIGURE 2³²

Évaluation conjointe de 27 pays avec 3 points de données (2014, 2015 & 2016)



Comprendre certains des défis observés dans l'interprétation et la comparaison des notations entre les pays et au fil du temps

L'analyse des résultats obtenus des autoévaluations par les pays pour 2014 et 2015 et de l'évaluation conjointe de 2016 révèle que les parties prenantes dans les pays sont généralement plus autocritiques lors de l'évaluation des indicateurs de progrès comparé au Secrétariat du Mouvement SUN au cours des années 2012 et 2013. Les évaluations conjointes des pays SUN nécessitent beaucoup de réflexion, en particulier sur les aspects liés aux progrès qui ne peuvent pas facilement être cernés de l'extérieur du pays. Une évaluation conjointe semble refléter l'hétérogénéité des différents acteurs impliqués, tandis que les évaluations externes, même lorsqu'elles sont validées par les pays, ont tendance à refléter le point de vue de la partie prenante principale.

Une note de marqueur de progrès entre 0 et 4 devrait indiquer la présence d'un comportement particulier. Cependant, certaines notes d'évaluation conjointe pour des marqueurs particuliers semblent être influencées par la valeur que leur donnent les auteurs des évaluations conjointes. Une telle subjectivité est attendue lorsque le suivi des résultats repose sur la méthode de cartographie

³² Pour analyser les progrès collectifs réalisés dans le cadre du Mouvement SUN entre 2014 et 2016, l'analyse compare les données de 27 pays qui ont entrepris des évaluations conjointes pour les trois années. Mode individuel pour le Processus 2 : Les marqueurs de progrès 2.3 et 2.4 ont été combinés et présentés comme Processus 2 : marqueur de progrès 2.3 pour les années 2014 et 2015, dans le but de permettre des comparaisons avec 2016.

des résultats. Dans le cadre de l'évaluation, il est question de savoir si un comportement particulier « commence à se développer », « est en cours » ou « existe » : les responsables de l'évaluation sont invités à évaluer sur la base de leurs propres jugements.

Cela implique que les notes d'évaluation conjointe ne devraient pas être utilisées pour comparer les progrès réalisés entre les pays. Mais elles peuvent aider à identifier et à interpréter des tendances émergentes de transformation institutionnelle dans un pays. Les notes devront toujours être interprétées avec prudence étant donné que la méthode est influencée par l'interaction entre les parties prenantes, la complexité des questions abordées et le caractère unique de chaque pays. Dans le réseau des points focaux nationaux du Mouvement SUN, nombreux sont ceux qui estiment que si les parties prenantes nationales appliquent la même méthode d'évaluation conjointe d'année en année, elles seront mieux placées pour décrire les défis auxquels elles sont confrontées et le succès des initiatives prises pour y faire face.

Tableau 1 : Données analysées pour le Rapport d'avancement annuel 2016 du Mouvement SUN

		Rapport d'auto-évaluation 2014	Rapport d'auto-évaluation 2015	Rapports d'évaluation conjointe 2016
1.	Bangladesh	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
2.	Bénin	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
3.	Burkina Faso	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
4.	Burundi	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
5.	Cameroun	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
6.	Tchad	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
7.	République démocratique du Congo	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
8.	Côte d'Ivoire	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
9.	El Salvador	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
10.	Éthiopie	Évalué par le SMS	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport non présenté par le pays
11.	Ghana	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport non présenté par le pays
12.	Guatemala	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
13.	Guinée	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
14.	Haïti	Rapport présenté par le pays	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport non présenté par le pays
15.	Indonésie	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
16.	Kenya	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
17.	Kirghizstan	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
18.	Laos	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
19.	Madagascar	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
20.	Malawi	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
21.	Mali	Rapport présenté par le pays	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport présenté par le pays
22.	Mauritanie	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
23.	Mozambique	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
24.	Myanmar	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
25.	Namibie	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
26.	Népal	Rapport présenté par le pays	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport présenté par le pays
27.	Niger	Rapport présenté par le pays	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport non présenté par le pays
28.	Nigeria	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
29.	Pakistan	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
30.	Pérou	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport non présenté par le pays

		Rapport d'auto-évaluation 2014	Rapport d'auto-évaluation 2015	Rapports d'évaluation conjointe 2016
31.	Rwanda	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport non présenté par le pays
32.	Sénégal	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
33.	Sierra Leone	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
34.	Sri Lanka	Évalué par le SMS	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
35.	Tanzanie	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
36.	Gambie	Rapport présenté par le pays	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport présenté par le pays
37.	Ouganda	Évalué par le SMS	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport présenté par le pays
38.	Yémen	Rapport présenté par le pays	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport présenté par le pays
39.	Zambie	Évalué par le SMS	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
40.	Zimbabwe	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
41.	Comores	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport non présenté par le pays
42.	Congo	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
43.	Costa Rica	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
44.	Guinée-Bissau	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
45.	Liberia	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport non présenté par le pays
46.	Sud Soudan	Pas de base de référence / Évaluée par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
47.	Swaziland	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport présenté par le pays	Rapport non présenté par le pays
48.	Tadjikistan	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
49.	Togo	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
50.	Vietnam	Point de référence présenté / évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
51.	Botswana	Membre depuis 2014 - 2015	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport présenté par le pays
52.	Cambodge	Membre depuis 2014 - 2015	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
53.	Somalie	Membre depuis 2014 - 2015	Rapport présenté par le pays	Rapport présenté par le pays
54.	Philippines	Membre depuis 2014 - 2015	Narratif des progrès réalisés validé en 2015	Rapport présenté par le pays
55.	Lesotho	Membre depuis 2014 - 2015	Rapport présenté par le pays	Rapport non présenté par le pays
56.	Soudan	Membre depuis 2015 - 2016	Membre SUN depuis 2015 - 2016	Membre depuis 2015 - 2016
57.	Papouasie Nouvelle Guinée	Membre depuis 2015 - 2016	Membre SUN depuis 2015 - 2016	Membre depuis 2015 - 2016

Tableau 2 : Processus et marqueurs de progrès pour les rapports d'évaluation conjointe des pays 2016

Processus 1 : Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	
Marqueur de progrès (PM) 1	Choisir / développer des mécanismes de coordination au niveau des pays
Marqueur de progrès (PM) 2	Coordonner à l'interne et élargir l'adhésion / collaborer avec d'autres parties prenantes pour élargir son influence
Marqueur de progrès (PM) 3	S'engager au sein de / contribuer à la plateforme multi-acteurs
Marqueur de progrès (PM) 4	Suivre, rédiger des rapports et mener une réflexion sérieuse sur ses propres contributions et réalisations
Marqueur de progrès (PM) 5	Soutenir l'impact politique de la plate-forme multi-acteurs
Processus 2 : Garantir un cadre politique et juridique cohérent	
Marqueur de progrès (PM) 1	Analyser en permanence les politiques et la législation existantes en matière de nutrition
Marqueur de progrès (PM) 2	S'engager en permanence dans le plaidoyer pour influencer le développement, la mise à jour et la diffusion de cadres politiques et juridiques pertinents
Marqueur de progrès (PM) 3	Développer ou réviser les cadres politiques et juridiques cohérents par le biais d'efforts coordonnés et harmonisés des parties des prenantes dans les pays
Marqueur de progrès (PM) 4	Opérationnaliser / appliquer les cadres juridiques
Marqueur de progrès (PM) 5	Mener le suivi et rédiger des rapports pour l'apprentissage et le maintien de l'impact de la politique et de la législation
Processus 3 : Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun	
Marqueur de progrès (PM) 1	Aligner les actions existantes autour de cibles / politiques nationales en matière de nutrition
Marqueur de progrès (PM) 2	Traduire les cadres politiques et juridiques en cadres communs de résultats redevables du renforcement de la nutrition
Marqueur de progrès (PM) 3	Organiser et mettre en œuvre les priorités annuelles en conformité avec le cadre commun de résultats
Marqueur de progrès (PM) 4	Suivre conjointement les actions prioritaires conformément au cadre commun de résultats
Marqueur de progrès (PM) 5	Évaluer la mise en œuvre d'actions visant à comprendre, atteindre et maintenir l'impact de la nutrition
Processus 4 : Suivre les financements et mobiliser les ressources	
Marqueur de progrès (PM) 1	Chiffrer et évaluer la faisabilité financière
Marqueur de progrès (PM) 2	Suivre et rédiger un rapport sur le financement de la nutrition
Marqueur de progrès (PM) 3	Augmenter et aligner les ressources, notamment, aborder les insuffisances financières
Marqueur de progrès (PM) 4	Transformer les promesses en décaissements
Marqueur de progrès (PM) 5	Assurer la prévisibilité du financement pluriannuel pour soutenir les résultats de la mise en œuvre et l'impact pour la nutrition

Tableau 3 : Poids des marqueurs de progrès dans chaque processus

	Poids PM1	Poids PM2	Poids PM3	Poids PM4	Poids PM5	Somme des mesures (arrondir)
Processus 1	4	4	5	6	6	
	16%	16%	20%	24%	24%	100%
Processus 2	4	4	5	6	6	
	16%	16%	20%	24%	24%	100%
Processus 3	4	4	5	6	6	
	16%	16%	20%	24%	24%	100%
Processus 4	4	4	5	6	6	
	16%	16%	20%	24%	24%	100%

Tableau 4 : Éléments du cadre de suivi-évaluation du Mouvement SUN

Élément	Qu'est ce qui est pris en compte ?	Qui a entrepris ce travail ?	Chronogramme de l'évaluation ?
Impact	Des objectifs-cibles étaient définis par l'Assemblée mondiale de la Santé de 2012. Les données sont nécessaires pour permettre l'évaluation des progrès accomplis au regard des objectifs-cibles (tels les taux annuels moyens de réduction de la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans).	Les données sont collectées, analysées et interprétées par les autorités nationales utilisant des procédures standard (enquêtes démographiques et de santé, par exemple)	Les intervalles entre les évaluations sont convenus dans les pays : Les parties prenantes du Mouvement SUN cherchent à augmenter la fréquence des évaluations d'impact à travers les plates-formes nationales d'information prévues pour la nutrition.
Résultat	Quatre processus spécifiques sont en cours dans les pays SUN et reflètent les quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN. Les progrès réalisés sont évalués à l'aide d'un ensemble de « marqueurs de progrès » pour chaque processus.	En 2012 et 2013 - évaluation entreprise par le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) à partir des données sur les progrès fournis par les points focaux de gouvernement dans les pays SUN : validées par elles avant d'être présentées. En 2014, 37 ³³ des 41 pays qui ont adhéré au Mouvement avant septembre 2013 ont entrepris leurs évaluations ³⁴ . Le Secrétariat du Mouvement SUN a entrepris des évaluations de base pour 10 ³⁵ nouveaux pays SUN membres. Les notes des évaluations sont analysées par le Secrétariat du Mouvement SUN avec l'appui du MDF.	Annuellement
Extrants	Les variables utilisées pour surveiller la performance du Secrétariat du Mouvement SUN sont explicitées dans son cadre logique.	Rapport d'activités du Secrétariat du Mouvement SUN.	Annuellement



³³ Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Congo (RDC), Côte d'Ivoire, El Salvador, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Guinée-Conakry, Haïti, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigeria, Pakistan, Pérou, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Tanzanie, Gambie, Ouganda, Yémen, Zambie, Zimbabwe

³⁴ Le Secrétariat du Mouvement SUN a effectué des évaluations pour trois pays qui n'étaient pas en mesure de réaliser eux-mêmes les évaluations dans les délais prescrits : Éthiopie, Zambie et Sri Lanka.

³⁵ Comores, Congo, Costa Rica, Guinée-Bissau, Libéria, Soudan du Sud, Swaziland, Tadjikistan, Togo et Vietnam.

Note technique sur les statistiques présentées dans le Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2016 - Définition des données et des indicateurs

Indicateur	Définition	Cible de l'Assemblée mondiale de la santé
 Faible poids à la naissance	Pourcentage d'enfants nés vivants pesant moins de 2 500 grammes à la naissance.	Réduction de 30 % du faible poids à la naissance d'ici 2025.
 Allaitement maternel exclusif de 0 à 5 mois	Pourcentage de nourrissons de 0 à 5 mois allaités exclusivement au sein.	Augmenter le taux d'allaitement maternel exclusif au cours des 6 premiers mois jusqu'à au moins 50 % d'ici 2025.
 Retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans	Pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois dont le poids est inférieur à deux écarts-types (modéré et sévère) et à trois écarts-types (sévére) de la hauteur médiane par rapport à leur âge selon les normes OMS de croissance de l'enfant.	Réduction de 40 % du nombre d'enfants de moins de 5 ans atteints du retard de croissance en 2025.
 Émaciation chez les enfants de moins de cinq ans	Pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois dont le poids est inférieur à deux écarts-types (modérée et sévère) et inférieur à trois écarts-types (sévére) du poids médian par rapport à leur taille selon les normes OMS de croissance de l'enfant.	Réduire et maintenir l'émaciation infantile à moins de 5 % d'ici 2025.
 Surpoids chez les enfants de moins de 5 ans	Pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois dont le poids est supérieur à deux écarts-types (modéré et sévère) du poids moyen pour l'âge selon les normes OMS de croissance de l'enfant.	Pas d'augmentation du surpoids infantile jusqu'en 2025.
 Anémie ³⁶	Proportion de femmes non enceintes en âge de procréer (15-49 ans) avec une concentration d'Hb < 120 g/L au niveau de la mer.	Réduction de 50 % de l'anémie chez les femmes en âge de procréer.
 Diabète adulte	Prévalence normalisée de la glycémie élevée / diabète en fonction de l'âge parmi des personnes âgées de 18 ans et plus (définie comme la glycémie à jeun avec concentration $\geq 7,0$ mmol / l (126 mg / dl) ou des personnes prenant des médicaments pour glycémie élevée).	Cible maladies non transmissibles 7. Arrêter la montée du diabète et de l'obésité.
 Surpoids et obésité chez l'adolescent	Prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adolescents (définie selon la référence de croissance de l'OMS pour les enfants et les adolescents d'âge scolaire avec le surpoids défini comme un écart type d'indice de masse corporelle pour l'âge et le sexe et l'obésité comme deux écarts types d'indice de masse corporelle pour l'âge et le sexe).	
 Surpoids et obésité chez l'adulte	Prévalence du surpoids et de l'obésité chez les personnes âgées de 18 ans et plus, normalisée selon l'âge (le surpoids étant défini comme un indice de masse corporelle ≥ 25 kg / m ² et l'obésité comme un indice de masse corporelle ≥ 30 kg / m ²).	

Remarques :

1) Les méthodologies et processus sous-jacents d'estimations conjointes UNICEF-OMS-Banque mondiale sont décrits dans les estimations conjointes de la malnutrition infantile de 2012, actualisées avec la publication de 2013. Les estimations de l'anthropométrie représentatives au plan national sont incluses dans l'ensemble de données communes régulièrement mises à jour, après le processus d'examen par chaque agence et une fois collectivement convenues.

2) Dans le but de maintenir une série chronologique cohérente de données anthropométriques comparables à l'échelle internationale, une partie de ce processus d'harmonisation pour le calcul des moyennes régionales et mondiales et l'analyse des tendances nécessite un nouveau calcul de toutes les estimations de prévalence anthropométriques à l'aide d'un algorithme normalisé. Cet algorithme a été programmé dans le logiciel et les macros d'Anthro de l'Organisation mondiale de la santé, examiné par MEASURE DHS13 et l'UNICEF. En outre, d'autres institutions [par exemple le CDC (Centers for Disease Control) des États Unis] ont intégré l'algorithme normalisé dans leur processus d'analyse d'enquête nutritionnelle. Dans les pays où les données anthropométriques sont recueillies dans le cadre d'une enquête démographique et de santé ou de l'enquête en grappes à indicateurs multiples, soit les données brutes sont accessibles au public, soit les programmes de traitement de données d'enquête intègrent déjà l'algorithme de l'Organisation mondiale de la santé, ou les deux alternatives. Dans les pays où les données anthropométriques sont collectées à travers une enquête nationale sur la nutrition (ou un autre type d'enquête) et analysées à l'aide d'un algorithme différent, un nouveau calcul de la prévalence anthropométrique est souvent nécessaire pour rendre les estimations comparables entre les pays et au fil du temps.

Sources de données

Les principales sources d'indicateurs de nutrition sont les enquêtes nationales publiées telles que l'Enquête Démographique et de Santé et de plusieurs enquêtes en grappes à indicateurs multiples. En l'absence de rapports d'EDS ou de MICS publiés récemment, les enquêtes nationales de suivi et évaluation normalisées des phases des secours et de la transition (SMART) et d'autres enquêtes nationales sont utilisées si elles sont approuvées par le Groupe conjoint UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale pour des estimations sur la malnutrition.

³⁶ Sur la base d'estimations de la prévalence mondiale de l'anémie en 2011 par l'Organisation mondiale de la santé, 2015, Genève, disponible à : http://www.who.int/nutrition/events/2012_proposed_globaltargets_backgroundpaper.pdf.

Rapports sur les allocations relatives à la nutrition

En janvier 2016, les pays SUN ont adopté le deuxième cycle de la démarche en trois étapes pour produire des rapports sur les allocations nutritionnelles pertinentes. La démarche en trois étapes repose sur une méthodologie commune approuvée par le réseau des donateurs SUN en 2013, qui fournit un cadre renforcé pour la collecte systématique de données budgétaires relatives à la nutrition. Les trois phases de démarche sont : (1) l'identification : identifier les éléments pertinents de la ligne budgétaire par le biais d'une recherche stratégique par mots clés, (2) la classification : évaluer si les éléments pertinents de la ligne budgétaire identifiés correspondent à des programmes contribuant à la nutrition ou spécifiques à la nutrition et exclure les lignes budgétaires jugées non pertinentes (après des consultations poussées) et (3) la pondération : effectuer une pondération ou attribuer un pourcentage du budget alloué à la nutrition, ledit pourcentage reposant sur la catégorisation de l'étape 2, ainsi que sur la consultation des experts nationaux. La méthode tient compte du fait que chaque budget national est structuré différemment et capte un large éventail d'informations qui sont présentées de manière non normalisée. Bien que les résultats ne permettent pas directement de faire des comparaisons entre pays, les pays qui utilisent la démarche en trois étapes peuvent suivre le rendement des programmes, évaluer les allocations financières par rapport aux dépenses réelles et définir les écarts entre les estimations de coûts pour atteindre les cibles globales de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé et les financements futurs (SUN, 2015b).

Après deux ans de collecte de données, les graphiques sectoriels présentés dans le rapport d'étape indiquent comment les finances publiques pour la nutrition sont ciblées sur cinq secteurs communs au développement : agriculture ; éducation ; santé ; protection sociale ; et Eau, hygiène et assainissement. Le regroupement des allocations budgétaires dans ces cinq domaines sectoriels reflète les domaines définis dans le Rapport mondial sur la nutrition 2014. Trouver ci-dessous des exemples de types de ligne budgétaire qui sont classées dans les secteurs respectifs :

Le secteur de la santé reflète les lignes budgétaires pour les programmes de vaccination des enfants, les maladies infectieuses, les soins de santé de base, la santé génésique et la sécurité sanitaire des aliments.

Le secteur de l'éducation reflète les lignes budgétaires pour les cantines scolaires, l'éducation sanitaire dans les écoles, le développement de la petite enfance et les programmes d'éducation générique visant à améliorer le niveau de scolarité ou à améliorer l'égalité des sexes.

Le secteur agricole reflète les lignes budgétaires pour l'élevage, la pêche, le développement rural, la sécurité alimentaire et les investissements agricoles génériques visant à renforcer les capacités de production ou à fournir des agro-services connexes.

Le secteur de la protection sociale reflète les lignes budgétaires pour les aides d'urgence, l'aide alimentaire, les services sociaux et les filets de protection sociale ou les transferts d'argent.

Le secteur des interventions d'eau, assainissement et hygiène reflète les lignes budgétaires relatives à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

En général, les graphiques sectoriels présentés dans ce rapport reflètent les données financières de la « limite supérieure ». Les chiffres de la limite supérieure sont ceux du financement factuel, ce qui signifie qu'ils reflètent, textuellement, les chiffres présentés dans la ligne budgétaire. La plupart des graphiques sectoriels des pays reflètent les estimations de la limite supérieure parce que les pays SUN n'ont pas tous progressé dans le processus de pondération (étape 3), mais certains graphiques de pays, comme le cas de l'Indonésie, reflètent les estimations de pondération. La pondération fait recours à l'application d'un « pourcentage » de la nutrition à un budget alloué, où le chiffre présenté reflète le niveau théorique d'effet qu'un programme a sur la nutrition.



S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

EN SAVOIR PLUS



www.scalingupnutrition.org



www.facebook.com/SUNMovement



www.twitter.com/SUN_Movement